



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

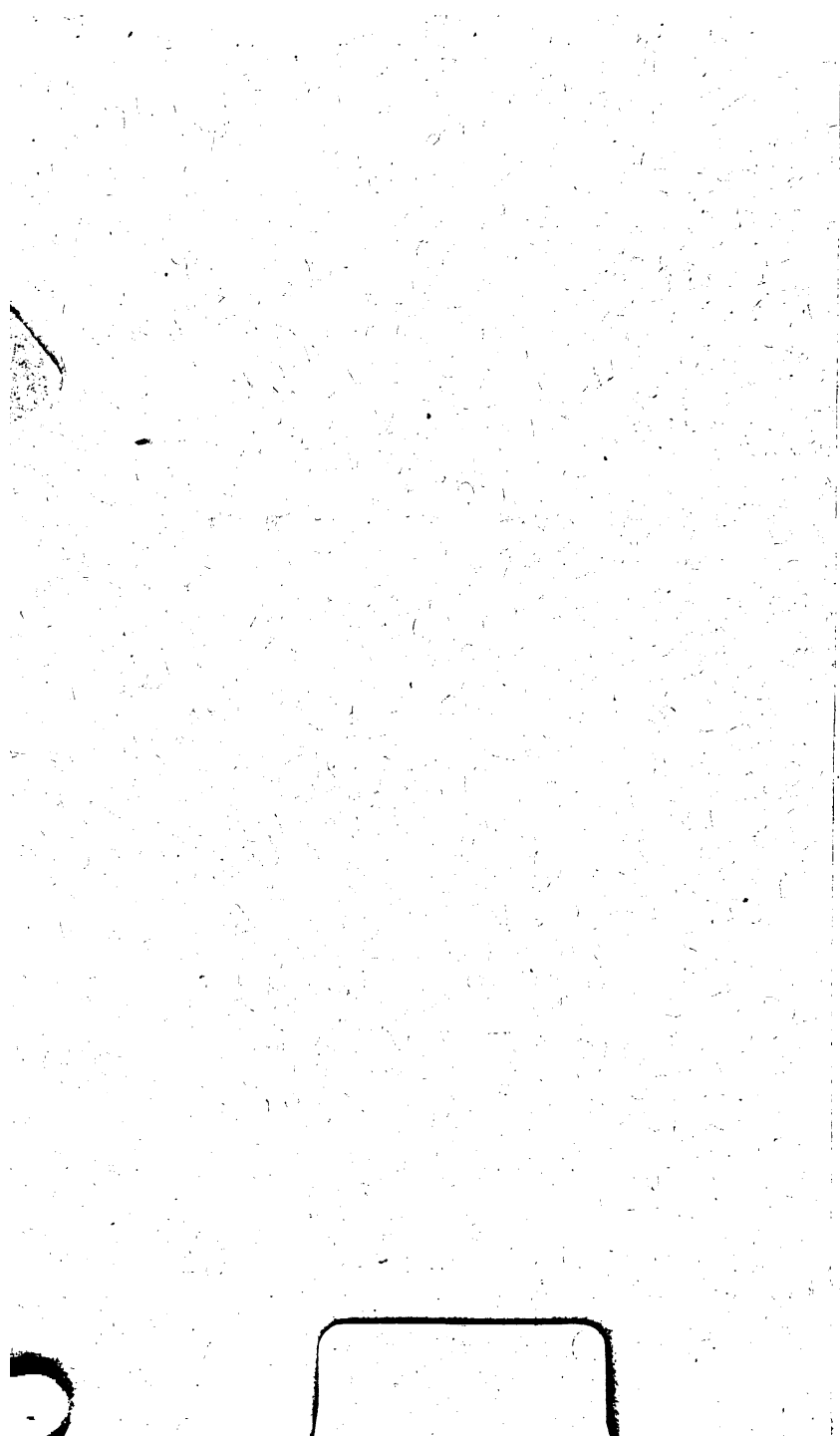
À propos du service Google Recherche de Livres

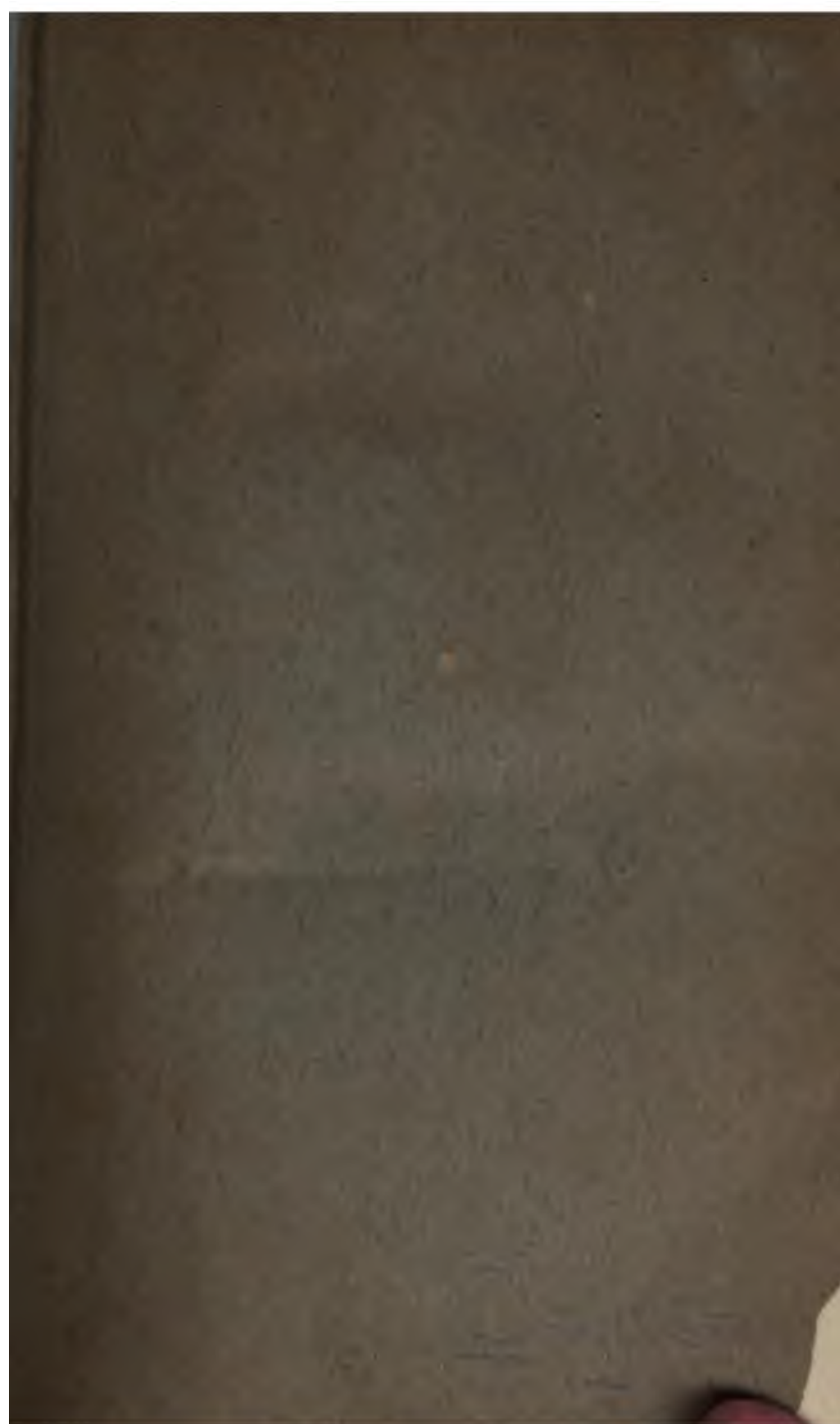
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 07595868 0





1

2

1

9

SLN

SSG



CAUSES

CÉLÈBRES

ÉTRANGÈRES.

PARIS. — IMPRIMERIE DE C.-L.-F. PANCKOUCKE
RUE DES POITEVINS, N° 14.

CAUSES

CÉLÈBRES

ÉTRANGÈRES

PUBLIÉES EN FRANCE POUR LA PREMIÈRE FOIS

ET TRADUITES

DE L'ANGLAIS, DE L'ESPAGNOL, DE L'ITALIEN,
DE L'ALLEMAND, etc.

PAR UNE SOCIÉTÉ

DE JURISCONSULTES ET DE GENS DE LETTRES.

TOME SECOND.



PARIS

C. L. F. PANCKOUCKE

MEMBRE DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGIION D'HONNEUR

ÉDITEUR, RUE DES POITEVINS, N° 14.

M DCCC XLVII.

PROY WEN
CLUB
FABRI

AVANT-PROPOS DE L'ÉDITEUR.

Sous le titre de *Causes célèbres étrangères*, nous avons conçu le projet de recueillir et de rédiger une suite variée de documens également précieux pour l'historien, le moraliste, l'homme d'état, le jurisconsulte, et même pour les hommes du monde. Un pareil ouvrage ne pouvait paraître dans des circonstances plus favorables. Nos nouvelles mœurs politiques ont donné parmi nous une nouvelle importance à l'étude de la législation. Les colonnes de nos journaux quotidiens n'ont plus suffi pour satisfaire la curiosité qu'éveillent les détails des débats judiciaires. Plusieurs feuilles spéciales qui ont paru concurremment sont consacrées à rapporter toutes les causes qui occupent journellement nos tribunaux et les tribunaux étrangers : cette lecture n'excite même guère moins d'intérêt que l'analyse des discussions publiques de la tribune. Notre nouveau recueil vient donc répondre à un des besoins de l'époque : c'est sans doute un premier garant de réussite. Nous espérons que ce ne sera pas le seul.

Déjà, dans le dernier siècle, peu d'ouvrages avaient acquis une popularité comparable à celle du recueil des

Causes célèbres de Gayot de Pitaval et de ses continuateurs : il serait difficile cependant de citer une compilation faite avec moins de goût ; mais l'intérêt des matériaux triompha du vice de la rédaction. Encore aujourd'hui, le légiste a recours à ces annales des cours de judicature, où un lecteur moins sérieux trouve aussi l'attrait du roman, avec une instruction réelle. Quoi de plus utile en effet à connaître pour un peuple, que l'histoire de sa jurisprudence ; et dans quels livres peut-on mieux se familiariser avec la perfection ou les défauts des lois d'un pays, que dans ces tableaux animés du cours de la justice ? Ce n'est plus ici un aride commentaire, mais l'exposition attachante d'un fait dramatique, une discussion solennelle, une sorte de lutte entre la loi elle-même et les parties qui l'invoquent ou qui l'ont violée ; avec toutes les ruses de la chicane, toute la chaleur de la défense, et le jugement réfléchi des magistrats, interprètes de la pensée du législateur. Chaque cause est d'un intérêt varié, mais toujours général et constant par ses rapports soit avec les institutions politiques, soit avec la religion et les mœurs, soit avec les droits et les privilèges de la société ou de l'individu. Tout concourt à soutenir l'attention dans cette lecture, qui produit sur l'esprit un effet semblable à celui d'une représentation théâtrale. Chaque passion y trouve alternativement son rôle ; et, comme dans ces drames étrangers, pour lesquels la scène française se montre chaque jour moins dédaigneuse, les situations tragiques ou comiques s'y succèdent naturellement, l'originalité du caractère s'y exprime avec toute sa franchise ; les tra-

vers de l'esprit et ceux du cœur y sont tour à tour trahis; l'humanité enfin s'y dévoile tout entière avec ses vertus et ses vices, ses caprices bizarres et sa dépravation morale. Aussi voyons-nous que les *Causes célèbres* furent, de tout temps, une mine féconde pour les romanciers et les poètes de tous les pays. Parmi ces drames¹ que l'Eschyle anglais appelait ses chroniques, le moins curieux n'est pas celui qu'il fonda sur le procès remarquable du divorce d'Henri VIII, qui eut une telle influence sur les destinées de la Grande-Bretagne; de même de nos jours nous voyons le célèbre Walter-Scott chercher dans les registres du barreau d'Écosse les sujets de ses compositions les plus populaires : aussi n'oublierons-nous pas, dans notre collection, l'épisode d'Anne de Boleyn, ni le procès des meurtriers de Porteus², ni la tragique catastrophe qui termine le roman de la fiancée de Lammer Moor³. Enfin, pour multiplier utilement nos recherches, nous n'avons dédaigné aucune indication. Si quelquefois une œuvre dramatique ou une composition romanesque nous a fourni quelques pages, nous rendrons avec usure aux hommes de lettres des sujets pleins de vie et d'intérêt, propres à inspirer maintes productions originales : mais nous avons voulu surtout offrir par notre collection un riche texte de comparaison entre les institutions judiciaires de tous les peuples, depuis le moyen âge jusqu'à nos jours.

Notre plan semble vaste sans doute, mais la liberté

¹ La tragédie d'Henri VIII, par Shakspeare.

² Prison d'Edimbourg.

³ Dans le roman de ce nom (*the Brid of Lammer Moor*).

de choisir nous permet de le restreindre, en nous bornant à des exemples à la fois saillans et peu connus, où qui, liés à de grandes questions politiques, servent à en faire apprécier les résultats.

C'est ainsi qu'en remontant jusqu'aux âges féodaux, notre recueil offrira l'histoire complète de la civilisation moderne, depuis ses premiers efforts contre une législation encore barbare, jusqu'à la perfection des institutions nouvelles. En Portugal et en Espagne, l'inquisition; en Allemagne et dans les états du Nord, les tribunaux secrets; en Italie, l'arbitraire sacerdotal de Rome, et le conseil des Dix de Venise; en Angleterre, les cours ecclésiastiques et les magistratures politiques ou civiles, nous ouvriront alternativement leurs registres. Tantôt nous verrons des régicides traduits devant les hautes cours de justice; tantôt des rois eux-mêmes comparaître en accusés devant les élus d'un peuple qui s'attribue une souveraineté révolutionnaire. La même question controversée dans différens pays, sous une législation différente, présentera d'utiles sujets de rapprochement ou des oppositions piquantes. On verra quelle est la véritable influence d'un système de lois sur les mœurs de chaque peuple, et les modifications qu'apporte, à l'application des principes généraux de toute justice, l'influence contraire du climat et du caractère national.

L'Angleterre devait naturellement nous fournir les matériaux les plus abondans et les plus curieux. La liberté de la presse multiplie dans les trois royaumes toutes sortes de révélations. La singulière bigarrure

d'une législation où le caprice d'un individu peut ressusciter une loi tombée en oubli depuis des siècles, y donne souvent de bizarres spectacles devant les douze juges et le lord grand-chancelier. On a pu comparer justement cette législation dans le chaos à un vieil édifice gothique adapté lentement et par des réparations toutes partielles à des usages modernes. Dans ce pays de contradictions perpétuelles, c'est sous la lourde perruque à trois marteaux que les avocats défendent les droits de la liberté de la presse et de la liberté individuelle. Des peines sévères poursuivent le trafiquant d'esclaves noirs, et des maris traînent leurs femmes au marché, la corde au cou. Tous les cultes sont également protégés par la loi, et six millions de catholiques ou ilotes irlandais, dont les prêtres vivent d'aumônes, sont condamnés à enrichir par la dîme un nombreux clergé anglican presque sans ouailles. La loi, favorisant l'inconstance naturelle de l'homme, permet aux époux, qui en sont aux regrets, de rompre les nœuds légitimes de leur union; et un mari, avant le divorce, spéculé sur le déshonneur de la femme qu'il veut répudier¹, etc. Mais plus ancienne dans la pratique du gouvernement représentatif, l'Angleterre nous promet surtout un grand nombre de causes propres à nous faire suivre les progrès de ses institutions devenues désormais les nôtres. Les plus hautes questions politiques sont continuellement agitées devant les tribunaux anglais, depuis le grand procès

¹ On trouve dans les annales de la galanterie anglaise une source féconde de scandaleux procès : nous avons choisi les plus curieux.

d'Hampden sous les Stuarts, jusqu'à la conspiration des Radicaux sous le ministère de Castlereagh, depuis les autos-da-fé religieux de Henri VIII, de Marie et d'Élisabeth, jusqu'à la condamnation du libraire Carlile. Nous avons donc consulté, comme une mine précieuse, non-seulement les *State-Trials* (procès d'état), mais encore les annales de Newgate (*the Newgate calendar*). Ce dernier ouvrage, appelé plaisamment le calendrier de Newgate, est le registre complet des crimes et des délits qui ont conduit leurs auteurs dans la grande prison de Londres. Chaque jour les énormes colonnes des journaux anglais en contiennent le supplément, dont nous prenons note.

Notre recueil ne sera pas seulement un froid registre des causes célèbres étrangères, mais chaque procès sera précédé ou suivi de considérations historiques et littéraires propres à donner au lecteur une idée sommaire de la législation et des mœurs de l'époque d'où date l'événement dont les tribunaux s'occupent. Des notices sur les principaux personnages compromis ou mentionnés dans l'affaire citée feront partie de cette sorte de commentaire indispensable pour que rien n'embarrasse celui que sa mémoire servirait mal dans cette lecture.

Mais on pourra mieux juger de notre plan et de nos idées, en citant quelques-unes des causes qui composeront nos premiers volumes.

Le tome premier contiendra la tragique et horrible catastrophe de la famille Cinci, où nous voyons un père infâme trahir tous les instincts de la nature, et

une jeune fille, douée des grâces les plus touchantes, ne trouver que dans un parricide le remède à son déshonneur (1598).

Le procès du colonel Lilburne nous transporte en Angleterre au milieu de la révolution religieuse et démocratique de 1649. Cette cause explique l'espèce de réaction qui se préparait déjà contre l'omnipotence parlementaire, ou plutôt contre l'usurpation de Cromwell. C'est le spectacle animé des divers intérêts de l'époque en opposition ouverte ; c'est enfin une des causes sur lesquelles la publication récente des Mémoires sur l'histoire d'Angleterre appelle plus particulièrement l'attention.

Le procès intenté à Denzill Hollis, John Elliot et Benjamin West, pour violences exercées sur l'orateur de la chambre des communes (1629), fut un de ces préludes de la grande révolution anglaise, qui auraient dû faire ouvrir les yeux au monarque et à ses conseillers, si la Providence, dans ses immuables décrets, n'envoyait pas aux princes qu'elle a trouvés trop légers dans la balance de sa justice,

Cet esprit de vertige et d'erreur
De la chute des rois funeste avant-coureur.

Les détails de cette cause sont tous du plus haut intérêt dans l'état de nos mœurs constitutionnelles : elle est la troisième du deuxième volume.

The speaker, le président.

La conspiration des poudres (1605) est encore un des plus grands événemens de l'histoire d'Angleterre. Nous avons recueilli les pièces du procès intenté au père Garnet et aux jésuites qui y furent compromis. C'était peut-être un sujet délicat, lorsque cet ordre trop fameux, reparaissant sur la scène politique, voit invoquer contre lui toutes les accusations du passé, d'accord avec les craintes qu'il inspire pour l'avenir de la France. Mais, rapporteurs impassibles de cette importante affaire, nous avons évité toute digression qui aurait pu faire soupçonner notre impartialité.

La cause de la duchesse de Kingston (1776) nous ramène dans le cercle des intérêts privés; mais la solennité de la procédure dans la chambre des pairs offrait seule un spectacle imposant : les particularités de l'accusation sont d'ailleurs intéressantes.

Il est peu de romans plus amusans que l'intrigue de lady Grosvenor avec le duc de Cumberland (1746). Les déguisemens du prince, ses pèlerinages dans les auberges, les rendez-vous des deux amans, leurs lettres, les rapports de leurs confidens appelés en témoignage, et une foule d'incidens, contribuent à rendre cette histoire une des plus piquantes des annales de la galanterie anglaise. Nous avons dû gazer quelques expressions un peu trop libres; car notre but était surtout de tracer un tableau décent des mœurs anglaises. Nous désirerions, pour l'honneur de nos voisins si fiers de leur morale, que ce procès ne fût qu'une exception dans les habitudes de leur aristocratie. Nous trouverons cependant quelques exemples du même genre dans les intri-

gues du père de lord Byron, et dans celles d'autres lords anglais, parmi lesquels le neveu de lord Wellington vient d'être classé, en payant à un mari outragé une amende de 6000 livres sterling.

A cette affaire succède, dans notre recueil, l'épisode historique de la condamnation du prince don Carlos, où nous voyons l'inquisition et la politique farouche de Philippe II s'accorder contre le jeune prince. Dans notre analyse de cette cause, nous espérons être restés plus vrais que l'abbé de Saint-Réal, sans exciter moins d'intérêt.

Ce premier volume se termine enfin par la conspiration d'Ankastrom, assassin de Gustave III, roi de Suède, conspiration dont le bruit retentit en Europe en 1792, au milieu de la grande crise de notre révolution.

Ce premier volume sera immédiatement suivi du second, où l'on remarquera des causes également dignes de la curiosité générale. Il nous suffit de citer le procès d'Anne de Boleyn et celui de John Hampden, qui, par son refus de payer un impôt illégal, donna le premier signal de la résistance à l'autorité royale en Angleterre. Nous avons recueilli l'histoire et la correspondance du révérend James Hackman, meurtrier de Marguerite Ray, sa maîtresse; un procès en piraterie, et le jugement de cent soixante-cinq flibustiers en Afrique; enfin, cette question si curieuse d'infanticide, où l'on vit deux femmes de Nuremberg, poussées par la misère, spéculer sur un crime qu'elles n'avaient pas commis. Dans toutes ces causes et les autres qui composeront les vo-

lumes de cette collection , nous ne nous sommes pas bornés à de froides analyses ; mais en évitant une fastidieuse prolixité , nous avons accordé à chaque sujet l'espace qu'exigeait son importance relative.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

L'ouvrage paraîtra par livraison d'un seul volume in-8°.

Le prix de chaque volume est de SIX FRANCS, et SEPT FRANCS CINQUANTE CENTIMES franc de port.

Il paraîtra un volume toutes les six semaines.

La collection se composera de quatre, six ou huit volumes.

Nous attendons des pays étrangers des documens que nous n'avons pu encore recevoir. Si le récit des causes qui nous seront envoyées offre assez d'intérêt, nous porterons la collection à huit volumes.

La collection des *Causes célèbres étrangères* forme la suite du *Barreau français*, qui contient toutes les causes françaises dont le souvenir a dû être conservé.

La souscription est ouverte chez l'Éditeur C. L. F. PANCKOUCKE, rue des Poitevins, n°. 14.

On ne paie rien d'avance.

CAUSES CÉLÈBRES ÉTRANGÈRES.

PARRICIDE.

PROCÈS

De LUGRECE PETRONA, BEATRIX CINCI, GIACOMO
CINCI et BERNARDINO CINCI.

ROME, 1598.

LE parricide resta long-temps inconnu dans les républiques anciennes. Solon ne croyait point à ce crime ; et le supplice dont la loi des Douze-Tables le punissait à Rome¹ révèle qu'il n'était pas moins rare chez les Romains que chez les Grecs.

¹ La peine établie contre les parricides était de les coudre avec un chien , un coq, une vipère et un singe dans une peau de bœuf fraîchement écorché ; on les jetait ensuite dans la mer. *Ut omni elementorum*, disent les juris-

Ce fut vers l'an 650 qu'un parricide fut commis pour la première fois à Rome par un certain Lucius Hostilius. Un second parricide, dont Tite-Live fait mention dans ses Annales, suivit bientôt celui d'Hostilius; et, depuis, ces crimes devinrent plus fréquens, à mesure que les mœurs se corrompaient davantage. Les lois redoublèrent de sévérité; mais, impuissantes pour prévenir le crime, elles se bornaient à punir les coupables.

Les révolutions politiques qui ont changé tant de fois la face de l'Italie, ne lui ont point rendu ses antiques mœurs; et l'on serait tenté de croire qu'elle a succédé plus particulièrement au triste héritage des Agrippine et des Néron.

Le procès de la famille Cinci, jugé à Rome en 1598, occupa long-temps l'attention publique. Une famille entière qui se ligue pour donner la mort à un père, offre un spectacle d'horreur qui heureusement n'est pas commun dans l'histoire des passions humaines. Mais dans les faits de cette cause, tout s'était passé hors des sentimens de la nature. Le père et les enfans étaient presque également odieux; quelquefois même on éprouve pour les assassins un sentiment de pitié que n'inspire jamais la victime.

Le meurtre de Francesco, les circonstances qui le précédèrent, et celles dont il fut suivi, offrent une réu-

consultes romains, usu vivus carere incipiat et ei cœlam superstiti, terra mortuo auferatur.

Quintilien, en parlant du parricide, s'exprime ainsi : *Cui lex lucem vivo, fluctuanti mare, naufrago portum, morienti terram, defuncto sepulchrum negat.*

nion de faits d'un intérêt si dramatique, qu'un poète anglais en a fait le sujet d'une tragédie que lord Byron citait comme un chef-d'œuvre dans le genre horrible. Muratori, dans ses Annales d'Italie, parle de la curiosité qu'excita ce procès extraordinaire, de la foule immense d'étrangers qui se rendirent à Rome pour être témoins du supplice de la famille Cinci, et des malheurs qui furent la suite de cette curiosité¹.

Le jugement avait été rendu le 4 septembre 1599, les coupables furent exécutés quatre jours après; et, par une circonstance remarquable, le jour anniversaire du parricide commis.

¹ Percy-Byshe Shelley. Voyez, sur ce poète, le *Voyage historique et littéraire en Angleterre et en Écosse*.

² Un grand nombre de personnes furent étouffées dans la foule.

PROCÈS

De LUCRÈCE PETRONA, BÉATRIX CINCI, GIACOMO
CINCI et BERNARDINO CINCI.

FRANCESCO CINCI, issu d'une des familles les plus anciennes et les plus distinguées de Rome, joignait aux avantages de la naissance ceux d'une immense fortune. Son père, Nicolas Cinci, qui avait rempli les fonctions de trésorier de la chambre apostolique, sous le pontificat de Pie V, avait quitté l'état ecclésiastique pour se marier¹, et ne pas laisser éteindre son antique race.

Francesco fut l'unique fruit de ce mariage tardif. Nicolas Cinci mourut quelques années après la naissance de son fils, et le laissa possesseur d'une fortune dont les revenus s'élevaient à plus de 80,000 écus romains.

Francesco était jeune encore quand il épousa une noble romaine, qui le rendit père de sept enfans, et qui mourut sans regretter une existence que l'inconduite de son époux avait remplie d'amertume. L'âge avancé de Francesco, la nombreuse famille que sa femme lui avait laissée, auraient dû éloigner de son esprit toute idée d'un second mariage; mais ses passions l'emportèrent : et il épousa, en secondes noces,

¹ Il ne faut pas oublier que les événemens de ce procès sont antérieurs, au concile de Trente, et que le mariage n'était pas encore défendu aux ecclésiastiques.

Lucrece Petrona, femme aussi remarquable par ses vertus que par l'éclat de sa beauté.

Livré à des désirs violens, qu'il ne s'était jamais appliqué à réprimer, aucun vice ne lui était étranger. Il fut bientôt dégoûté de sa nouvelle épouse, et s'abandonna de nouveau à toutes sortes de débauches : trois fois il fut accusé devant les tribunaux, pour un crime que la pudeur interdit de nommer ; trois fois il parvint à se racheter, moyennant cinq cents écus, du châtimens que méritaient ses voluptés infâmes, et il continua de vivre dans les dérèglemens les plus honteux.

Quoique Francesco ne remplît aucun des devoirs qu'impose la religion, il affectait cependant les dehors de la piété la plus fervente. Une chapelle avait été élevée, par son ordre, dans son palais ; il l'avait dédiée à saint Thomas ; il y faisait de fréquentes oraisons : peut-être que, par un mélange confus de fanatisme et de libertinage, il se croyait moins coupable, en alliant des exercices de piété avec l'inconduite que réprouve la religion.

Au milieu de ces désordres, les affections paternelles s'étaient émoussées dans son cœur ; il ne permettait jamais à ses enfans de l'aborder, et s'il les rencontrait par hasard, il les repoussait comme des étrangers dont l'aspect lui était importun.

Pour se débarrasser du soin de leur éducation, il envoya à Salamanque Giacomo, Christophoro et Vocio, les plus âgés de ses fils. Ces jeunes gens, dépourvus d'argent, sans conseils et sans secours dans un pays étranger, furent bientôt forcés de revenir à Rome. Francesco ne voulut pas les voir, et leur refusa les moyens de satisfaire à leurs besoins les plus urgens.

Forcés, par ces mauvais traitemens, de recourir à la justice souveraine, ils adressèrent leurs plaintes au Saint Père, et obtinrent une pension que le pape obligea Francesco de leur

payer annuellement, afin de leur procurer les moyens d'exister.

Irrité de ce jugement, Francesco redoubla de mauvais traitemens envers le reste de sa famille; et sa conduite devint bientôt si révoltante, que ses autres enfans eurent recours, une seconde fois, au tribunal du souverain pontife, et lui demandèrent justice contre Francesco.

Ces plaintes, contre un père, indignèrent le pape; il renvoya honteusement les accusateurs, et les traita d'enfans dénaturés.

Cependant l'âme du Saint Père avait été émue de la triste position de cette malheureuse famille. A un mouvement d'indignation succédèrent des sentimens plus calmes; et il ordonna que Francesco fût tenu de payer annuellement deux mille écus à chacun de ses enfans mâles, afin de leur assurer une existence indépendante. L'aînée des filles, enhardie par cette décision du Saint Père, lui fait remettre une supplique dans laquelle elle le priaît instamment de l'arracher de la maison paternelle et de la faire marier, ou de lui désigner un monastère dans lequel elle se retirerait aussitôt pour se soustraire aux cruautés de son père.

Ce nouveau coup irrita tellement Cinci, qu'il fut sur le point d'en perdre la raison. Il n'osa pas désobéir aux ordres formels de son souverain, mais il s'occupa des moyens d'empêcher que Béatrix, sa seconde fille, ne suivit l'exemple de sa sœur, et ne s'affranchît aussi de sa dépendance. Il l'enferma dans un appartement reculé, devint son geôlier, lui porta lui-même les alimens nécessaires pour son existence, et sur l'impunité, s'il parvenait à étouffer les plaintes de sa fille, il mit tous ses soins à redoubler les rigueurs de sa captivité, afin de la rendre plus secrète.

Ses deux fils, Vociò et Christophoro, ne jouirent pas longtemps de l'indépendance que leur avait procuré le Saint

Père; ils furent assassinés par des bandits, près de Rome, et Francesco, les poursuivant de son inimitié même après leur mort, se refusa de payer l'argent nécessaire pour la cérémonie de leurs funérailles.

La conduite de Francesco devenait plus révoltante de jour en jour; il faisait de sa maison un lieu de débauche et de prostitution. Il y appelait les femmes les plus déréglées, et forçait son épouse de faire sa société de ces misérables. Ses passions s'enflammant par la facilité même qu'il avait de les satisfaire, il osa concevoir de criminels desseins sur l'honneur de sa fille Béatrix.

L'âge avait développé les charmes de cette jeune fille : de longs cheveux blonds, des yeux pleins d'expression, une taille élégante, relevaient en elle les attraits de la jeunesse et faisaient de Béatrix un modèle de grâce et de beauté.

Afin de réussir plus aisément dans les projets qu'il méditait, Francesco adoucit la rudesse habituelle de ses manières; il donna plus de liberté à Béatrix : bientôt après, cherchant à corrompre la pureté de ses mœurs, il lui laissa entrevoir des tableaux obscènes; puis il se montra nu devant elle; et la conduisit quelquefois jusqu'au pied du lit de sa belle-mère. Ses discours s'accordaient avec ses actions; il s'efforçait d'inspirer à Béatrix les sentimens qu'il éprouvait pour elle, et, abusant de la piété de cette jeune fille, il s'efforçait de lui persuader que du commerce du père et de la fille, naissaient les plus grands saints.

Béatrix reconnut bientôt le danger auquel elle était exposée; elle résista courageusement à toutes les attaques de son père. Francesco se vengea de sa fille par de nouvelles rigueurs envers elle et envers tout le reste de sa famille.

Une position si déplorable devait détruire toutes les affections de la nature et du sang dans le cœur de Béatrix. Elle chercha d'abord les moyens de faire parvenir ses plaintes au

souverain pontife. Il n'a jamais été prouvé que ces réclamations soient parvenues au trône pontifical ; mais Francesco, qui conçut quelques soupçons des intentions de sa fille, redoubla de soins et de vigilance pour lui ôter tout moyen d'avoir accès à la cour.

Alors Béatrix, réduite au désespoir, résolut de se soustraire par la violence à celle qu'on lui préparait. La timidité de son caractère disparut pour faire place à un courage qu'elle tenait du désespoir ; d'accord avec sa belle-mère, son frère Giacomo, et un jeune prélat nommé Guerra, qui avait de l'amour pour elle, et qui ne pouvait s'introduire dans le palais que pendant les courtes absences de Francesco, elle résolut de donner la mort à Francesco.

Béatrix chargea Guerra de sonder Giacomo, son frère aîné. Giacomo, comme le reste de la famille, était disposé à tout entreprendre ; il était marié depuis plusieurs années, et quoique chargé d'une nombreuse famille, il ne pouvait obtenir de son père aucun secours au dessus de la pension à laquelle le souverain pontife l'avait condamné.

Le projet approuvé, Lucrece et Béatrix en pressèrent l'exécution. On eut recours, pour porter les coups, à deux vassaux de Cinci, qui étaient connus pour être ses ennemis. Le premier avait conçu un fol amour pour la jeune Béatrix, et l'autre était animé par des motifs de haine que depuis longtemps il nourrissait contre Cinci.

Francesco devait partir pour le château de Petrella et y amener sa famille. A peine les conjurés en furent-ils instruits, qu'ils firent venir de Naples une douzaine de ces bandits, toujours prêts à servir ceux qui les paient. Ils devaient aller se poster dans les bois qui avoisinent le château, attendre Francesco à son passage, se saisir de lui, et en exiger sur-le-champ une forte somme qu'ils étaient sûrs qu'il n'aurait pas sur lui.

Alors ses deux fils se seraient offerts pour aller chercher l'argent à Rome; ils seraient revenus sans avoir pu se procurer la somme exigée, et le refus du paiement serait devenu le signal de la mort de Cinci.

Tel fut le plan arrêté entre les conjurés; mais en y réfléchissant, ils aperçurent des difficultés qu'ils n'avaient pas d'abord remarquées, et l'abandonnèrent pour en chercher un autre. Pendant ce temps, Francesco et sa famille partirent pour Petrella.

Ce ne fut qu'avec un secret dépit que Béatrix avait vu différer l'exécution du projet qu'elle avait conçu. Cette jeune fille, jusqu'alors douce et innocente, ne respirait plus que sang et vengeance. Le moindre délai lui était insupportable. Elle parvint à avoir une entrevue avec Marico et Olympio, et les chargea de remettre à Guerra une lettre dans laquelle elle disait que sa résolution était irrévocable, qu'il fallait l'exécuter à tout prix, et dans le délai le plus bref.

Elle entra ensuite dans quelques détails avec Marico et Olympio, leur communiqua un nouveau plan plus simple que le premier, et leur promit à chacun deux mille écus de récompense, s'ils consentaient à l'exécuter. Un tiers de la somme devait être compté à Rome par Guerra, et les deux autres tiers après le coup porté. Marico et Olympio consentirent à tout.

Béatrix assigna elle-même le jour de l'exécution : c'était celui de la nativité de la Vierge; Lucrece fit observer que c'était un jour trop saint pour commettre une telle action, et décida Béatrix à la remettre au jour suivant, afin d'éviter, disait-elle, un double péché¹.

¹ Farinaci, dans le plaidoyer qu'on va lire, explique ce fait d'une autre manière, et prétend que Lucrece, non-seulement engagea les assassins à différer le meurtre, mais encore à y renoncer entièrement.

Le 9 septembre 1598, elles firent prendre à Francesco une potion soporifique qui, en prolongeant son sommeil, devait favoriser l'exécution de leur projet.

A minuit on introduisit les assassins dans la chambre de Francesco. Lucrece et Béatrix leur en ouvrirent elles-mêmes la porte, et se retirèrent dans une pièce voisine pour attendre l'événement. Quelques minutes s'étaient écoulées lorsqu'elles virent revenir les deux scélérats, le visage pâle et l'air déconcerté. Ils leur disent, avec un égarement extrême, qu'ils ont trouvé trop lâche de poignarder un vieillard endormi, et que la pitié a retenu leurs bras.

A ces mots, Béatrix se lève, enflammée de colère : « Misérables, leur dit-elle, vous n'êtes donc braves qu'en paroles ? vous n'avez pas le courage de tuer un homme, même un homme endormi ? Ah ! sans doute, s'il était éveillé, malgré son âge, il vous ferait trembler ! Pourquoi donc promettiez-vous ce que vous n'étiez pas capable d'exécuter ? Eh bien, lâches que vous êtes, c'est moi seule qui me charge de délivrer la terre de ce monstre ! Suivez-moi, ajouta-t-elle, en tirant un poignard de son sein ; mais, je vous le jure, le même coup va vous réunir à lui. »

Ces paroles, prononcées avec l'accent de la fureur, rendirent le courage aux assassins. Ils rentrent dans la chambre de Francesco, accompagnés de Lucrece et de Béatrix ; et ils enfoncèrent dans l'angle de l'œil droit du vieillard un long fer pointu, qui pénétra jusqu'à la profondeur du cou ; Francesco rendit l'âme sans agonie. La somme convenue fut aussitôt payée par Béatrix ; et les deux assassins sortirent du château sans avoir été aperçus.

Restées seules, Béatrix et Lucrece retirèrent le fer qui était demeuré dans la plaie. Elles enveloppèrent le cadavre dans un drap de lit, le traînèrent jusqu'à une fenêtre qui donnait sur un jardin, et le jetèrent sur des arbres. Elles espéraient

faire croire que Francesco, s'étant égaré dans l'obscurité, s'était lui-même précipité dans le jardin.

Cette ruse réussit. Au point du jour, le corps de Francesco fut trouvé sanglant et inanimé au pied d'un arbre. L'alarme se répandit dans le château. Lucrece et Béatrix firent éclater les marques de la plus vive affliction. Aucun soupçon ne s'éleva contre l'opinion généralement répandue que Francesco s'était tué lui-même ; mais Béatrix, par une de ces imprudences qui accompagnent toujours les grands crimes, et qui en révèlent les auteurs, donna, pour le faire laver, à une blanchisseuse du pays, le drap ensanglanté dans lequel le cadavre avait été enveloppé, et, pour prévenir toute espèce de soupçon, elle se plaignit d'une perte de sang causée par la nouvelle de ce fatal événement.

Les obsèques de Francesco furent célébrées avec les honneurs dus à son rang. Sa famille quitta le château de Rocca-Petrella après la cérémonie des funérailles, et se rendit à Rome, où elle espérait vivre plus tranquille et plus heureuse.

Elle y était depuis quelques mois, lorsque des bruits étranges, sur la mort de Francesco, parvinrent à la cour de Naples. Le château de Rocca-Petrella, où le crime avait été commis, était sous sa domination ; ces bruits de meurtre et d'assassinat qui n'étaient d'abord qu'une rumeur légère, prirent peu à peu de la consistance. Des commissaires furent envoyés sur les lieux pour prendre des renseignements plus précis : une enquête fut commencée, plusieurs personnes furent interrogées, mais on ne put recueillir d'autre indication que le rapport de la blanchisseuse, qui déclara que l'abondance du sang, et la manière dont le drap en était taché, ne lui avaient pas paru s'accorder avec la supposition d'une *perte*.

Cette déclaration était assez grave, quoiqu'elle fût unique, pour décider la justice à faire de nouvelles perquisitions. On

ordonna de poursuivre les procédures; mais, à défaut de preuves positives, on n'osait pas ordonner l'arrestation d'une famille aussi puissante que la famille Cinci. Dans cet intervalle, le plus jeune des fils de Francesco mourut. Il ne resta plus que Giacomo, Bernardino, Béatrix et Lucrèce.

Guerra fut instruit le premier des poursuites ordonnées par la cour de Naples. Afin d'ensevelir cette affaire dans un éternel silence, il chercha les moyens de se débarrasser de Marcio et d'Olympio, et les désigna à des sicaires qu'il paya pour les assassiner. Olympio fut tué aux environs de Turin: et Marcio, mis en jugement à Naples, pour d'autres crimes qu'il avait commis, déclara, après sa condamnation, l'histoire de l'assassinat de Francesco. Le procès-verbal de cette déclaration fut aussitôt envoyé à Rome. Le pape ordonna l'arrestation des accusés. On incarcéra, dans les prisons de Corta-Savella, Bernardino et Giacomo; Lucrèce et Béatrix furent gardées à vue dans leur palais.

Marcio fut alors transféré à Rome pour être confronté avec les accusés. Ceux-ci nièrent d'avoir jamais connu cet homme; mais Béatrix déploya, dans sa défense, une si grande fermeté et une éloquence si persuasive, que Marcio, confondu, rétracta tous les aveux qu'il avait faits à Naples; et telle était l'impression que le courage de Béatrix avait fait sur son esprit, qu'il préféra mourir dans les tortures, plutôt que de confirmer sa première déclaration.

Cet événement semblait fait pour rassurer la famille Cinci, et lui garantir l'impunité, lorsqu'un nouvel incident vint réveiller les soupçons de la justice.

Un des sicaires dont Guerra s'était servi pour faire assassiner Olympio, fut arrêté et mis en jugement. Ses aveux, comme cela arrive souvent, ne se bornèrent pas à la simple déclaration du crime pour lequel il venait d'être condamné: il fit le récit de sa vie entière, et déclara qu'il avait été

payé par Guerra pour donner la mort à Olympio. Cette déclaration, en dévoilant un nouveau coupable, établissait une nouvelle preuve du parricide commis par la famille Cinci. L'arrestation de Guerra fut ordonnée; mais, instruit à temps des poursuites dirigées contre lui, il prit un déguisement, et parvint à sortir du territoire romain, et à se mettre à l'abri des poursuites de la justice.

Cette fuite était une confirmation de la déclaration faite par l'assassin. On n'hésita pas plus long-temps à sévir contre les accusés; et les Cinci, s'obstinant à nier le crime, ils furent mis à la torture préparatoire. Giacomo, Lucrèce et Bernardino, ne purent résister aux douleurs, et avouèrent qu'ils avaient donné la mort à Francesco. Mais Béatrix, jeune et courageuse, résista à tous les tourmens; et l'on ne put parvenir à lui arracher le moindre aveu. De la torture on revint aux interrogatoires; elle triompha, par son adresse, des ruses du tribunal, comme elle avait triomphé de ses rigneurs; et le président, Ulysse Moskatini, rendit compte au pape de son extrême embarras.

Le Saint Père voulut examiner lui-même la procédure; il craignait qu'Ulysse n'eût été touché de la beauté et de l'esprit de Béatrix; il désigna un autre auditeur pour suivre cette affaire.

Celui-ci ordonna une nouvelle torture: le courage de Béatrix se soutint au milieu des douleurs les plus aiguës; mais sa fermeté l'abandonna au moment où le juge ordonna de lui couper les cheveux. Alors elle demanda que Lucrèce et l'aîné de ses frères fussent introduits auprès d'elle.

On les fit paraître. Lorsqu'ils virent cette infortunée accablée de souffrances si cruelles, ils l'engagèrent à ne pas nier plus long-temps un crime dont la preuve était acquise, et à ne pas prolonger des tourmens inutiles.

« Vous voulez donc, répondit vivement Béatrix, que notre antique maison soit flétrie d'une honte éternelle! Comment

n'avez-vous pas préféré la mort dans la torture, à l'opprobre de l'échafaud ! »... Elle se tut.... Puis reprenant.... « Enfin, vous le voulez ! Que cela soit ainsi.... » Et s'adressant aux bourreaux : « Déliez-moi, qu'on me lise la procédure, je dirai ce que je dois dire, et je tairai ce que je veux taire. » Cette lecture lui ayant été faite, elle se déclara coupable de la mort de Francesco, et signa sa déclaration.

Les preuves du parricide étaient complètes. Le pape rendit son jugement, et condamna les coupables à être traînés dans les rues de Rome, attachés à la queue de chevaux fougueux. Cette sentence, d'autant plus cruelle que le châtimement qu'elle infligeait, n'était fondé sur aucun texte de la loi, excita un sentiment général de pitié : plusieurs cardinaux et princes romains supplièrent le pape de revenir sur son jugement, et d'accorder aux accusés un défenseur judiciaire ; Clément VIII resta inexorable ; mais pressé par des instances sans cesse renouvelées, il accorda un sursis de trois jours, et consentit à une nouvelle instruction.

Les plus célèbres avocats de Rome se présentèrent pour défendre une cause qui excitait un si vif intérêt.

Nicolas d'Angely et Farinaci furent choisis, ainsi que quelques-uns de leurs confrères, pour défenseurs des accusés. Le jour des débats arrivé, Nicolas d'Angely prit la parole le premier ; il fit le tableau des malheurs de cette famille infortunée, et entreprit de justifier l'assassinat commis sur Francesco par la tyrannie qu'il avait exercée sur ses enfans.

Le pape, indigné de cette apologie du parricide, interrompit l'orateur :

« Et quoi ! s'écria le Saint Père, nous aurons vécu assez long-temps pour voir à Rome des enfans assassiner leur père, et des hommes assez imprudens pour défendre de tels forfaits et en dérober les auteurs au juste châtimement des lois?... »

La sévérité de ces paroles troubla le défenseur. Il gardait

le silence, incertain s'il devait continuer la défense ou l'abandonner, lorsque Farinaci se leva, et, avec un ton respectueux mais ferme :

« Très-Saint Père, répondit-il, nous ne sommes point ici pour excuser des coupables, encore moins pour ériger en vertu un crime aussi atroce, mais pour défendre l'innocence, s'il plaît à Votre Sainteté de nous écouter. » Cette courageuse réponse fit impression sur l'esprit de Clément. Il permit à Nicolas, d'Angely d'achever sa plaidoirie, et quand Farinaci eut obtenu la parole, ce savant jurisconsulte s'exprima lui-même en ces termes :

« Très-Saint Père,

« Que Dieu me soit en aide !

« Béatrix Cinci est accusée d'avoir provoqué l'assassinat de son père Francesco ; mais s'il est vrai (et cette vérité me semble éclater de toute part dans la cause) que ce père dénaturé ait renfermé sa fille dans le château de Petrella où il a été immolé ; qu'il l'y ait retenue comme dans une obscure prison ; qu'il ait accumulé sur elle les traitemens les plus barbares, et qu'il ait attenté à sa pudeur, c'est au nom même de la justice que je réclamerai votre compassion en faveur de cette malheureuse fille.

« C'est un principe de nos lois, qu'il n'y a pas lieu d'appliquer la peine du parricide, ni la peine de mort, contre les pères qui tuent leurs enfans, ou contre ces derniers qui attentent à la vie des auteurs de leurs jours, lorsque le meurtre a été commis dans une de ces circonstances dont l'existence autorise l'exhérédation réciproque, et qui sont énumérées dans l'authentique *ut quum de appellatione cognoscitur*¹. La loi de *parricidii*, dont j'aurai plusieurs fois l'oc-

¹ Ces causes sont au nombre de quatorze.

La première est, si le fils a porté la main sur son père ;

La seconde, si le fils a fait une injure atroce à son père ;

casion de vous entretenir, parle textuellement ; et pour l'excuser, du meurtre commis par le père sur la personne de son fils, lorsque celui-ci a déshonoré la couche de sa belle-mère, ou même lorsqu'il s'est approché de la concubine de son père. Angelo établit que la même doctrine s'applique à tous les cas des parricides, lorsqu'ils ont été commis dans les circonstances déterminées par l'authentique déjà citée ; et cette opinion est également adoptée par tous les autres docteurs, qui décident expressément, et d'un commun accord, que, dans ce cas, la peine de mort doit être remplacée par la déportation, ou par tout autre châtiment que les magistrats jugeront à propos d'infliger.

« En effet, Très Saint-Père, attenter à la pudeur de sa fille, n'est-ce pas lui faire une de ces injures révoltantes prévues par la loi, et exprimées par ces mots : *gravem et inhonestam injuriam* ? Et si l'ingratitude est au dessus de toute excuse, et si le délit est irrémissible quand le fils a déshonoré

La troisième, s'il a accusé son père d'un crime capital, excepté le crime de lèse-majesté ou de trahison contre sa patrie ;

La quatrième, si le fils s'associe avec des gens de mauvaises mœurs ;

La cinquième, si le fils a dressé des embûches à la vie de son père ;

La sixième, si le fils a commis un inceste avec la femme en secondes noces ou la concubine de son père ;

La septième, si le fils est devenu le délateur de son père ;

La huitième, si le fils a refusé de cautionner son père, lorsque ce dernier a été emprisonné pour dettes ;

La neuvième, si le fils a empêché, par force et violence, son père de tester ;

La dixième, si le fils s'est associé, contre la volonté de son père, avec des gladiateurs ou des comédiens ;

La onzième, si la fille, ayant refusé de se marier, a mené une vie déréglée :

La douzième, si les enfans ont refusé des soins à leur père malade ;

La treizième, si les enfans négligent de racheter leur père ou leur mère captifs chez les ennemis ;

La quatorzième, si le fils a abjuré la religion catholique.

l'épouse, ou même la concubine de son père; le crime du père sera-t-il moins atroce, s'il a lui-même attenté à l'honneur de sa fille? Ayons que, dans ces deux cas, tous les liens de la famille sont rompus; que le privilège sacré de la paternité et celui, non moins vénérable de la filiation, sont détruits, et que l'infamie est égale de part et d'autre. Un père qui ose tenter de faire violence à sa fille! Il cesse d'être père, du moment où il conçoit un pareil dessein, il montre qu'il ne l'a jamais été.

« S'il était besoin d'invoquer ici l'autorité de l'histoire, je pourrais vous démontrer, avec un savant jurisconsulte, que chez tous les peuples de la terre, même parmi les nations les plus barbares, la cohabitation entre le père et la fille a toujours été regardée comme monstrueuse, et que les parricides commis pour se dérober aux violences paternelles, sont toujours restés impunis. Ainsi, Sémiramis fut tuée par son fils Ninus qu'elle voulait pousser à l'inceste. Cymnus périt sous le glaive dont le frappa sa fille Cyanea qu'il venait d'outrager; et Aruntius qui, dans un moment d'ivresse, avait attenté à la pudeur de sa fille Medullina, fut puni du même châtement; enfin, Cicéron nous apprend, dans son plaidoyer pour Milon, qu'Orestè, mis en jugement pour avoir immolé la criminelle Clytemnestre, fut déclaré coupable par la moitié de ses juges, excusable par l'autre moitié, et absous par l'intervention des dieux, qui se prononcèrent en sa faveur.

« Mais je reviens à notre jurisprudence, et le texte de la loi *de sicariis* présente une décision bien plus favorable que tous ces exemples à ma malheureuse cliente. En effet, Très-Saint Père, cette loi proclame que quiconque n'a donné la mort que pour préserver son honneur, ou celui des siens, doit être absous de toute accusation. La loi *quod metus causâ* ajoute que la crainte du déshonneur est pire que celle

de la mort. Et la loi *de incendiis, ruinis et naufragiis* établit qu'il n'y a point d'action répréhensible, lorsqu'on n'a pas été libre de se sauver soi-même, sans porter préjudice à autrui. Établissons donc, en principe général, que celui qui n'a donné la mort que pour échapper au déshonneur, ou en préserver sa famille, mérite d'être excusé. Un nouvel exemple vient à l'appui de ce principe; je le prends dans l'histoire de Valère Maxime, où cet auteur rapporte que Caius Marius décida que le meurtre de Caius Lucius, oncle de C. Plautius, avait été légitimement commis par ce dernier, à qui Caius Lucius avait osé proposer d'infâmes amours. J'en trouve un nouveau dans les dispositions de la loi *de origine juris*, où il est dit que le tribun Virginius ne doit point être regardé comme coupable du meurtre de sa fille Virginie; et cependant cette jeune romaine n'avait commis aucune espèce de crime, elle était innocente et pure; mais ce meurtre était le seul moyen de la soustraire aux coupables désirs du décemvir Appius, et l'action de Virginius est honorée comme une vertu patriotique, bien plus qu'elle n'est flétrie comme un crime odieux. Après de tels exemples, pourriez-vous hésiter à excuser le meurtre commis par Béatrix, lorsque ce meurtre n'a été commis que pour se soustraire à des violences dont un inceste devait être la suite !

« Et qu'on ne dise pas que si Béatrix était réellement exposée aux violences de son père, elle ne devait pas lui donner la mort, mais le mettre en accusation. Béatrix était sans moyens pour porter cette accusation; elle était prisonnière, gardée sous clef par Francesco. Plusieurs fois elle a écrit à ses parens qui habitaient Rome, pour leur faire connaître les dangers auxquels elle était exposée; elle a imploré leurs secours; des plaintes ont été adressées à Votre Sainteté, ainsi qu'elle en a donné l'assurance : que pouvait-elle faire de plus ? D'ailleurs, je répondrai que, dans un cas comme le

notre, la loi *de parricidiis* n'ordonne pas qu'on laisse le crime impuni, mais elle veut que la peine de la déportation soit substituée à la peine de mort; et cette doctrine s'appuie sur la disposition de cette loi relative à la peine de la déportation, qui bien certainement ne s'y trouve rapportée que par le cas où le meurtre a été commis sans accusation préalable; car s'il y avait eu accusation sans meurtre, il n'y aurait lieu à aucune espèce de châtiment.

« Que l'accusation n'allègue pas non plus (comme elle me paraît avoir l'intention de le faire) que ces raisons ne seraient applicables à la cause, que dans le cas où Béatrix aurait immolé son père dans un de ces momens de fureur où il tentaît de la déshonorer; que toute espèce d'excuse doit être repoussée, par cela que le parricide a été commis de sang-froid, dans l'intervalle des attaques auxquelles sa pudeur était exposée, et qu'enfin elle a eu recours à des sicaires pour faire assassiner Francesco; car je répondrais, par le texte même de la loi *de parricidiis* qu'on m'oppose. Cette loi parle expressément d'un meurtre exécuté long-temps après l'injure commise; elle pose l'exemple d'un père qui, après avoir surpris son fils en adultère avec sa belle-mère, lui donna la mort, non dans le moment même du délit, mais à la chasse, dans un bois, long-temps après l'inceste commis. Et pourtant le meurtrier ne fut point condamné à la peine de mort, mais seulement à la déportation, parce que son ressentiment était juste, ainsi que l'observe Decianus. Ce jurisconsulte va plus loin; il pense que si le père eût tué son fils au moment où il le surprit en adultère, il n'aurait été condamné à aucune peine. Rapprochons donc ces dispositions de la cause, et tirons-en cette conclusion, qu'un juste ressentiment est un motif suffisant de modifier la peine, lors même que le meurtre n'a pas été commis dans le moment même du délit.

« D'ailleurs, nos lois établissent encore que dans le cas d'un homicide commis pour repousser des attaques faites à la pudeur, la seule crainte probable suffit pour faire absoudre le meurtrier; crainte non-seulement justifiée par un danger présent, mais même par un danger futur (et c'était là la position continuelle de Béatrix). La loi *quod metus causa* définit la crainte, un trouble de l'esprit occasioné non-seulement par un péril imminent, mais encore par un péril probable. Ainsi tout ce qu'a fait Béatrix n'a été entrepris que pour échapper, soit à des attaques présentes, soit à des attaques qu'elle prévoyait, et sous ce rapport elle mérite d'obtenir la même indulgence que vous n'auriez pas été libre de lui refuser, si elle eût frappé son père dans le moment même où elle avait à se défendre de ses violences, ou, si déshonorée par lui, elle eût vengé la perte de son honneur outragé. Vous l'eussiez excusée à cause de la légitimité de son ressentiment. Je vous présente des circonstances équivalentes; pourrez-vous lui refuser la même indulgence?

Voilà, Très-Saint-Père, ce que j'avais à dire pour la défense de Béatrix.

« J'arrive maintenant à celle de Bernardino, qui se déclare complice du traité passé entre son frère Giacomo et le siccaire Olympio. Je présente à Votre Sainteté, pour premier moyen de défense, l'âge et la minorité de ce jeune homme, qui était à peine âgé de seize ans quand le crime a été commis.

« Notre jurisprudence déclare que le mineur, complice d'un délit, mérite d'être puni; mais, d'accord avec la raison, elle décide, en même temps, que la sévérité de la peine ordinaire doit être adoucie, et que le juge doit, dans son jugement, prendre en considération l'âge de l'accusé. Cette disposition, applicable aux simples délits, s'applique également aux crimes les plus graves. C'est la doctrine de tous les ju-

risconsultes : je dois vous en présenter quelques exemples. Christophorus s'en explique à l'occasion du crime de rapt commis par un mineur âgé de douze ans ; Socinius, à l'occasion d'un crime plus infâme encore, commis par un mineur âgé de vingt ans ; enfin, Cacciolupus, à l'occasion de la loi *de falsa moneta*, qui déclare le crime de fausse monnaie crime de lèse-majesté, établit que là où les impubères devaient être absous de toute peine, les pubères méritent d'être punis ; mais que les châtimens auxquels on les soumet doivent être moins rigoureux que ceux de la peine ordinaire. Telle est l'opinion des docteurs ; je pourrais multiplier les exemples pour vous démontrer qu'elle est généralement adoptée, et qu'on a toujours regardé la minorité comme un motif d'excuse, et un motif suffisant pour faire fléchir, même dans les crimes les plus révoltans, la sévérité de la loi.

« Cependant on m'oppose une décision par laquelle il est déclaré que la minorité ne doit point être alléguée comme excuse, lorsque, dans les cas d'homicide, le coupable est parvenu à sa quatorzième année. Examinons la nature de cette objection. Je commence d'abord par faire observer que la décision précitée ne s'appliquait qu'à des contumaces et à des bannis ; qu'elle ne doit pas être étendue hors du cas pour lequel elle a été prononcée, et qu'elle laisse le juge libre de modifier la peine comme il croit à propos de le faire.

« Cette interprétation, Très-Saint-Père, qui n'est point nouvelle, ni imaginée exprès pour la cause, a été déjà émise, et Sforze l'a établie en discutant la décision que je combats en ce moment.

« En second lieu, je répondrai que cette sentence était rendue contre le meurtrier même, et qu'il ne s'agit ici que d'une simple complicité ; que la jurisprudence a toujours établi, en fait d'homicide, une grande différence entre le meurtrier et ceux qui n'ont donné au meurtrier qu'un simple

consentement ; et qu'elle a souvent décidé que les dispositions applicables à la personne du meurtrier, ne doivent pas toujours s'étendre à ceux qui se sont bornés à conseiller, ou à faciliter le crime.

« Mais nous ne sommes pas dans le cas d'un conseil ou d'un consentement simple, a dit le fisc : la famille Cinci a donné un mandat exprès pour commettre le parricide, et, dans une telle circonstance, nul doute que la peine encourue par le mandataire ne doive être également infligée au mandant. Le mandant et le mandataire ne sont, en droit, qu'une seule et même personne. Faire quelque chose par autrui, c'est le faire soi-même. J'en conviens : le mandant et le mandataire sont placés au même rang par les dispositions générales de la loi, mais non par celles de l'acte d'accusation qui régit la cause actuelle ; car ce n'est que par fiction que l'on peut dire que le mandant commet le crime. Ainsi, l'acte d'accusation ne parlant que de la personne du meurtrier, n'a point compris le mandant ; il en eût été autrement si l'accusation se fût occupée du crime en lui-même, et eût poursuivi, non-seulement le meurtrier, mais le crime même d'homicide.

« Cette distinction, qui a déjà été faite par plusieurs jurisconsultes, est assez généralement adoptée, comme on peut le voir dans Jason.

« J'ajoute, en second lieu (et je supplie Votre Sainteté de vouloir bien me continuer son attention), que Bernardino ne s'est point déclaré principal auteur du parricide ; qu'il a simplement avoué que le traité intervenu entre Béatrix et Olympio lui était connu, et qu'il ne s'y était point opposé. Cette déposition se trouve d'ailleurs conforme en tout point avec les aveux de Béatrix ; je vais les rappeler à Votre Sainteté.

« Je déclarai à Olympio, a dit Béatrix, que je me refusais à tout, s'il ne se chargeait pas lui-même d'exécuter notre

projet, et s'il n'obtenait pas l'adhésion de mes frères Giacomo, Bernardino et Paolo. Olympio y consentit, et se chargea d'aller à Rome leur communiquer mes intentions.

« A son retour, il me répondit qu'il n'avait parlé qu'à Giacomino, et qu'il s'était abstenu de voir mes autres frères, parce qu'il ne voulait pas traiter avec des enfans. »

Bernardino n'a pas dit autre chose; voici sa déposition :

« Olympio communiqua à Giacomo son projet d'assassiner notre père; cet homme prétendait avoir à se plaindre de lui, et disait que Francesco avait offensé son honneur en le menaçant de la prison. Notre sœur Béatrix révoltée des mauvais traitemens auxquels elle était exposée, lui avait déclaré qu'elle ne pouvait pas rester plus long-temps sous une dépendance si odieuse; qu'elle était décidée de s'y soustraire à tout prix; qu'elle exigeait qu'il se chargeât lui-même de donner la mort à Francesco; mais qu'elle lui imposait l'obligation d'obtenir préalablement le consentement de mes frères et le mien; Olympio vint à Rome pour nous communiquer ce projet; il se consulta avec Giacomo, et lorsque je fus instruit des motifs de ce voyage, j'approuvai un projet qui avait déjà obtenu l'adhésion de tout le reste de ma famille. »

« Ainsi Bernardino n'a point donné le mandat, mais un simple consentement. L'objection élevée par l'accusation, tombe donc à son égard; elle tombe, lors même qu'on persisterait à soutenir que la peine infligée au meurtrier doit être étendue à celui qui a donné le mandat de commettre le meurtre.

« J'arrive maintenant à un dernier moyen, c'est celui que présente l'incapacité et la faiblesse d'esprit du jeune Bernardino. Cette incapacité est si complète, que je ne serais point étonné d'apprendre que ce jeune homme n'ait point compris le projet qu'on lui soumettait, et qu'il ait agi sans volonté comme sans discernement, lorsqu'il a autorisé le crime

d'Olympio. Si vous daignez considérer ce défaut d'intelligence et la faiblesse de son âge, Bernardino vous paraîtra, sans doute, digne d'indulgence et de compassion. Mais ce sentiment de pitié deviendra bien plus actif, si je parviens à vous démontrer qu'il se trouve d'accord avec les dispositions de nos lois. Or, la loi excuse, non-seulement les actes d'une démence totale, mais encore tous ceux qui résultent d'une faiblesse ou incapacité d'esprit reconnue. C'est ainsi que l'on a considéré les auteurs qui ont écrit sur les altérations mentales; et ils n'ont pas hésité à mettre sur la même ligne, le furieux, l'insensé, le monomane, le fou, le frénétique, l'hypocondriaque, et tous les autres malades frappés d'infirmités qui troublent la raison.

« Je crois devoir rappeler aussi à Votre Sainteté que les aveux de Bernardino ont été volontaires; que la torture ne lui a point arraché la vérité; qu'il l'a déclarée à sa première confrontation avec Giacomo; et que, dès ce moment, il se trouve sous la sauve-garde du principe qui défend de recevoir les aveux de celui qui se déclare coupable. La loi repousse un tel témoignage comme insuffisant pour établir la culpabilité de celui qui s'accuse soi-même; car la crainte et bien d'autres motifs encore, peuvent déterminer de pareilles déclarations. L'effroi seul que lui a causé la vue de la torture, n'est-il pas capable d'inspirer ces aveux à ce jeune homme, qui, se croyant menacé des mêmes tourmens par lesquels on a triomphé des dénégations de Giacomo, a pu croire qu'il y échapperait s'il tenait un langage contraire? D'ailleurs, la faiblesse de son âge et de son intelligence peuvent avoir dicté ses paroles. Et d'un autre côté, si des sicaires ont abusé de son imbécillité pour le faire entrer dans le complot qu'ils méditaient, la loi vient à son secours, et lui fournit de justes motifs d'excuse, comme je crois l'avoir démontré. Enfin, si l'on considère ses aveux comme le résul-

tat de son incapacité morale, la loi les rejette encore, et les déclare inadmissibles.

« Quant à ce qui concerne Lucrece, épouse de Francesco, je supplie Votre Sainteté, quand elle prononcera sur son sort, de ne point oublier la généralité des faits établis dans la cause. Lucrece a consenti, dans le principe, il est vrai, à l'assassinat de son époux ; elle a consenti, ou si l'on veut, donné, conjointement avec Béatrix, l'ordre de l'assassiner ; mais il ne faut point oublier non plus qu'elle a révoqué ce consentement avant que le crime fût commis ; que la veille de l'assassinat, elle s'est efforcée de désarmer les assassins ; qu'elle les a fait sortir du lieu où ils s'étaient rassemblés ; qu'elle est même parvenue, à force de supplications, à leur faire abandonner ce funeste dessein. Ce n'est que le lendemain, et sur les nouvelles instances de Béatrix, qu'ils sont retournés au château de Pétrella, et que Francesco a péri. C'est donc avec confiance que j'invoque en sa faveur cette maxime de nos lois, que lorsque le mandant a révoqué son mandat, il n'est plus tenu des actes ou délits qui peuvent survenir après la révocation.

« Si l'on oppose maintenant, que l'épouse de Francesco mérite d'être punie, par le seul fait de non révélation des projets qui, à sa connaissance, se tramaient contre son époux, je n'entreprendrai point de la défendre sur ce chef d'accusation, mais je ferai observer que dans cette hypothèse elle ne doit pas être punie de la peine de mort, mais du bannissement, ou d'une toute autre peine équivalente. Cette opinion est encore le résultat de la loi *de parricidiis*, et c'est d'après le texte de cette loi que Marcilius a décidé que la peine de mort ne doit jamais être appliquée pour non révélation, à moins que le complot ne fût dirigé contre la personne du prince ou celle du souverain pontife.

« Il me resterait maintenant à vous présenter la défense

de Giacomino, et j'aurais plusieurs moyens à faire valoir en sa faveur ; mais cette tâche est réservée à un autre que moi. Je laisse le soin de sa défense à celui de mes confrères qui doit me succéder. Je me bornerai à dire à Votre Sainteté, que, si en considération des circonstances de ce déplorable procès, elle daigne accorder quelque indulgence à Béatrix, à cette jeune fille qui fut le principal instigateur du crime, son frère Giacomo, qui ne fut que son complice, ne doit pas être plus sévèrement traité que le principal auteur du parricide ; d'après cette règle de droit, qui ne permet pas que le complice d'un crime soit puni plus sévèrement que l'auteur principal de ce crime.

« Telle est, Très-Saint Père, la défense que, dans une cause si grave et si compliquée, j'ai été forcé d'improviser, à cause du peu de temps qui nous a été accordé ; mais j'ai la confiance que, si Votre Sainteté a pu trouver dans mes paroles quelques moyens de concilier les intérêts de la loi avec ceux de la pitié qu'inspire cette malheureuse famille, elle daignera suivre les mouvemens de sa clémence souveraine, et accueillir les supplications de ces infortunés qui implorent la miséricorde de leur juge, et qui d'avance se soumettent avec humilité au jugement qu'il lui plaira de prononcer. »

Quand Farinacci eut cessé de parler, les autres défenseurs prirent la parole, et reproduisirent à peu près les mêmes moyens. Les plaidoiries terminées, le pape se fit remettre les pièces du procès, et renvoya à un autre jour à prononcer son jugement.

Les mauvais traitemens que Francesco avait fait essuyer à sa famille, présentaient, en faveur des accusés, des circonstances atténuantes. Mais au moment où le pape paraissait disposé à user d'indulgence, un autre parricide fut commis.

Effrayé de ce nouveau crime, et des résultats que pourrait avoir l'impunité de la famille Cinci, Clément VIII reprit toute sa sévérité. Le 10 septembre 1598, il prononça la sentence par laquelle les coupables furent condamnés à mort. Le jeune Bernardino fut seul excepté de cette peine; mais il n'échappa à la mort que pour être condamné aux galères.

L'exécution était fixée au samedi suivant. Quand l'arrêt fut annoncé aux condamnés, Lucrèce en écouta la lecture avec calme et résignation; mais Béatrix poussa des hurlemens de rage. « Eh quoi ! s'écria-t-elle, faudra-t-il mourir de la main des bourreaux, pour avoir délivré la terre d'un monstre incestueux ? » Elle maudit l'iniquité des juges, le pape, sa naissance, et fit long-temps retentir les murs de sa prison des cris de son désespoir. Mais, revenue à elle-même, elle reprit sa première fermeté, et s'occupa avec calme de ses dernières dispositions.

Elle fit son testament; désigna le lieu où elle désirait être ensevelie, et prescrivit que la dot qui aurait dû lui revenir, si elle s'était mariée, serait employée à marier cinquante jeunes filles pauvres. Lucrèce fit aussi un testament à peu près dans le même sens; elles ne s'occupèrent plus ensuite que des préparatifs de leur mort.

A l'heure fatale, les religieuses vinrent les chercher. De leur côté, Giacomo et Bernardino portaient des prisons de Tardinova pour se rendre au lieu du supplice. Arrivés, avec le cortège funèbre, devant le procureur fiscal, ce magistrat leur dit :

« Signor Bernardino Cinci, le Très-Saint Père vous fait grâce de la vie; il se contente que vous accompagniez votre frère à l'échafaud, et que vous soyez témoin de l'exécution.

« N'oubliez pas de prier Dieu pour le repos de son âme. »

Les religieux qui accompagnaient les condamnés ayant en-

tendu prononcer la grâce de Bernardino, rendirent au concierge le tableau que le patient tenait à la main, et qui représentait la *Pitié*¹. Bernardino monta sur la charrette qui suivait celle de Giacomo. Le cortège se mit en marche; il s'arrêta aux portes de Corte-Savella, pour y attendre les femmes; elles arrivèrent à pied, couvertes de voiles. Béatrix marchait avec assurance, et priait à haute voix, lorsqu'elle passait devant une église.

Giacomo fut déchiré, tout le long de la route, avec des pinces rougies au feu. Il supporta ce tourment avec courage, ne laissant percer aucune plainte.

Arrivés sur la place de l'exécution, les condamnés furent réunis dans une chapelle. Giacomo et son frère furent conduits les premiers à l'échafaud. Bernardino s'évanouit en voyant l'appareil du supplice préparé pour sa famille: On le fit revenir, et on l'assit, fortement garotté, sur une chaise, à côté de Giacomo qui devait être exécuté le dernier.

Lucrèce fut ensuite amenée; elle était dépouillée jusqu'aux épaules; les mains étaient liées derrière son dos; elle se reconcilia encore une fois avec Dieu, et monta sur l'échafaud. L'humiliation d'être en spectacle, les épaules et la gorge nues, devant une foule si considérable, la vue de la hache suspendue sur sa tête, lui arrachèrent quelques larmes. « Mon Dieu! s'écria-t-elle, grâce et pitié. »

Au même instant, trois coups de canon annoncèrent le moment de l'exécution. Le pape, qui s'était retiré à une campagne hors de Rome, les entendit avec effroi; il déplora le sort de cette famille infortunée, et, levant les mains au ciel, il donna aux suppliciés une absolution plénrière.

Un silence imposant succéda au tumulte confus des voix

¹ C'est la célèbre *Pitié* de Michel-Ange Buonarrotti, dont ce grand peintre fit présent à la congrégation, et qui a long-temps resté à l'usage exclusif des condamnés.

de tout un peuple dont les prières se confondirent avec les derniers soupirs des agonisants. Lucrece fut exécutée la première. Sa tête était à peine séparée du tronc, que le bourreau la saisit et la montra en spectacle à la multitude. Il l'enveloppa ensuite dans un voile de soie, et la déposa, avec le corps, dans un même cercueil.

La hache meurtrière fut aussitôt remontée. Béatrix s'avança et, voyant le bourreau s'approcher d'elle, elle tomba à genoux, et, d'une voix assurée :

« Mon Dieu, s'écria-t-elle, tu es mort pour moi sur la croix, tu as versé ton sang pour le genre humain, et toute coupable que je suis, une goutte de ce sang sacré a coulé aussi pour moi ; j'espère en tes miséricordes. »

Puis elle tendit les bras au bourreau ; se plaça elle-même pour recevoir la mort, et attendit le coup mortel. La hache frappa une seconde fois.

Bernardino tomba dans un nouvel évanouissement, en voyant rouler la tête de sa sœur. On le fit revenir à lui pour qu'il fût témoin du supplice de son frère.

Alors Giacomo s'approcha ; on le dépouilla de son manteau de deuil, et l'on vit ruisseler, sur sa poitrine et le long de ses bras, le sang qui jaillissait de ses nombreuses blessures. Il jeta un dernier regard sur Bernardino :

« Mon frère, lui cria-t-il, si, dans mon interrogatoire, je vous ai accusé, quoique j'aie déjà démenti cette accusation, je répète, au moment de paraître devant Dieu, que vous êtes innocent de la mort de notre père, et que c'est une injustice atroce de vous avoir fait conduire ici pour souiller votre âme de ce spectacle épouvantable. Le ciel qui est juste, vous vengera de l'injustice des hommes. Nous étions seuls coupables. Pardonnez-nous, et priez pour votre malheureuse famille. »

Telles furent les dernières paroles de Giacomo. Il se mit à

genoux ; on lui banda les yeux , on lui lia les pieds , et le bourreau l'abattit d'un coup de massue de fer , dont il le frappa sur la tête. Au même instant son corps fut coupé en quatre quartiers.

La vengeance des hommes était satisfaite. La foule immense qui avait assisté à l'exécution , se retira silencieusement. Bernardino fut reconduit dans sa prison. Le corps de Lucrece et celui de Béatrix furent transportés sur le pont Saint-Ange ; ils y restèrent exposés dans un cercueil , au pied de la statue de saint Paul. Les membres mutilés de Giacomo furent également exposés.

A la nuit , la congrégation se rendit processionnellement au lieu de l'exposition , pour enlever les corps et leur donner la sépulture.

Le corps de Béatrix fut transporté dans un lieu écarté où des femmes le dépouillèrent des vêtemens dont il était couvert pendant l'exécution. Il fut ensuite lavé et revêtu d'une robe blanche ornée de fleurs. Plus de cinq cents flambeaux l'accompagnèrent à l'église de San-Petro-il-Mentorio , et là , conformément à ses dernières volontés , Béatrix fut enterrée auprès du maître autel que le tableau de transfiguration de Raphaël a rendu si célèbre.

On suivit aussi les intentions de Lucrece , qui fut enterrée à Saint-Georges-in-Velabro.

Bernardino , condamné aux galères , subit son jugement , et fut le dernier héritier d'une famille aussi célèbre par l'éclat de son antique noblesse que par ses horribles malheurs.

EMPRISONNEMENT

DU PRINCE DE GALLES (HENRI V),

POUR INSULTES FAITES A UN MAGISTRAT.

LONDRES, 1410.

Si il fallait juger les hommes par les désordres dans lesquels parfois s'égare leur jeunesse, l'Angleterre était menacée d'un règne aussi funeste aux libertés publiques qu'à la dignité de la couronne, lorsque le prince de Galles, fils du roi Henri IV, monta sur le trône, sous le nom de Henri V.

Ce prince, le héros favori de Shakespeare, n'était âgé que de vingt-cinq ans. Les défiances auxquelles son usurpation avaient exposé Henri IV étaient devenues si familières à son caractère, que la fidélité de son fils même lui devint suspecte. Le jeune Henri, qui s'était couvert de gloire à la journée de Shrewsbury, et qui, deux ans après, avait soumis les Gallois révoltés, et remporté une victoire décisive sur Owen Glendor, avait gagné la confiance de l'armée. Henri IV prit ombrage de la gloire de son fils, de l'ascendant qu'il avait sur l'esprit des soldats; et quoique les talens militaires et le succès des armes du prince fussent utiles à l'affermissement de l'autorité royale, le roi lui retira le commandement, et le rap-

pela à Londres, pour l'y laisser languir dans une longue oisiveté.

Une existence inactive et monotone ne pouvait convenir à un jeune homme que la nature avait doué d'un esprit et d'un caractère si ardens. Privé de la liberté de s'exercer dans une carrière qui convenait à l'ardeur de son âge et de ses goûts, il prit un essor tout contraire, et se précipita avec toute la fougue de son caractère dans les excès de la débauche la plus honteuse. L'ivresse des plaisirs, l'emportement de la licence occupèrent bientôt toutes les facultés de son âme, et semblèrent lui faire perdre de vue les affaires publiques et les intérêts de l'état qu'il était appelé à gouverner un jour. Ce genre de vie si dissipé et si tumultueux le jeta dans une société de gens dissolus dont il seconda et autorisa même l'inconduite, en les couvrant du respect dû à sa naissance et à son rang.

Les désordres furent portés si loin, que des historiens racontent que lorsque ce prince était livré à l'ivresse du vin et de la joie, il ne rougissait pas d'accompagner ses camarades de débauche dans les rues et sur les grands chemins, pour attaquer les passans, les dépouiller et rire ensuite de leur effroi et de leur douleur.

Cet excès de dépravation déplut à Henri iv autant que l'application du jeune prince aux affaires l'avait d'abord inquiété. Il crut entrevoir dans la conduite de l'héritier de sa couronne la même insouciance et la même bassesse de sentimens qui avaient avili Richard, et qui bien plus que sa mauvaise administration avaient contribué à lui faire perdre le trône.

Cependant la nation jugeait le prince de Galles avec plus d'indulgence et plus de vérité. La grossièreté des mœurs de cette époque se prêtait à beaucoup d'excès qui passeraient de nos jours pour une dégradation de caractère. D'ailleurs, on voyait échapper au travers du nuage qui obscurcissait son

caractère des éclairs quelquefois si brillans de générosité, d'esprit et de grandeur d'âme, que l'idée de lui voir porter un jour la couronne n'avait rien d'effrayant pour le peuple.

Un évènement qui pouvait avoir des suites très-graves, mais qui finit par tourner à la gloire du prince, vint confirmer les espérances qu'on avait conçues.

Un des compagnons de débauche du jeune Henri fut cité à comparaître devant le tribunal du Banc du roi¹, qui était présidé par Guillaume Gascoigne, magistrat aussi recommandable par les lumières de son esprit que par la vertueuse indépendance de son caractère. L'accusation portée contre le prévenu était capitale; mais l'accusé, fort de la protection du prince, ne regardait qu'avec mépris les procédures instruites contre lui.

Au jour fixé pour le jugement de l'affaire, le prince se rend avec éclat à l'audience, annonce ouvertement l'intention de protéger l'accusé, dont il ne parle que dans les termes de la plus vive affection, et déclare qu'il trouvera bien les moyens de le mettre à l'abri d'une condamnation judiciaire.

La crainte inspirée par la présence du prince, et les me-

¹ Le tribunal du Banc du roi est une cour de justice qui juge souverainement. On l'appelle Banc du roi, parce qu'autrefois le roi y présidait en personne sur un banc élevé, et que les juges étaient assis à ses pieds, sur des bancs ou sièges plus bas.

A l'époque de son établissement, ce tribunal ne connaissait que des contestations qui s'élevaient entre le roi et les particuliers; mais, par suite de ce penchant qui porte tous les hommes à étendre leurs privilèges, il s'est arrogé le droit de prononcer sur les causes de toute espèce. Il connaît des crimes de haute trahison, des complots contre le gouvernement, et l'on soumet même à sa juridiction les contestations pour dettes.

Ce tribunal est composé de quatre juges. Le premier s'appelle le lord chef de la justice du Banc du roi : sa juridiction est générale et s'étend par toute l'Angleterre. Il n'y en a point dans ce royaume de plus indépendante, parce que la loi suppose que le roi y préside toujours.

nances qu'il exprimait dans ses regards et dans ses paroles, avaient répandu dans l'audience une terreur qui pouvait tourner au profit de l'accusé. Les juges montent à leur tribunal. Le lord chef justice¹ Gascoigne examine l'affaire avec calme et impartialité ; ensuite, ne prenant conseil que de sa conscience, il prononce le jugement ; et, malgré les regards menaçans que le prince jette sur lui, déclare l'accusé coupable du crime dont il est prévenu, et le condamne à la peine portée par la loi.

A cette condamnation le fougueux Henri ne peut plus contenir sa colère. Il s'élance vers le chef de justice, qui restait assis sur son siège, le menace du geste et de la voix, tire son épée, l'agite sur la tête du juge, lui ordonne de révoquer le jugement qu'il a rendu ; et, furieux de la contenance ferme et impassible du magistrat, il lève la main et le frappe sur son tribunal même².

Le magistrat offensé ne perd rien de son calme et de sa dignité. Il s'adresse aux officiers de justice, et, d'un ton sévère :

« Saisissez ce jeune homme, leur dit-il, et conduisez-le prisonnier dans la prison du Banc du roi. »

Le ton solennel avec lequel le chef de justice avait prononcé ces paroles frappa l'esprit du jeune prince. Il se sentit frappé d'un respect involontaire, et passa subitement de la plus fougueuse irritation à la soumission la plus respectueuse. Les officiers s'approchèrent de lui pour exécuter l'ordre qui leur avait été donné d'arrêter le prince. Henri ne fit aucune tentative pour s'échapper de leurs mains ; il reconnut la gravité de la faute qu'il venait de commettre, l'avoua publiquement, et demanda pardon au magistrat offensé. Il se rendit ensuite à la prison du Banc du roi.

¹ Le grand-juge.

² Hall et Hollinshed.

La nouvelle de cet événement ne tarda pas à arriver à la cour. Des courtisans, dans l'espoir de plaire au roi, entreprirent de blâmer la conduite du lord chef justice; mais Henri iv, bien loin de se laisser prévenir contre la conduite courageuse de cet honorable magistrat, s'écria, en présence de sa cour :

« Heureux le prince qui possède un magistrat assez courageux pour faire exécuter les lois contre un tel criminel ! Mais plus heureux encore le père dont le fils peut se soumettre à une telle punition ! »

Le fait historique que nous venons de rapporter est attesté par l'histoire de Hall et par celle d'Hollinshed. Cependant sir Thomas Ellyot, qui écrivait sous Henri vi, dit simplement, en rapportant ce fait, que le prince s'avança vers le chef de justice, et qu'il était dans une telle fureur, qu'on crut qu'il allait le tuer, ou lui faire quelque outrage. Mais Gascoigne¹, sans se déranger de son siège, avec une contenance pleine de majesté, l'arrêta par les paroles suivantes :

¹ Gascoigne (sir William), né vers l'an 1350, à Herwood, village de l'Yorkshire, remplit successivement les fonctions d'avocat du roi, de juge des plaids communs, et fut élevé, en 1401, à la dignité de lord chef justice du Banc du roi. Il dut cette faveur à la reconnaissance du roi Henri iv, dont il avait administré les biens pendant la durée de l'exil auquel ce prince avait été condamné dans sa jeunesse par Richard ii. Mais il perdit les bonnes grâces du roi, pour s'être refusé à juger l'archevêque d'York, Richard Scrope, qui, en rébellion contre le roi, avait été pris les armes à la main, et était accusé du crime de haute trahison. Gascoigne ne croyait pas qu'un ecclésiastique pût être traduit devant un juge séculier, sans violer les privilèges ecclésiastiques érigés en lois; et il persista dans ce refus, malgré les ordres que lui donna la cour. Cependant sa disgrâce ne fut pas de longue durée : Henri iv lui redonna sa confiance, et Gascoigne rendit des services éminens à l'état. On ignore l'époque précise de la mort de cet honorable magistrat. Quelques biographes disent qu'il mourut vers la fin de l'année 1412, quelques mois avant l'avènement au trône de Henri v. D'autres prétendent qu'il mourut plus tard, et que

« Monsieur, souvenez-vous que je tiens ici la place du roi, votre souverain seigneur et père, à qui vous devez une double obéissance. Je vous ordonne donc, en son nom, de vous désister sur-le-champ de votre entreprise téméraire et illégale, et de donner désormais bon exemple à ceux qui seront un jour vos sujets; quant à présent, pour votre désobéissance et mépris de la loi, vous vous rendrez à la prison du Banc du roi, où je vous constitue prisonnier, et vous y demeurerez jusqu'à ce que le roi votre père vous ait fait connaître sa volonté. »

Le prince, frappé de respect, déposa aussitôt son épée et se rendit en prison.

L'ayant trouvé à la cour, après la mort du roi Henri iv, dont il avait recouvré la faveur, le nouveau roi lui dit : « Je désire qu'élevé de jour en jour à de plus grands honneurs, vous prolongiez assez votre carrière pour voir un fils de moi vous offenser comme je l'ai fait, et réparer son offense par le repentir que j'en éprouvai, et par l'affection et le respect que je vous porte. »

HÉRÉSIE.

PROCÈS DE GALILÉE.

ROME, 1633.

La plupart des hommes auxquels l'Europe savante doit les arts dont elle s'honore, n'ont acquis leur célébrité qu'aux dépens de la tranquillité et du bonheur de leur vie. En butte à la calomnie, aux persécutions de la médiocrité, leur existence s'est passée dans une lutte continuelle, et ce n'est qu'après leur mort que la postérité accorde à leurs cendres une tardive et stérile reconnaissance. Le nom de Galilée rappelle à la fois l'un des savans les plus illustres du moyen âge, et l'un de ceux qui eurent le plus à souffrir de l'ignorance et des préjugés de leur siècle.

Né à Pise, en 1564, d'une famille noble, mais privée de fortune, le jeune Galilée ne dut qu'à lui seul les talens qui l'ont illustré. Il reçut les premiers élémens des sciences à Florence, où son père résidait, et mûrit, par la réflexion, les semences incertaines que des maîtres très-vulgaires avaient jetées dans son esprit. Son père, qui avait cru découvrir en lui quelque aptitude pour les sciences, le destina à la médecine, quoique les dépenses qu'exigeaient les études préliminaires

de cette profession fussent au dessus de celles que lui permettait l'état de sa fortune. Cependant, au moyen des sacrifices qu'il s'imposa, il parvint à faire étudier son fils à l'école de Pise, et c'est là qu'il prit ses premiers degrés.

Le jeune Galilée ne se bornait pas aux élémens de sa profession future; il suivait les autres cours de l'université, et s'attachait avec un zèle particulier aux leçons de philosophie, qui semblait être son étude de prédilection. Cependant il cessa tout d'un coup de s'occuper des sciences métaphysiques. Un ami de son père lui avait donné les premières notions de géométrie, et la satisfaction que lui fit éprouver une science où la vérité est si facile à saisir, remplit son esprit, et l'absorba tout entier. Il négligea la médecine, la philosophie, toutes les autres sciences qu'il avait étudiées jusqu'à ce moment, pour se livrer exclusivement à la recherche des démonstrations mathématiques. Son père, qui s'aperçut du changement survenu dans les habitudes de son fils, voulut s'opposer à la direction nouvelle qu'il donnait à ses études. Mais toute opposition était inutile. Galilée venait d'entrevoir la science pour laquelle la nature avait formé son esprit. Il feignait d'obéir aux volontés paternelles, et n'en continuait pas moins à étudier les mathématiques. Devant lui étaient ouverts les ouvrages d'Hippocrate et de Galien; mais lorsqu'il semblait exclusivement occupé à les méditer, il ne lisait que le livre d'Euclide, qu'il fermait aussitôt que son père se présentait à lui. Il arriva ainsi jusqu'au sixième livre des Propositions. Alors, emporté par une ardeur qu'il n'était plus libre de maîtriser, il alla trouver son père, lui déclara ses études secrètes, et parla avec ce ton de force et de conviction qui ne permet pas de méconnaître la vocation particulière que la nature donne à un petit nombre d'hommes. Son père céda; et désormais Galilée put s'occuper librement de ses études favorites.

Il était encore très-jeune lorsque quelques découvertes utiles vinrent confirmer les espérances que sa famille avait conçues de ses talens. Il commençait à jeter les bases de sa réputation comme mathématicien, et par sa manière de discuter librement, et sans se laisser entraver par les décisions de l'école aristotélique, qui était la seule en vogue à cette époque, les questions de philosophie et de science qui lui étaient proposées, il ouvrait une nouvelle carrière aux sciences philosophiques.

Le marquis Guido Ubaldi, que ses profondes connaissances en mathématiques mettaient à portée de distinguer et d'apprécier le mérite de Galilée, le présenta à Jean de Médicis et au grand-duc Ferdinand, qui, sur la recommandation d'Ubaldi, lui promirent l'appui de leur protection. Ils lui confièrent, peu de temps après, la chaire de mathématiques de l'université de Pise.

Galilée était alors âgé de vingt-cinq ans. Il était arrivé à cet âge où la raison développée commence à mettre à profit les études de la jeunesse. Les leçons du nouveau professeur présagèrent une révolution dans la science. À l'autorité des décisions scolastiques il substituait l'investigation et la méthode, et s'attachait à ne présenter que des principes clairs et faciles à confirmer par l'expérience.

Cette méthode attira à ses leçons tous ceux qui cherchaient la vérité avec un désir sincère de la trouver. Les partisans de la philosophie péripatéticienne virent en peu de temps leur école abandonnée, et leur science ruinée dans l'opinion. Ils ne purent souffrir qu'un jeune professeur détruisît avec tant de facilité un système sanctionné par le temps, et attirât à lui les suffrages dont ils étaient en possession depuis tant d'années. La jalousie l'emporta sur l'intérêt que devait inspirer naturellement un jeune homme qui cherche la vérité avec bonne foi, et qui s'applique à l'établir sans contrainte. Au

lieu de devenir les émules de Galilée, ils se déclarèrent ses ennemis. Des bruits qui dans leur origine n'eurent pas beaucoup de crédit, mais qui prirent peu à peu de la consistance, et qui finirent par obtenir la plus grande publicité, se répandirent sur le caractère et les opinions de Galilée. On le présenta comme un novateur dangereux, un homme sans foi religieuse. La conscience des honnêtes gens étant effrayée par ces insinuations, tout devenait facile. Ces bruits s'accréditèrent, la méfiance entra dans les esprits; aux insinuations succédèrent les calomnies directes; ceux qui avaient protégé le plus ouvertement le jeune Galilée, trompés comme les autres, lui retirèrent leur faveur, et, incapable de résister seul à l'orage qui grondait de toute part autour de lui, Galilée se vit forcé de quitter précipitamment la chaire que ses travaux avaient illustrée, et de s'enfuir de la ville de Pise, où sa liberté était menacée.

Il se réfugia à Florence, n'ayant pour toute ressource qu'une lettre de recommandation que son ancien protecteur, le marquis Guido Ubaldi, lui avait remise pour un gentilhomme Florentin de la famille des Salviati. Cette recommandation suffit pour rétablir la fortune du fugitif. Salviati le présenta à ses amis; par ses instances, mais surtout par le crédit d'un seigneur vénitien nommé Sagredo, il lui fit obtenir la chaire de mathématiques de l'université de Padoue.

Rétabli dans ses fonctions universitaires, Galilée se mit en devoir de témoigner sa reconnaissance à ses protecteurs. Le moyen qu'il employa était simple; il s'appliqua à donner un nouveau degré d'utilité à ses leçons, et de nouveaux développemens à sa méthode d'enseignement. Un plein succès répondit à ses efforts. Galilée obtint la récompense qu'il désirait le plus, l'approbation de ses protecteurs et l'estime publique. De son côté la ville de Padoue, jalouse de conserver un citoyen aussi utile, lui accorda des avantages considéra-

blés, et affecta à la chaire qu'il professait des appointemens doubles de ceux qu'elle avait accordés jusque là. Galilée construisit plusieurs machines pour le service de la république, inventa, en 1597, le thermomètre, et presque en même temps le compas de proportion, qu'il appela *compas militaire*. Mais ces premiers essais devaient être suivis de découvertes bien plus importantes.

Le système de Copernic, nouvellement introduit dans les sciences astronomiques, n'avait été apporté en Italie que pour y être dédaigné; les péripatéticiens prétendaient conserver à l'univers l'ordre établi par Aristote, et souriaient de pitié devant les démonstrations de l'astronome allemand. Galilée, qui avait reconnu l'excellence de ce système, travaillait déjà à le faire prévaloir, lorsqu'un phénomène céleste, observé en 1604, vint confirmer les doctrines enseignées par le partisan de Copernic.

Une étoile inconnue, et d'un éclat extraordinaire, apparut subitement dans la constellation du serpentaire. Galilée observa avec soin la position de cet astre, et démontra mathématiquement qu'il se trouvait au delà de la région que les péripatéticiens appellent élémentaire; qu'il était même beaucoup plus éloigné que toutes les autres planètes, contre l'opinion formelle et réputée infaillible d'Aristote, qui prétend les cieux incorruptibles et à l'abri de toute mutation.

Cette découverte donna de vives inquiétudes aux partisans de l'ancienne philosophie; mais l'invention du télescope, arrivée en 1609, devait leur porter le dernier coup, et établir par une irrécusable évidence le système de Copernic.

Si celui qui le premier fait une application savante des découvertes que le hasard avait livrées à des mains inhabiles mérite d'en être regardé comme l'auteur, c'est à Galilée qu'appartient la gloire d'avoir inventé le télescope.

Il avait entendu dire qu'un Hollandais, nommé Mettius,

avait découvert un instrument d'optique au moyen duquel les objets éloignés paraissaient comme s'ils étaient voisins. Galilée n'en apprit pas davantage ; mais cette idée ne le quitta plus. Il rapprochait des verres de formes différentes, étudiait le phénomène des rayons lumineux modifiés par ces verres ; enfin , après beaucoup de soins , il parvint à obtenir le résultat qu'il cherchait avec tant d'ardeur. Il appliqua cette invention à l'observation des corps célestes. Ses découvertes furent aussi importantes que nombreuses. Alors la satisfaction qu'il en éprouva ne lui permit plus de déguiser ses opinions astronomiques. Il avança sans ménagement que le soleil était soumis à un mouvement de rotation , que la terre , soumise au même mouvement , tournait autour de cet astre. Cette opinion si contraire en apparence à ce principe de l'Écriture, *terra autem in æternum stabit , quia terra in æternum stat*, devint le prétexte dont ses ennemis se prévalurent pour renouveler contre lui les anciennes calomnies qui l'avaient forcé de s'enfuir de Pise.

La ville où se trouvait Galilée était favorable au succès de ces manœuvres. Il avait quitté Padoue pour se rendre à Florence , où les avantages que lui faisait le grand-duc de Toscane , Cosme II , l'avaient décidé à aller se fixer. Ce prince , forcé à garder des ménagemens avec la cour de Rome , était moins en état de défendre Galilée des accusations d'hérésie portées contre lui , que ne l'était la république de Venise , tout à fait indépendante de la cour de Rome. Ses ennemis profitèrent de cette circonstance. Les accusations d'impiété se renouvelèrent et prirent une nouvelle force à mesure que Galilée annonçait de nouvelles découvertes dans la marche et les révolutions des corps célestes. Les ecclésiastiques , attachés aux anciennes doctrines , se croyaient dans l'obligation de combattre le nouveau système , autant dans l'intérêt de leur école que dans celui de la religion.

On traita de visions, comparables à celles d'Astolphe, ses découvertes dans les astres; on l'attaqua par les armes du ridicule aussi bien que par celles de la calomnie. Il se trouva même un prédicateur assez imprudent qui, dans une intention maligne, prit pour texte d'un sermon ce passage de l'Évangile : *Viri Galilæi, quid statis insipientes in cælum?*

Mais, avant de l'accuser ouvertement devant le Saint-Siège, on dénonça la doctrine de Copernic, dont on savait qu'il n'hésiterait pas à prendre la défense, ce qui l'engagerait dans l'hérésie qu'on reprochait à Copernic. Galilée, comme ses ennemis l'avaient prévu, se présenta pour défendre la doctrine incriminée. Il publia un ouvrage qui avait pour but d'établir que ce système peut se concilier avec les vérités des livres saints. C'était là que l'attendaient ses ennemis. Ils le dénoncèrent comme un fauteur d'impiété; et l'accusation ayant été portée à Rome, Galilée fut mandé par l'inquisition pour venir se défendre.

Une assemblée de docteurs nommés par le pape fut chargée d'instruire et de juger le procès. Galilée comparut devant ses juges. Il parla avec autant de calme que de dignité; rappela ce qu'il avait écrit sur l'accusation portée contre le système de Copernic; rapprocha le texte de plusieurs passages des Pères de l'Église, de la nouvelle doctrine établie sur le système de l'univers; démontra qu'il n'y avait rien d'inconciliable entre les découvertes de Copernic et les vérités religieuses, et protesta solennellement de son inviolable respect et de sa foi pour les dogmes et le symbole de l'église catholique, apostolique et romaine.

Cette déclaration, et les raisonnemens dont il avait appuyé ses opinions sur le système du monde, auraient dû satisfaire ses juges et les décider à abandonner à la polémique et à l'investigation de la science une question qui ne portait au-

cune atteinte aux doctrines de la religion ; mais les docteurs voulurent profiter de cette circonstance pour ranimer le crédit de l'école aristotélique. Ils prononcèrent donc la sentence suivante :

« Soutenir que le soleil est placé , immobile , au centre du monde , est une opinion absurde , fausse en philosophie , et formellement hérétique , parce qu'elle est expressément contraire aux Écritures ; soutenir que la terre n'est point placée au centre du monde , qu'elle n'est pas immobile , et qu'elle a même un mouvement de rotation , c'est aussi une proposition absurde , fausse en philosophie , et au moins erronée dans la foi. »

Ils accompagnèrent cette déclaration d'une injonction qui fut faite à Galilée , par le cardinal Bellarmin , de ne plus professer à l'avenir l'opinion qui venait d'être condamnée. Galilée promit tout ce qu'on voulut , et s'empessa de retourner à Florence. Mais il ne se crut point obligé d'obéir à un tel jugement ; et , bien loin de changer d'opinion sur le mouvement de la terre et la rotation du soleil , il s'occupa avec plus de zèle que jamais des moyens de faire triompher ce système des préjugés qui mettaient obstacle à son établissement. Dans ce dessein , il travailla à composer un livre qui pût mettre à la portée de tous les vérités dont il était pénétré. La forme d'un dialogue qu'il donna à cet ouvrage était simple , favorisait la clarté des idées et la précision des preuves. Deux hommes du monde , doués d'une instruction ordinaire , conversent avec un troisième personnage nommé Simplicius ; celui-ci est un partisan zélé de la doctrine scolastique. Les deux premiers interlocuteurs discutent , cherchent sans préjugés la vérité au milieu des diverses opinions qui l'obscurcissent. Simplicius , tout dévoué à l'autorité de son école , n'admet ni examen , ni raisonnement , ni conviction contraire. Il présente tous les ridicules et les travers d'esprit d'un

Homme livré à des opinions qu'il ne conçoit pas lui-même, mais qu'il regarde comme supérieures et exclusivement vraies, par la raison qu'on les lui a données pour telles.

Cet ouvrage¹, publié en 1632, avait à peine paru, qu'un cri général d'indignation s'éleva contre son auteur. La plupart des péripatéticiens se crurent personnellement joués dans la personne de Simplicius. Le pape lui-même (Urbain VIII) s'imagina qu'il avait fourni quelques traits à l'allure de ce personnage, et, dès ce moment, l'estime qu'il avait témoignée pour Galilée fit place à un sentiment sévère, comme celui de l'amour-propre offensé. L'ouvrage fut déferé à l'inquisition. Galilée, âgé de soixante-dix ans, fut obligé de comparaître devant ce tribunal redoutable. Rien ne put le soustraire au jugement qu'on lui préparait, ni les instances du grand-duc de Toscane, ni l'âge de l'accusé, ni ses infirmités. Tout plia devant l'autorité des ordres du saint-office. Galilée se rendit à Rome, et y arriva, après un pénible voyage, le 10 février 1633. Voici comment il raconte lui-même les détails de son arrivée à Rome et de son jugement.

« J'arrivai à Rome, dit-il dans une de ses lettres, le 10
« de février, et je fus remis à la clémence de l'inquisition et
« du souverain pontife Urbain VIII, qui avait pour moi quel-
« que estime, quoique je ne susse pas rimer l'épigramme et
« le petit sonnet amoureux². Je fus mis en arrestation dans
« le délicieux palais de la Trinité-du-Mont, séjour de l'am-
« bassadeur de Toscane. Le lendemain, je reçus la visite du
« père Lancio, commissaire du saint-office, qui me prit avec
« lui dans son carrosse. En chemin, il me fit diverses ques-

¹ Il était intitulé : *Dialogi quattro sopra i due massimi sistemi del mondo, Tolomaiico e Copernicano*.

² Le pape Urbain VIII avait rimé, en assez mauvais vers, quelques découvertes astronomiques. Il se plaisait aussi à composer ces poésies légères désignées sous le nom de pièces fugitives.

contemporains avaient déjà été assez injustes envers ce grand homme. L'inquisition, de son propre mouvement, adoucît une partie des rigueurs de son jugement. On ne lui rendit point l'usage entier de sa liberté; mais cet illustre prisonnier n'eut jamais d'autre prison que le palais de l'archevêque de Sienne, palais magnifique, entouré de superbes jardins, et dans lesquels Galilée était libre de se promener. Il trouvait aussi des consolations dans la société du prélat, qui était son ami et un de ses anciens écoliers. Sa captivité cessa au mois de décembre suivant. Il resta cependant soumis à la surveillance de l'inquisition. Ce grand homme, regardé avec raison comme le créateur de la philosophie expérimentale, mourut à Florence, le 9 janvier 1642, âgé de soixante-dix-huit ans. Newton était né dans le courant de la même année.

HAUTE TRAHISON.

PROCÈS

DU

LIEUTENANT-COLONEL JOHN LILBURNE,
CHEF DES NIVELEURS.

LONDRES, octobre 1649.

EXPOSÉ.

QUAND la mort de Charles 1^{er} eut livré l'Angleterre à Cromwell, le protecteur vit un grand nombre de ses anciens partisans désertir sa cause, qu'ils avaient appuyée jusqu'alors, et tourner contre lui les mêmes armes dont ils s'étaient servis pour le défendre. C'est le sort ordinaire des usurpateurs. Aussi long-temps qu'ils luttent contre le pouvoir établi, le bruit des armes et l'ardeur de l'attaque empêchent beaucoup de gens de pénétrer leurs desseins secrets ; mais quand leur

domination est assurée et leur but avoué, les hommes s'aperçoivent qu'ils n'ont fait que changer de maîtres, que leurs efforts, qu'ils croyaient employés au bien public, n'ont profité qu'à des ambitions particulières et à l'établissement d'une tyrannie souvent plus funeste que celle qu'ils ont abattue. Alors les intérêts se divisent, et des querelles sanglantes s'engagent entre les anciens alliés.

Au nombre des ennemis que sa nouvelle fortune avait faits à Cromwel, se trouvait la secte des niveleurs, dont le lieutenant-colonel John Lilburne doit être regardé comme le chef.

John Lilburne, surnommé de bonne heure *Free born John* (Jean le libre), était né, en 1618, d'une famille noble du comté de Northumberland. Partisan d'un système impraticable de liberté, il consacra son existence tout entière à la poursuite d'une égalité chimérique, devint l'auxiliaire de toute révolte, et ne cessa son opposition hardie que lorsque l'Angleterre, épuisée par les guerres civiles, tomba dans le découragement qui succède aux grandes secousses politiques, et chercha le repos dans l'asservissement au despotisme de Cromwell.

Réduit à la modique légitime de cadet de famille, Lilburne entra, à l'âge de douze ans, en qualité de commis, chez un marchand drapier de la cité de Londres. La tendance impopulaire du gouvernement de Charles^{1er}, et l'opposition des chambres, étaient à cette époque l'objet des craintes et de l'espoir de la nation. Les apprentis, classe nombreuse et indépendante, ap-

pelée, comme le reste du peuple, à prendre part à la crise qui se préparait, avaient embrassé la défense des intérêts parlementaires. Les étudiants du Temple s'étaient rangés du parti de la cour; la rivalité d'âge et de corps contribuait à entretenir le zèle et à aigrier les opinions de part et d'autre. Lilburne, engagé par sa position dans le parti des apprentis, les abandonna lorsqu'ils désertèrent la cause populaire, qu'ils avaient défendue avec énergie durant plusieurs années. Il adopta les doctrines puritaines, et le fanatisme religieux vint ainsi renforcer de toute sa puissance celui de ses opinions politiques.

L'indépendance de son caractère l'avait déjà fait remarquer parmi les puritains. Les persécutions qu'il rechercha dans toutes les circonstances de sa vie, avec l'ardeur que l'on met ordinairement à les fuir, achevèrent de le rendre éminent.

Il n'avait pas plus de vingt ans lorsqu'il fut traduit devant la chambre étoilée, pour avoir répandu en Angleterre les ouvrages du républicain Bastwick, qu'on l'accusait d'avoir fait réimprimer en Hollande. C'était en 1638; l'imprimeur Warthon, puritain déclaré, était sous le poids de la même accusation. Les prévenus comparaissent; on défère à Lilburne le serment d'usage, grand épouvantail des religionnaires de sa secte. Lilburne refuse de le prêter, comme contraire à la parole de Dieu. La cour insiste. Il s'engage entre les juges et l'accusé une contestation dans laquelle Lilburne déconcerte le tribunal, tantôt par un idiotisme apparent, tantôt par des réponses pleines de finesse et d'ironie,

qui sont autant de traits lancés contre l'épiscopat et les juges. Le serment n'est point prêté. On le défère à son coaccusé : c'était ce qu'attendait Warthon , âgé de quatre-vingt ans , endurci par huit condamnations sur le fait du serment , et qui croyait devoir l'exemple de la fermeté puritaine à son jeune confrère. Au lieu de répondre à l'injonction qui lui est faite , Warthon éclate contre les évêques et contre le serment qu'ils exigent. Il s'exprime avec tant de violence , que le procureur-général , étourdi de cette philippique , s'empresse de lui imposer silence. « Sans cette précaution , dit Lilburne , les évêques auraient été mieux poivrés dans cette occasion qu'ils ne le furent de leur vie , en plein tribunal. »

Warthon fut condamné à une amende de cinq cents livres sterling , et au pilori. Lilburne encourut la même peine , et fut de plus condamné à la fustigation. Il la subit à travers les rues de Londres , en chantant des cantiques , des psaumes , et haranguant le peuple. Les châtimeurs se convertissent en triomphes , quand ils ont pour objet les opinions de la multitude. Une foule immense se pressait sur les pas de Lilburne , pour soutenir et louer son courage. La chambre étoilée , effrayée de ces démonstrations , lui fit proposer de l'exempter du pilori , s'il voulait avouer sa faute. « On s'y prend un peu tard , répondit Lilburne au messenger de la cour ; mais je n'y consentirais pas , lors même qu'il s'agirait de recommencer. » Attaché au pilori , il reprit ses harangues. Un ordre vint de le bâillonner. Ne pouvant plus se faire entendre , il tira de ses poches les pamphlets

dont il les avait remplies, et les jeta au peuple à pleines mains. On le garrotta. Ses contorsions continuèrent à protester contre la tyrannie. Le soleil dardait sur sa tête nue, la sueur ruisselait sur son front; c'est un martyr, s'écriait-on de toute part. Les hommes s'indignaient, les femmes pleuraient d'admiration. Quand il descendit de l'échafaud, Lilburne s'écria : « Me voici plus grand qu'un conquérant, par la grâce de celui qui m'a aimé. »

Sa détention dura deux ans et demi. Les traitemens les plus rigoureux lui furent vainement infligés dans l'espoir d'abattre son courage. On le privait de nourriture, on l'accablait sous le poids des chaînes : sa constance triompha de tout. Il mit le feu à sa prison, au risque de périr lui-même au milieu des flammes. Son audace effrayait tellement les prisonniers voisins de son cachot, qu'ils demandèrent à grands cris qu'on éloignât un homme si redoutable.

La convocation du long parlement, et la révision qui fut ordonnée des jugemens rendus par la chambre étoilée, lui firent recouvrer la liberté en 1640. Il en profita pour amener le peuple, tantôt contre les parlementaires, tantôt contre la cour, suivant qu'il croyait avoir à se plaindre des uns ou des autres. Toujours emporté dans ses opinions, il se déclara l'ennemi du comte de Strafford, et le poursuivit avec acharnement. Mandé à la barre de la chambre des lords, pour menées séditieuses, il fut renvoyé de l'accusation, et le même jour, presque à la même heure, la chambre des communes vota en sa faveur une somme considérable, pour l'in-

demniser du jugement qu'avait rendu contre lui la cour étoilée.

Ces événemens se passaient en 1642. La guerre qui se déclara entre Charles 1^{er} et le parti des parlementaires, dans le courant de cette année, trouva Lilburne prêt à combattre. Il entra dans l'armée du comte d'Essex, comme simple volontaire, obtint en peu de temps le grade de capitaine d'infanterie, combattit avec bravoure à Edge-Hill, fut fait prisonnier à Brentford, et traduit devant un conseil de guerre, pour être jugé comme traître. La sentence de mort allait être prononcée, lorsque le parlement déclara qu'il userait de représailles contre les prisonniers royalistes, et qu'il les traiterait comme on aurait traité le capitaine Lilburne. Cette menace arrêta le cours de la procédure. Lilburne fut mis en prison, mais il parvint à corrompre le geolier, et regagna l'armée parlementaire, où il fut accueilli par les soldats avec les démonstrations d'une joie générale. Soit qu'on voulût récompenser l'ardeur de son zèle, ou, ce qui paraît plus vraisemblable, qu'on eût l'intention d'éloigner des troupes un homme inquiet et bronillon, qui avait la confiance des soldats, et qui se déclarait ennemi de toute domination, les chefs de l'armée lui firent offrir une place d'un revenu de plus de cent livres sterling. Lilburne la refusa. « Son devoir, répondit-il à sa femme, qui le pressait d'accepter cette offre, lui ordonnait de combattre pour huit pences par jour, jusqu'à ce qu'il vît la paix et la liberté consolidées en Angleterre, et de ne point accepter de place lucrative tant que son pays serait livré à d'aussi cruels déchiremens.

L'exagération de ses principes religieux ne lui permit pas de servir long-temps sous les ordres du comte d'Essex, dont le presbytérianisme n'était pas un mystère. Lilburne passa dans le corps d'armée du comte de Manchester. Là il trouva Cromwell, qui eut l'adresse de le gagner et de le faire servir d'instrument à ses projets. Il lui fit donner le grade de major ; peu de temps après, celui de lieutenant-colonel, et se servit de lui pour perdre le colonel King et le comte de Manchester lui-même ; qui faisaient ombre à sa politique. Lilburne se porta leur accusateur devant la chambre des communes, et devint l'instrument de leur destitution, qui fut prononcée sans jugement préalable. C'était ce que voulait Cromwell. Mais ce n'était point là le but de Lilburne, qui frémissait d'indignation à la seule idée d'une peine dont l'application n'était pas justifiée par l'emploi des formes légales. Aussi ne vit-il dans cette destitution qu'un attentat odieux à la liberté, un acte de despotisme, une injustice d'autant plus révoltante, qu'il en était la cause involontaire. Sa rupture avec Cromwell fut brusque et éclatante. Il se retira du service en déclarant, à la face de l'armée, qu'il dévoilerait les abus, et démasquerait les hypocrites. Alors commença la guerre des pamphlets, qui succédait à celle de l'épée. Infatigable à poursuivre ses projets de réforme, il attaqua de front tout ce qui choquait le système d'égalité politique qu'il voulait établir. Les écrits se succédèrent avec rapidité. Entouré d'ennemis, forcé de soigner ses intérêts personnels, de soutenir ceux du peuple, Lilburne suffit à tout avec une incroyable ac-

tivité. Il subit des emprisonnemens, encourut des amendes, lassa ses adversaires par une persévérance invincible, et ne dévia jamais de la route qu'il s'était tracée; se montrant plus inflexible et plus irréconciliable à mesure que le nombre de ses ennemis grossissait, et que sa position devenait plus périlleuse.

Un tel caractère fait impression sur l'esprit du peuple. Les femmes surtout, qui occupent dans les révolutions une place plus importante qu'on ne le croit généralement, se déclaraient pour Lilburne chaque fois qu'il éprouvait quelque revers. A peine le bruit de sa captivité se répandait, que des pétitions couvertes de plusieurs milliers de signatures réclamaient son élargissement. Les environs de Westminster, siège du parlement, étaient encombrés d'une multitude de femmes, qui, dirigées par l'épouse du prisonnier, allaient harceler les chambres de leurs réclamations et de leurs cris. On avait beau envoyer les pétitionnaires, *laver leurs écuelles*, les attroupemens devenaient chaque jour plus nombreux; et, pour empêcher qu'ils ne prissent un caractère d'hostilité, il fallait les apaiser par des explications, et des promesses.

Cependant le comte de Manchester était parvenu à faire emprisonner Lilburne à la tour de Londres. Sa détention durait depuis plusieurs mois, et Lilburne, employant le temps de sa captivité à écrire, continuait à publier des pamphlets. Chaque jour en voyait paraître un nouveau, malgré les entraves qu'on mettait à leur publication. Des titres bizarres, des idées plus bizarres encore, mais toujours énergiques et mordantes, pré-

taient à ses écrits une verve d'originalité qui les faisait rechercher par le peuple. La *Discussion de la tyrannie des lords*, la *Justification de l'homme juste*, l'*Oppression de l'homme opprimé*, la *Résolution de l'homme résolu*, etc., etc., parurent successivement pendant cet intervalle. Cromwell, qui avait besoin d'un homme comme Lilburne, et qui conservait l'espoir de le ramener à lui, s'interposa pour faire cesser sa captivité. On négocia son élargissement. Lilburne déclara que si la liberté lui était rendue, il avait résolu de quitter l'Angleterre, « puisque pour subsister à Londres de son métier de drapier, il lui aurait fallu prêter le serment, et que s'il était allé vivre sur ses propriétés, il aurait été obligé de payer la dîme, » obligations dont l'accomplissement lui était plus pénible que la mort même. Les communes lui accordèrent un sauf-conduit provisoire. Mais les lords demandèrent raison de cet élargissement; Lilburne fut de nouveau incarcéré, mis en accusation devant la cour du banc du roi, et élargi par les presbytériens, qui, étant parvenus à se saisir momentanément du pouvoir, le dérochèrent au jugement qui se préparait. Lilburne était né pour consumer sa vie dans une lutte continuelle. Toujours prêt à ergoter ou à combattre, il n'avait qu'un but, l'égalité; qu'une voie pour y atteindre, la persévérance. Dans cette idée, il se jetait à travers tous les périls, bravait tous les obstacles; et sa hardiesse était d'autant plus audacieuse, que la crainte des châtimens ou de la mort n'entraît jamais dans ses calculs. Son double fanatisme ne lui permettait de faire aucun pacte avec les presby-

tériens, à qui il devait sa liberté. Il se déclara contre ses libérateurs, se réunit à Cromwell, qu'il crut avoir ramené aux idées de liberté et de bien public, et se brouilla définitivement avec lui, quand l'issue d'un événement, qui décida du sort de la monarchie en Angleterre, lui eut démontré qu'il avait été une seconde fois dupe de sa politique astucieuse.

L'approche du jugement de Charles ^{1er} agitait toutes les passions. Les indépendans, divisés sur la nature du pouvoir qui devait être saisi de ce procès inique, voulaient, les uns, qu'il fût jugé par une commission spéciale, les autres, qu'on traduisit l'infortuné monarque devant les tribunaux ordinaires. Les chefs de l'armée, qui désiraient la mort du prince, tenaient bon pour le premier parti. Lilburne, qui ne voyait dans ce jugement qu'un exemple éclatant d'égalité, et qui ne demandait pas la mort de Charles, s'était déclaré, avec son ardeur ordinaire, pour que ce procès rentrât dans la règle commune. Le parti de l'armée prévalut; Charles fut jugé par une commission, et Lilburne, furieux de cette décision, protesta « qu'il n'aurait plus rien de commun avec une race d'hypocrites, aussi perfides que les chefs de l'armée, et surtout avec le plus fourbe des machiavélistes, le commissaire Ireton. » Il sortit de Londres, pour rester étranger à tout ce qui s'y passerait durant son absence. A son retour, le roi était mort. Il trouva ses amis traduits en jugement, et le despotisme établi sous le nom de république. Les derniers restes des libertés nationales étaient immolées au nom de la liberté même. Lilburne entra tout armé dans cet

ordre de choses. Il offrit à ses amis le secours de sa courageuse indépendance, ne cessa de démasquer les hypocrisies, de dévoiler les ambitions, de harceler les pouvoirs tyranniques. Mais l'énergie populaire était morte. Il s'épuisait en efforts inutiles pour soulever une nation découragée. Il eut quelque temps l'espoir de renverser le despotisme de Cromwell, à l'aide du parti des niveleurs, qu'il avait fomenté dans l'armée. Mais ce parti fut détruit presque sans résistance. L'Angleterre était lasse de troubles. Lilburne essaya de ranimer l'esprit public par la publication d'un pamphlet intitulé : *les Nouvelles chaînes de l'Angleterre dévoilées*. Ce libelle servit de prétexte à ses ennemis pour le perdre. Il fut décrété d'accusation, et renfermé à la tour. Le parlement, livré à Cromwell, discutait à cette époque l'acte des trahisons, qui devait achever de consolider la tyrannie. Lilburne publia à ce sujet *la Convention du peuple* (*Agreement of people*), ouvrage dans lequel il exposait le plan d'un gouvernement populaire. Mais l'acte passa, et Lilburne fut accusé de haute trahison; ses biens furent séquestrés : les revenus en furent versés entre les mains de sir Artur Hasterig, président du comité des séquestres. Quoique la *Convention du peuple* eût paru revêtue de l'approbation du censeur Gibbert Mabbot, il est probable que la signature avait été contre-faite : les faux n'étaient pas rares sur ce point, puisque le censeur se démit de ses fonctions, en disant qu'il ne voulait plus avoir à répondre d'une foule d'écrits qui paraissaient sous la sauve-garde de son nom, et qu'il n'avait jamais vus.

Sa mise en accusation ne ralentit point le zèle de Lilburne ; il publia de nouveaux libelles , qui donnèrent de nouvelles armes contre lui ; et il fut accusé d'avoir conspiré pour le rétablissement de la dynastie des Stuarts , et d'avoir entrepris de rétablir sur le trône d'Angleterre le prince Charles II.

Une commission spéciale d'*oyer et terminer*, composée de quarantes personnes, fut convoquée pour le juger. Les pétitions se renouvelèrent. Mais le gouvernement, qui se croyait sûr du succès, tint bon. En vain l'épouse de l'accusé, et le colonel Robert Lilburne, son frère, unirent leurs efforts pour le soustraire au jugement, au moyen d'un accommodement par suite duquel Lilburne serait sorti d'Angleterre : ces propositions furent rejetées avec hauteur, et l'accusé comparut devant la commission, dans le mois d'octobre 1649.

Les débats s'ouvrirent à Guild-Hall, en présence d'une foule immense, attirée par la curiosité, autant que par l'intérêt que lui inspirait le sort du prévenu.

Quand les juges eurent pris séance, et que les officiers de justice eurent ordonné au peuple de faire silence, le lieutenant de la tour amena son prisonnier à la barre.

La contenance de Lilburne était à la fois fière et tranquille. Il resta debout devant ses juges, et attendit, sans mot dire, l'ouverture des débats.

Le sergent crieur. John Lilburne, lève la main.

Le colonel Lilburne ne répondit rien à cet ordre ; mais, s'adressant à mylord Keble qui présidait la commission, il déclara qu'il prétendait jouir des privilèges que la loi accorde à tout anglais né libre, et qui lui étaient dus personnellement, par le droit de sa naissance aussi bien que par ceux de la conquête ; car son épée s'était tirée pour la défense de ces privilèges.

« Si je vous rappelle les services sur lesquels se fondent mes droits, ajouta-t-il, ce n'est point pour me parer à vos yeux d'un vain mérite, ni pour implorer votre commisération que je méprise ; car je ne demande de pardon à personne, si ce n'est à Dieu ; mais je réclame le droit de me défendre, droit qui ne fut point refusé à saint Paul, lorsqu'il comparut devant un tribunal païen : d'ailleurs j'ai déjà usé de ce droit, lorsque, le premier mai 1641, un ordre spécial me fit traduire devant la chambre des lords, où je fus mis en accusation pour avoir défendu les libertés de la nation. C'est moi qui, secondé par quelques amis, tirai l'épée dans Westminster-Hall contre le colonel Lundsfort et ses complices, qu'on disait mandés pour venir égorger les membres les plus influens de la chambre des communes. Je fus arrêté à Brentford pour avoir repoussé les ennemis du peuple. On me traduisit, comme un traître, devant le lord haut commissaire à Oxford ; je fus accusé de rébellion, et cependant j'obtins du roi et de la sagesse de nos bonnes vieilles lois d'Angleterre, des formes pleines de douceur et d'équité ; il me fut permis de combattre les erreurs de l'acte d'accusation, avant de répondre à aucun interrogatoire. La cour m'autorisa à consulter les pièces du procès, à les discuter, et à préparer mes réponses : ce qui était une procédure aussi sage qu'équitable.

« N'étant point jurisconsulte de profession, on ne devait

pas supposer que toutes les formules et les subtilités de la loi me fussent connues : il était donc juste que pour ne pas me livrer moi-même à des dangers que je ne pouvais soupçonner, j'avancasse avec circonspection dans le dédale inconnu de la jurisprudence criminelle. »

Il se plaignit ensuite qu'au mépris de la loi qui ouvre au peuple l'entrée des cours de justice, et qui défend de juger un prévenu en secret, on avait fermé sur lui les portes du tribunal, et qu'elles étaient étroitement gardées par des officiers de justice.

« J'ai déjà comparu, ajouta-t-il, devant une commission du parlement, et j'étais accusé du même crime dont on m'accuse devant vous ; mais j'ai décliné un tribunal qui semblait vouloir s'envelopper de ténèbres, et j'ai déclaré que je garderais le silence jusqu'à ce qu'on ouvrît au peuple les portes de la salle d'audience¹. Je proteste ici contre une semblable violation de nos libertés (lord Keble allait l'interrompre, mais Lilburne continua); et si l'on refuse d'obtempérer à cette demande, je déclare que je souffrirai la mort, plutôt que de me soumettre à un tribunal qui foule aux pieds les formes de la justice. Je pense qu'on ne m'opposera pas des craintes superflues sur mon évasion ; je donne ici ma parole au lieutenant de la tour que je resterai son prisonnier ; et que si une force étrangère me séparait de lui, je viendrais me replacer sous sa surveillance, dès que j'en aurais recouvré la liberté. Le lieutenant ne rejettera point sans doute la garantie de mon honneur.

Lord Keble. Si vous aviez pris la peine de regarder der-

¹ Avant l'arrivée des juges, on ne laisse entrer dans la salle que ceux qui ont droit d'assister à la séance, ou ceux qui, par une faveur spéciale, parviennent à y entrer. Mais, dès que les juges sont sur leurs sièges, les portes sont ouvertes au peuple.

rière vous, vous auriez facilement jugé que vos protestations sur la non publicité des débats, étaient inutiles.

Les portes du tribunal sont ouvertes au public.

« Je suis satisfait, reprit le colonel; mais je dois à présent vous faire observer que l'acte qui, en 1641, abolit la chambre étoilée, abolit en même temps tous les statuts contraires à la grande charte; et qu'en conséquence, l'ordonnance d'Edouard III, qui avait organisé les commissions extraordinaires d'*oyer et terminer*, se trouvait révoquée comme contraire au droit déclaré dans cette charte, savoir : qu'aucun anglais ne peut être traduit devant aucune autre cour que devant celle des assises ordinaires. »

Il dit aussi que telle avait été l'opinion de la chambre des communes, lorsqu'elle agissait dans l'intérêt des libertés nationales, et qu'elle avait délégué M. Hyde pour se plaindre de la commission d'*oyer et terminer* établie dans les cinq comtés du nord, comme étant illégale dans son institution, et incompatible avec les libertés garanties par la grande charte. Et cependant les fréquentes insurrections de ces comtés, sous le règne de Henri VIII, après la suppression des abbayes, était un motif extraordinaire pour conserver l'établissement de ces commissions. Or, si cette institution parut illégale à une époque de troubles et de révolutions, combien son existence, à une époque où aucune insurrection ne répand des alarmes dans le royaume, où les cours ordinaires de justice sont ouvertes, ne doit-elle pas paraître plus révoltante, surtout lorsqu'on voit ses attributions s'étendre jusqu'à juger la pensée et les délits de la presse? Cependant depuis plus de sept mois que dure ma détention, j'ai vainement réclamé un jugement légal; cette demande m'a été constamment refusée : et cependant, d'après les termes de la loi et les formes judiciaires, j'eusse dû obtenir un arrêt de condamnation ou d'élargissement aux premières assises du

comté dans lequel a été commis le prétendu crime dont je suis accusé.

« Jamais, continua-t-il, je n'ai déployé contre les membres du gouvernement actuel une conduite hostile ; j'ai combattu plus d'une fois sous leurs drapeaux, j'ai exposé ma vie pour les défendre, et depuis que j'ai déposé l'épée qui les a servis, j'ai vécu paisiblement dans l'obscurité domestique.

« J'étais à la porte de la chambre des communes, le jour où cette assemblée m'accusa de trahison, et où Bigly, qui siège maintenant parmi mes juges, me fit les offres les plus séduisantes, au nom de quelques grands personnages, si je voulais consentir à me laisser diriger par leurs instructions. C'était me présenter un moyen facile d'échapper à mes ennemis, mais je pensais trouver un abri plus sûr dans la pureté de ma conscience, et je demeurai tranquille. Cependant le lendemain, à cinq heures du matin, deux ou trois cents hommes d'infanterie et de cavalerie, vinrent, en armes, m'arracher de mon lit, où je reposais auprès de mon épouse et de mes enfans ; ils violèrent ainsi mon domicile, dont l'inviolabilité me semblait garantie par les statuts d'Edouard VI ; et depuis huit ans nous prétendons conquérir, à la pointe de l'épée, les lois et les libertés de l'Angleterre !

« On me traîne, tremblant de froid, à travers les rues de Londres, comme un ennemi captif ; on me dépose au poste de la garde militaire, à Saint-Paul, et de là, au milieu d'une armée qui grossit à chaque pas, on me conduit à Whitehall, toujours escorté de la force militaire, quoique, dans le cas de trahison, on eût dû procéder contre moi par les officiers civils ; en vertu de ces mêmes privilèges du parlement, que réclamèrent, en 1641, les six membres accusés.

« Je fus transféré ensuite à Derby-House, devant une assemblée de citoyens qui se crut autorisée à se constituer en

commission du conseil d'état, quoique assurément le conseil n'eût rien à démêler avec ma prétendue trahison. M. John Bradshaw, qui m'avait défendu devant la chambre des lords, en 1645, contre les juges iniques de la chambre étoilée, n'hésita pas à déclarer illégale, arbitraire et tyrannique, la décision de cette chambre qui me condamna au fouet et au pilori, pour avoir refusé de répondre aux questions qui me furent adressées. Cependant M. Bradshaw, devenu aujourd'hui le partisan d'une injustice semblable à celle qu'il avait naguère combattue, m'a sérieusement adressé des questions captieuses; et comme je ne répondais que par le silence à son interrogatoire, il m'a déclaré en état d'accusation pour crime de trahison, fondé sur des faits généraux : comme si les généralités signifiaient quelque chose en point de droit !

Le juge Jermin l'interrompant. M. Bradshaw est aujourd'hui lord président du conseil d'état d'Angleterre. Je vous engage à ne parler de ce magistrat qu'en lui donnant les titres qui conviennent à sa dignité.

Le lieutenant-colonel Lilburne, sans répondre à cette injonction. Quoiqu'un assez grand nombre de mes amis de tout âge, de tout rang et de tout sexe, aient adressé de nombreuses pétitions en ma faveur, pour prier la chambre de ne point me juger avant de m'avoir entendu, et qu'ils aient sollicité mon élargissement, en offrant des garanties suffisantes, rien n'a pu réussir ; et l'on ne démêle encore, dans ce procès, que mépris des lois, injustice et iniquité.

Fort de ma conscience, j'ai demandé qu'on abandonnât l'affaire au jugement de quatre membres des communes, dont deux seraient choisis par moi, et deux autres par mes adversaires. C'était réclamer une justice bien plus qu'une grâce ; mes ennemis l'ont refusée. On a fouillé dans mes papiers, visité toute ma maison, cherchant des prétextes d'accusation contre moi ; on m'a séquestré une terre d'un revenu

de trois mille livres, sans que cette séquestration ait été précédée des formes légales. Je ne nommerai point les hommes qui ont autorisé ces violences, car je veux éviter toute provocation; mais il me suffit de connaître celui qui a dit que j'étais un traître, et qu'il le soutiendrait devant moi.

On est allé plus loin encore, on m'a refusé tout ce que la loi accorde aux prisonniers ordinaires; on m'a laissé dans un dénuement absolu d'argent; on m'a refusé le secours de cette libéralité accordée par le roi d'Angleterre aux membres mis en accusation (quatre ou cinq livres par semaine, indépendamment de leurs revenus particuliers), libéralité qui faisait dire au colonel Long qu'il avait dépensé pour sa part quinze cents livres au roi.

Des gens qui m'approchaient de près ont été apostés pour m'adresser d'injustes reproches, et pour m'assassiner. Ils ont signalé la main qui les faisait agir: c'est du sein même du parlement que partaient ces manœuvres. J'en appelle à vos consciences, et à ce peuple qui m'écoute; tant de vexations ne sont-elles point au dessus d'un faible mortel qui n'est que cendre et poussière?

Quoique mon procès dût être jugé dans le comté de Surrey, théâtre du prétendu crime, on m'a arraché à mes juges naturels; on m'a cité devant vous, et l'on m'a présenté une pièce de parchemin, dont le lieutenant de la tour ni moi n'avons pu déchiffrer les caractères; cependant un Anglais a le droit de se faire communiquer, et de lire toutes les pièces de son procès. Ce lambeau indéchiffrable n'a pu me rien apprendre sur la légalité de la citation. Je comparais donc devant vous sans savoir au juste pourquoi j'y suis traduit, et sur quelles accusations je dois me défendre.

Traduit d'une manière aussi extraordinaire, dans cette extraordinaire assemblée, je désire maintenant d'entendre la lecture de votre extraordinaire commission; car ceux qui

exercer maintenant le pouvoir suprême à Westminster ont positivement déclaré devant Dieu qu'ils maintiendraient la pétition des droits. Je veux rapprocher vos actes de cette décision du parlement et des vieilles lois de l'Angleterre, et je répondrai ensuite avec toute la raison et la sincérité qu'on peut attendre de mon caractère.

Le colonel ayant cessé de parler, M. Prideaux, procureur-général, se leva et dit : que le prisonnier ne pouvait raisonnablement accuser la cour d'avoir violé les formes de la justice; qu'il avait pleinement joui de toutes les libertés que la loi accorde aux accusés pour préparer leur défense; que le tribunal devant lequel il comparaisait n'était point une commission spéciale *d'oyer et terminer*, mais une commission générale, conforme à l'usage établi depuis cinq cents ans; que l'acte des pouvoirs en vertu desquels l'assemblée était constituée, avait été lu publiquement avant l'arrivée de M. Lilburne, et qu'il espérait que milord Keble le déclarerait conforme à la loi et aux procédures ordinaires; que la dénonciation contre le colonel avait été portée par la grande enquête faite par une réunion d'hommes habiles et de jurisconsultes profonds; que M. Lilburne savait bien que Londres, aussi bien que le comté de Surrey, avait été le théâtre du crime qu'on lui imputait; mais que puisqu'il feignait d'ignorer que c'était à Londres qu'il devait subir son jugement, on croyait devoir l'en avertir.

Le colonel Lilburne. M. le procureur général ne doit pas ignorer non plus que, comme membre de la chambre basse, c'est lui qui a nommé mes juges, et que cette circonstance le rend inhabile à poursuivre le procès.

Lord Keble. M. Lilburne, nous sommes ici pour faire respecter la liberté, et je dois vous informer que notre commission n'a rien qui leur soit contraire; quant à vos plaintes sur les moyens employés pour votre arrestation, vous savez

que la loi permet de requérir la force armée contre les accusés, et que le shériff en dispose à son gré.

Le lieutenant colonel Lilburne. Jamais, monsieur; à moins que le prévenu ne résiste. Je n'ai vu d'ailleurs, dans mon escorte, ni shériff, ni constable, ni aucun officier civil.

Lord Keble. Les agens de la loi sont obligés de prendre des précautions de sûreté; la prévoyance des dangers, l'état et le rang des individus, décident des mesures à prendre. Quant aux actes de la chambre étoilée ou des comtés du nord, personne, dans cette enceinte, ne prétend les justifier; mais dire à cette assemblée qu'elle est créée par le procureur-général, c'est une insulte que sa dignité ne lui permet pas de souffrir. Renfermez-vous dans les bornes de la défense.

Le colonel Lilburne. Avec votre agrément, je n'ajouterai plus qu'un mot.

Le juge Jermin. M. Lilburne, veuillez écouter la cour; elle est instituée par l'autorité suprême d'Angleterre; plusieurs d'entre nous sont juges de la loi, et engagés, par leurs sermens, à rendre à tous les citoyens une justice égale; les ménagemens que vous avez reçus de sa bonté sont sans exemple dans les cas de trahison. Notre commission est établie suivant les statuts de Wesminster, obtenus pendant la guerre des Barons, et défendus par Képée, comme la base de nos libertés et de nos privilèges. Répondez à l'accusation portée contre vous; elle vous présente comme un ennemi de l'autorité suprême, de la chambre des communes, autorité qui existait du temps des Romains et des Saxons, et qui vient de se régénérer parmi nous. Notre commission est générale; la grande enquête vous a trouvé traître à la patrie: la trahison menace l'état de si grands dangers, que le soupçon de ce crime doit appeler sur vous la vigilance de la justice. Je demande qu'on procède, sans plus tarder, à l'au-

terrogatoire, et que vous répondiez aux griefs de l'accusation.

M. Lilburne. Le magistrat qui vient de me répondre a prétendu que la cour m'avait accordé des ménagemens que personne, avant moi, n'avait obtenus : il a oublié, sans doute, que l'accusé Throgmorton, prévenu de haute trahison, et placé sous le poids d'une accusation bien plus grave que celle que je repousse, jouit de la plus entière liberté pour se défendre ; et cependant le tribunal agissait sous l'influence de la reine Marie, dont le gouvernement sanguinaire est un de ceux qui ont le plus opprimé l'Angleterre. L'accusé parla long-temps sans être interrompu, quoiqu'il fût déjà désigné à l'iniquité de ses juges, comme une victime de ce tyrannique gouvernement. Ainsi, la faveur qu'on prétend m'accorder ne mérite aucune reconnaissance de ma part ; elle n'est qu'un simple privilège que m'accorde la loi. Maintenant j'ai établi l'illégalité de la commission spéciale en vertu de laquelle je persiste à vous croire assemblés ; je prie mes amis, et toutes les personnes qui m'entourent, de ne point oublier que vous avez refusé de lire la commission au nom de laquelle vous usurpez des droits sur ma vie..... D'ailleurs, vous m'ordonnez de lever la main à la barre. J'ai lu les lois écrites en anglais, et je n'ai pu trouver l'explication de cette formalité qui me paraît d'une assez haute importance pour qu'on prit la peine de l'expliquer. Quant aux lois écrites en français et en latin, je ne puis ni les lire ni les comprendre ; mais je déclare que cette formalité de me faire lever la main, est un point très-délicat, et que si j'obéissais aveuglément, je pourrais, sans le savoir, exposer peut-être ma vie. Je désire donc avoir une explication précise sur ce qu'on exige de moi, avant de faire aucune réponse.

M. Broughton. John Lilburne, lève la main, et écoute l'accusation.

M. Broughton lit l'acte l'accusation, duquel il résulte que :

John Lilburne, de Londres, est accusé d'être un citoyen déloyal et traître, de n'avoir pas la crainte de Dieu devant les yeux, et d'avoir tenté de détruire le gouvernement heureusement établi sans roi ni chambre des lords, dans l'intérêt du bien public et de la liberté des citoyens; d'avoir voulu anéantir la chambre des communes, dépositaire de l'autorité suprême; d'avoir déversé sur ses membres la calomnie et le mépris, en écrivant, imprimant, et faisant publier avec malice, perfidie et préméditation, le 1^{er} octobre 1649, dans la paroisse de Sainte-Marie-des-Arches, dans Cheap's-Prison, à Londres.

1° Un livre séditieux, intitulé : *Salva libertate* ;

2° Un libelle ayant pour titre : *An impeachment of high treason against Oliver Cromwell and his son-in-law, Henry Ireton, esq. late member of the late forcibly dissolved house of commons, presented to public view, by lieutenant-colonel John Lilburn, close prisoner in the tower of London, for his real true and zealous affections to the liberties of this nation.*

Accusation de haute-trahison contre Olivier Cromwell et son gendre Henri Ireton, écuyer, ci-devant membres de la ci-devant chambre des communes, violemment dissoute, présentée au public par le lieutenant-colonel John Lilburne, détenu prisonnier à la tour de Londres, en récompense de son affection pleine de franchise et de zèle pour les libertés de la nation ;

3° Un autre livre intitulé : *A hue and cry after sir Arthur Haslerig. Cri de haro contre sir Arthur Haslerig* ;

4° Un autre livre intitulé : *An outcry of the young men ad apprentices of London, or an inquisition after the lost fundamental laws and liberties of England, directed*

by way of letter to the soldiers in the army ; especially to all those that signed the solemn engagement at Newmarket Heath, the 5th of june 1647 ; but more especially to the private soldiers of the general's regiment of horse, that helped to plunder and destroy the honest ad true hearted Englismen, traitrously defeated at Burford the 15th of may 1649.

Cri des jeunes gens et des apprentis de Londres, ou Recherche sur la perte des lois fondamentales et des libertés anglaises, adressé, en forme de lettre, aux soldats de l'armée ; spécialement aux signataires de l'engagement solennel juré à Newmarket Heath, le 5 juin 1647 ; mais plus spécialement aux soldats du régiment de cavalerie, nommé le régiment du général, qui contribua à piller et à massacrer les honnêtes et braves Anglais, traîtreusement défaits à Burford, le 15 mai 1649 ;

5° Enfin, un cinquième livre intitulé : *the legal fundamental liberties of the people of England, revived, asserted and vindicated ; did declare and publish that the government afore said was tyrannical, usurped and unlawful ; and that the commons assembled in parliament were not the supreme authority of this nation.*

Les libertés légales et fondamentales du peuple anglais, retrouvées, soutenues et vengées ; dans lequel ouvrage l'auteur déclare et publie que le gouvernement actuel est tyrannique, illégitime, et que les communes assemblées en parlement ne représentent point l'autorité suprême de la nation.

Vient ensuite la citation des passages désignés comme renfermant des preuves de trahison, et que nous nous abstenons de transcrire ici, attendu qu'on les retrouvera dans le cours des débats où ils seront textuellement rapportés.

L'acte d'accusation établissait en outre que ledit John

Lilburne, sans être officier, soldat, ni membre de l'armée, avait fait plusieurs tentatives pour exciter trahitusement une mutinerie et une rébellion dans l'armée commandée par le général Fairfax, et qu'il chercha particulièrement à éloigner Thomas Lewis, John Skinner et John Rappe, de l'obéissance qu'ils devaient à leurs officiers supérieurs, en donnant aux trois soldats sus-nommés, le livre intitulé (*Outcry*), libelle plein d'expressions outrageantes contre le gouvernement, qui a été écrit et composé dans l'intention d'égarer l'esprit des soldats, et les armer contre le gouvernement existant; gouvernement établi pour la garantie du bien public et des libertés de l'Angleterre.

Quand le greffier eut achevé la lecture de l'acte d'accusation, il s'adressa à Lilburne et lui dit : « John Lilburne, es-tu coupable ou innocent ? »

Le colonel Lilburne. Messieurs, je désire ne parler et n'entendre que le langage de la justice et de la raison.

Lord Keble. La cour n'en connaît point d'autre, et d'abord, pour vous y conformer vous-même, vous devez avouer ou nier l'accusation avant de pouvoir être entendu.

Le colonel Lilburne. Monsieur, répondre à la question qu'on m'adresse, ce serait reconnaître la validité de l'accusation.

Un des juges. Désavouer le délit, n'est pas s'accuser soi-même.

Le colonel Lilburne. Je ne sais quels sont les bienfaits que la loi m'accorde ou me refuse. Je demande humblement une copie de l'acte d'accusation et un délai suffisant pour me concerter avec un conseil. Huit ou neuf jours, par exemple.

Lord Keble. Vous pouvez mieux qu'un autre juger de la vérité de l'accusation. Si vous niez le fait qu'elle établit, vous aurez la liberté de vous défendre; mais commencez par répondre.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Monsieur, les dispositions et les procédures de la loi sont conçues dans un langage si étrange, si fort au dessus de mon intelligence, que vous pourriez un jour vous reprocher à vous-même d'avoir disposé de la vie d'un homme sur une erreur de mots.

M. Broughton. John Lilburne, que réponds-tu à cette question : es-tu coupable, ou ne l'es-tu point ?

Le lieutenant-colonel Lilburne. Envelopper un accusé dans des subtilités que n'expliquent point les lois anglaises, c'est un moyen qui ne m'annonce rien de bon ni d'honorable ; je demande un conseil, pour garantir ma vie du danger de vos insidieuses formules.

Un des juges. Vous refusez donc de répondre à l'accusation ?

Le lieutenant-colonel Lilburne. M. Bradshaw promit autrefois au duc d'Hamilton de ne tirer aucun avantage de son ignorance dans la partie formulaire de la loi : donnez-moi la même assurance, et je vais répondre à cette interpellation.

Lord Keble. La cour ne prendra sur vous aucun avantage.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Eh bien, monsieur, je ne suis point coupable du crime de trahison que me reproche l'acte d'accusation. Maintenant, monsieur, je demande un conseil.

M. Broughton. Par qui veux-tu être jugé ?

Le lieutenant-colonel Lilburne. Par les lois connues d'Angleterre, et par un jury pris parmi mes pairs. Maintenant, monsieur, je demande un conseil.

Lord Keble. Vous serez jugé par Dieu et votre pays. Demander d'être jugé par la loi, c'est demander de l'être par votre pays.

Le lieutenant-colonel Lilburne. En ce cas, je crois que ma réponse est claire et suffisante, monsieur ?

Le juge Jermin. La formule de la loi reconnaît que Dieu

est partout, qu'il voit toutes choses; ces mots *vosre pays*, désignent suffisamment vos pairs.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Pardon, monsieur, Dieu n'est point corporellement ici; mais je serai jugé en présence de ce Dieu qui connaît le fond de vos âmes, qui sait si votre cœur est plein d'une malice préméditée et du dessein de me détruire; je serai jugé par mon pays, c'est-à-dire par un jury de mes pairs, et d'après les bonnes vieilles lois d'Angleterre.

Lord Keble. Il suffit que vous soyez Anglais, pour que vous soyez jugé par un jury légal.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Mais l'acte d'accusation est si long, que la mémoire la plus vaste n'en saurait renfermer le contenu; aussi, pour me mettre en état de me défendre selon les privilèges accordés à tous les Anglais, je demande une copie de cet acte, un conseil pour me diriger, et la faculté de faire citer des témoins.

Lord Keble. S'il s'élève des difficultés sur des points de droit, ou sur des faits matériels, vous aurez un conseil.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Lord Strafford était notoirement reconnu traître, et cependant on lui donna un conseil. Ne possédant plus aucune fortune, je ne puis en choisir un moi-même. Je demande donc qu'on me nomme un conseil et des défenseurs.

Lord Keble. La loi ne permet point de donner de conseil à ceux qui sont accusés du crime de trahison; vous devez vous défendre vous-même.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Si je laisse poursuivre cet interrogatoire, je vais m'entourer de dangers dont je ne saurais mesurer l'étendue. Ainsi, si vous refusez de me donner un conseil pour me guider, ordonnez qu'on me mette à mort, et ne prolongez pas plus long-temps une procédure inutile.

Le juge Jermin. Lord Strafford était dans un cas tout

différent du vôtre. Jusqu'à ce qu'il s'élève des difficultés en matière de lois, la cour est votre conseil.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Monsieur, il s'agit ici de ma vie : la commission d'Oxford m'avait accordé la demande que vous me refusez, et cependant cette commission était instituée d'une manière tout aussi légale et tout aussi juste que la vôtre ; le lord chef de justice agissait sur des pouvoirs non moins légitimes que ceux de mes juges actuels.

Lord Keble. Aux yeux de la loi, votre vie est aussi précieuse que la nôtre même ; une injustice compromettrait le salut de nos âmes.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je prends acte de cette déclaration ; mais vous, les prétendus amis de la nation, vous devez m'accorder la jouissance des privilèges que ses prétendus ennemis ne me refusèrent point à Oxford ; vous dites les défenseurs de nos libertés : ne commettez donc point une injustice qui aurait fait rougir ceux que vous en avez déclaré les tyrans.

Le juge Jermin. Nous ne pouvons vous nommer un conseil pour discuter le point de fait relatif aux principes contenus dans vos livres.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Mes prétendus livres, monsieur ; ne cherchez point, je vous prie, à m'engager dans des pièges.

Lord Keble. S'il résulte des débats que vous n'en êtes point l'auteur, vous n'avez aucun danger à redouter.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Si vous, milord, pour qui j'ai combattu, vous vous montrez aussi juste que les cavaliers contre lesquels j'ai combattu, je suis décidé à mourir ici en soutenant les vrais principes d'un Anglais.

Le juge Nichols. Si vous avez étudié les formes de la loi, sachez que vous n'êtes point à Oxford.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je pense qu'on doit imiter

les précédens légaux ; et en outre qu'il est injuste de me faire juger par un tribunal institué par mes adversaires, comme membres du parlement, et par des juges qui, pendant plus de six mois, ont opiné avec mes ennemis ; si j'eusse pensé que vous pourriez manquer à vos promesses, après avoir abusé de ma crédulité, je serais mort ici plutôt que de répondre à vos questions : au surplus, tuez-moi, prenez mon sang, si tel est votre plaisir.

Lord Keble. Je vous engage à vous abstenir de pareils reproches et à agir plus raisonnablement ; cessez un langage aussi injuste qu'il est extravagant.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je me regarde comme un homme mort, puisque vous refusez de me nommer un conseil pour m'aider dans mon inexpérience. Si vous persistez dans ce refus, ne soyez pas étonné que je persiste dans mon silence. J'attendrai la mort.

Le juge Jermin. Vous avez transgressé les lois de l'Angleterre en refusant de lever la main, ce qu'aucun Anglais n'a jamais refusé de faire avant vous. Nous avons prêté serment, et nous déchargerons nos consciences ; nous vous avons dit ce que prescrivait la loi, et néanmoins vous n'êtes point satisfait.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Monsieur, le temps n'a point manqué à ceux qui me poursuivent pour se concerter avec des gens de loi et avec eux-mêmes, afin d'imaginer les pièges et les artifices les plus propres à surprendre ma bonne foi ; et moi, je suis sans préparation et sans défense pour combattre la malice armée du pouvoir : vous dites vous-même que la loi d'Angleterre est la loi de Dieu ; agissez selon les préceptes de cette loi ; faites comme vous voudriez qu'on vous fît.

Un des juges. Les lois de Dieu, de la raison et du pays sont comprises dans la loi qui doit vous juger.

Le juge Thorpe. Je déclare, pour ce qui me concerne, que je n'ai jamais vu l'acte d'accusation avant ce jour, et que je n'ai jamais assisté à aucune conférence relative à cette affaire.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Vous en avez vu la substance il y a quelques mois, et plusieurs juges ont eu des entrevues sur ce sujet à Serjeant's-Inn avec le ministère public.

Le juge Jernin. L'importance du délit rendait ces entrevues nécessaires; d'ailleurs la loi les autorise.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Si vous avez résolu de me perdre en vertu de la même prérogative dont Nabuchodonozor s'arma contre Daniel, je suis décidé à mourir, et à être, comme le prophète, jeté dans la fosse aux lions. Il est inutile de parler plus long-temps.

Lord Keble. Prenez-garde que l'adresse que vous vous efforcez d'employer dans vos réponses ne tourne contre vous-même, et ne décide le jury à vous déclarer coupable, sans chercher d'autres preuves que vos discours.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je connais le sort qu'on me réserve; mais ma vie ne m'a point habitué à craindre la mort.

M. le procureur-général. Ce qui est autorisé par nos lois n'a point été et ne sera point refusé à M. Lilburne. Mais la demande qu'il fait aujourd'hui d'un conseil, d'une copie de l'acte d'accusation et d'un délai, n'a jamais été réclamée par ceux qui connaissent la loi. Si vous accordiez cette demande qui déroge à notre législation, vous ne seriez plus les maîtres de la refuser aux autres accusés de félonie et de trahison; et dès-lors vous rendriez les procès criminels interminables. Je laisse à votre seigneurie et à la cour le soin de juger combien seraient dangereuses les conséquences d'un tel précédent. Je désire que M. Lilburne jouisse de tous les avantages de la loi; je le désire pour le bien public. Mais M. Lilburne a dés-

avoué l'accusation, je demande en conséquence qu'on procède immédiatement à l'audition des témoins.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Si les lois anglaises sont fondées sur la loi de Dieu et sur la raison humaine, elles n'autorisent point les embûches avec lesquelles on attaque la vie d'un homme; or, me juger sur les formes, sans me donner un conseil, c'est tendre un piège à mon ignorance. Au reste, messieurs, l'un d'entre vous m'a donné publiquement le nom de traître: ne souffrez pas qu'on me flétrisse ainsi devant ceux qui nous écoutent; car avant le jugement de ma condamnation, je suis innocent aux yeux de la loi tout autant que ceux qui m'ont donné cette qualification calomnieuse.

Le procureur-général. Si M. Lilburne est innocent, qu'il le prouve et qu'on l'élargisse.

Lord Keble. La législation anglaise est la plus douce dont ait jamais joui aucun peuple; vingt-une voix vous ont déclaré coupable, et néanmoins cette accusation portée sous la religion du serment et de la conscience n'est point encore suffisante aux yeux de la loi qui vous protège; douze hommes éclairés, pris dans les rangs de la société au milieu de laquelle vous vivez, vont suivre avec attention les débats de ce procès. Aucune circonstance favorable ou contraire à vos intérêts n'échappera à leur sagacité. Attendez donc leur décision avec confiance.

Le juge Jermin. Et quoique vous disiez que les lois sont écrites dans une langue que vous n'entendez pas, vous n'aurez aucune raison de vous plaindre de cette difficulté, car vous serez jugé par des lois écrites en anglais, dont aucune disposition n'embarrassera votre intelligente.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Ainsi vous m'attirez dans le piège par des promesses fallacieuses que vous vous montrez peu soucieux de respecter quand vous m'avez poussé sur le

bord de l'abîme ! si j'eusse pu penser qu'un conseil me serait refusé, je le répète, j'aurais souffert la mort plutôt que de répondre à la question de culpabilité.

Lord Keble. Le temps n'a pas manqué à vos préparatifs de défense ; vous connaissiez la cause de votre arrestation, et les actes dont vous êtes inculpé.

Le lieutenant-colonel Lilburne. J'avais été informé que ma correspondance avec le prince Charles était le principal crime dont on m'accuse, et je m'étais préparé à répondre à cette accusation. Mais je ne pouvais imaginer qu'on me traduisait devant vous pour avoir composé des livres, et qu'on m'enverrait à l'échafaud en vertu d'une loi rendue et promulguée long-temps après que ce prétendu crime a été commis.

Lord Keble. La cour vous accorde un délai pour faire appeler vos témoins et préparer votre défense ; vous comparâtes de nouveau devant elle demain matin à sept heures.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Quelques-uns de mes témoins résident à plus de cent milles de Londres ; comment puis-je les mander dans l'espace d'une nuit ? D'autres sont membres du parlement ou officiers dans l'armée. Ils ne comparaitront point sans une citation judiciaire. Je demande qu'ils soient cités de comparaître ici.

Lord Keble. Vous connaissiez l'époque à laquelle vous deviez comparaître devant la cour ; c'était à vous à prendre plutôt les mesures que vous jugiez propres à votre défense.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je connaissais le motif pour lequel on m'avait d'abord emprisonné ; pouvais-je en deviner un autre ? Je demande un délai de huit jours.

Lord Keble. La cour n'adhère point à cette requête ; elle n'en a ni le pouvoir ni la volonté.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Ma raison et ma conscience me disent que je ne sollicite qu'un droit garanti par les lois d'Angleterre, la loi de Dieu et celle de l'humanité.

Lord Keble. Vous semblez vouloir insinuer qu'il n'existe de bon jugement et de conscience que pour vous seul ; et moi je vous dis que la conscience, la religion et la droiture du cœur de vos juges valent bien les sentimens dont vous vous parez.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je m'abstiens de toute comparaison, je ne parle que de moi-même.

Lord Keble. M. le procureur-général ajourne à demain matin les poursuites commencées contre vous. Ne perdez pas dans des discours inutiles un temps qui vous est précieux. (Alors, élevant la voix pour se faire entendre du peuple :) Tout le monde a pu observer que vous avez obtenu une faveur refusée jusqu'à ce jour à tous les accusés : la cour devrait déjà avoir prononcé sa sentence ; mais, pour mieux vous convaincre de sa patience et de sa douceur, elle ajourne la cause à demain. Les portes du tribunal seront ouvertes au public.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je remercie la cour des faveurs qu'elle m'a déjà accordées.

Le prisonnier fut reconduit à la tour, et le président leva la séance.

Le lendemain, 26 octobre, la cour prit séance à l'heure indiquée. La foule n'était ni moins nombreuse, ni moins enpressée que la veille.

Le prisonnier est amené. Le colonel Robert Lilburne, son frère, se présente à la barre avec lui ; mais il reçoit l'ordre de s'éloigner. On ne laisse auprès de l'accusé que M. Spreet, son ami, qui tenait à la main ses livres et ses papiers.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Outre ce que j'ai dit hier pour obtenir un conseil, j'appuie de nouveau ma requête sur des précédens que nul ne contestera.

Lorsque le major Rolphe fut accusé de haute trahison, pour avoir employé le poison contre la personne du dernier roi, le lord président, baron Wilde, assigna M. Nichols,

qui maintenant siège parmi mes juges, et M. Maynard, pour servir de conseil au prévenu. Je suis Anglais, aussi bien que M. Rolfe; j'ai servi comme officier dans l'armée du parlement aussi bien que lui; j'ai combattu pour nos libertés avec autant de courage qu'il a pu combattre lui-même; je désire donc, attendu que l'acte d'accusation renferme plusieurs erreurs, qu'on m'assigne un conseil en vertu du précédent que je viens d'établir.

Lord Keble. La marche adoptée par le tribunal qui jugea le major Rolfe est sans influence sur nos décisions: peut-être le major avoua l'acte d'accusation; un pareil système de défense changerait votre position.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Non, monsieur; le major fut sauvé par le talent et le dévouement de son défenseur; M. Maynard, anéantit l'accusation, comme uniquement fondée sur deux faits qui n'étant soutenus que par deux témoins, dont le premier établissait l'un de ces faits, et le second témoin l'autre; elle se trouvait par là contraire aux statuts d'Édouard VI.

Lord Keble. Si la loi présente quelque difficulté qui vous embarrasse, la cour vous prêtera les mêmes lumières que pourrait vous offrir un conseil.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Doucement, monsieur; si vous me refusez au péril de ma vie l'exercice d'un droit que la loi m'accorde, le ciel me préserve d'avoir recours à de tels conseillers.

M. Prideaux. Milord, je demande que la cour passe à la discussion du procès, attendu la déclaration de l'accusé et ses réponses sur la question de culpabilité.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Monsieur, c'est une surprise. La cour n'a obtenu de moi ni des déclarations, ni des réponses; le désaveu de l'acte d'accusation n'était que con-

ditionnel : vous avez manqué à votre promesse ; que le sang innocent retombe sur vous !

La cour n'ajouta rien à cette dernière réponse du colonel, et le jury fut introduit.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Monsieur, quelques membres du grand jury, qui ne m'ont pas trouvé coupable de trahison, se sont crus offensés par ce qui a été dit hier par un des juges. Je vous prie d'entendre leurs observations.

Lord Keble. Taisez-vous et écoutez la cour ; vous ne pouvez être entendu dans ce moment-ci.

Le lieutenant-colonel Lilburne. En ce cas, monsieur, je proteste, devant tout le peuple qui nous écoute, de l'illégalité de vos procédés injustes et sanguinaires.

Lord Keble. Lorsque la parole vous sera accordée, vous pourrez parler jusqu'à minuit.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Il sera trop tard alors.

Ici M. Sprat et le colonel Robert Lilburne conseillent à voix basse à l'accusé de récuser quelques membres du jury. L'un des juges se plaint à la cour de cette violation des formes,

Le colonel Robert Lilburne. Monsieur, je demande, au nom de la loi d'Angleterre, qu'un des auditeurs présens à cette audience vienne aider le prévenu de ses conseils.

Lord Keble. La cour vous refuse cette demande.

Après que le prisonnier a récusé deux ou trois jurés, le corps du jury prête serment, et les débats s'ouvrent aussitôt.

M. Broughton. John Lilburne, lève la main.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je suis John Lilburne, bourgeois, etc., etc.

Lord Keble. Lisez l'acte d'accusation. (Le clerk ou greffier donne une seconde lecture de l'acte d'accusation.)

Après que cette lecture fut terminée, le prévenu rappela

qu'il n'avait désavoué l'accusation que sous la condition qu'il jouirait des mêmes privilèges qu'avaient obtenus le duc d'Hamilton et d'autres accusés ; il ajouta que l'acte d'accusation lui paraissait défectueux et dans le fond et dans la forme ; et il insista de nouveau pour obtenir un délai et un conseil , à l'effet de combattre les erreurs renfermées dans cette pièce. La cour rejeta de nouveau ces demandes.

M. Prideaux, procureur-général, prit alors la parole, et s'attacha à démontrer la vérité des faits présentés dans l'acte d'accusation. Il s'arrêta long-temps sur les griefs reprochés à l'accusé, et appela les témoins qu'il avait fait citer, pour établir que le livre intitulé *Out-cry* était réellement l'ouvrage de l'accusé.

M. Thomas Newcomb, imprimeur, fut le premier témoin appelé.

On lui présenta le livre, et il déposa que le lieutenant-colonel Lilburne et le capitaine Jones lui avaient apporté ce livre ; que le capitaine Jones était convenu avec lui des conditions de l'impression, et qu'il avait reçu le manuscrit du livre des mains du capitaine Jones ; mais que M. Lilburne avait examiné la copie qui fut faite du manuscrit. Il ajouta que les dernières feuilles du livre avaient été imprimées dans son imprimerie ; mais qu'il ne savait pas où la première partie du livre avait été imprimée.

M. le procureur-général. M. Jones lut l'original, et M. Lilburne corrigea la copie, n'est-ce pas ?

Le lieutenant-colonel Lilburne. Monsieur, ne cherchez point à faire dire au témoin au delà de ce que la conscience lui inspire : il dit que j'ai jeté les yeux sur la copie.

John Tooke, John Skinner, Thomas Lewis, John Hawkins et John Merriman, autres témoins, furent introduits.

Tooke déposa que se trouvant avec Thomas Lewis et John Hawkins, ils avaient rencontré le lieutenant-colonel Lil-

burne dans Ivy-Lane; que ce dernier, dont il était connu, les engagea à boire, et qu'ils acceptèrent l'invitation. Après quelques momens de conversation sur des sujets généraux, M. Lilburne leur ayant demandé s'ils avaient vu un livre intitulé *Out-cry* (le cri des apprentis), et Thomas Lewis ayant répondu que non; mais qu'il était dans l'intention de l'acheter, M. Lilburne lui dit qu'il en avait un exemplaire dans sa poche, et qu'il voulait lui en faire cadeau; ce qu'il fit en effet: il lui indiqua de plus une personne chez laquelle on pouvait se procurer plusieurs exemplaires de l'ouvrage.

Le lieutenant-colonel Lilburne. L'acte d'accusation me reproche de m'être mêlé parmi les soldats, dans l'intention de les séduire: c'est une calomnie; j'évite toujours de les rencontrer et de m'entretenir avec eux: que le témoin déclare si les soldats qui m'ont vu dans la taverne ne m'ont point parlé les premiers.

Lord Keble. Cette circonstance est sans importance; il ne s'agit point de savoir qui a commencé l'entretien, mais si vous leur avez donné le livre.

Le témoin Lewis. Le 6 du mois de septembre dernier, je rencontrai le lieutenant-colonel Lilburne, à qui je demandai comment il se portait; je lui rappelai que je l'avais vu dans une autre occasion, et que je lui avais rendu visite à la Tour: il me répondit qu'il en conservait le souvenir. Puis il m'invita à boire, et nous entrâmes à la Croix-Rouge, dans Newgate-Market; là, il me demanda si j'avais entendu parler d'un livre intitulé *Out-cry* (le cri des apprentis). Je répondis par l'affirmative, et je lui témoignai le désir d'en avoir un exemplaire. J'ai de quoi vous satisfaire, me dit aussitôt M. Lilburne; et il tira de sa poche un exemplaire de cet ouvrage, qu'il disait lui avoir été donné: il me le remit. Je lui demandai alors s'il était aisé de se le procurer. Il m'adressa à un de ses amis, dont le nom m'est échappé, mais qui de-

meurait dans Mart-Slane. Il me dit que cet ami me remettrait sans doute une certaine quantité d'exemplaires de cet ouvrage, si j'avais soin de me présenter à lui de la part de M. Lilburne. J'ai remis au lieutenant le volume que je tenais de M. Lilburne lui-même.

M. le procureur-général. Que vous dit M. Lilburne, concernant votre paie militaire?

Le lieutenant-colonel Lilburne. Monsieur, ne dirigez pas les réponses du témoin; laissez-le à sa conscience et à ses souvenirs.

Lewis. Il nous dit : « Vous autres soldats, vous nous tenez tous en esclavage. » Il nous demanda ensuite quelle était notre paie, ajoutant qu'il était arrivé de l'argent pour nous, et qu'on ne tarderait pas à nous le distribuer.

Le témoin Skinner fut appelé. Il dit que, se promenant dans le commencement de septembre avec M. Lewis, il rencontra le colonel Lilburne dans Ivy-Lane; ils entrèrent tous trois à la Croix-Rouge, dans Newgate-Market; mais il ne se rappelle pas qui de M. Lewis ou de M. Lilburne proposa d'aller vider les verres. Le colonel demanda à M. Lewis s'il avait lu le livre intitulé *Out-cry*, et ajouta en même temps qu'il en avait sur lui un exemplaire qu'il voulait donner à Lewis; ce qu'il fit en effet. C'est le même exemplaire qui a été déposé entre les mains du lieutenant.

Le lieutenant. Je l'ai remis à mon capitaine.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Milord, je prie votre seigneurie de demander aux témoins si le livre que j'ai remis à Lewis est identiquement le même que celui désigné dans l'acte d'accusation, et s'ils ont comparé les deux ouvrages.

M. le procureur-général certifie l'identité au jury, et fait observer de nouveau que M. Lilburne a corrigé les épreuves et lu la copie originale.

Le lieutenant-colonel Lilburne. On n'a pas répondu à ma

question; je prie le jury de remarquer et la question et le refus qu'on fait d'y répondre.

M. le procureur-général. La seconde charge établie par l'acte d'accusation est un libelle intitulé *Salva libertate*. Je fis dire à l'accusé de se présenter devant moi pour s'expliquer sur la publication de cet écrit; mais il refusa de venir avec le lieutenant de la tour, sans un mandat d'amener décerné contre lui.

Le lieutenant de la tour. Je fis prévenir M. Lilburne que j'avais l'ordre de le conduire dans le cabinet de M. le procureur-général; il demanda à voir mon mandat : lui ayant répondu que ma commission était verbale, il refusa d'obéir : « Je n'irai point, dit-il, à moins que je n'y sois forcé. » Lorsque j'eus obtenu un ordre par écrit, le colonel demanda à le lire, et voulut en prendre copie; ce que je crus devoir lui permettre. Il revint en me disant : « Je vous prie de recevoir cet écrit, et de le remettre à celui qui vous a envoyé (c'était le libelle *Salva libertate*); car, ajouta-t-il, je prétends contester les pouvoirs du magistrat qui vous a délivré ce mandat : il me remit en effet le manuscrit que voilà, pour le donner à M. le procureur-général. C'est bien le même ouvrage que j'ai reçu de lui; ensuite il me suivit sans hésiter dans le cabinet du procureur-général : c'est tout ce que je puis apprendre à la cour.

Lord Keble. M. Lilburne, est-ce là votre écriture? Montrez ce papier à l'accusé.

Le lieutenant-colonel Lilburne. J'ai trop vieilli dans la connaissance des finesses du monde pour me laisser aller à de tels pièges, ou pour être la dupe de pareilles surprises : je ne veux voir aucun de vos papiers; prouvez votre accusation.

Lord Keble. Il importe peu que l'ouvrage ait été écrit par vous-même ou par une main étrangère; il suffit de savoir que vous l'avez remis.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Monsieur, je désire savoir dans quel endroit de la tour vous avez reçu ce papier; était-ce dans un lieu qui jouit des privilèges de Londres, ou dans celui qui appartient au comté de Middlessex?

Le lieutenant de la tour. C'était sur l'escalier pratiqué dans l'étroit passage qui conduit à l'extrémité de mon jardin; cet endroit est communément réputé faire partie du comté de Middlessex; mais je ne pourrais le certifier.

M. le procureur-général. Je dois faire observer à messieurs du jury que, quoique M. Lilburne refuse de lire son écriture, il l'avoue implicitement.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Monsieur, je n'ai rien nié; et ce que vous serez dans le cas de prouver, j'ai ma vie tout entière pour le justifier; mais il s'agit d'abord de prouver.

M. le procureur-général. Pour troisième charge d'accusation, je produis un écrit intitulé: *An impeachment of high treason against Oliver Cromwell, etc.* Je suppose que l'accusé ne s'avouera point l'auteur de cet écrit; mais on doit lui adresser les questions d'usage.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je ne répondrai à aucune de vos questions; vous pouvez vous prévaloir de mon silence.

On appelle les témoins Thomas Daffern, Richard Londar, maréchal, le major Hawksworth, gouverneur de Warwick-Castle.

Daffern dépose que le 12 du mois d'août dernier, le prisonnier lui remit un livre à Winchester-House, en Southwark, pour le porter au colonel Ayres, qui se trouvait alors à Warwick-Castle.

Londar. J'étais présent quand l'ouvrage fut remis au colonel Ayres; je le pris des mains de ce dernier et le portai au gouverneur.

Le gouverneur dépose qu'il a scellé le livre de trois ou quatre sceaux, et qu'il l'a envoyé au colonel Purefoy.

Le colonel Purefoy est appelé.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je proteste contre le témoignage du colonel Purefoy. Je suis accusé d'un crime prétendu commis contre les soi-disant défenseurs des libertés anglaises; le témoin étant au nombre de ces prétendus défenseurs, il ne peut être à la fois témoin et partie.

Le colonel Purefoy. Je déclare que ce livre est le même que j'ai reçu sous le sceau du major Hawksworth; j'en fais le serment solennel.

M. le procureur-général fait observer qu'il est prouvé que le volume déposé sur le bureau est le même livre que le colonel Lilburne remit à M. Daffern, et qu'il est temps de passer à un autre point d'accusation; c'est l'ouvrage intitulé *The preparative to the hue and cry, etc.* M. le lieutenant de la tour, venez faire votre déposition.

Le lieutenant de la tour. Milord, l'accusé m'a donné un exemplaire de cet ouvrage, j'en ai même un autre chez moi; mais je ne puis certifier que celui qu'on produit à la cour soit identiquement le même qui m'a été donné par l'accusé.

MM. Nutleigh et Édouard Badney, témoins, sont introduits dans la salle.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Qui sont ces messieurs, je vous prie? je ne les ai jamais vus avant ce jour.

M. le procureur-général. Ce sont mes domestiques, monsieur Lilburne.

Nutleigh. Le 14 septembre dernier, je vis le prisonnier donner ce même volume à M. le procureur-général; il déclara en être lui-même l'auteur, à l'exception cependant des errata de l'imprimeur.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Demandez, je vous prie,

au témoin si je n'ajoutai pas ces mots : *qui sont en assez grand nombre.*

Radney dépose à son tour qu'il a vu remettre le livre et entendu nommer l'auteur ; mais ni l'un ni l'autre témoins, interpellés sur la question du colonel Lilburne, ne se rappellent l'avoir entendu ajouter les mots *qui sont en assez grand nombre.*

Le lieutenant de la tour. Milord, j'étais présent, et je me rappelle les propres expressions de l'accusé : *Voici un livre qui est mon ouvrage, que j'avoue pour tel, sauf les errata de l'imprimeur, qui sont en assez grand nombre.*

M. le procureur-général. Il est maintenant avéré que ce volume est l'exemplaire remis par M. Lilburne lui-même. Voici un autre ouvrage indiqué par l'acte d'accusation, comme un produit de la même plume : *The legal fundamental liberty, etc.* ; il porte le nom de M. Lilburne ; et quand il refuserait de l'avouer, il est facile de prouver qui en est l'auteur, en consultant ses autres livres ; savoir : le *Preparative to the hue and cry*, et le *Salva libertate*, dont l'un a été avoué par l'accusé, en présence de trois témoins, et dont l'autre, le *Salva libertate*, a été remis par le colonel lui-même au lieutenant de la tour. Greffier, lisez la note de la page 2 de cet ouvrage.

Le greffier lit : « Voyez la seconde édition de mes livres du 8 juin 1649, intitulée : *Les libertés légales et fondamentales du peuple anglais, retrouvées, soutenues et vendues, etc.* »

M. le procureur-général. Ce livre porte le nom de M. Lilburne, et il s'en déclare l'auteur dans son libelle *Hue and cry*, note de la troisième page.

Le greffier lit : « Voyez les citations dans les sixième et huitième pages de mon Accusation de haute trahison contre Olivier Cromwell, ainsi qu'aux douzième et quinzième pages

« de la seconde édition du livre, en date du 8 juin 1649, « intitulé, etc. »

M. le procureur-général. Lisez à la quatrième page du livre.

Le greffier lit : « Voyez aussi la seconde édition de mon « livre, daté du 8 juin 1649, intitulé *The legal founda-
« mental liberty, etc.* »

M. le procureur-général. Lisez à la page vingt-quatrième du *Salva libertate*, la note écrite de la main de l'accusé.

Le greffier lit : « Voyez aussi l'édition, etc., comme ci-
« dessus, etc. »

M. le procureur-général. Continuez de lire.

Le greffier lit : « J'ai publié mon attaque contre le gou-
« vernement actuel dans ma seconde édition. »

M. le procureur-général. Milords, il résulte suffisamment de ce que vous venez d'entendre, et des notes citées en divers endroits de ces ouvrages, que l'accusé se déclare l'auteur du livre intitulé *The legal fundamental liberty*. Je vais maintenant appeler votre attention sur les passages les plus remarquables de ces ouvrages; mais je commencerai par vous faire donner lecture de l'acte qui punit le crime sur lequel vous aurez à prononcer.

Le greffier lit : « Le lundi 14 mai 1649..... »

Le lieutenant-colonel Lilburne. Arrêtez, monsieur; prouvez d'abord que l'acte que vous allez lire est réellement un acte du parlement.

M. le procureur-général. Milords, lorsqu'un acte est publié, la cour se borne à en prendre connaissance; néanmoins nous prouverons que c'est un acte parlementaire.

Le lieutenant-colonel Lilburne. M. Prideaux, on peut contrefaire les statuts aussi bien que les monnaies; ainsi prouvez la vérité de cet acte.

M. Nutcigh dépose alors que la copie qu'il va lire es

fidèle, qu'il l'a confrontée avec le registre, à Westminster.

Le lieutenant-colonel Lilburne. M. Nutleigh est-il aussi dans le cas d'attester que cet acte est véritablement une loi dans toutes ses parties, et qu'elle a été proclamée dans chaque canton et chaque ville ayant un marché, conformément à une vieille loi non encore abrogée ?

Lord Keble. Lisez.

Le greffier lit : « L'acte du 14 mai 1646, après avoir déclaré que le gouvernement royal est aboli, et que le peuple sera gouverné par des représentans nommés par lui-même, établit :

« 1°. Que quiconque publiera malicieusement, par écrit, etc., que ledit gouvernement est tyrannique, usurpateur, illégitime, et n'est point la suprême autorité ; ou qui fera partie d'un complot tendant à renverser le gouvernement existant, à décrier les défenseurs des libertés anglaises, et à détruire le conseil d'état, sera coupable de haute trahison ;

« 2°. Que quiconque, n'étant ni soldat, ni officier, cherchera à provoquer une insurrection dans les armées, ou à détourner les soldats de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs ; à inviter ou aider les étrangers à opérer une invasion en Angleterre ou en Irlande ; à se liquer avec les ennemis de l'état ; à contrefaire le grand sceau, etc., sera également déclaré coupable de haute trahison et forfaiture ; l'action sera prescrite par le laps d'une année, depuis le crime commis, lorsqu'il n'aura point été fait de poursuites. »

Le lieutenant-colonel Lilburne. La copie de l'acte que j'ai entre les mains ne ressemble point à celle dont on vient de donner lecture.

Le greffier lit le passage suivant du livre imputé à Lilburne : « Le peuple voit son esclavage et sa servitude s'accroître sans mesure, sous le gouvernement tyrannique, arbitraire

« et spoliateur qui érige en lois éternelles son existence d'un
« jour. »

M. le procureur-général. Lisez la page vingtième, à l'endroit souligné.

Le greffier lit : « Devant une magistrature légale, lorsque
« cette magistrature, qui ne se trouve maintenant nulle part,
« existera, etc., etc. »

M. le procureur-général. Lisez.

Le greffier lit : « La présente assemblée n'est point un par-
« lement conforme aux lois ou à la raison, mais une compa-
« gnie de tyrans usurpateurs et destructeurs de nos lois et de
« nos libertés, etc. »

M. le procureur-général. M. Lilburne est plus qu'un niveleur ; il cherche à détruire les lois de l'Angleterre dans leurs racines : car il prétend qu'il n'existe point de magistrature, et de là je conclus qu'il n'y a point, selon lui, de propriété.

Le lieutenant-colonel Lilburne. M. Prideaux, il n'y a pas bien long-temps que vous étiez exposé vous-même aux diffamations que vous m'adressez maintenant ; votre nom figurait, à ma connaissance, dans un certain livre noir.....

Quels sont, je vous prie, les plus violens rebelles ? ceux qui ont cherché à prévenir le mal, ou ceux qui en ont été la cause ? Votre conclusion est d'ailleurs si étrange, que je souhaiterais que vos principes fussent aussi conséquens que les miens.

M. le procureur-général. Lisez la seconde page, à l'endroit marqué.

Le greffier lit : « Je m'opposerai, autant qu'il sera en mon
« pouvoir, à toutes les pétitions et adresses à ces tyrans
« usurpateurs érigés en parlement, etc. »

M. le procureur-général. Lisez à la page deuxième.

Le greffier lit : « Vos officiers se sont souvent égayés aux

« dépens de cette assemblée, qu'ils appelaient *le parlement*
« *comique, une ombre de parlement, etc.* »

M. le procureur-général. Lisez la page troisième, à l'endroit marqué.

Le greffier lit : « La misère et la pauvreté n'accablèrent jamais le peuple, sous le plus tyrannique de nos rois, comme
« sous les soi-disant amis des libertés publiques, etc., etc. »

M. le procureur-général. Lisez la page quatrième.

Le greffier lit : « Les capricieuses volontés de ces hommes
« de sang nous tourmentent de leurs fureurs, et sont l'unique
« règle qu'ils veulent imposer à la nation. »

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je vous prie de me répondre, monsieur; ces citations sont-elles textuellement rapportées dans l'acte d'accusation?

M. le procureur-général. Non; il y est dit que vous avez publié les maximes rapportées dans l'acte d'accusation, et qui ont été choisies parmi beaucoup d'autres presque aussi dangereuses qui se trouvent placées dans vos livres. Nous n'avons produit de livres que ceux indiqués par l'acte d'accusation. Lisez les pages 68 et 72.

Le greffier lit : « La haute cour de justice est illégale, et
« ceux qui l'ont érigée ne sont point le parlement, mais un
« ramassis de traîtres, de tyrans, d'usurpateurs, etc. Or,
« ceux-ci n'étant point le parlement, l'assemblée qu'ils ont
« créée n'est point une cour de justice. »

M. le procureur-général. Passez maintenant au *Salva libertate*.

Le greffier lit : « Un mandat par écrit, émané des dépositaires du pouvoir actuel, est sans validité. Fairfax a aboli
« la magistrature, pour y substituer de prétendus magistrats;
« et de ce nombre se trouve le procureur-général, dont je
« récuserai le pouvoir, et dont je combattrai les actes jus-

« qu'à ce qu'il ne me reste plus une goutte de sang dans les
« veines, etc. »

M. le procureur-général. C'est de moi qu'il s'agit dans ce passage; mais je puis bien passer sur cette injure, lorsqu'il est dit, dans le même ouvrage, que le gouvernement est un pouvoir digne de risée, une autorité tyrannique et usurpée; que ses membres sont des brigands; que leur assemblée n'est point le parlement, mais la junte de Thomas Pride; qu'ils sont les destructeurs des libertés publiques, etc., etc., etc. J'espère, ajoute-t-il, que la cour et le jury reconnaîtront M. Lilburne pour l'auteur de ces livres, et que, dans leur conscience, une pareille publication doit suffire pour appeler sur le coupable une sentence de condamnation. Je crois inutile d'établir d'autre chef d'accusation, ni de prouver, ce qui serait facile à faire, que M. Lilburne a trempé dans un complot tendant à la subversion du gouvernement. Ce qui vient de vous être lu, étant adressé à l'armée, serait suffisant pour établir un délit de cette nature; mais, écoutez encore la cinquième page de son livre intitulé *An impeachment of high treason, etc.* : il y est dit que le peuple trouvera, dans un livre du même auteur, intitulé *The agreement*, le plan d'une paix générale, nécessaire à la nation opprimée, etc.; car dans les dernières guerres, ajoute l'auteur, « le parti du roi
« ne combattit que pour ses intérêts personnels, les presby-
« tériens pour élever leur domination à la place de celle qu'ils
« voulaient abattre, et les indépendans, qui s'étaient établis
« sur leurs ruines, masquèrent, sous un faux air de zèle
« pour les libertés publiques, le projet le plus funeste et le
« plus exécrable, celui d'élever sur les débris de l'ancien
« pouvoir un faux saint, un abominable meurtrier, un traître
« nommé Olivier Cromwell. »

Le procureur-général ordonna ensuite qu'on fit lecture des

pages 7 et 8, qui portaient en substance : « que le peuple de
 « Londres devait écrire à chaque comté d'envoyer à Londres
 « deux représentans de leur choix ; que l'on se concerterait
 « avec eux sur le meilleur moyen d'établir des principes qui
 « serviraient de centre et d'aboutissant aux diverses opinions ;
 « que ces principes et cette politique seraient également éloi-
 « gnés de l'orgueil des dépositaires du pouvoir actuel, et
 « des prétentions d'Owen Roe O'Neale, ou de la volonté du
 « prince dépossédé. A moins, y était-il dit, que ce prince
 « ne souscrivît à ces principes réformateurs, et ne jurât d'y
 « conformer son autorité. Dans ce cas, je ne verrais aucun
 « obstacle à une réunion franche et sincère entre le peuple
 « et l'ancienne famille royale. Cette réconciliation, dont la
 « reconnaissance de nos droits deviendrait la base et le lien,
 « fermerait des plaies douloureuses et profondes ; le peuple
 « se trouverait à l'abri de la tyrannie du gouvernement ac-
 « tuel, des taxes et du logement des soldats, trois fléaux in-
 « compatibles avec son bonheur ; et la nation anglaise jouirait
 « d'une paix et d'une tranquillité qu'elle n'obtiendra jamais
 « tant qu'elle restera sous la domination de l'hypocrite Crom-
 « well, ce bourreau de ses concitoyens, dont le despotisme
 « fait peser sur tous une verge de fer. »

M. le procureur-général. Maintenant, milords, nous passerons au livre intitulé *The agreement of the people* (la Convention du peuple) ; ce livre sape tous les gouvernemens établis.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Voyez, je vous prie, monsieur, si le livre est autorisé, et dans ce cas, interrogez celui qui a donné le privilège.

M. le procureur-général. Il ne s'agit maintenant que d'interroger l'auteur du livre : lisez les pages 2 et 3.

Le greffier lit les pages indiquées.

M. le procureur-général. Milords, l'accusé, dans cet ou-

vrage, fixe le nombre des dépositaires du pouvoir suprême, le temps de la dissolution de votre parlement et de l'ouverture du parlement qu'il voudrait y substituer ; il décide que toutes les lois contraires à ses statuts seront abrogées ; il demande, dans un autre endroit, que les principes qu'il pose servent de point de ralliement à son parti, et deviennent le centre des manœuvres dirigées contre le gouvernement. Tous ces délits ne sont-ils pas suffisans pour le constituer coupable de trahison ? Maintenant, milords, nous allons vous présenter quelques extraits de son libelle intitulé *Out-cry*. Lisez la page onzième.

Le greffier lit.

Il résulte de cet ouvrage, que les jeunes gens et les apprentis de Londres sont appelés à se joindre, pour leur avantage particulier et pour celui de la nation, aux efforts qu'on va tenter contre le gouvernement ; ils ne présenteront et ne souffriront pas qu'on présente des adresses ou des pétitions aux tyrans, mais ils choisiront les plus capables d'entre eux, et leur donneront la noble mission d'exposer leur vie pour s'opposer à l'usurpation. Il exhorte les soldats, s'ils ont encore quelque reste d'esprit national, à aider les citoyens qui sont résolus à secouer l'esclavage, et propose des moyens d'exécution pour arriver à ce qu'il appelle l'établissement des libertés publiques.

M. le procureur-général. Lisez les pages 9 et 57.

Le greffier lit : « Les jeunes gens et les apprentis de Londres sont résolus de s'adjoindre leurs camarades des faubourgs et des paroisses voisines ; de choisir des agens qui auront leur confiance, et d'inviter par lettres missives les autres villes à en faire de même. Ces hommes réunis se rassembleront pour considérer le moyen le plus prompt d'élire un nouveau parlement, attendu que celui qui existe n'est occupé qu'à partager entre ses membres les revenus du trésor »

« public, sans se soucier de redresser les abus, prévenir les
« oppressions, recevoir les pétitions et les plaintes des ci-
« toyens, malgré le serment que le prétendu comité du bien
« public, devenu l'exécration de toute l'Angleterre, avait
« fait de maintenir les libertés et les privilèges du peuple. »

M. le procureur-général. Si l'on pouvait mettre en doute la clémence du gouvernement envers les agitateurs et les traîtres, sa conduite avec M. Lilburne serait une preuve bien évidente de sa patience et de sa longanimité. Mais j'avoue que j'ai de la peine à contenir mon indignation, lorsque j'entends exprimer des maximes si dangereuses et des calomnies si révoltantes.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Les cris du peuple opprimé ne s'appellent point des calomnies révoltantes, dans les bonnes vieilles lois d'Angleterre.

M. le procureur-général. Qualifier le parlement d'assemblée tyrannique et usurpatrice, pousser le peuple à la révolte et exciter la guerre civile, sont des cas prévus dans le vingt-cinquième statut d'Édouard III, chapitre 2. Les crimes ne trouvent d'abri sous aucune législation. Maintenant, lisez l'ouvrage *The legal fundamental liberty*.

Le greffier lit.

Il résulte de cette lecture, que le colonel Lilburne accuse le lord Protécteur du meurtre de M. Richard Arnold, commis aux environs de Ware.

M. le procureur-général. Je dois faire observer à la cour que M. Arnold avait été condamné, par un conseil de guerre, pour délit d'insubordination.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Une condamnation par une cour militaire, en temps de paix, lorsque les tribunaux de justice sont ouverts, est une violation faite à la pétition des droits. C'est en vertu d'une violation semblable que le

comte de Strafford fut envoyé au supplice ; aussi , si la pétition de droit est reconnue , il est impossible de nier que la mort de M. Arnold ne soit un assassinat.

Le greffier lit : « Cromwell et ses complices sont coupables de plus de crimes qu'on n'en a jamais reprochés au feu roi : la seule différence , c'est qu'ils ont été commis sous des dénominations différentes. »

M. le procureur-général. Lisez les pages 35, 37 et 38.

L'auteur établit qu'aucune générosité ne peut trouver place dans le cœur des jongleurs qui commandent l'armée ; que lui, Lilburne, a quitté le conseil qu'ils avaient convoqué, car il ne les regarde que comme un ramas de fripons astucieux, parmi lesquels il désigne particulièrement le commissaire Ireton, beau-frère de Cromwell. Il affirme que le général et les principaux membres du conseil sont déterminés à verser la dernière goutte du sang qui circule dans leur cœur, plutôt que d'approuver le livre intitulé *Agreement of the people for a just freedom* ; car, ajoute-t-il, ils envisagent le jugement dernier avec moins d'effroi, qu'un parlement nouveau et légitime. Jamais Coré, Dathan, Abiron, ni les anabaptistes avec Jean de Leyde et Buperdullion de Munster, ni Jack Straw, ou Wat Tyler, ne furent coupables autant que ce général et son conseil.

M. le procureur-général. Nous allons passer au livre intitulé *Out-cry*, adressé aux soldats de l'armée. Lisez la page 8.

Elle porte que les oppressions les plus insupportables pèsent sur la nation ; qu'elle implore avec des cris de détresse la pitié des soldats, et surtout celle du régiment de cavalerie, nommé le régiment du général ; car l'Angleterre est exposée non-seulement à des orages domestiques, mais elle est aussi menacée d'une invasion étrangère de la part de la France, de la Suède, du Danemarck, etc. Il appelle individuellement

les soldats de l'armée au secours de la patrie, etc., etc., etc.

M. le procureur-général. Lisez la seconde page, dirigée contre Olivier Cromwel.

Le greffier lit.

Le colonel Lilburne fait le récit de son arrestation, de sa translation à Derby-House, de son emprisonnement, etc., etc.

M. le procureur-général. Lisez la page 3 de son *Out-cry*, adressé aux soldats du régiment du général.

On y trouve des reproches adressés aux soldats sur leur obstination à soutenir au lieu de les supprimer, les destructeurs des libertés publiques. « Au plus léger murmure « d'un citoyen opprimé, dit-il, une armée de janissaires « assiège sa maison, intimide le peuple, et l'empêche de ré-
« clamer l'usage de ses libertés. »

M. le procureur-général. Milords, la dernière disposition de l'acte parlementaire porte que tout individu qui, ne faisant point partie de l'armée, cherchera à exciter des séditions parmi les soldats, sera coupable de haute trahison. Vous avez entendu dans la lecture des divers passages dont on vous a donné connaissance, les calomnies déversées sur les officiers, et les provocations dont Lilburne a fait usage pour animer contre eux les soldats; vous avez entendu les reproches adressés au général Fairfax, qui commande les armées de la république: sans chercher à tirer un nouvel avantage des expressions sorties de la bouche même de l'accusé pendant les débats; sans faire appeler de plus nombreux témoins, qui tous déposeraient contre lui, je crois la culpabilité de l'accusé suffisamment prouvée, et je pense que l'on ne doit pas s'arrêter davantage à écouter ses réclamations et ses désaveux.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Milords, ma comparution devant vous me rappelle involontairement celle de Notre-Seigneur J.-C. devant Pilate. J'imiterai le silence de notre divin Sauveur; mais j'invite M. Prideaux à prouver ce qu'il

s'est jusqu'à présent contenté d'affirmer, c'est-à-dire que je suis réellement l'auteur des livres incriminés.

M. le procureur-général. Les preuves sont suffisantes, et j'estime qu'elles ont jeté sur la cause la plus vive lumière. Ainsi donc, messieurs du jury, si vous vous intéressez au maintien du gouvernement qui vous régit, du conseil d'état et des lois, vous déclarerez le prévenu coupable des crimes dont il est accusé.

Le chef du jury. Qu'on nous donne communication du bill des trahisons.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Messieurs, n'oubliez pas que, conformément à la troisième partie des Institutes à Coke, un homme doit être jugé dans le comté où la trahison a été commise; que mes prétendus crimes ont été commis dans trois différens comtés, et qu'on a pu trouver à peine un témoin qui pût particulariser les faits de trahison qui sont imputés : en conséquence, je crois juste et raisonnable que la cour me nomme le conseil que j'ai sollicité. Il m'est impossible de répondre à toutes les allégations qui ont été présentées; d'ailleurs, depuis cinq heures je suis debout, en exercice et en haleine; et si la longueur de ma réponse devait égaler celle de l'accusation, la force même d'un cheval ne résisterait pas à tant de fatigue. J'espère donc que l'intention de mes juges n'étant pas de profiter de mes désavantages, et de me faire pendre, parce que la voix me manque de lassitude, elle n'hésitera pas à m'accorder la demande que je lui adresse.

Lord Keble. L'accusation vous présente comme l'auteur de trois ouvrages séditeux; les détails dans lesquels elle est entrée sur ce point ne sont ni assez longs, ni assez minutieux pour avoir fatigué beaucoup votre mémoire : j'espère même que le jury n'aura oublié aucune des circonstances de cette affaire. La seule chose que vous ayez à faire maintenant,

consiste à vous justifier de la publication et de la composition de ces livres. Jusqu'à ce que le point de savoir si vous en êtes ou non l'auteur soit éclairci, la cour doit vous refuser un conseil.

Le colonel persiste dans sa demande, et s'appuie sur les privilèges dont jouirent le major Rolfe et le duc Hamilton; il déclare qu'avec l'aide d'un conseil, il lui sera facile de repousser les attaques dont il est l'objet, et de sortir victorieux de cette lutte, à la grande confusion de ses adversaires.

Lord Keble. M. Lilburne, vous renouvez sans cesse la même demande, et vous n'obtenez jamais que des réponses contraires à vos prétentions; n'oubliez pas que cette cour vous présente les juges les plus respectables et les plus intègres qui aient jamais décidé du sort d'un homme de votre condition.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je ne me laisse intimider ni par le nombre de mes juges, ni par l'éclat de leurs robes, ni par la gravité de leur maintien, ni par leur sévérité à mon égard.

Lord Keble. La publicité donnée à votre procès rend évidente aux yeux de tout le monde la patiente bienveillance de la cour; reconnaissez la vérité de l'accusation, ou combattez-en les preuves dans l'intérêt de votre défense : c'est seulement quand vous aurez satisfait à cette obligation, que la cour décidera si vous devez obtenir un conseil.

Le lieutenant-colonel Lilburne. J'espère, attendu que la longueur de la séance a épuisé mes forces, que vous n'exigerez point une réponse immédiate; je demande un délai d'une semaine, ou du moins un répit jusqu'à demain matin.

Lord Keble. Vous devez répondre à l'instant.

Le lieutenant-colonel Lilburne. En ce cas, permettez-moi de recueillir mes idées, de consulter mes notes dans un

appartement particulier, et de prendre, pendant une heure, un repos nécessaire pour rétablir mes forces.

Lord Keble. La cour vous refuse encore cette demande.

« Eh bien ! s'écrie alors Lilburne à haute voix, si vous avez résolu d'avoir mon sang, en dépit de toute justice, j'en appelle au Seigneur notre Dieu, votre juge et le mien ; qu'il vous fasse expier ce sang injustement versé, à vous et aux vôtres, jusqu'à la quatrième génération. » Puis il ajouta : « Si vous ne voulez pas me laisser sortir, ni me permettre de soulager les besoins de la nature, qu'on me donne les moyens de les satisfaire devant la cour. »

Un bas-officier de justice lui apporta aussitôt un vase, et il eut quelques momens pour consulter ses papiers devant la cour.

Lord Keble. Qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je désire savoir (et la loi autorise cette demande) si, lorsque j'aurai parlé sur les faits de la cause, vous me permettrez de parler en ma faveur aux jurés, à l'intégrité desquels ma vie est remise, et qui sont juges en matière de droit et de fait, tandis que vous n'êtes que l'organe par lequel s'exprime leur sentence.

Lord Keble. Milord Coke dit que les jurés sont juges du fait ; mais ce n'est pas l'opinion de la cour, qu'ils soient juges du point de droit.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Vous vous prétendez les juges du droit, apprenez que vous n'êtes que des zéros en chiffres. Le jury juge également et la loi et le fait.

Le juge Jermin. C'est une hérésie, c'est un blasphème, que de parler ainsi des magistrats ; les juges ont toujours prononcé sur la loi, depuis l'établissement de notre constitution, et le jury a seulement été juge de la question de fait.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Si vous me permettez d'é-

établir le contraire, je vous convaincrai d'après votre propre loi; voici la première partie des Institutes de Coke, que tous les jurisconsultes regardent comme ayant force de loi.

Lord Keble. Prouvez-nous d'abord que cette loi concerne le jury.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Monsieur, je m'adresse au jury; permettez-moi de lui lire la loi, et je m'abandonne ensuite à sa conscience. Coke dit, en la première partie de ses Institutes, section 366, fol. 226, 227, 228, dans son commentaire sur Plowden.....

Lord Keble. Toutes ces citations ne sont présentées que pour gagner du temps et nous éloigner de la question. Nous ne connaissons point ici le livre dont vous parlez : expliquez-vous sur les faits, et laissez là vos citations; je vous interdis cette lecture.

Le juge Jermin. Il n'y a point de livre intitulé Commentaire de Coke sur Plowden, et la cour ne peut vous permettre de soutenir cette opinion, que les attributions du jury embrassent le fait et le droit.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Eh bien! je mourrai plutôt que de passer outre. Observez, messieurs du jury, que j'ai pu prendre Plowden pour Littleton; voici les termes de cet auteur. (Il lit.)

Il s'engage ici une longue discussion entre le colonel Lilburne et la cour sur le point de savoir si le jury connaît à la fois et du fait et du droit.

Lord Keble. Vous avez perdu du temps inutilement.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Maintenant, monsieur, j'arrive au point de fait, et je prierai le jury de remarquer que, par les statuts d'Edouard VI, chap. 2 et chap. 11, aucun homme ne peut être condamné pour crime de trahison que sur la déposition précise et concordante de deux témoins légaux; Coke, 3^e institute, dit également que le prévenu

ne doit être mis en accusation que sur les déclarations claires et concordantes de deux témoins, et que de simples présomptions, ou des inductions conjecturales, ne doivent trouver aucune créance dans l'esprit des juges ; que la procédure doit être instruite conformément à la loi, et non d'après les caprices d'un pouvoir absolu : il ajoute, fol. 24, que deux témoins légaux sont également nécessaires pour éclairer les débats ; et il dit, fol. 240, que le bill d'*attainder* pour trahison ne peut être accordé que sur les preuves les plus évidentes ; car on peut bien restituer des terres, mais on ne saurait rendre la vie à celui qui en a été privé.

Lord Keble. L'évidence des preuves, dans cette cause, est si frappante, qu'elle convaincra, je l'espère, tous les jurés, et qu'ils rendront un verdict de culpabilité.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Je répondrai maintenant à vos prétendues preuves dans l'ordre suivi pour l'audition des témoins. M. Newcomb a déposé que j'étais avec le capitaine Jones, lorsque ce dernier lui remit le manuscrit de *Out-cry* ; que ce fut le capitaine Jones qui proposa les conditions pour l'impression du livre ; que je revis la copie pour la corriger ; mais comme il n'y avait point de titres courans à cette feuille, le témoin ignore si cette feuille appartenait réellement à l'ouvrage inculpé. D'ailleurs, ce fait n'est attesté que par un témoin ; et lors même qu'il serait vrai, je pouvais accompagner mon ami, et me trouver par hasard avec lui chez le libraire, sans pour cela être l'auteur d'un ouvrage signalé comme séditieux. Au surplus, vous trouverez dix personnes qui prétendent avoir écrit ce livre ; ce témoignage ne saurait donc inquiéter ma sécurité.

Les trois soldats que vous avez entendus, ont déclaré, dans une déposition uniforme, que j'avais donné à Lewis un livre que je tirai de ma poche, et que je lui indiquai un endroit où il pourrait en acheter un plus grand nombre d'exemplaires.

Mais cet ouvrage se vendait alors publiquement dans tous les quartiers de la ville; et j'espère que le jury ne croira pas que j'aie mérité la mort pour avoir donné une feuille et demie de papier et vidé une bouteille avec un homme de ma connaissance. Quoique les témoins prétendent que je leur aie demandé s'ils recevaient leur paie, je n'ai cependant usé d'aucune expression répréhensible; je me suis abstenu de toute provocation à l'indiscipline, de tout conseil séditionnel qui pût les irriter contre leurs officiers, et les porter à la rébellion. Je ne trouve donc rien, dans ces divers témoignages, qui établisse contre moi la moindre preuve de trahison, et je suis parfaitement rassuré sur ces dépositions.

La seconde charge élevée par l'acte d'accusation est puisée dans l'écrit intitulé *Salva libertate*, que le lieutenant de la tour affirme avoir reçu de mes mains. Il est le seul à déposer de ce fait; et comme j'ai un procès actuellement en instance contre lui, pour une somme de quatre ou cinq livres qu'il me doit, il suffit qu'il soit en procès contre moi pour qu'il ne puisse être entendu comme témoin. D'ailleurs, il n'assure point que l'écriture de ce manuscrit soit la mienne, ni qu'il m'ait vu écrire une seule ligne du papier qu'il a reçu. Son témoignage est donc sans validité. J'ai également commencé une poursuite contre le colonel Lilthburne, pour la même somme: il est devenu par là mon adversaire, et ne peut siéger parmi mes juges. Je demande qu'il quitte son siège. Je crois encore que cette partie de la tour où le lieutenant dit avoir reçu le manuscrit, ne jouit pas des libertés de Londres; en ce cas, je demande pourquoi c'est un jury de Londres qui connaît de ce procès? Ce n'est pas que j'aie quelques objections à élever contre messieurs les membres du jury; mais si le crime a été commis en Middlesex, je dois être jugé par des jurés pris dans le comté de Middlesex.

Thomas Daffern a déclaré qu'il vint avec moi à South-

wark ; que là je lui remis un livre , et le chargeai de le porter au colonel Ayres : il ne dit point que ce livre fût de moi , ni qu'il fût écrit de ma main ; mais, quoi qu'il en soit , Winchester-House étant dans Surrey , les délits commis dans ce comté ne sont point justiciables d'un jury de Londres. Ainsi je n'ai plus rien à ajouter pour combattre cette déposition , et je crois inutile de répondre au témoignage du maréchal ou du gouverneur de Warwick-Castle et du colonel Purefoy.

Le troisième chef d'accusation résulte de l'ouvrage intitulé *Preparative to an hue and cry* , etc. , que le lieutenant de la tour prétend avoir reçu aussi de ma main , dans l'intérieur de la prison. Ici , je suis bien sûr que le lieu qu'il désigne est situé en Middlessex : nouvelle raison pour ne pas me soumettre à un jury composé de citoyens de Londres.

James Nutleigh et Edward Rudley ont ensuite déposé qu'ils m'ont vu donner à leur maître l'écrit intitulé *Preparative* , dont je me déclarai l'auteur devant eux , les errata de l'imprimeur exceptés. Le lieutenant de la tour a dit qu'il m'avait entendu ajouter les mots , *qui sont en assez grand nombre* : je demande à présent si le Temple est dans le ressort de la justice de Londres ? Mais , laissant à part cette question , j'observerai , comme les témoins et le jury le savent , que les errata renferment les clauses recueillies par l'acte d'accusation , et que l'écrit présente à peine six lignes , donc , d'après l'aveu des témoins , j'ai assumé sur moi la responsabilité. Ainsi les errata , *qui sont en assez grand nombre* , ne sauraient tomber à ma charge.

Quant au libellé intitulé *The legal fundamental liberty* , on ne s'appuie , pour m'en déclarer l'auteur , que sur des notes marginales et des citations prises dans d'autres ouvrages : un témoignage aussi vague ne mérite point une réfutation sérieuse. Je passe au dernier grief présenté par M. le procureur-général.

Le livre intitulé *Agreement of the people* porte la date de mai 1649, époque antérieure à la publication des actes en vertu desquels je suis traduit devant la cour : je dirai avec saint Paul : où il n'y a point de loi, il n'y a point de transgression. J'ajouterai qu'il n'existe aucune preuve que les livres qu'on attaque portent la date de leur composition ; ainsi, quand il serait prouvé (ce qui ne peut pas être) que ces ouvrages fussent sortis de ma plume, comme on ne saurait affirmer qu'ils portent la date exacte de leur publication, ils peuvent dater d'un temps bien antérieur à la promulgation de vos lois pénales. Je crois que ce moyen de réfutation suffit pour me décharger, aux yeux du jury, de la dernière accusation portée et soutenue contre moi par M. Prideaux. Convaincu de l'intégrité de messieurs les jurés, je m'en rap-
porte à leur conscience.

Cependant, je prierai la cour de me permettre de faire encore cette observation au jury, que si l'on m'eût laissé le temps de produire des témoins, tous auraient attesté des faits matériels capables d'établir mon entière justification. Mais je crois avoir victorieusement combattu l'accusation, en démontrant que deux témoins, déposant sur le même fait d'une manière précise et concordante, sont absolument nécessaires pour établir chaque acte particulier de trahison ; et je me suis appuyé de l'exemple du major Rolfe, dont M. Nichols, qui siège parmi mes juges, peut sentir mieux que personne l'application ; cependant je prie messieurs les jurés de ne point négliger les expressions de la loi : *Actus non facit reum, nisi mens sit rea*. Ainsi, la criminalité du fait dépend de celle de l'intention. Durant tout le cours de ma vie, j'ai combattu pour la prospérité de la nation ; je n'ai jamais porté de préjudice à personne, néanmoins j'ai été appelé traître dans les principales villes d'Angleterre, emprisonné pour des

actes isolés dont la réunion n'a pas même constitué un corps d'accusation ; et maintenant , pour quelques plaintes élevées contre un gouvernement inique , on m'attaque de toutes parts. On fait des bills exprès pour ma cause. On m'accuse de haute trahison en vertu de lois promulguées long-temps après les faits qu'elles sont chargées de punir. Les règles ordinaires de la justice ne sont plus rien quand il s'agit de me les appliquer. Plusieurs milliers de pétitionnaires s'adressent au parlement pour obtenir mon élargissement , ils sont refusés ; ils offrent de donner caution , ils sont refusés ; ils demandent qu'un prompt jugement décide de mon sort , ils n'obtiennent point de réponse. Enfin , après un long emprisonnement , unique et digne récompense de mes services dans l'armée parlementaire , on me traduit devant vous , et comme si l'impitoyable sévérité de mes geoliers eût été inspirée par celle de mes ennemis , je parais devant ce tribunal sans nouvelles de ma famille et de mes proches qu'on a violemment écartés de ma prison chaque fois qu'ils s'y sont présentés pour m'offrir leurs consolations.

Lord Keble l'interrompant. M. Lilburne , au lieu de vous occuper de votre défense , vous entrez dans des détails tout à fait étrangers à la cause. Vos observations exigeraient des réponses dont la longueur nous ferait perdre un temps précieux. Revenez aux faits du procès ; l'apologie de votre conduite envers le gouvernement est superflue ici.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Tout ce que je dis ici n'avait point encore été entendu par le jury , et comme il s'agit de ma vie , je puis bien m'arrêter sur des particularités que je crois favorables à mes intérêts.

Lord Keble. Vous vous perdez en divagations. Si votre récit eût pu servir à votre défense , la cour ne vous aurait point interrompu.

Le lieutenant-colonel Lilburne. Si vous ne me laissez pas poursuivre, que mon sang retombe sur vos têtes; je prie le jury de remarquer avec quelle injustice on me traite.

Lord Keble. La cour ne vous interdira rien de ce qui peut contribuer à votre défense.

Le colonel Lilburne, reprenant la parole, se récria alors avec feu contre la partialité de ses juges qu'il appelle ses oppresseurs; il rappela les traitemens auxquels il avait été exposé depuis son arrestation, et finit par dire qu'il ne lui restait plus d'espoir que dans les lumières et la conscience des jurés, qu'il persistait à les regarder comme juges de la loi et du fait, et qu'il priait le ciel de régler leur décision conformément à la justice.

Au moment où Lilburne cessa de parler, la foule se mit à crier : *Amen ! amen !* Ces mots furent suivis d'une longue agitation et de murmures si violens que les juges exprimèrent quelques craintes pour leur sûreté.

Le major-général Skippon donna l'ordre de redoubler la garde qui défendait les avenues de la cour, et de lui adjoindre trois compagnies de soldats.

Le silence se rétablit peu à peu.

Le procureur-général prit la parole, et rappela les divers points de l'accusation. Arrivé à l'objection du colonel Lilburne, relative à la double déposition testimoniale, dont la concordance était nécessaire pour constater un fait de trahison, il dit que ce statut d'Edouard vi avait été annulé par un autre statut dont il cita la date. Il fit observer aussi que quoique le livre, intitulé : *The agreement of the people*, fût daté du premier mai 1649, c'est-à-dire d'une époque antérieure à la promulgation des ordonnances dont se prévalait l'acte d'accusation; cependant on trouvait rapportées dans les autres ouvrages de l'accusé, publiés depuis cette loi, des citations de ce même livre, ce qui constituait une nouvelle publication

postérieure aux ordonnances, et, par conséquent, un fait soumis à l'empire de cette nouvelle loi.

Quant aux accusations portées par M. Lilburne contre les braves officiers de l'armée parlementaire, de cette armée fidèle que Dieu a si évidemment protégée, et dont il a dirigé les armes, je pense, messieurs, ajouta le procureur-général, que vous avez assez de mémoire pour vous rappeler ses services; et assez de droiture dans l'esprit pour mépriser les calomnies de l'accusé.

« M. Prideaux, s'écria Lilburne en l'interrompant, les éloges que vous jugez à propos de donner maintenant à l'armée, et les sentimens que vous témoignez pour elle, ne datent pas de bien loin. N'oubliez pas que vous l'avez, dans un autre temps, déclarée coupable de haute trahison, et que vous avez long-temps passé pour l'ennemi déclaré des principes qu'elle voulait établir; mais vous avez rétracté vos erreurs; et vous voilà désormais converti aux choses que vous avez si long-temps combattues. Au surplus, dites-moi, je vous prie, si cette armée dont vous vantez la fidélité et le dévouement, ne s'est pas déjà deux fois révoltée contre ses nobles seigneurs et maîtres? »

« Les paroles de M. Lilburne contre l'armée, qui possède tant de droits à la reconnaissance et à l'admiration publiques, reprit le procureur-général, sont une nouvelle preuve de la perfidie et de la malice de l'accusé. Rien ne peut échapper à son esprit satirique et amer; il immole tout à ses calomnies, le parlement, l'armée, la magistrature. MM. les jurés, si vous tenez à faire respecter l'ordre public et les lois, si vous vous rappelez, d'un côté, la magnanime conduite de l'armée, et, de l'autre, les expressions injurieuses dont on a essayé de la flétrir, j'espère que le coupable subira la peine de son audace. N'oubliez pas non plus que vous n'êtes juges que du fait, que l'application et la connaissance de la loi appartient à la cour.

« Je prie Dieu de vous inspirer la décision que vous allez prendre. »

Le procureur-général ayant cessé de parler, lord Keble s'adressa aux jurés, et leur répéta que les deux statuts d'Édouard VI, qui exigeaient deux témoins pour chaque fait de trahison, avaient été révoqués par la reine Marie, qui avait rendu ces procès à la règle commune; or, la loi commune permet de juger sur la déposition d'un témoin unique, si son témoignage présente des circonstances suffisantes.

Il ajouta que jamais un complot aussi dangereux pour l'état que celui concerté par Lilburne, n'avait été imaginé par personne; qu'il ne tendait à rien moins qu'à la subversion entière des institutions nationales, ou au massacre de tous les dépositaires du pouvoir; et que les faits reprochés au prisonnier ne reposaient pas sur des témoignages ordinaires, mais sur une réunion de circonstances aggravantes; qu'enfin il laissait à leur conscience à décider, si jamais conspiration plus désorganisatrice et plus redoutable avait mis l'Angleterre en péril.

Après ces paroles du président, le jury demanda qu'on lui apportât un quartaut de vin, afin de prendre quelques rafraîchissemens avant que de procéder à la délibération.

Le juge Jermin. Je crois qu'on doit refuser cette demande à messieurs les jurés. Il est vrai que, dans les procès civils, on leur permet de se rafraîchir avant qu'ils entrent en délibération; mais il n'en a jamais été ainsi dans les affaires criminelles.

Le colonel Lilburne demanda qu'une personne étrangère au procès surveillât l'officier qui devait garder le jury pendant sa délibération; car, dit-il, j'ai quelque sujet de craindre que cet officier ne soit mon ennemi. La cour fit droit à cette

demande, et un autre individu fut choisi pour remplacer celui que Lilburne avait récusé.

Il était cinq heures du soir : l'audience durait depuis sept heures du matin. Le jury se retira dans la chambre des délibérations, et les shériffs reçurent l'ordre d'emmener le prisonnier dans la chambre Irlandaise.

L'horloge du palais avait à peine sonné six heures, que la cour rentra dans la salle d'audience, le prisonnier fut ramené à la barre, et les jurés reprirent leur place.

La question qui leur fut adressée était celle-ci :

L'accusé est-il coupable des actes de trahison dont il est accusé ?

Le chef du jury répondit : « Il n'est point coupable des actes de trahison dont il est accusé. »

Le greffier. N'est-il point coupable de tous les actes de trahison en masse, ou d'aucun des actes de trahison dont il est accusé ?

Le chef du jury. Ni de tous, ni d'aucun de ces actes.

A cette déclaration, Guild-Hall retentit d'une acclamation telle, qu'il n'en avait peut-être jamais ouï de pareille. Durant une demi-heure, les juges, pâles et tremblans sur leurs sièges, demeurèrent exposés à cette inquiétante explosion de la joie publique. Le prisonnier, debout à la barre, conservait sa tranquillité ; mais il offrait, dans son maintien, une nuance moins fière et moins animée qu'auparavant.

Le tumulte apaisé, le greffier répéta la question au jury, avec injonction d'y faire attention. La réponse fut la même. Lilburne fut alors reconduit à la tour, suivi des acclamations de la multitude ; et toute la nuit des feux de joie furent allumés dans les rues. Cependant on le retenait en prison ; mais au bout de quinze jours, le conseil d'état ayant appris que le peuple murmurait de la trop longue détention de

Lilburne, adressa son *warrant* au lieutenant de la tour, et lui donna l'ordre d'élargir le prisonnier.

Lilburne, pour premier soin, entreprit alors l'œuvre difficile de retirer son argent des mains de sir Arthur Haslerig, qui le retenait, comme président du comité des séquestres. Éprouvant sans doute quelque peine à y parvenir, il aborda, un jour, dans Westminster, le secrétaire de sir Arthur, et l'engagea, en présence de témoins, s'il faisait cas de la vie de son maître, à lui dire que Lilburne portait à son côté droit un bon poignard, à son côté gauche une bonne épée; et que si, dans un temps qu'il lui marquait, il n'obtenait pas satisfaction, sir Arthur n'avait qu'à bien prendre garde à lui; et il ajouta: « S'il abusait du bon procédé que j'ai de le prévenir, pour me faire mettre en prison, il n'y gagnerait rien, d'autres mains seulement se chargeraient de l'affaire. »

L'argent fut remis au jour désigné; mais sir Arthur ne fut pas pour cela délivré de Lilburne. Malheureusement pour lui, une des nombreuses malversations, au moyen desquelles le président du comité des séquestres avait singulièrement amélioré sa fortune, était tombée sur George Lilburne, l'oncle de John; celui-ci s'empara avec ardeur de l'affaire de son parent, assemblea des témoins, présenta des pétitions; les actes de sir Arthur furent mis au jour, peut-être avec l'exagération dont Lilburne s'est rarement défendu dans les sujets même les plus simples. L'affaire jugée par le parlement ne pouvait avoir une issue douteuse; l'inimitié était si vive que Lilburne ayant été nommé, par le peuple de Londres, membre du conseil commun, le parlement annula l'élection; un nommé Chetwin, pour y avoir puissamment contribué, fut mis en prison, et privé de ses droits de membre de la corporation de la cité, et plusieurs autres furent poursuivis pour la même affaire. Au mois de janvier de cette année, l'accusation contre sir Arthur Haslerig fut déclarée calomnieuse,

Lilburne condamné à sept mille livres d'amende, et banni sous peine de mort. Le champion de la liberté devenait inquiétant, sous plus d'un rapport. Toujours spécialement prononcé contre la tyrannie du moment, Lilburne, à ce qu'il paraît, commençait à chercher, du côté des royalistes, devenus faciles en arrangemens, des espérances pour son système favori, et il avait plusieurs fois déclaré hautement que, s'il fallait avoir un maître, il aimait mieux le prince Charles qu'un autre, pourvu qu'on traitât avec lui sur les bases de la convention du peuple. Ni les royalistes, sans doute, ni les niveleurs, mieux comprimés dans l'armée par Cromwell, que dans la nation par le parlement, n'étaient en état d'opposer une résistance efficace à la puissance qui s'élevait alors; mais on était bien aise de leur ôter un chef toujours prêt à exploiter tous les mécontentemens; et l'une de ces fourberies politiques qui composaient une partie de l'habileté réelle de Cromwell, fut de contribuer, sous main, auprès du long parlement qu'il détestait, à l'éloignement de Lilburne avec lequel il venait de se réconcilier. Tel est du moins le fait vraisemblable attesté dans une lettre qui fut adressée à Cromwell, du lieu de son exil, et dans laquelle il se déclare : « autant que jamais, l'honnête John Lilburne, qui n'aime pas plus la flatterie qu'il ne craint la grandeur et les menaces. »

Quoi qu'il en soit, Lilburne regardait alors le long parlement comme son véritable ennemi. Aussitôt qu'à Amsterdam, où il s'était retiré, il apprit la violente dissolution de cette assemblée, il se mit à l'œuvre pour obtenir la permission de revenir en Angleterre; et, n'y pouvant réussir, il revint sans permission; il ne trouva pas la liberté pour l'accueillir; le pouvoir arbitraire n'avait fait que passer dans des mains plus sûres; il fut arrêté presque en arrivant, et renvoyé devant les tribunaux, comme ayant rompu son ban.

« Jean Libre (Freeborn John), dit une lettre de cette époque, a été envoyé aux assises d'Old Bailey, et je crois qu'il sera bientôt pendu. » L'espérance du pouvoir fut encore trompée, une seconde fois le jury l'acquitta; mais il fut envoyé et retenu en prison, dans l'île de Jersey. Alors, à ce qu'il paraît, l'impossibilité mutuelle de se vaincre amena, non la soumission, mais la paix. John promit de vivre tranquille; et Cromwell, à qui une dernière expérience venait de démontrer l'insuffisance de son pouvoir contre une semblable popularité, n'épargna rien sans doute pour la neutraliser, plutôt que d'avoir sans cesse à la combattre. L'intermédiaire du traité et la caution de Lilburne auprès de Cromwell, fut, selon toute apparence, son frère Robert, militaire estimé, et l'un de ces honnêtes gens que la tendance naturelle de l'esprit militaire avait fini par ranger sous le joug et au nombre des appuis du pouvoir. John tint sa promesse aussi fidèlement qu'il avait défendu sa cause; retiré dans le comté de Kent, au milieu des quakers, il passa avec eux les quatre dernières années d'une vie dont on ne saurait dire si elle fut abrégée par les fatigues ou par le repos, et mourut en 1657, n'ayant pas encore accompli sa trente-neuvième année.

LEZE-PARLEMENT.

PROCÈS

DE

**DENZILL HOLLIS, JOHN ELLIOT
ET BENJAMIN VALENTINE,**

Pour violences exercées sur l'orateur de la chambre des communes.

LONDRES, 1629.

L'OBSTINATION que mettait le roi Jacques 1^{er} à conserver au ministère le duc de Buckingham, qui en était repoussé par la haine générale, avait mécontenté le parlement et le peuple. L'avènement à la couronne de Charles 1^{er} donna l'espoir de voir changer l'ancien état des choses. Mais cet espoir ne fut pas de longue durée : on s'aperçut bientôt que le nouveau roi suivait l'exemple de son père, et qu'il accordait une confiance entière à un homme indigne de l'obtenir. L'inimitié que le peuple portait au ministre était trop grande pour qu'elle ne rejaillît pas en partie sur le souverain qui le protégeait. La nation cessa de tourner ses vœux du côté de la cour, et mit sa confiance dans les chambres, dont l'opposition

lui était bien connue, et qui, dès ce moment, commencèrent à gagner en puissance ce que le roi perdait en popularité.

Le premier parlement, assemblé en 1625, fit connaître l'état des esprits. Le mariage du roi avec une princesse catholique, Henriette de France, fille de Henri IV, et les dispositions qu'il laissait entrevoir d'adopter les principes religieux de Jacques, avaient trop déplu aux puritains pour que les communes, composées en grande partie de membres attachés à cette secte, montrassent beaucoup d'empressement à satisfaire les demandes de la cour. Indépendamment de ces griefs, les principaux membres de la chambre, persuadés que le pouvoir royal s'était accru des nombreuses infractions faites à la liberté du peuple, résolurent de réduire à des limites plus étroites les prérogatives de la couronne, et de profiter des circonstances qui leur étaient favorables, pour recouvrer les droits anciennement perdus.

Le prince se trouvait alors engagé dans une guerre contre l'Espagne, dont le feu roi lui avait légué les embarras. Le droit que la constitution donnait aux communes, d'accorder ou de refuser des subsides, mettait en quelque sorte la royauté sous la dépendance des chambres. Les communes profitèrent de cet avantage, et firent en sorte de forcer la cour à acheter, par des concessions faites au parti populaire, les votes des subsides dont le trône avait besoin. Cette politique déconcerta les espérances du roi. Il rompit un parlement qui semblait disposé à contrarier ses vues bien plus qu'à les seconder, fit la guerre avec ses propres ressources; mais, trompé par le sort des armes, il se vit forcé de revenir à ces secours parlementaires qu'il avait précédemment dédaignés.

Les corps politiques, comme les simples particuliers, sont sensibles au mépris, et le font payer par un mépris contraire. Le nouveau parlement présenta les mêmes vues et une

opposition plus prononcée que celle que le roi avait eue à combattre dans la précédente session. Enhardi par l'autorité toujours croissante des chambres, le comte de Bristol se décida à porter devant la chambre des lords une accusation de haute trahison contre le duc de Buckingham. Les communes fournirent aussitôt une accusation semblable; mais le roi défendit aux chambres de poursuivre cette affaire, et leur prescrivit de s'occuper du bill sur les subsides.

Ces ordres furent donnés avec ce ton d'autorité que les rois ne doivent jamais employer que lorsqu'ils sont bien sûrs d'être obéis, ou lorsqu'ils ont à leur disposition une force quelconque capable d'emporter par violence ce qu'ils ont réclamé avec hauteur. Charles n'était point dans ce cas. Le pouvoir de contraindre à l'obéissance ceux qui s'en écartaient manquait à la royauté. Il fallut bientôt changer de langage et proposer des accommodemens; mais afin de cacher sa faiblesse, elle accompagna ses concessions de menaces pour l'avenir, et fit entendre aux communes que si elles persistaient à refuser les subsides dont l'état avait besoin, on pourrait bien se résoudre à suivre l'exemple de plusieurs autres princes de l'Europe qui avaient su abolir les assemblées nationales et régner sans le secours d'un parlement. Cette menace imprudente n'était propre qu'à fomentier le désordre. Les communes, qui se virent menacées, prirent une tournure d'hostilité, et se livrèrent à des discussions capables de jeter le trouble dans l'état. La cour fit emprisonner deux de ses membres les plus ardens; la chambre jeta les hauts cris, et déclara que toute affaire serait suspendue jusqu'à ce qu'on eût rendu la liberté aux deux prisonniers. La cour céda, selon son usage; mais les chambres, quoiqu'elles eussent obtenu satisfaction, ne se montrèrent pas plus disposées à voter les subsides, et ce nouveau parlement fut cassé comme l'avait été le précédent et pour le même motif.

Délivré de l'opposition des chambres, le roi pouvait encore ramener à lui l'opinion publique, toujours disposée à se rapprocher des souverains, pour peu qu'ils veuillent le bien de l'état; mais la marche du gouvernement ne fut ni plus éclairée, ni plus habile. Le duc de Buckingham, qui avait été mortifié dans son amour-propre par les refus que la reine de France avait opposés à l'amour ridicule que le duc, alors ambassadeur en France, lui avait témoigné, prit la résolution de s'en venger par une déclaration de guerre; et, sur un motif aussi frivole, il engagea le roi à déclarer la guerre au roi de France. Charles, poussé à sa perte par cette espèce d'indécision qui met les hommes à la merci des événements, acheva de perdre sa popularité en adoptant cette mesure qui, par la manière dont elle fut exécutée, devint aussi funeste au peuple qu'à la couronne.

Le roi convoqua de nouveau les chambres : croyant que l'on prendrait pour un témoignage de force ce qui n'en était pas même l'apparence, il se rendit au parlement; et, adoptant ce ton de menace et d'autorité qui jusqu'alors lui avait si mal réussi :

« Si vous ne faites pas votre devoir en contribuant aux besoins de l'état, dit-il dans son discours d'ouverture, je me croirai obligé, par ma conscience, d'employer d'autres moyens capables de sauver ce que la folie de quelques hommes peut mettre en péril. Ne prenez pas ces paroles pour une menace, car il serait indigne de moi de menacer d'autres que mes égaux; c'est un avertissement de celui qui est chargé de votre conservation et de votre bonheur. »

Ces paroles mettaient assez à découvert le but du gouvernement, pour qu'il fût permis de craindre quelque atteinte à la constitution. Les communes résolurent dès ce moment d'assurer leur existence que le discours de la couronne avait

menacée, et de ne pas tarder plus long-temps à opposer l'autorité du peuple à l'autorité du roi.

« Nous sommes appelés ici par Sa Majesté, dit Seymour, pour donner au roi des conseils qui puissent s'accorder avec son honneur, et nous devons le faire sans flatterie ; mais nous sommes aussi députés par le peuple pour le délivrer de ses souffrances, et nous devons le faire sans crainte. Ce n'est pas être bon sujet que de n'être pas disposé à perdre les biens et la vie, lorsque ce sacrifice peut être utile au souverain et à la chose publique ; mais ce n'est pas être bon sujet non plus, c'est être esclave que de se laisser ravir ses biens contre sa volonté, et sa liberté contre les lois du royaume. En nous opposant à ces entreprises, nous ne ferons que marcher sur les traces de nos ancêtres. »

Ce discours fut accueilli par de vifs applaudissemens, et suivi de plusieurs autres discours non moins véhémens, que prononcèrent sir Philipps et Wentworth, devenu depuis comte de Straford, mais qui, à cette époque, était un des plus fermes appuis du parti populaire.

Il était aisé de prévoir que la fermentation des esprits ne tarderait pas à éclater, et que l'explosion serait violente. Les communes manifestaient l'intention d'abolir tout ce qui leur paraissait contraire à la grande Charte et aux privilèges de la nation. La cour s'efforçait, par toute sorte de moyens, de calmer cette irritation ; mais les efforts qu'elle faisait étaient ordinairement si mal dirigés qu'ils ne contribuaient qu'à redoubler l'incendie au lieu de l'éteindre. C'est dans ces circonstances que fut rédigée cette Pétition des droits si célèbre dans l'histoire d'Angleterre, et que Charles fut contraint d'accepter.

Pétition des droits , présentée à Charles 1^{er} par le parlement , le 28 mai 1628 ¹.

Nous, les lords spirituels et temporels, et les communes assemblées en parlement, représentons humblement à notre seigneur le roi, que, bien qu'il ait été réglé et décrété par un statut fait sous le règne du roi Stuart 1^{er}, et communément appelé *statutum de tallagio non concedendo*, qu'aucun impôt ou aide ne sera levé par le roi ou ses héritiers dans ce royaume sans le bon vouloir et assentiment des archevêques et évêques, comtes, barons, chevaliers, bourgeois et autres hommes libres du peuple de ce royaume; quoique, par autorité du parlement tenu dans la vingt-cinquième année du règne du roi Édouard III, il ait été décrété et réglé que dorénavant personne ne sera forcé à prêter au roi, contre sa volonté, attendu que de tels prêts sont contraires à la raison et aux franchises du pays; bien que par d'autres lois de ce royaume, il ait été pourvu à ce que personne ne pût être soumis à aucune de ces charges ou impositions appelées bénévolences, ni à aucune autre charge du même genre; par lequel statut ci-dessus mentionné et les autres bonnes lois et statuts de ce royaume, vos sujets ont été mis en possession du privilège de ne point être forcés de contribuer à aucune taxe, impôt, aide ou autre chose pareille, qui n'auraient pas été établis par le commun consentement déclaré en parlement :

« Néanmoins, différentes commissions et instructions ont été dernièrement envoyées à différens commissaires dans plusieurs comtés, en raison desquelles votre peuple a été en divers lieux assemblé et requis de prêter certaines sommes d'argent à Votre Majesté, et plusieurs, sur leur refus de le faire, ont été soumis à un serment non autorisé par les lois

¹ L'importance de cette pièce nous décide à l'insérer en entier.

et statuts de ce royaume , et contraints à comparaître et à se présenter devant votre conseil privé ou en d'autres lieux ; d'autres ont été emprisonnés, resserrés, tourmentés et inquiétés de plusieurs manières, et différentes autres charges ont été imposées à votre peuple, et levées dans les différens comtés par les lords lieutenans, vice-lieutenans (*deputies-lieutenants*), commissaires aux revues, juges de paix et autres, par l'ordre ou avis de Votre Majesté ou de votre conseil privé, et contre les lois et libres coutumes de ce royaume :

« Et bien qu'aussi, par les statuts, appelés la grande Charte des libertés d'Angleterre, il ait été décrété et établi qu'aucun homme libre ne pourra être pris, mis en prison ou dessaisi de sa liberté et franchise ou de ses libres coutumes, qu'il ne pourra être mis hors la loi, ni exilé, ou, en aucune manière, détruit que par le libre jugement de ses pairs ou par la loi du pays ;

« Et bien que, dans la vingt-huitième année du règne du roi Édouard III, il ait été décrété et établi, par autorité du parlement, qu'aucun homme, de quelque état ou condition qu'il soit, ne pourrait être évincé de sa terre ou de sa ferme, ni pris, ni emprisonné, ni dépossédé, ni mis à mort, sans que son procès lui eût été fait dans les formes de la loi ;

« Néanmoins, contre la teneur desdits statuts et des autres bonnes lois et statuts de votre royaume, rendus à cette fin, plusieurs de vos sujets ont été dernièrement emprisonnés sans cause apparente ; et lorsque, pour être élargis, ils ont été conduits devant la justice, d'après les *writs d'habeas corpus* de Votre Majesté, pour éprouver et subir tel traitement qu'il plairait à la cour d'ordonner ; et lorsque leurs gardiens ont reçu l'ordre de certifier les causes de leur détention, aucune cause n'a été certifiée, si ce n'est qu'ils étaient détenus par le commandement spécial de V. M., signifié par les lords de votre conseil privé, et ils ont été

renvoyés en différentes prisons sans être accusés de rien sur quoi ils pussent répondre conformément à la loi :

« Que dernièrement de grandes compagnies de soldats et de marins ont été répandues dans différens comtés du royaume , et que les habitans ont été forcés, contre leur gré, de les recevoir dans leurs maisons, et souffrir qu'elles y séjournassent contre les lois et coutumes de ce royaume, à la grande souffrance et oppression du peuple ;

« Et bien qu'aussi, par autorité du parlement, dans la vingtcinquième année du règne d'Édouard III, il ait été déclaré et établi qu'aucun homme ne pourra être condamné à perdre la vie ou l'un de ses membres que par les formes voulues par la grande Charte et la loi du pays ; et bien que , par ladite grande Charte et les autres lois et statuts de votre royaume, aucun homme ne doive être condamné à mort que par les lois établies dans votre royaume, soit par les coutumes de ce royaume ou par acte du parlement ; et bien qu'aucun offenseur, quel qu'il soit, ne puisse être exempté des poursuites et des châtimens réglés par les lois, néanmoins plusieurs commissions ont été dernièrement données sous le grand sceau de V. M. ; certaines personnes ont été désignées et nommées commissaires avec pouvoir et autorité de procéder dans le pays, conformément à la loi martiale, contre tous soldats et marins ou autres personnes désordonnées qui se joindraient avec eux pour commettre quelque meurtre, vol, félonie, mutinerie ou autre outrage ou méfait quelconque ; et lesdites personnes ont été autorisées à poursuivre le procès et la condamnation de ces coupables, dans l'ordre et la forme abrégée qui appartient à la loi martiale, telle qu'on la suit dans les armées en temps de guerre, et de les faire exécuter et mettre à mort conformément à la loi martiale ;

« D'après lequel prétexte, quelques-uns des sujets de V. M. ont été mis à mort par quelques-uns desdits commissaires,

tandis que si, d'après les lois et statuts du pays, ils avaient mérité la mort, ils devaient être jugés et exécutés d'après les lois et non autrement ;

« En même temps plusieurs personnes, coupables de graves délits, tirant de là des prétextes pour réclamer une exemption, ont échappé au châtimement qui leur était dû par les lois et statuts de votre royaume ; plusieurs de vos officiers et agens de justice ayant injustement refusé ou négligé de procéder contre ces délinquans, conformément aux lois et statuts, sous prétexte que cesdits coupables n'étaient justiciables que de la loi martiale, et relevaient de l'autorité desdites commissions, lesquelles commissions et toutes autres de même nature sont entièrement et directement contraires auxdites lois et statuts de votre royaume :

« Nous, les lords et communes, prions très-humblement Votre très-excellente Majesté que personne, à l'avenir, ne puisse être forcé à faire ou concéder aucun don, prêt, bénévolence, taxe ou autre charge pareille, sans le consentement commun déclaré par acte du parlement ; et qu'aucun ne puisse être appelé en jugement ou à comparaître, ni être emprisonné ou molesté de quelque manière, ou aucunement inquiété à cet égard, ou pour avoir refusé de s'y soumettre ; et qu'aucun homme libre ne puisse être emprisonné ou détenu de la manière dont il a été fait mention, et qu'il plaise à V. M. de retirer lesdits soldats et marins, et de ne point imposer au peuple, à l'avenir, de pareils fardeaux, et que lesdites commissions, autorisées par la loi martiale, soient révoquées et annulées, et que, par la suite, il ne soit donné aucune commission de même nature, dans la crainte que, sous ce prétexte, quelques sujets de Votre Majesté ne soient ruinés ou mis à mort contre les lois et franchises du pays ;

« Toutes choses que les lords et communes demandent très-humblement à Votre excellente Majesté, comme leurs lois et

leurs libertés, conformément aux lois et statuts du royaume ; ils prient aussi Votre Majesté de vouloir bien déclarer que les jugemens rendus et les procédures qui ont eu lieu au préjudice de votre peuple, ne passeront point en exemples dont on puisse tirer des conséquences, et qu'il plaise à V. M., pour le soulagement et la sécurité de votre peuple, déclarer gracieusement que votre volonté royale et votre bon plaisir est que, dans les choses susdites, tous vos officiers et agens vous servent conformément aux lois et statuts de ce royaume, qui ont pour objet l'honneur de Votre Majesté et la prospérité de ce royaume. »

Cette loi livrait la royauté à la disposition du peuple ; en privant le monarque, dans des momens de troubles, du pouvoir de faire arrêter de sa propre autorité un citoyen pour quelque raison que ce fût, elle exposait le trône à des attaques de toute espèce, et assurait l'impunité aux coupables. Il ne restait plus de remèdes contre les séditions en l'absence du parlement ; mais c'était là précisément le but que s'étaient proposé les communes ; et en faisant dépendre le salut de la royauté de la permanence du parlement, elles se mettaient à l'abri d'une dissolution. D'un autre côté, cette permanence assurée, il devenait facile de poursuivre l'œuvre de réformation politique qu'elles avaient commencée, et de former de nouvelles entreprises sur l'autorité royale. Charles s'aperçut du péril, et quelque dangereuse que pût être la mesure de casser subitement un parlement qui se croyait si bien sûr de sa durée, il prit la résolution de le proroger, sans attendre que de nouvelles délibérations engendrassent de nouveaux dangers.

Parmi les membres de la chambre des communes qui s'étaient fait remarquer par l'énergie de leur opposition, se trouvaient Benjamin Valentine, patriote ardent et intrépide, John Elliot qui avait été un des deux membres emprisonnés

par ordre de la cour dans le précédent parlement, et Denzill Hollis. Ce dernier, fils du comte de Clare, avait été attaché, dès sa jeunesse, à la personne du prince Charles, lorsqu'il n'était encore que duc d'York. Une étroite liaison s'était établie entre ces deux jeunes gens, et avait duré jusqu'à l'époque où Hollis, ayant été député par un bourg de Cornouailles au dernier parlement, assemblé par le roi Jacques 1^{er}, se sépara du parti de la cour qu'il avait suivi jusqu'à ce moment, et devint l'un des partisans les plus zélés des intérêts populaires. L'avènement au trône du prince dont il avait été si long-temps l'ami ne changea rien à ses sentimens, ni à ses opinions, et, aux avantages de la faveur du monarque, Hollis préféra ceux d'une popularité qu'il regardait comme plus honorable.

Le 2 mars 1629, jour fixé pour la prorogation du parlement, John Elliot, qui peut-être connaissait les projets de la cour, présenta aux communes une remontrance dont le but était de s'opposer à la perception d'un impôt établi sans l'intervention parlementaire. Il présenta sa remontrance au secrétaire de la chambre, et l'invita à en donner lecture. Le secrétaire s'y refusa. Eh bien ! je la lirai moi-même, répliqua Elliot.

A ces mots, John Finch, orateur de la chambre, qui avait reçu les instructions du roi, déclare qu'il vient de recevoir les ordres de la cour, que Sa Majesté proroge le parlement, que l'assemblée doit suspendre toute délibération, et, selon l'usage, se rendre à la chambre des lords. Il ajoute que l'huissier de la chambre haute est à la porte de la salle, et qu'il demande à être introduit. John Finch se lève aussitôt et quitte son fauteuil ; mais des clameurs générales s'étaient élevées aux premières paroles de l'orateur. La chambre était livrée au plus grand désordre ; tous les membres s'agitaient et criaient à la fois. John Finch s'était à peine levé, que Denzill Hollis, Valentine et Elliot se précipitent vers lui. Hollis

le saisit par le bras, l'entraîne à son fauteuil, le force de s'y rasseoir : « Par les plaies de Notre Seigneur Jésus-Christ, s'écrie-t-il, vous resterez à votre place jusqu'à ce qu'il plaise à la chambre de se séparer. »

Pendant ce temps, Elliot, Valentine et quelques autres membres dressent, au milieu du tumulte, une courte remontrance qui fut votée par acclamation plutôt que par la voie des suffrages. La chambre déclarait les papistes et les ariminiens ennemis de la nation. Les officiers qui percevaient l'impôt de tonnage et de pondage, contre la perception duquel Elliot avait présenté sa remontrance à l'ouverture de la séance, furent qualifiés du même nom, et l'on faisait défense aux commerçans de payer cet impôt sous peine d'être déclarés traîtres aux libertés anglaises et ennemis de l'état.

Cette remontrance votée, on rouvrit les portes de la chambre qui étaient restées fermées pendant la durée de la délibération. L'huissier de la chambre haute, qui avait été envoyé par le roi, et qui n'avait pas pu entrer, fut admis; il prit, au nom du roi, la masse qui était déposée sur le bureau de la chambre, et l'assemblée se sépara au milieu des vociférations et des menaces.

Une rupture si violente entre le roi et le parlement devait redoubler le mécontentement du peuple qui avait mis sa confiance dans ses représentans, et qui attendait d'eux le remède aux maux dont il se plaignait. Cependant, comme si tous ces sujets de plaintes n'eussent pas suffi, Charles eut l'imprudence d'en grossir le nombre en affectant une sévérité qu'il n'avait ni le pouvoir, ni vraisemblablement l'intention de pousser trop loin. Miles, Hobart, Peters Hayman, Selden, Coridon, Long et Strode furent arrêtés pour le dernier tumulte, qu'on qualifia desédition. Ce ne fut qu'après plusieurs jours de détention qu'ils furent élargis; mais Elliot, Hollis

et Valentine, qui avaient été arrêtés avec eux, restèrent sous le poids d'une accusation de lèse-parlement.

Ni les suppliques adressées à la cour, ni les réclamations des anciens membres des communes qui réclamaient en faveur des accusés les privilèges parlementaires, ne purent fléchir la sévérité du roi ni les soustraire au jugement qu'on leur préparait. Charles, effrayé par le meurtre du duc de Buckingham, qui avait été assassiné par un nommé Felton, voulait mettre un frein à ces idées d'indépendance et d'affranchissement qui menaçaient de tout renverser. Les accusés furent en conséquence traduits devant la cour du Banc du roi, et il semblait, à l'intérêt que le peuple prenait à ce procès, que le sort de la nation fût attaché à celui des prévenus, et que l'anéantissement ou la conservation des libertés publiques, dépendit du jugement qu'on allait porter.

Une foule considérable de gens de tous les états se répandit dans la salle d'audience; ceux qui ne purent trouver place dans le palais restèrent dans les rues voisines, attendant avec anxiété l'issue du procès. Quand ces trois accusés parurent à la barre, des applaudissemens éclatèrent de toute part. Milord Hyde, chef-justice du Banc du roi, ordonna de faire silence, et la parole fut donnée à sir Robert Heath, procureur-général chargé de soutenir l'accusation.

Acte d'accusation ¹.

Un parlement avait été convoqué à Westminster pour le 17 mars 1628, par S. M. Charles 1^{er}, roi de France et d'Angleterre, etc....

John Elliot, chevalier, légalement élu et député à la

¹ Nous transcrivons ici les principales dispositions de cet acte dans la forme qu'il a dans l'original, où il est mêlé de phrases latines et anglaises. Cette forme bizarre de procédure peut présenter quelque intérêt.

chambre des communes par un bourg du comté de Cornouailles, faisait partie de ce parlement.

Denzill Hollis et Benjamin Valentine, également élus et députés, d'après les formes légales, par d'autres provinces du royaume, faisaient partie de la chambre des communes.

Sir John Finch fut choisi pour orateur de cette chambre.

Pendant la durée du parlement, sir John Elliot, *machinans et intendens omnibus viis et modis seminare et excitare* la mauvaise volonté et la sédition, *adversus regem, procures et justiciarios, et reliquos subditos regis, et totaliter deprivare et avertere regimen et gubernationem regni Angliæ, tam in domino rege, quàm in conciliariis et ministris suis cujuscumque generis, et introducere tumultum et confusionem* dans toutes les parties de l'administration publique, et *ad intentionem* d'arracher tous les sujets du roi à l'obéissance dont le ciel leur a fait un devoir envers le chef de l'état.

Le 23 février de la même année, l'accusé John Elliot, en plein parlement et en présence de toutes les chambres, se servit, *falsò, malitiosè et seditiosè*, de ces paroles outrageantes :

« Le conseil privé du roi et la magistrature qu'il a créée ont conspiré ensemble pour fouler aux pieds les libertés nationales, et détruire les privilèges de cette assemblée, etc., etc. »

Le 2 mars suivant, Sa Majesté ayant eu l'intention d'ajourner le parlement jusqu'au 10 du même mois, et ayant fait signifier à la chambre des communes que tel était son bon plaisir, les trois accusés l'engagèrent *malitiosè* et par un accord passé entre eux à porter le trouble dans le sein de l'assemblée parlementaire, et à faire déclarer les membres de la chambre des communes contre l'ajournement signifié d'après le bon plaisir du roi.

En exécution de ce complot, ledit sir John Elliot *in propo-*

situm et intentionem prædictam, prononça, afin de pousser les membres de la chambre au tumulte et à la sédition, les expressions mensongères, calomnieuses et criminelles ci-dessus rapportées.

Denzill Hollis, conformément au même complot, prononça *falsò, malitosè et seditiosè* les paroles suivantes, etc., etc., paroles également mensongères, calomnieuses et criminelles.

Ledit Denzill Hollis et Benjamin Valentine *secundum agreementum et conspiracyem prædicta, et ad intentionem et propositum prædicta*, se servirent aussi, après qu'on eut signifié l'ordre d'ajournement donné d'après le bon plaisir du roi, des expressions suivantes, etc., etc.

Sir John Finch, orateur de la chambre, se préparait à obéir aux ordres de Sa Majesté, et à quitter le fauteuil, lorsque les accusés, *vi et armis et manu forti et illicito*, s'élancèrent vers lui, le menacèrent, et, de vive force, le retinrent sur son siège. Sir John Finch parvint à se dégager de leurs mains, mais ils se mirent aussitôt à sa poursuite, l'arrêtèrent au milieu de la salle, le saisirent, et *violenter, manu forti et illicito*, le ramenèrent à son fauteuil, et le forcèrent à se rasseoir.

Cette violence, jusqu'alors inouïe, occasiona un grand tumulte et une agitation extrême dans la chambre; tous les honorables membres n'envisagèrent qu'avec une terreur profonde cet acte de violence et de sédition, également contraire à la dignité de la chambre et aux droits de la couronne, et c'est pour obtenir justice de ce double attentat que nous avons mis en jugement sir John Elliot, Denzill Hellis et Benjamin Valentine, etc., etc.

La lecture de l'acte d'accusation étant achevée, le lord chef de justice se disposa à commencer l'interrogatoire des accusés.

Milord, dit alors Denzill Hollis, je déclare, au nom de

mes confrères et en mon nom, que je décline la juridiction de la cour.

Nous confirmons cette déclaration, dirent en même temps John Elliot et Benjamin Valentine.

Hollis reprit.

Membres tous les trois d'une cour supérieure à celle devant laquelle on nous force de comparaître, le jugement qu'elle rendra ne peut nous atteindre, puisque la connaissance du procès qu'on a jugé à propos d'intenter contre nous appartient à d'autres magistrats que vous. Le crime qu'on nous impute a été commis dans le sein du parlement; c'est donc au parlement que cette cause doit être déférée. Nous réclamons notre renvoi devant nos juges naturels et déclinons votre compétence.

Je déclare également que nous nous abstiendrons de répondre aux questions qui nous seront adressées avant que vous ayez prononcé sur le déclinatoire, et que s'il nous échappe quelques paroles, elles ne doivent être regardées que comme le résultat de l'obsession et de la contrainte : notre volonté n'y sera pour rien.

Cette observation fut suivie d'un moment de silence.

Le procureur-général. Le déclinatoire proposé par les accusés ne me paraît pas un moyen efficace de les soustraire à la juridiction de la cour. Si pourtant vos seigneuries jugent à propos de délibérer sur l'exception qui vous est proposée, nous déclarons que nous n'y mettrons point d'opposition.

Lord Hyde. La cour va délibérer sur la question qui lui est soumise.

Après quelques momens de délibération, lord Hyde prit la parole et dit : qu'une cour subalterne doit, à la vérité, s'abstenir de prononcer sur les actes d'une cour supérieure; que ce principe est généralement reconnu, mais qu'il ne doit pas être étendu à l'égard des actes commis individuellement

par un ou plusieurs membres d'une cour supérieure ; que, dans ce cas, un tribunal inférieur peut juger le magistrat délinquant ; ainsi, ajouta-t-il, si un juge de cette cour commettait un crime capital, il comparaitrait devant une commission d'*oyer et terminer* dans *old Bailey*, encore bien que ce tribunal soit inférieur à celui du Banc du roi.

La cour se réunit à cette opinion, et il fut décidé que la cour du Banc du roi pouvait étendre sa juridiction à des cas pareils à celui pour lequel les accusés étaient traduits à sa barre, encore bien que le crime dont ils étaient accusés eût été commis dans le sein du parlement et par des membres du parlement.

Milord, répondit Hollis, quand la délibération de la cour lui fut connue, je croyais que votre seigneurie ferait droit à une demande aussi conforme à la raison qu'aux dispositions de la loi. Nos espérances ont été trompées, mais je proteste contre votre premier jugement et contre celui que vous rendrez sur le fond de l'affaire.

Elliot et Valentine firent une protestation semblable.

Lord Hyde, sans répondre à cette protestation, s'adressa à Hollis et commença son interrogatoire.

Lord Hyde. Pourquoi, le jour du dernier tumulte qui s'est élevé dans la chambre, vous êtes-vous, contre votre habitude, assis auprès du fauteuil de l'orateur, sur un banc au dessus de celui où siégeaient plusieurs conseillers privés ?

Hollis. Je m'étais déjà mis plusieurs fois à la même place ; et si je me suis assis au dessus des conseillers privés, c'est mon droit partout, excepté à la table même du conseil.

Le lord chief-justice lui adressa ensuite plusieurs questions qui toutes étaient relatives au tumulte de la chambre des communes. Une des accusations ayant choqué l'accusé :

Milord, répondit-il, j'ai apporté dans la chambre autant

de zèle que qui que ce soit pour le service du roi ; mais puisque Sa Majesté est irritée, je la supplie très-humblement de faire tomber sur moi sa clémence plutôt que son pouvoir.

Lord Hyde. Vous voulez dire plutôt que sa justice.

J'ai dit plutôt que son pouvoir, milord, reprit Hollis. Ses autres réponses se bornèrent à nier le crime dont il était accusé.

Elliot et Valentine suivirent ce même système de défense. Ils nièrent les charges de l'acte d'accusation, et se retranchèrent derrière la protestation faite par Hollis qu'ils renouvelèrent chacun à leur tour.

Quand les débats furent terminés, le lord chief-justice prononça la sentence de la cour. Elle portait :

1°. Que Denzill Hollis serait renfermé dans la tour de Londres, et qu'il y resterait jusqu'à ce qu'il plût à S. M. de le relever de sa peine ; qu'il paierait en outre une amende de deux cents livres sterling, et que si le roi daignait jamais ordonner sa mise en liberté, il serait tenu de donner caution de bonne conduite ;

2°. Que John Elliot était condamné au même emprisonnement, à une amende égale à celle de Hollis, et à la même caution en cas de délivrance ;

3°. Que Valentine, indépendamment de l'emprisonnement et de la caution de bonne conduite, serait soumis à payer une amende de cinq cents livres sterling.

Un procès et un jugement que l'on regardait comme une infraction manifeste aux privilèges parlementaires ne pouvait être attribué qu'à l'influence de la couronne sur la cour du Banc du roi. Cet événement persuada aux plus incrédules que le roi ne faisait aucun cas du parlement, et qu'il n'avait à cœur que la destruction des libertés du pays. Dès ce moment, les divers partis qui divisaient l'Angleterre, et qui étaient

restés jusqu'à ce moment sans chefs avoués, en trouvèrent dans quelques membres des communes, dont le ressentiment éclatait publiquement, et dont le courage, entretenu par la faveur populaire qui les secondait, n'était rien moins qu'abattu par les souffrances qu'ils avaient essayées dans une cause à laquelle ils croyaient leur gloire attachée.

Les condamnés Hollis, Elliot et Valentine se firent tant d'honneur de l'issue de leur procès, qu'ils semblaient avoir obtenu un triomphe au lieu d'une condamnation. Leur fierté personnelle ou plutôt leur mépris pour la cour était tel, qu'on ne put les faire consentir à présenter une pétition au roi pour lui témoigner quelque regret de l'avoir offensé. Ils refusèrent également de donner caution pour leur conduite, et dédaignèrent leur délivrance à de si légères conditions. Hollis regardait son emprisonnement comme un titre d'honneur si précieux, qu'il refusa l'offre qui lui fut spontanément faite par un inconnu de le cautionner, et qu'il voulut rester uni au sort de ses amis. Un des membres des communes (Long), qui avait été emprisonné par suite du tumulte élevé le 2 mars, et ensuite élargi sur caution, déclara que ses répondans ne pouvaient lui rendre plus long-temps le même service, et vint reprendre volontairement sa captivité. John Elliot, à qui son âge et ses infirmités rendaient l'emprisonnement plus pénible, mourut dans sa prison, et fut regardé universellement comme un martyr des libertés d'Angleterre. Hollis et Valentine furent élargis au bout d'un an de détention; mais personne ne tint compte au roi de cet acte de clémence; qui ne fut regardé par la nation que comme la réparation tardive d'une injustice révoltante.

Dégoûté des parlemens, Charles résolut de ne plus convoquer cette redoutable assemblée, tant que les germes de discorde, qui divisaient la nation, ne seraient point étouffés.

Depuis la mort de Buckingham, il était devenu son propre ministre ; et, laissé à ses propres idées, les mesures qu'il adoptait, étaient bien moins téméraires et moins imprudentes ; mais engagé, depuis son avènement au trône, dans une fausse voie, la volonté qu'il avait de faire le bien ne suffisait plus, et, contre sa conscience et sa volonté, il se laissait aller à des actes dont il était le premier à reconnaître l'imprudence et l'illégalité.

Il régna ainsi pendant douze ans sans convoquer aucun parlement. Mais, en 1640, dénué de toute ressource, voyant l'Écosse soulevée et son autorité minée dans l'opinion du peuple, il résolut de revenir aux anciennes formes du gouvernement anglais et de recourir au parlement ; il se retrouva ainsi en présence et à la merci de ces mêmes hommes qu'il avait traités, dans une confiance aveugle, comme d'insolens et impuissans factieux.

Si les communes n'avaient eu en vue que le bien public, les circonstances étaient favorables pour obtenir du roi des concessions capables de fonder un état de choses aussi favorable aux intérêts du peuple qu'au maintien de la monarchie. Mais elles se laissaient aveugler par l'esprit de parti ; au lieu de prêter l'oreille aux plaintes du roi contre le soulèvement des Écossais, elles ne s'occupèrent qu'à faire des discours sur ce qu'on était convenu d'appeler les maux de l'état, et à servir leur ressentiment. Le discours que le célèbre Pym prononça à ce sujet, fut écouté avec plus d'attention qu'on n'en avait accordé au garde du grand sceau, lorsqu'il avait parlé au nom du souverain. Après ces premières déclamations, un des premiers soins des communes fut de revenir sur ce qui s'était passé à l'époque de la dissolution du dernier parlement. Un comité fut nommé à l'effet d'informer contre l'infraction qui avait été faite aux privilèges de la chambre, et

sur la conduite de l'orateur John Finch, à qui on reprochait d'avoir refusé de poser une question qui lui était proposée par la chambre.

Le comité, chargé de cette affaire, fit son rapport le 20 avril, et il en résulta que sir Finch n'avait point dit *qu'il ne poserait point la question*, mais *qu'il n'osait point poser la question*; qu'il avait quitté le fauteuil, non point pour désobéir à la chambre, mais pour obéir aux ordres de S. M.

Malgré ce rapport, la chambre se déclara qu'il y avait eu infraction aux privilèges parlementaires, 1^o parce que l'orateur n'avait point obéi aux ordres de la chambre; 2^o parce qu'il avait prorogé la session sur la seule volonté du roi sans avoir consulté la chambre, ce qui devait être regardé comme une atteinte aux droits du parlement.

On se disposait à informer aussi contre l'emprisonnement de Denzill Hollis, John Elliot, Valentine et les autres membres de la chambre; mais le parlement fut subitement cassé, et cette affaire resta en suspens.

Le 3 novembre de la même année, un autre parlement fut convoqué. C'est celui qui est connu sous le nom de *Long Parliament*, et qui fut dissous par Cromwel après son usurpation. Telle était l'irritation des esprits sur le jugement de Hollis, Elliot et Valentine, que, malgré la gravité des circonstances où se trouvait alors l'Angleterre menacée par la guerre civile qui avait éclaté en Écosse, et qui, tous les jours, faisait des progrès de plus en plus alarmans, cette affaire fut une de celles dont le nouveau parlement s'occupa avec le plus d'activité.

Le recorder Glyn fut chargé par le comité d'enquête de faire son rapport sur cette affaire. La manière dont il détailla les souffrances qu'avaient endurées les accusés pour avoir embrassé les intérêts du peuple, n'était pas propre à calmer l'irritation qu'inspirait le souvenir de cette affaire.

Le 6 juin 1641, la chambre délibéra sur ce rapport et prononça :

« Que les mandats décernés par le conseil d'état pour citer les membres de la chambre à comparaître devant lui pendant la durée du parlement, étaient une infraction au privilège ;

« Que leur mise en accusation était une infraction au privilège ;

« Que l'information dirigée contre eux pour prétendus délits commis dans le sein du parlement, était une infraction au privilège ;

« Que les poursuites exercées contre lesdits Hollis, Elliot, Valentine, etc., etc., par les juges du Banc du roi, étaient crime d'abus ;

« Qu'en conséquence Denzill Hollis, Benjamin Valentine, Stroud, Long, de même que les héritiers et exécuteurs testamentaires de sir John Elliot, etc., etc., étaient autorisés à réclamer des lords et autres membres du conseil qui avaient expédié le mandat d'arrêt, et des juges du Banc du roi qui avaient connu de l'affaire, des dommages-intérêts pour les mauvais traitemens qu'ils avaient essuyés ;

« Qu'il serait en outre nommé un comité pour procéder à une enquête sur les circonstances de la maladie et de la mort de John Elliot, sur les traitemens qu'il avait éprouvés à la tour, sur la situation de l'appartement où il était détenu, et sur celui où il était mort ;

« Que cinq cents livres sterling seraient destinés à l'érection d'un monument élevé pour consacrer la mémoire des services rendus à l'état par sir Miles Hobart ;

« Et que Lawrence-Whitaker, membre du parlement, coupable d'avoir osé prêter main-forte à l'injustice commise contre ses confrères, et d'avoir pénétré dans le domicile des accusés pour faire des recherches et apposer des scellés, se-

rait. emprisonné à la tour pour y rester prisonnier aussi longtemps qu'il plairait à la chambre de l'y retenir. »

Tel fut le dénouement de cette affaire qui servit pendant long-temps les projets des ennemis du roi, et qui peut-être ne fut pas sans influence sur la déplorable catastrophe Charles 1^{er}.

CONSPIRATION DES POUDRES.

PROCÈS
DE GARNET,

SUPÉRIEUR DES JÉSUITES EN ANGLETERRE, ET AUTRES.

LONDRES, 1605.

« L'AVÈNEMENT de Jacques II au trône d'Angleterre, dit sir Walter-Scott ¹, fit naître d'abord l'espérance dans toutes les classes. Les royalistes fidèles attendaient des récompenses d'un nouveau prince, les rebelles l'amnistie. Les catholiques se réjouirent de voir enfin un roi de leur communion après un intervalle de deux siècles. L'église anglicane espéra recevoir le prix de son dévouement illimité à la famille royale, et les sectes dissidentes elles-mêmes, comptèrent sur l'indulgence d'un prince dont la croyance ne différait pas moins que la leur du culte établi par la loi. »

Les catholiques furent les premiers à éprouver un cruel désappointement, et leur ressentiment fut égal à leur surprise, quand ils virent le nouveau roi témoigner la résolution de

¹ Vie de Dryden, page 298.

faire exécuter rigoureusement les lois publiées contre eux, et de maintenir les sévères dispositions de la reine Elisabeth.

Catesby, homme de mérite et d'une ancienne noblesse, fut le premier qui forma le plan d'une vengeance capable de laver l'injure qu'ils avaient reçue. Il était étroitement lié avec Thomas Percy, qui descendait d'une famille illustre du Northumberland, et qui était un zélé catholique. L'entretien des deux amis roulait souvent sur le triste état où leur religion se trouvait réduite en Angleterre. Dans une de ces conversations, Percy s'étant laissé emporter par un mouvement de colère, qui lui fit parler de se défaire du roi, Catesby saisit cette occasion pour lui révéler un projet plus étendu qui non-seulement devait assurer l'exécution de leurs projets de vengeance, mais qui présentait quelques chances favorables au rétablissement de la religion catholique en Angleterre.

« En vain, dit Catesby, nous déferons-nous du roi ; il a des enfans qui hériteront de sa couronne et de ses maximes de gouvernement ; la destruction même de toute la famille royale n'est pas suffisante ; la grande et la petite noblesse, le parlement, sont tous infectés des mêmes erreurs. Ils mettront sur le trône un autre prince, une autre famille qui joindront à la haine contre les catholiques le désir de venger la mort tragique de leurs prédécesseurs. Pour servir efficacement la religion, il nous faut détruire d'un seul coup le roi, la famille royale, les barons, les communes ; il faut ensevelir nos ennemis dans une ruine commune. Ils se réunissent tous pour l'ouverture du parlement, et nous présentent ainsi l'occasion d'une utile et glorieuse vengeance. Mes projets n'ont pas besoin de beaucoup de préparatifs. Un petit nombre de nos amis peut aisément trouver le moyen d'ouvrir une mine sous la salle de Westminster, et choisir, pour anéantir ces ennemis déclarés de toute piété et de toute religion, le moment où le roi harangue les deux chambres. Pendant ce temps, nous,

tranquilles et à l'écart, également à couvert du danger et du soupçon, nous triompherons d'être les instrumens de la colère divine; nous verrons avec joie ces murs sacrilèges d'où sont sortis tant d'arrêts de proscription contre notre église et ses enfans, éclater en mille débris, tandis que ces hommes impies, occupés peut-être à méditer contre nous de nouvelles persécutions, passeront des flammes de ce monde à celles de l'enfer pour y souffrir à jamais des tourmens proportionnés à leurs crimes. »

Il expliqua ensuite son projet avec plus de détails. Percy approuva tout. Il convint avec Catesby de ne communiquer ce plan qu'à un petit nombre de gens résolus, entre lesquels ils choisirent d'abord Thomas Winter qu'ils envoyèrent en Flandres pour y chercher Fawkes, officier au service d'Espagne, dont le zèle et l'intrépidité leur étaient bien connus. On prétend que les conjurés, chaque fois qu'ils enrôlaient un nouvel initié, employaient, avec le serment pour le lier au secret, la communion eucharistique qui leur était donnée par les prêtres qui faisaient partie de la conspiration, parmi lesquels se trouvaient le père Garnet, supérieur des jésuites en Angleterre, et le père Tesmond, autre jésuite, qui étaient entrés des premiers dans le complot.

Ces événemens s'étaient passés dans le cours du printemps et de l'été de 1604. Les conspirateurs avaient loué, au nom de Percy, une maison voisine du palais du parlement. Vers la fin de la même année, ils commencèrent leurs préparatifs. Dans la crainte d'être interrompus, ou d'exciter des soupçons, ils firent d'abord un amas de provisions qui les mit en état de travailler sans relâche. Leur résolution, soutenue par le ressentiment et par leurs exhortations mutuelles, fut toujours si inébranlable, qu'ils mettaient le succès de leur entreprise fort au dessus de l'intérêt de leur vie, et s'étaient décidés à périr plutôt que d'abandonner leurs projets. Leur persévé-

rance avança le travail ; ils percèrent en peu de temps le premier mur des fondations du palais ; mais, au milieu de leurs travaux, ils furent alarmés d'entendre un bruit dont ils ne purent deviner la cause. Les informations qu'ils prirent, leur firent découvrir que ce bruit partait d'une cave creusée sous la chambre des lords où l'on avait établi un magasin de charbon qui se vendait actuellement, et que, les marchandises vendues, la cave serait à louer. L'occasion était belle. Percy se hâta de louer la cave. On y plaça trente-six barils de poudre, qui furent soigneusement couverts de fagots et de bûches, et les portes de la cave restèrent ensuite ouvertes comme auparavant.

Dans la certitude du succès, les conjurés s'occupèrent alors à organiser les autres opérations de ce complot : le roi, la reine et le prince de Galles devaient se trouver à l'ouverture du parlement ; mais le duc étant encore trop jeune pour assister à ces assemblées, Percy fut chargé de s'en saisir et de l'assassiner. La princesse Elisabeth, qui n'était aussi qu'un enfant, était élevée chez milord Harrington, dans le comté de Warwick ; le chevalier Éverard-Digby, Rookwood et Grant promirent d'assembler leurs amis sous le prétexte d'une partie de chasse, de se saisir de cette princesse, et de la proclamer reine.

L'approche du jour de la vengeance avait jeté les conjurés dans une joie qui tenait du délire, et qui leur faisait négliger toute sûreté personnelle. Ils ne prévoyaient pas que la furie du peuple, qui allait se trouver sans frein, pouvait se tourner contre eux, et venger le massacre de la famille royale et des deux chambres par le massacre général des catholiques.

Cependant le jour de l'assemblée du parlement approchait. Le secret, quoique répandu entre plus de vingt personnes, avait été religieusement gardé pendant l'espace d'un an et

« demi. Nul remords, nul mouvement de pitié n'avait pu engager aucun des conspirateurs, soit à abandonner l'entreprise, soit à la découvrir. Un avis, dont l'auteur n'a jamais été connu, déjoua les projets des conspirateurs, et sauva l'Angleterre de cet horrible massacre.

Dix jours jours avant l'ouverture du parlement, lord Monteagle, catholique, fils du lord Morley, reçut la lettre suivante qui avait été remise à son valet-de-chambre par un inconnu.

« Milord,

« L'affection que je porte à quelques-uns de vos amis me fait penser à votre conservation. Je vous conseille, si vous tenez à la vie, de chercher quelque excuse qui puisse vous dispenser de paraître à l'ouverture du parlement, car Dieu et les hommes ont concouru à punir la méchanceté de ce temps. Gardez-vous de négliger cet avis; retirez-vous dans vos terres où vous pourrez attendre l'événement sans danger. Quoiqu'il n'y ait aucune apparence de mouvement, je vous dis qu'ils recevront un terrible coup dans ce parlement, et qu'ils ne verront point d'où il part. Vous ne devez pas mépriser un avis dont vous pouvez tirer un grand avantage, et qui ne peut vous causer aucun mal; car le danger sera passé pour vous aussitôt que vous aurez brûlé cette lettre. J'espère que Dieu vous accordera la grâce d'en faire un bon usage, et je vous recommande à sa sainte protection. »

Cette lettre inquiéta lord Monteagle. Quoique porté à croire que cet avis n'avait pour but que de l'effrayer ou de lui donner quelque ridicule, il jugea que le parti le plus prudent était de remettre la lettre à lord Salisbury, secrétaire d'état. Salisbury la crut indigne d'attention. Cependant il se décida à la communiquer au roi qui arriva à Londres deux jours après que lord Monteagle l'eut reçue. Ce prince en conçut

une idée plus sérieuse ¹. Le tour mystérieux du style dont on se servait, lui fit présumer que cette lettre pouvait renfermer quelque avis important : un *coup terrible*, sans voir néanmoins d'où *il part* ; un *coup si soudain*, et cependant *si terrible*, ces circonstances semblaient désigner quelque effet de la poudre. Il ordonna de faire visiter avec soin toutes les voûtes qui se trouvaient sous les chambres du parlement. Cette mission avait été confiée au comte de Suffolk en qualité de lord chambellan. Sa prudence lui fit différer la recherche jusqu'à la veille de l'assemblée. Il remarqua l'immense provision de bois à brûler qui était placée sous la chambre des lords ; ses yeux tombèrent sur Fawkes, qui se tenait dans un coin obscur de la cave, et qui se faisait passer pour un domestique de Percy. Ce courage entreprenant et déterminé qui l'avait toujours distingué parmi ses complices, était si bien peint dans sa contenance, qu'il ne put échapper aux yeux du lord chambellan. Une provision si considérable de bois pour un particulier qui ne faisait ordinairement qu'un séjour de très-courte durée à Londres, parut extraordinaire. Le rapprochement de ces circonstances engagea le comte de Suffolk à visiter avec soin l'étendue de la cave. Sir Thomas Knevet, juge de paix, reçut l'ordre de s'y rendre. Ayant trouvé Fawkes à la porte, il le fit arrêter sur-le-champ, et ordonna ensuite d'enlever les fagots, sous lesquels on découvrit avec effroi les trente-six barils de poudre qui y étaient cachés. Le juge de paix donna l'ordre de fouiller Fawkes : il

¹ Quelques historiens ont imaginé que le roi avait eu quelque avis de la conspiration, et que la lettre que reçut lord Monteagle avait été écrite par son ordre, dans la vue de se faire honneur de sa pénétration à découvrir ce complot. Mais cette supposition est réfutée par les faits. La lettre dont tout le monde entendit parler, pouvait naturellement donner l'alarme aux conspirateurs, et leur faciliter les moyens de se soustraire aux poursuites de la justice.

portait dans ses poches des mèches et tout ce qui était nécessaire pour mettre le feu à la poudre. Fawkes, voyant son projet découvert, manifesta le regret d'avoir manqué le moment de faire sauter tous les barils à la fois, et d'adoucir sa mort par celle de ses ennemis. Devant le conseil où il fut traduit, il conserva la même intrépidité, témoigna pour ses juges le mépris le plus insultant, et persista dans le refus de découvrir ses complices. Cette obstination se soutint pendant deux ou trois jours; mais ayant été incarcéré dans un cachot de la tour, et abandonné à ses réflexions, l'impossibilité d'être secouru, et la torture qu'on lui fit envisager, finirent par abattre le courage de cet homme jusqu'alors indomptable. Il prit le parti de déclarer ses complices et de tout avouer.

Catesby, Percy et tous les autres conspirateurs qui se trouvaient à Londres, furent informés de l'alarme qui s'était répandue à l'occasion de la lettre écrite à lord Monteagle. Ils apprirent aussi les recherches du lord chambellan, et ils n'en persistèrent pas moins dans leur résolution. Mais quand ils furent instruits que Fawkes avait été arrêté, désespérant de leur entreprise, ils partirent précipitamment pour se rendre dans le comté de Warwick, où Digby, comptant sur le succès des conjurés, avait déjà pris les armes pour se saisir de la princesse Elisabeth qui était parvenue à échapper à ses poursuites, et à se réfugier à Conventry. Les rebelles furent alors forcés de changer de rôle; au lieu de songer à attaquer, il leur fallut songer à se défendre. Les habitans du comté, rassemblés par les shériffs, s'avançaient sur eux, et les cernaient de toute part. Les conspirateurs et leurs partisans n'étaient pas plus de quatre-vingts : se voyant entourés d'ennemis, et désespérant de pouvoir leur échapper, ils se préparèrent à la mort, se confessèrent, reçurent l'absolution et se mirent ensuite en état de vendre chèrement leur vie; mais cette dernière consolation leur fut refusée. Une partie

de leurs munitions prit feu, et les priva de tous moyens de défense. Le peuple se précipita sur eux. Percy et Catesby furent tués à la première décharge; Digby, Rookwood, Winter, le père Garnet, Tresham et tous les autres furent faits prisonniers et mis en jugement. Tresham mourut dans la tour de Londres avant d'avoir comparu devant ses juges, et rétracta, avant de mourir, les déclarations qu'il avait faites à l'époque de son arrestation contre le père Garnet. Le procès de ce dernier fut séparé de celui de ses complices; Robert Winter, écuyer; Thomas Winter, gentilhomme; Guy-Faux, gentleman; John Grant, écuyer; Ambroise Rookwood, écuyer; Robert Keyes, gentleman, et Thomas Bates comparurent à Westminster-Hall le 27 juillet 1605. Sir Everard Digby, chevalier, fut également traduit devant la cour pour crime de révolte à main armée, commis dans le comté de Northampton. Les juges, nommés pour connaître du procès, étaient :

Le comte de Nottingham,
 Le comte de Suffolk,
 Le comte de Worcester,
 Le comte de Northampton,
 Le comte de Salisbury,
 Le lord chef de justice d'Angleterre,
 Le lord chef, baron de l'échiquier;
 Sir Peter Warburton, chevalier;
 Un des juges de la cour des plaids communs.

Acte d'accusation.

« Notre souverain seigneur le roi, de l'avis et avec l'assentiment de son conseil, ayant, pour divers motifs, concernant les intérêts de sa personne sacrée, ceux de l'état, et la défense de l'église anglicane, convoqué un parlement qui de-

vait se réunir dans la salle de Westminster, lieu ordinaire des séances parlementaires :

« Henri Garnet, supérieur des jésuites dans le royaume d'Angleterre, connu sous les divers noms de Wally, Darcy, Roberts, Farmer, etc., etc. ;

« Oswald-Tesmond, jésuite, surnommé Oswald-Greenwell ;

« John Gérard, jésuite, connu sous les noms de Lee et de Brook ;

« Robert Winter, écuyer ;

« Thomas Winter, gentleman ;

« Guy-Fawkes, gentleman, surnommé Guy-Johnson ;

« Robert Keyes, gentleman ;

« Thomas Bates, domestique de Thomas Catesby ;

« Robert Catesby,

« Thomas Percy, écuyer ;

« John Wright,

« Et Christophe Wright ;

« Ces quatre derniers tués en insurrection et révolte ouverte contre Sa Majesté ;

« Et Francis Tresham, décédé en prison,

« Sont accusés de haute trahison pour avoir conspiré la mort du roi, de la famille royale et la destruction entière du parlement. Les accusés, après avoir formé cet horrible complot, s'occupèrent des moyens de l'exécuter, et, à cet effet, ils tinrent plusieurs assemblées secrètes, dans lesquelles notredit souverain seigneur le roi, la noblesse, le clergé et toute la nation anglaise (les papistes exceptés) furent déclarés hérétiques. Il fut déclaré en outre que tous les hérétiques sont maudits et excommuniés ; qu'aucun hérétique ne peut être roi ; qu'il est licite et méritoire de tuer notredit souverain seigneur le roi et tous les autres hérétiques du royaume d'Angleterre, le tout dans l'intérêt du rétablissement de l'au-

torité et de la juridiction de l'évêque de Rome , et enfin de faire renaître dans ce royaume toutes les superstitions romaines dont l'Angleterre s'est délivrée , auxquelles traîtreuses assertions lesdits Thomas Winter , Henri Garnet , etc. , donnèrent leur assentiment ; et afin d'arriver à leur but impie , les conspirateurs imaginèrent et convinrent traîtreusement entre eux de faire sauter et de mettre en pièces au moyen de la poudre à canon , disposée dans une cave du palais de Westminster , notre souverain seigneur le roi , notre excellente , vertueuse et gracieuse reine Anne , sa très-honorée épouse ; le très-noble prince Henri , leur fils aîné , l'espérance et la joie de l'Angleterre ; les lords spirituels et temporels , les révérends juges du royaume , les chevaliers , citoyens et bourgeois du parlement , et les autres fidèles serviteurs et sujets du roi au moment où ils seraient rassemblés en parlement pour les causes ci-dessus mentionnées , et cela sans égard pour la majesté royale , l'âge , le sexe , le nombre , ni la qualité des victimes , résolus qu'ils étaient dans leur férocité de n'épargner personne. Ce massacre ne suffisant pas à leur barbarie , ils avaient décidé que toute la postérité mâle de notre souverain seigneur le roi devait être anéantie et extirpée dans ses dernières racines ; ils s'étaient proposés de s'emparer violemment et criminellement de la personne des nobles princesses Elisabeth et Marie , filles de notre seigneur roi , et de proclamer la jeune princesse Elisabeth reine d'Angleterre. Leur projet avait déjà reçu un commencement d'exécution , et ils avaient déjà dressé une proclamation mensongère au nom de ladite reine Elisabeth. Il n'est pas question , dans cet acte de révolte , d'aucun changement dans la religion établie sur toute la surface de ce royaume. Les traîtres ne se faisaient point connaître pour les auteurs et complices de la plus noire et de la plus horrible trahison , parce qu'ils attendaient d'avoir acquis assez de force et de pouvoir pour assurer la parfaite exécution et le succès

de leur complot. C'est alors qu'ils devaient dévoiler leur infâme trahison qu'ils auraient justifiée aux yeux du peuple en la mettant au nombre des actions, *quæ non laudantur, nisi peracta sint*, qu'on ne loue point avant qu'elles soient accomplies. Ils déclaraient aussi, dans cette trompeuse proclamation, que tous les abus, tous les griefs existans dans le royaume d'Angleterre seraient réformés à la satisfaction du peuple.

« Afin d'assurer l'exécution de leurs horribles projets, et de forcer les conjurés à un secret inviolable, les jésuites Henri Garnet, Oswald-Tesmond et Gérard proposèrent d'exiger de tous les conspirateurs qu'ils prêteraient serment, sur les saints Évangiles et sur le sacrement de l'eucharistie, de cacher et tenir secrètes les trahisons ci-dessus mentionnées, de ne les révéler, ni directement, ni indirectement, par aucun mot, par aucune démarche, par aucune indiscretion, de ne point jamais se désister de l'exécution dudit complot : à la suite de ce serment, chacun d'eux recevait des mains de Henri Garnet et des autres jésuites le divin sacrement de l'eucharistie.

« Après que les auteurs du complot s'étaient ainsi assurés de la discrétion de leurs complices, ils leur dévoilaient l'inférieur projet qu'ils avaient conçu.

« Il fut convenu que l'on creuserait une mine sous le palais où s'assemble le parlement, et qu'on y transporterait une grande quantité de poudre à canon qui détruirait, par une explosion subite, les nobles objets de la haine de ces traîtres. Thomas Winter, Guy-Fawkes, Robert Keyes, Thomas Bates, Robert Catesby, Thomas Percy, John Wright et Christophe Wright travaillèrent secrètement et avec persévérance à pratiquer une mine dans l'épaisseur des fondations des murs de Westminster. Mais les conjurés, rebutés par les difficultés toujours croissantes de ce travail, attendu que le mur a une épaisseur considérable, proposèrent de louer

une cave pratiquée sous le palais du parlement, qui était attenante à la maison de Thomas Percy, et qui était vide : devenus maîtres de la cave, ils y disposèrent d'abord vingt barils de poudre destinés à l'accomplissement de leur dessein.

« Ce ne fut qu'après avoir fait ces premières dispositions qu'ils engagèrent dans leur complot Robert Winter, John Grant, Ambroise Rookwood et Francis Tresham. Ceux-ci approuvèrent le projet, l'adoptèrent avec chaleur, prêtèrent le serment requis, et reçurent la communion de la main des jésuites. Les traîtres portèrent alors dans la cave dix autres barils pleins de poudre, de peur que la première n'eût contracté de l'humidité. Ils recouvrirent ces barils de bûches et de fagots pour les dérober à tous les regards. Ils y transportèrent encore quatre grandes barriques qu'ils couvrirent de barres de fer et de pierres, afin de rendre l'explosion plus meurtrière, et cachèrent le tout sous des fagots de bois. La veille du jour marqué pour l'exécution de cette horrible trame, Guy-Fawkes fut trouvé dans la cave où il venait faire les dernières dispositions. Il portait dans ses poches des mèches, des allumettes et tout ce qui était nécessaire pour l'explosion. La miséricorde divine fit découvrir l'affreuse conspiration au moment où elle était sur le point d'éclater. Les conjurés prirent la fuite dans le dessein de rassembler les papistes, et de les pousser à une rébellion ouverte et déclarée contre notre souverain seigneur le roi. A cette fin, ils répandirent divers bruits mensongers, qu'on se préparait à égorger tous les papistes, que les papistes avaient pris les armes dans toutes les parties du royaume, et s'étaient déclarés en rébellion ouverte contre le roi, etc., etc., etc. Par ces motifs, les susnommés sont traduits devant vous, et remis à votre justice. »

Les débats de ce procès ne présentèrent aucune circonstance remarquable. Les accusés semblaient avoir perdu toute l'audace dont ils avaient fait preuve jusque là. Leur défense

fut à peu près nulle. Le jugement de condamnation à mort, pour cause de trahison, fut prononcé contre eux. Le lord chef-justice leur demanda, après la prononciation de l'arrêt, ce qu'ils avaient à dire contre la peine de mort à laquelle ils avaient été condamnés. Thomas Winter demanda à être pendu; son frère fit la même demande. Fawkes, interrogé pourquoi il n'avait point avoué l'accusation et s'était déclaré non coupable, répondit qu'il avait désavoué l'*indictment* (l'acte d'accusation), parce qu'il contenait des charges qui lui étaient absolument étrangères; Keyes dit à la cour que sa fortune étant entièrement perdue, il mourrait sans regret, et que peu lui importait l'instrument de son supplice, et l'heure plus ou moins éloignée de sa mort; Bates et Thomas Winter implorèrent la clémence des juges; Grant garda long-temps le silence; il finit par avouer qu'il était coupable d'un projet de conspiration, mais non de son exécution; Ambroise Rookwood refusa de reconnaître l'accusation, et déclara qu'il perdrait la vie plutôt que d'avouer des faits qui étaient faux; cependant, quelques momens après, il déclara qu'il reconnaissait la faute grave qu'il avait commise, et que néanmoins il ne désespérait pas d'obtenir son pardon de la clémence du prince; que, d'ailleurs, si la nature de son crime n'était pas susceptible d'excuse, les circonstances admettaient quelque excuse, attendu qu'il n'avait agi dans la conspiration ni comme instrument, ni comme auteur, mais qu'il y avait été entraîné par Catesby, le plus intime de ses amis; il implora la miséricorde de ses juges, non par crainte de la mort, mais à cause de l'ignominie que sa condamnation devait répandre pour jamais sur son nom et sur sa famille. Il supplia le roi d'imiter, dans cette circonstance, le Dieu du ciel qui punit le pécheur, mais qui ne veut pas sa mort.

Sir Éverard-Digby avoua que l'attachement qu'il portait

à Catesby l'avait décidé à entrer dans la conspiration, qu'il y avait été engagé aussi par les intérêts de sa religion et par la violation des promesses faites aux catholiques ; mais que l'offense ayant été commise par lui seul, il demandait que le châtiment tombât sur lui seul, et qu'il ne s'étendît point à sa femme, à ses enfans et au reste de sa famille. Il implora le pardon du roi, et demanda à être décapité.

Le procureur-général ayant répondu à sir Everard, on prononça contre les accusés la sentence de condamnation.

Sir Everard-Digby, Robert Winter, John Grant et Thomas Bates furent exécutés le mardi 30 janvier 1606, près de l'église de Saint-Paul.

Le jour suivant, Thomas Winter, Ambroise Rookwood, Robert Keyes et Guy-Fawkes furent pendus dans la vieille cour du palais, à Westminster, non loin de la chambre des lords où la conspiration devait éclater.

Ces exécutions faites, on s'occupa d'instruire le procès d'Henri Garnet qu'on avait séparé, ainsi que nous l'avons dit, à cause de la qualité de l'accusé. Il fut traduit au Guildhall (hôtel-de-ville), le 28 mars 1606, devant les lords commissaires dont les noms suivent :

Sir Léonard Holiday, lord maire ;

Charles Howard, comte de Nottingham ;

Thomas Howard, comte de Suffolk ;

Édouard Somerset, comte de Worcester ;

Henri Howard, comte de Northampton ;

Robert Cecil, comte de Salisbury ;

Le lord chef de justice d'Angleterre ;

Le lord chef-baron de l'échiquier ;

Sir Christophe Yelveston, juge du Banc du roi.

L'acte d'accusation, étant le même que celui qu'on a déjà rapporté, il est inutile de le reproduire. L'audience fut ou-

verte par le discours de John Croke, procureur-général, qui dit que le prisonnier, traduit à la barre, prouvait cette vérité révélée aux hommes par l'auteur de toute vérité, « que rien de ce qui est caché ne restera sans révélation, que Dieu, par qui règnent les rois, dévoile et réduit au néant les conseils de la malice des hommes. »

Il établit ensuite que Garnet, autrement appelé Wally, était accusé de la plus horrible trahison dont la mémoire des hommes conserve le souvenir; que cet homme, qui se cachait sous plusieurs noms, avait toujours eu une réputation suspecte; qu'il avait été doué par la nature de quelques talents, et que, si la grâce de Dieu eût été jointe aux avantages qu'il possédait, il aurait pu faire tourner au profit de l'état les dons qu'il avait reçus de la Providence; mais que ce don précieux lui manquant, il se trouvait dans la classe de ces hommes qui sont d'autant plus répréhensibles de faire le mal, qu'ils ont reçu toutes les qualités nécessaires pour faire le bien.

« Garnet et Catesby, ajouta le procureur-général, ainsi qu'Oswald-Tesmond, surnommé Greenwell, ont conspiré la mort de notre souverain seigneur le roi. Le 9 juin dernier, ils ont arrêté la résolution de le priver de sa couronne, de donner la mort ou de détruire cette royale famille, le prince Henri son fils aîné, de répandre la sédition dans tout le royaume, de renverser la vraie religion de Dieu et le gouvernement de l'état.

« Quant à la manière dont ces horribles trahisons devaient s'exécuter, mes lèvres tremblaient en s'ouvrant pour faire ce récit; mon cœur rend mille actions de grâce à Dieu pour la protection qu'il a daigné accorder à l'Angleterre. Jamais projet si inhumain, si barbare, si horrible n'était encore entré dans l'imagination du plus méchant des hommes, et ici je ne puis m'empêcher de répéter cette observation de notre auguste monarque, qui devrait être gravée dans le cœur de

ses sujets : que plus la trame était diabolique, plus la protection du ciel a été évidente. »

Le procureur-général rapporte les faits du procès, et termine son discours par ces paroles :

« Quoique le prévenu ait nié l'accusation, nous produirons, pour établir sa culpabilité, des preuves aussi claires que le jour ; nous invoquerons le témoignage des faits et des preuves irrécusables, *testimonia rerum et loquentia signa*, au point qu'il n'y aura pas un seul homme qui ne puisse dire, en parlant de l'accusé : « Sujet traître et félon, je te juge par ce qui est sorti de ta propre bouche. » Enfin, tout sera évidence pour la cour, et preuve contre le coupable. »

Sir Édouard Coke, prenant alors la parole, prononça le discours suivant :

« Milords,

« La lecture succincte de quelques parties de l'*indictment*^a a fait comprendre à vos seigneuries qu'il ne s'agissait plus que du dernier acte de cette effroyable tragédie, communément appelée, la conspiration des poudres, et dont l'accusé, traduit devant vous, est le principal auteur. Les malheureux, déjà condamnés par la justice, n'étaient que les coupables instrumens de ses complots et de ses sourdes manœuvres. Milords, si, en vous entretenant des faits du procès, je tombe dans la répétition de ce qui vous a déjà été dit, veuillez m'accorder votre indulgence, car on ne saurait trop répéter ce qui ne peut pas être dit assez, et la trahison aussi bien que le jugement et la condamnation des coupables ne sauraient être trop répandus. Je réduirai les faits que j'ai à examiner à deux points généraux.

« Dans le premier, je considérerai le crime en lui-même.

^a L'acte d'accusation.

- « Les circonstances qui ont précédé le crime ;
- « Les circonstances qui concourent avec le crime ;
- « Les circonstances qui ont suivi le crime.

« Dans le second , je ferai quelques observations générales sur l'affaire qui occupe vos seigneuries.

« On peut donner à ce crime , pour le distinguer des autres , le nom particulier de trahison des jésuites , puisque c'est aux jésuites qu'il appartient *ex congruo et condigno* ; c'est aux jésuites qu'est due l'idée première, l'invention et la conduite du complot ¹. Or , en fait de crime , celui qui conseille est plus coupable que celui qui exécute , comme cela résulte du jugement que Dieu lui-même rendit contre le premier péché qui fut commis dans le paradis terrestre : le serpent , instigateur du crime , fut puni d'un triple châtiement ; la femme , médiatrice , fut condamnée à deux peines , et l'homme , moins coupable , puisqu'il n'était que séduit , n'eut qu'une part dans la malédiction divine. ,

« Les circonstances , qui ont précédé et suivi le complot , peuvent être qualifiées de haute trahison ; mais , comparativement à la monstruosité du dernier crime , elles peuvent n'être regardées que comme de simples circonstances. Puisqu'il s'agit ici du supérieur des jésuites , je parlerai de toutes les trames ourdies par cet ordre depuis l'arrivée de son supérieur en Angleterre , et des complots dont ce chef peut dire : *Quorum pars magna fui*.

« L'arrivée de Garnet en Angleterre , environ vingt ans avant l'époque actuelle ² , fut un premier acte de trahison , puisqu'une loi , rendue l'année précédente par la reine Elisabeth , déclarait coupable de trahison tout ecclésiastique or-

¹ Cette assertion d'Édouard Coke n'est pas conforme à la vérité. L'historien du docteur Lingard ne laisse aucun doute à ce sujet : ce complot fut imaginé par Catesby , qui n'était point attaché à l'ordre des jésuites.

² Dans le mois de juillet 1586.

donné prêtre par l'autorité du siège de Rome, qui pénétrerait dans le royaume d'Angleterre.

Garnet vint en Angleterre à l'époque où la flotte espagnole, bénie par le pape, et surnommée du titre d'*Invincible*, se préparait à envahir le royaume. Les jésuites arrivèrent comme les avant-coureurs de cette formidable invasion. Garnet était avec eux ; mais notre reine, aidée de la protection de Dieu, et du courage de ses sujets, détruisit avec ses vaisseaux une flotte de cent cinquante-huit navires ; à peine quarante voiles ennemies parvinrent à regagner les ports d'où elles étaient parties ; tout le reste fut détruit par le feu de nos soldats, ou tomba entre nos mains.

« A peu près vers ce temps, un conseil se tint en Espagne, entre le cardinal d'Autriche, le duc de Medina, le comte de Fuentes, deux évêques irlandais et quelques militaires ; il s'y trouvait entre autres un Anglais, nommé Winsdale. Les évêques irlandais, apprenant que l'on comptait sur un parti de papistes en Angleterre, qui devaient favoriser l'invasion qui se préparait, convinrent qu'on ne pourrait pas se passer de leur assistance. Mais, dirent-ils, la politique anglaise est telle, qu'on ne peut attendre de leur part aucun secours pour le succès de l'entreprise ; au plus léger soupçon qui s'élèvera contre eux, les catholiques seront emprisonnés ou massacrés. » — « Tant mieux, reprit un vieux militaire, présent à la délibération ; c'est ce qu'il nous faut ; leurs âmes iront au ciel à cause de leur martyre, mais leurs corps seront livrés à la terre en punition de leurs trahisons ; et nous, en qualité de conquérans, nous aurons leurs biens et leurs terres. » C'était, en effet, ce que voulait l'Espagne.

« Depuis que les jésuites ont mis le pied en Angleterre, il n'est point passé d'année sans qu'une trahison quelconque, tramée par eux, ne soit venue mettre l'état en danger de périr. Après l'événement de 1588, ils ne renoncèrent point à leurs

odieuses pratiques. En 1592, Patrick-Cullen, à l'instigation de sir William, de Stanley, de Hugh-Owen, de James Francis et du jésuite Holt, conçut le projet d'assassiner la reine. Holt le confirma dans sa résolution, lui donna l'absolution de ses péchés, lui conféra le sacrement de l'eucharistie, et lui déclara au nom du ciel, que son projet était légitime et méritoire. Francis, fils d'une blanchisseuse, ajouta que le gouvernement d'Angleterre était si bien établi, qu'à moins de faire faire la culbute à la reine Elisabeth, tous les diables de l'enfer ne sauraient prévaloir contre le protestantisme, ni l'ébranler.

« A l'époque de la trahison de Cullen, un livre intitulé : *Philopater*, fut écrit par Crèswell, jésuite, résidant en Espagne, à l'appui et comme en apologie de la doctrine régicide qui met la vie des rois à la disposition d'un scélérat fanatisé.

« En 1594, Williams et York passèrent eux-mêmes la mer pour venir tuer la reine d'après l'avis du père Holt et de ses complices, qui, pour les mettre en état de grâce, leur conférèrent les sacrements de la pénitence et de l'autel dans le collège des jésuites. A l'occasion de ce nouveau complot, un livre, plein de faussetés, de mensonges et de blasphèmes, fut encore publié par Doleman-Parsons, jésuite, recteur, résidant à Rome.

« En 1597, Squirre arriva d'Espagne pour empoisonner la reine. Il avait reçu du jésuite Walpole, résidant dans la Péninsule, les confortans ordinaires à l'exécution du parricide, l'absolution et la communion.

« Ces diverses trahisons ont été avouées par les coupables eux-mêmes, écrites et signées de leur main. Elles sont conservées dans les archives de notre jurisprudence.

« En 1601, ces hommes, se voyant sans cesse découverts dans leurs sourdes manœuvres, se décidèrent à avoir recours à la force ouverte. Thomas et le jésuite Tesmond furent envoyés auprès du roi d'Espagne par l'accusé Garnet, qui

écrivit des lettres à Arthur, dit Joseph Creswell, jésuite, résidant en Espagne, dans lesquelles il offrait au souverain de ce royaume les services des catholiques anglais. Comme il existait alors des hostilités entre les deux royaumes, les propositions des papistes anglais furent agréées par l'Espagne. On promit une armée, et cent mille couronnes furent distribuées aux catholiques pour les entretenir dans ces bonnes dispositions.

« Cette trahison fut accompagnée de deux brefs ou bulles du pape, qui furent envoyées à Garnet. L'une était adressée aux laïques, et portait le titre suivant : *A nos bien-aimés fils les nobles et gentlemen d'Angleterre qui sont catholiques, notre apostolique bénédiction, etc., etc.* ; l'autre était adressée au clergé : *A nos bien-aimés fils les prêtres du clergé d'Angleterre, etc., etc.* Le contenu portait qu'à la mort de la reine Élisabeth, on choisirait parmi les prétendants à la couronne, sans égard pour les droits du sang, un prince qui non-seulement s'engagerait à tolérer la religion catholique, mais à faire tous ses efforts pour la faire rendre la croyance dominante de la nation, et qui prêterait le serment solennel de remplir cette promesse qui devait être regardée comme la condition première de son élection au trône britannique.

« Dans le même temps, Winter continuait ses négociations en Espagne pour l'envahissement du royaume par une armée étrangère.

« Depuis la mort de la reine et l'avènement de S. M. Jacques 1^{er} d'Angleterre, le gouvernement ne fut pas exposé aux attaques jésuitiques. Le 12 mars 1603, après la mort de la reine, et avant que l'Angleterre eût vu la personne de son roi, Christophe Wright fut envoyé en Espagne par Garnet, Catesby et Tresham, pour y continuer les négociations de Winter. Garnet le chargea d'une lettre pour Creswell. Le 22 juin suivant, Fawkes fut envoyé en Flandres par le jésuite

Baudouin, sir William Stanley et Hugh-Owen, pour le même motif, tandis que Garnet, Gérard et autres jésuites travaillaient à se procurer les chevaux qui avaient été promis par les négociations de Winter et de Wright, au nom des catholiques anglais, pour assister le roi d'Espagne lorsqu'il enverrait ses troupes à la conquête du royaume. Les bulles du pape déliaient les catholiques de l'obéissance qu'ils doivent au roi, attendu, disait Sa Sainteté, que le roi n'est pas de leur religion; ainsi, il se montrait lui-même infidèle aux principes de la véritable église et des hommes apostoliques, qui doivent faire la guerre *ferendo non feriendo*, avec la patience et non avec l'épée, et dont les armes sont les larmes et les supplications.

« Au mois de juin 1603, on découvrit la trahison des prêtres romains, Wilson et Clerk; celle de Raleigh fut dévoilée peu de temps après. Les jésuites, voyant que rien ne pouvait leur réussir, et que le roi d'Espagne rejetait leurs propositions, revinrent au système des intrigues secrètes. Mais lorsque Catesby eut appris à Garnet que Jacques 1^{er} avait été proclamé roi, que son avènement avait été paisible et sans contradiction, Garnet brûla les bulles du pape. En mars, 1603, ces deux conjurés, se trouvant ensemble, Catesby dit à Garnet que le roi avait violé sa promesse à l'égard des catholiques, et que l'Angleterre ne tarderait pas à éprouver quelque violente commotion.

« Au mois de janvier, dans la première année du règne de notre monarque, Garnet obtint, sous le grand sceau d'Angleterre, un pardon général pour toutes ses trahisons. Le roi daignant ainsi signaler le commencement de son règne par une amnistie générale, accordée aux coupables, l'ordonnance portait le nom d'Henri Garnet de Londres, gentleman, et n'indiquait ni d'autres noms, ni d'autres titres.

« Catesby, craignant que quelqu'un de ceux qu'il engage

rait dans la nouvelle conspiration qu'il méditait, ne révélant ses projets, pria Garnet, qui, en qualité de supérieur des jésuites, jouissait d'une haute considération parmi ses confrères, de décider un cas de conscience dont plusieurs catholiques demandaient la solution. Il établit la question en ces termes :

« Est-il permis, pour le bien et la prospérité de la religion catholique, lorsque la nécessité du temps et de l'occasion le demandent, d'envelopper quelques innocens dans la destruction d'un grand nombre de coupables ? »

« Garnet répondit, que s'il devait résulter, pour la religion catholique, de grands avantages de la mort d'un petit nombre d'innocens enveloppés dans la masse d'un grand nombre de coupables, il était hors de doute que cet acte ne fût légitime ; et, pour rendre plus sensible, par une comparaison, la justesse de sa décision, il cita le cas d'une ville prise d'assaut, où l'ennemi enveloppé dans un massacre général les partisans qu'il peut avoir dans les murs de la ville ennemie. » C'est d'après cette décision de Garnet que Catesby s'assura la fidélité de ses agens, et qu'au mois de mars suivant, il imagina l'horrible conspiration pour laquelle Garnet est traduit devant vos seigneuries.

« Fawkes, homme intrépide et habitué, par suite de ses campagnes militaires, à tous les genres de dangers, lui parut propre à l'exécution de ce complot. Winter le rappela de Flandres au mois d'avril. Dans le mois de mai suivant, Catesby, Percy, John Wright, Thomas Winter et Fawkes eurent une entrevue dans laquelle ils s'engagèrent, par un serment, au secret et à la persévérance. La formule du serment était ainsi conçue :

« Vous jurerez, par la sainte Trinité, et par le sacrement que vous vous disposez à recevoir, de ne jamais révéler, directement, ni indirectement, par aucun mot, ni par au-

« une action , le projet qui sera confié à votre discrétion , et
 « de ne jamais en abandonner l'exécution sans l'assentiment
 « de vos associés.

« Ensuite ils se confessèrent , reçurent l'absolution de leurs
 « péchés , et le jésuite Gérard , présent à la séance , les admit
 « au sacrement de l'eucharistie. »

« Vers le milieu de l'été , Catesby et Garnet , s'entretenant
 ensemble de la conspiration , reconnurent , avec satisfaction ,
 que les précautions , au moyen desquelles ils espéraient as-
 surer le secret de leur entreprise , avaient été si bien prises
 que le complot devait infailliblement réussir. Garnet parut
 désirer qu'on demandât le consentement du pape ; mais Ca-
 tesby répondit que l'autorisation de la cour de Rome était
 garantie par les bulles ci-dessus mentionnées.

« Je ferai remarquer à la cour que Thomas Bates fut admis
 dans le complot par son maître Catesby , après avoir été con-
 fessé et encouragé par le jésuite Tesmond , surnommé Green-
 well ; que Robert Keyes fut gagné , dans le même temps , à
 la cause des conspirateurs ; que , le 11 décembre suivant , ils
 commencèrent à creuser la mine , et qu'en mars 1605 , Guy
 Fawkes fut envoyé à John Stanley avec des lettres que Garnet
 adressait au jésuite Bandouin pour lui recommander de veiller
 à ce que les troupes qu'on attendait à l'époque où l'exécution
 devait avoir lieu , fussent rassemblées sans délai , de manière
 à être disponibles d'un moment à l'autre pour être débarquées
 en Angleterre. C'est dans ce voyage que Fawkes , de l'aveu
 de ses complices , communiqua à Owen le secret de la conspi-
 ration , et reçut son serment de fidélité.

« Owen applaudit vivement à ce projet , et promit de joindre
 aux ressentimens communs son dévouement particulier. Au
 mois de mai 1605 , quelques mouvemens s'étant fait remarquer
 parmi les catholiques du comté de Galles , Roohwood fut aus-
 sitôt admis dans la conspiration par Catesby qui , pour garant

de la légitimité du complot, lui donna connaissance de la décision de Garnet.

« C'est alors que ce dernier s'adressa au pape pour le supplier d'écrire lui-même ou de charger Aquaviva, général des jésuites, d'écrire aux catholiques anglais de mettre un terme aux commotions infructueuses dont ils agitaient le royaume. C'était dans l'espoir de nous endormir dans une sécurité plus profonde, et de détourner nos yeux de la nouvelle trahison qui se préparait, et qui était devenue la ressource dernière des catholiques; mais comme Garnet demandait, dans sa lettre, que l'injonction, adressée aux catholiques, fût comminatoire et sous peine de censure, ce dernier point fut rejeté, dans la crainte sans doute qu'il ne devînt un obstacle à la réussite de la conspiration des poudres.

« En juin suivant, Greenwell ayant parlé du complot à Garnet, le rusé jésuite lui dit qu'il ne pouvait avoir aucune conférence avec lui à ce sujet, parce que ce serait déroger à la sainteté de son caractère de supérieur, et se joindre ouvertement à des hommes qui méditaient l'exécution d'une affaire où le sang devait couler, mais qu'il consentait à avoir des conférences avec lui, sous la forme d'une confession. Greenwell lui ayant répondu que le discours serait trop long pour que le narrateur pût garder l'attitude ordinaire en confession, Garnet lui proposa alors une confession ambulatoire, et eut une longue conférence avec lui sur le complot. Garnet apprit à Greenwell que, lorsque le succès de la conspiration serait assuré, on choisirait pour *Protecteur* quelque membre de la noblesse, qu'on aurait averti et préservé du danger.

« Il se tint, à la même époque, une autre conférence entre Garnet, Catesby et Tresham, où l'on discuta la nature et l'étendue des forces que présentait la masse des catholiques. Garnet se chargea d'écrire au pape, parce que le saint père refusait à autoriser aucune insurrection jusqu'à ce qu'il fût informé

que les catholiques possédaient des ressources suffisantes. Quelque temps après, Garnet, voulant instruire le pape de la conspiration, choisit sir Édouard Baynam pour lui en porter la nouvelle.

« Au mois de septembre, le jésuite Parsons écrivit à Garnet pour lui demander des détails sur le complot. Enfin, au mois d'octobre, Garnet eut une entrevue avec les autres conspirateurs à Coughton dans le comté de Warwick, lieu du rendez-vous où les catholiques, admis au secret de la conspiration, se rendirent de toutes les provinces. Garnet pria ouvertement pour le succès de l'entreprise, et, dans sa prière, il prononça ce verset d'une hymne :

*Gentem auferte perfidam
Credentium de finibus,
Ut Christo laudes debitas
Persolvamus alacriter.*

« C'est alors que fut écrite à lord Monteagle la lettre qui sauva la royaume, le monarque et le parlement, de cette affreuse catastrophe.

« Le 5 du mois de novembre, étant le jour fixé par les conspirateurs pour l'exécution de leurs infernales manœuvres, ils se rendirent à Dunchurch, sous le prétexte d'une grande partie de chasse arrangée par sir Everard Digby qui, jouissant d'un certain crédit dans les environs, pouvait se promettre d'exciter quelque insurrection partielle. Pleins d'une confiance trompeuse, les conjurés se flattaient de surprendre aisément la princesse Élisabeth qui se trouvait au château de lord Harrington, situé dans le voisinage.

« Le 6 novembre, de grand matin, Catesby et les autres conspirateurs dépêchèrent Bates à Garnet qui était alors à Coulton. Ils l'exhortaient à leur prêter son assistance afin de soulever les Gallois, et d'en venir sans délai à une rébellion ouverte. Garnet et Greenwell, qui se trouvaient en-

semble, comprenant par là que la conspiration était découverte, furent saisis d'épouvante; Greenwell, plus intrépide que son confrère, le pressa vivement de se tirer de la position difficile où il s'était placé, par un coup de désespoir mais ils tombèrent l'un et l'autre entre les mains de la justice et furent incarcérés dans la tour de Londres.

« Garnet, ayant demandé dans sa prison la permission d'écrire à un de ses amis qui demeurait à Gate-House, cette permission lui fut accordée. La lettre qu'il écrivit a été mise sous les yeux de la cour. Elle ne contenait, en apparence, que des choses fort ordinaires; l'accusé paraissait se borner à demander quelques objets qui lui étaient nécessaires; mais, à la marge, qui était fort large, il avait écrit avec du jus de citron ¹ une justification de sa conduite et une protestation de son innocence. Il niait tout ce qu'il avait librement et volontairement avoué, disant que, quant à la trahison d'Espagne, il était assuré du pardon du roi, et que, pour ce qui était de la dernière conspiration, il espérait que le défaut de preuves obligerait les juges à le renvoyer absous, à moins qu'on ne voulût absolument sa mort; et il terminait sa lettre par un blasphème, car il appliquait à sa personne ces paroles de notre Sauveur : *Necesse est ut unus homo moriatur pro populo*; il est nécessaire qu'un homme meure pour tout un peuple. Ses prévarications et sa duplicité sont d'autant plus remarquables, qu'il a librement et sincèrement avoué sa trahison devant les lords commissaires; car, dans les aveux signés de sa main, il se regarde comme accablé par le nombre des preuves qui s'élèvent contre lui, *tantâ nube testium*; et, dans la lettre dont je viens de parler, il se déclare un des auteurs de la conspiration des poudres. »

¹ On prétend que les caractères tracés avec du jus de citron ne laissent aucune trace que l'œil puisse saisir; mais que, lorsqu'on les approche du feu, ils noircissent et deviennent lisibles.

Ici, le procureur-général détaille plusieurs circonstances relatives au complot, à ses auteurs, et aux personnes qui devaient en être victimes.

« L'homme que vous voyez à la barre, continue-t-il, se cachait sous différens noms; rarement on trouve un honnête homme employer des déguisemens. Il est anglais et noble de naissance; son éducation le portait à la culture des lettres. Il commença par être correcteur d'épreuves chez le libraire Tottle; il cultiva les talens qu'il avait reçus de la nature, étudia les langues anciennes qu'il connaît parfaitement, entra dans le corps des jésuites, et devint supérieur de l'ordre en Angleterre. »

Le procureur-général s'engage dans une digression sur la doctrine des jésuites, et cite une histoire d'Arius, plus propre à donner une idée de l'étendue de ses connaissances, qu'à corroborer les preuves apportées contre l'accusé. Il passe ensuite à l'accusation contre Francis Tresham, un des complices de la conspiration.

« Lorsque Francis Tresham était dans la tour, sur son lit de mort, on permit, par un sentiment de pitié, à sa femme d'aller le voir. Sachant que son mari avait accusé Garnet de la conspiration d'Espagne, et craignant sans doute qu'il ne quittât la vie avec la conscience chargée d'une accusation contre un supérieur des jésuites, mistress Tresham se servit de son influence sur l'esprit du mourant pour obtenir de lui une rétractation de ce qu'il avait avoué. Trop faible pour écrire lui-même, Francis Tresham dicta à son domestique une déclaration, dans laquelle il protestait, sur le salut de son âme, qu'il n'avait point vu Garnet depuis seize ans, et qu'on n'eût aucun égard à l'attestation contraire donnée dans ses premiers aveux; il demandait aussi qu'on remit, après sa mort, au comte de Salisbury l'écrit signé par sa main faible et mourante, qui contenait sa rétractation.

« Cependant Garnet a déclaré lui-même qu'il était coupable de la conspiration d'Espagne ; il en a fait l'aveu à la barre ; il a confessé encore , et sa déposition a été appuyée par mistress Vaux , avec laquelle il a eu de longues relations , qu'il avait eu de fréquentes entrevues avec Francis Tresham dans les deux ans qui ont précédé le dernier complot ; mais, *qualis vita , finis ita* ; et Garnet lui-même , pressé de dire ce qu'il pensait de la mort de Francis Tresham , a répondu : « Je pense qu'il a voulu faire une restriction mentale. »

Le procureur-général , passant des auteurs du complot à ceux qui devaient en être les victimes , fit un pompeux éloge du roi.

« C'est un monarque , dit-il , possédant toutes les vertus qui font l'ornement du trône , la justice , la piété , la clémence , les lumières et l'affabilité ; la reine , à raison de son heureuse fécondité , est un des plus grands bienfaits que pouvait nous accorder la protection du ciel. C'est de cette auguste princesse qu'on peut dire : *Ortu magno , viro majore , sed maximâ prole.* »

Le procureur-général termine son discours par des observations sur la bonté de la Providence qui , par un enchaînement merveilleux de circonstances , a voulu qu'on découvrit la part qu'avait prise le supérieur des jésuites dans cette infernale conspiration.

« Si nous considérons , ajouta-t-il , le secret employé par lui dans ses entrevues avec Catesby , le serment solennel par lequel s'étaient liés les complices , l'engagement qu'ils avaient contracté en recevant le sacrement de l'eucharistie , la doctrine des restrictions mentales , imaginée par les jésuites , et enseignée aux conjurés , doctrine au moyen de laquelle ils peuvent s'affranchir de la religion du serment , et échapper tous les remords de la conscience ; enfin , le mystère profond dont ils enveloppaient leurs entrevues , on conviendra qu'il

L'esprit de l'homme ne pouvait, par ses propres lumières et sans l'intervention d'en haut découvrir cette ténébreuse machination. Il n'est pas moins digne de remarque que l'exécution de ce complot, tramé depuis long-temps, fut toujours arrêtée par les prorogations inattendues du parlement : d'abord, du 19 mars de la première année du règne de notre monarque, au 7 juillet suivant, époque à laquelle les conspirateurs n'étaient pas encore prêts ; puis, au 7 février de l'année suivante, et enfin, au 5 novembre 1605. A cette époque, le parlement et le roi semblaient ne pouvoir plus éviter l'affreux destin qu'on leur préparait, lorsque, par un témoignage éclatant de sa protection, le ciel voulut que la lettre mystérieuse vînt tout révéler, et que le roi, comme par une inspiration céleste, devinât le fatal secret, et ruinât les projets des conspirateurs quelques heures avant leur exécution. »

Le procureur-général ayant fini son discours par ces mots : *qui cum Jesu itis, non itis cum jesuitis*, et par un texte de l'Écriture, fit donner lecture à la cour des dépositions écrites de Garnet, de ses complices et de deux témoins qui prêtèrent serment à la barre, et que l'accusé reconnut lui-même pour des hommes intègres et vertueux.

Garnet ayant obtenu de la cour la permission de se défendre, entreprit de justifier la doctrine de son ordre, et termina son discours par la réfutation des charges élevées contre lui.

Quant à la doctrine de mon ordre, dit-il, je diviserai ma défense en deux points : « 1° Notre église condamne toute espèce de mensonge, mais surtout le mensonge en matière de religion et de foi qu'elle regarde comme le plus coupable, et que saint Augustin condamne dans l'hérésie des Priscillianistes ; pour quelque motif qu'on le dise, le mensonge est toujours un péché. Cependant le père de l'église que j'ai cité,

en reconnaissant huit espèces de mensonges, regarde comme le plus innocent celui qui tend à procurer quelque bien à son prochain sans nuire à personne ; ainsi , les restrictions mentales dont on nous accuse n'ont point pour but d'encourager le mensonge, mais de laisser l'homme agir d'après sa conscience dans certains cas où l'on voudrait le soumettre à une injuste contrainte. Lorsqu'un homme adresse à un autre une question qu'il n'a point le droit de lui faire, ou l'interroge sur une chose qu'il ne doit point savoir, comme, sur ce que pense un autre individu, on peut se servir, dans ce cas seulement, et toujours sans faire un tort sensible à la vérité, de la doctrine des restrictions mentales. Par exemple, saint Augustin rapporte, en parlant de saint Jean, que le Christ lui dit qu'il ignorait le jour du jugement, voulant dire par là qu'il ne devait point le révéler à ses disciples. C'est la doctrine de saint Thomas et autres qui ont écrit sur cette matière, surtout dans les cas de confession ; 2° quant au pouvoir affecté par le pape de déposer les princes, je dirai, en peu de mots, que ce pouvoir est conforme à la doctrine de l'église ; qu'il est reconnu et souffert sans peine par les princes catholiques, mais que pour moi j'ai toujours fait une distinction entre l'excommunication et la déposition des princes, et la condition de nos rois et celle des autres princes, qui, étant nés catholiques, ont abjuré leur religion : c'est l'opinion de Simanca et de plusieurs autres écrivains qui, en accordant au pape le droit de déposer les princes hérétiques, n'accordent ce pouvoir à Sa Sainteté que sur la personne des princes qui, nés et élevés dans l'obéissance à l'église romaine, se sont séparés de sa juridiction spirituelle.

« M. le procureur-général a dit, dans sa plaidoirie, que les sectaires n'allaient point à l'église à cause de l'excommunication lancée contre le roi par le pape Pie. v, mais que l'excommunication étant levée, ils fréquenteraient dé-

sormais le service divin. A cela , je réponds que les ariens et les orthodoxes observaient les mêmes rites dans leurs églises , et que cependant ils ne se rassemblaient point dans le même temple. J'ai connu moi-même plusieurs sectaires qui , avant la publication de la bulle , refusaient d'aller à l'église du temps de la reine Élisabeth ; on voyait cependant beaucoup de catholiques continuer à s'y rendre. Mais , vers la fin du concile de Trente , ce point de discipline , ayant été discuté par douze docteurs , il fut déclaré illégal , et veuillez remarquer que cette discussion fut , en quelque sorte , élevée par Calvin lui-même , qui déclara qu'un protestant se rendrait coupable d'impieété , non-seulement lorsqu'il assisterait à la messe des catholiques , dans laquelle vous trouvez peut-être de l'idolâtrie , mais même lorsqu'il se rendrait à nos vêpres qui sont les vôtres.

« En troisième lieu , je déclare que les jésuites n'ont point trempé dans le dernier complot. J'ai interrogé , à cet égard , plusieurs de mes frères , et ils ont tous niés l'accusation.

« Je passe aux griefs qui me regardent personnellement , et je commence par avouer qu'on m'a proposé des négociations avec l'Espagne , que j'ai même consenti à recevoir de l'argent de la cour de Madrid , mais dans l'unique intention de l'employer au soulagement des malheureux catholiques. J'appris qu'on travaillait à lever une armée : je désapprouvai hautement cette mesure , et je déclarai qu'elle n'aurait pas l'assentiment de la cour de Rome. Il est vrai que je n'ai point révélé le secret de ces négociations , docile , dans ma discrétion , au précepte de Jésus-Christ qui nous ordonne de reprendre notre frère lorsqu'il a péché. Cependant , je ne puis m'empêcher de reconnaître que les lois établies contre cette réserve qui nous fait garder sous silence les crimes dont on nous fait l'aveu , sont bonnes et justes , et que la vie du prince ne doit pas dépendre d'une fidélité mal entendue à garder

un secret confié. Assurément, si l'on eût consenti à suivre mes conseils, on aurait abandonné le plan de cette invasion; mais l'intention des conjurés était de m'interdire toute participation à la direction des mouvemens de l'armée et à la distribution de l'argent destiné à soutenir les titres du roi.

Le comte de Salisbury. Les titres de quel roi ?

Garnet. Les titres du roi d'Espagne.

Le comte de Salisbury. Pourquoi donc ne vous opposiez-vous pas à leurs projets, et n'arrêtiez-vous pas la marche de la conspiration? *Qui cùm possit non prohibet, jubet.*

Garnet. Je ne devais point le faire.

On me reproche aussi d'avoir écrit des lettres pour recommander diverses personnes; mais c'était par un sentiment de bienveillance pour des compatriotes sans appui dont je ne connaissais souvent ni les projets, ni même la personne. C'est ainsi que j'ai écrit en faveur de M. Wright, que je ne connaissais nullement.

Le comte de Salisbury. Je dois vous faire observer, Garnet, que vos réponses compromettent singulièrement les intérêts de votre défense. Vous prétendez, pour colorer votre correspondance avec Baynham, que vous écriviez à Rome dans l'espoir de faire contremander la conspiration; et néanmoins, lorsqu'il partit pour Rome, vous dites que le coup serait porté avant son arrivée auprès du pape. Tel fut, en effet, votre zèle et son empressement pour prévenir l'exécution du complot, que le 20 octobre il était à peine arrivé à Florence.

Garnet ne répliqua à cette observation du comte de Salisbury que par une réponse indirecte et évasive. — Revenant sur les lettres de recommandation qu'il avait accordées, il continua ainsi :

« J'ai écrit en faveur de Fawkes. Je ne voyais en lui que la stupidité d'un soldat et non les qualités qui forment un

conspirateur ; j'étais loin de soupçonner ses desseins. J'ignorais aussi les projets de sir Edmond Baynham et de Catesby ; cependant Catesby, habitué à me proposer la solution de certains cas de conscience, me demanda un jour s'il était permis et légitime de faire périr l'innocent avec le coupable ; il ajouta que cette question lui avait été proposée par ses amis ; mais qu'il était un controverste trop peu éclairé pour y répondre lui-même. Je crus d'abord que ce n'était là qu'une simple question sur laquelle il était bien aisé d'éclairer son esprit ; j'étais loin de penser qu'il voulût en faire une application prochaine. Ce n'est qu'après avoir réfléchi à cette demande que je commençai à soupçonner les vues insidieuses qu'elle pouvait renfermer. Peu de temps après, je reçus des lettres de Rome, par lesquelles le Saint-Siège défendait l'insurrection projetée par les catholiques. J'en informai Catesby, et l'avertis que s'il agissait contre la volonté du pape, ses projets, quels qu'ils fussent d'ailleurs, n'auraient ni légalité ni succès. Mais Catesby répondit qu'il se souciait peu du bon plaisir de Sa Sainteté. Je lui montrai la lettre du Saint-Siège ; il répliqua qu'il ferait part à Sa Sainteté des projets qu'il avait conçus, et qu'il allait même me les révéler sous le secret de la confession, si je consentais à l'entendre. Je refusai, et l'engageai à diverses reprises à obtenir avant tout l'autorisation de la cour de Rome.

« Lorsque sir Edmond Baynham partit pour la Flandre, où il allait joindre son régiment, je crus à propos de l'adresser au nonce du pape, et de le recommander à quelques amis, qui pourraient l'envoyer à Rome pour exposer à Sa Sainteté la détresse des catholiques en Angleterre, et connaître les sentimens du pape sur les moyens qu'ils pouvaient se permettre pour apporter quelque soulagement à leur sort. Toutefois, je défendis à Baynham de s'autoriser de mon nom dans les conférences qu'il aurait avec le nonce. »

Ici la cour fait appeler deux témoins qui ont entendu une conversation entre Garnet et le jésuite Hall. L'un est M. Fausset, gentleman, et juge de paix ; l'autre se nomme Lockerson : tous deux jouissent d'une réputation de probité qui doit donner beaucoup de poids à leur témoignage.

Fausset ne se trouvant point dans la salle d'audience, le président ordonne à un huissier d'aller le chercher ; Lockerson prête serment, et dépose qu'il a entendu Garnet dire à Hall : On me fera un crime d'avoir prié pour le succès de cette grande entreprise, et d'avoir chanté, à la fin de la prière, ces vers d'une hymne :

*Gentem auferre perfidam
Credentium de sinibus,
Ut Christo laudes debitas
Persolvamus alacriter.*

« Cela est vrai, dit Garnet, je priai pour l'heureux succès de cette grande entreprise ; mais je dis à ceux qui m'écoutaient, que je voulais parler de certaines lois violentes dont le nouveau parlement menaçait les catholiques, et auxquelles quelques catholiques en crédit avaient l'intention de s'opposer.

« Quant aux deux gentlemen qui ont entendu ma conversation avec Hall, je m'abstiendrai de les accuser de faux témoignage, car je rends hommage à leur probité bien reconnue. Mais je crois qu'ils se sont mépris ; cependant je n'ai garde de contester la partie matérielle de leur déposition.

« J'ai appris l'existence du complot par la bouche de Greenwell ; il me pria de recevoir sa confession, et me dit qu'il allait me révéler les projets conçus par Catesby et autres, que j'ai vu depuis compromis dans la conspiration ; je consentis à l'entendre, et je lui témoignai même la satisfaction que m'inspirait la confiance dont il m'honorait. Mais je le priai

de laisser toujours ignorer à Catesby et à ses associés la connaissance que j'allais avoir de leurs desseins; le père Greenwell, commençant alors sa confession, me dévoila la conspiration dans toutes ses particularités; je fus saisi d'une telle inquiétude en entendant ce récit, que dès ce moment je perdis le sommeil, et que je priai Dieu mille fois le jour d'empêcher l'exécution de ce complot.

Le comte de Salisbury. Garnet, vous seriez bien de parler avec franchise de vos scrupules à ce sujet; car je vous rappellerai que vous avez avoué, devant les lords commissaires, que vous offrites un sacrifice à Dieu pour le prier de détourner l'exécution du complot, à moins qu'il ne fût utile à la cause des catholiques. Ainsi le parlement et le roi vous ont fort peu d'obligation de vos oblations et de vos messes. Je m'étonne, au reste, que vous n'ayez point écrit à votre supérieur Aquaviva au sujet de la conspiration des poudres, tandis que vous sollicitiez de lui des autorisations sur des sujets d'une bien moindre importance.

Garnet. Je ne devais découvrir à personne l'existence de ce complot, car ma langue était liée par le secret de la confession, et une révélation aurait infailliblement compromis la vie de plusieurs personnes.

Le comte de Northampton. Observez, Garnet, que ce secret de la confession que vous refusiez alors de trahir, dans la crainte des dangers qui menaçaient la vie des conjurés, vous le révélez aujourd'hui pour sauver la vôtre.

Garnet. Je recommandai à Greenwell de dissuader Catesby et de faire échouer la conspiration; je croyais qu'il avait suivi mes ordres; et si Catesby était venu me voir, je suis persuadé que l'influence que j'avais sur lui n'aurait pas été perdue pour la cause de l'humanité.

Le comte de Salisbury. Si vous vouliez faire échouer un projet qui vous inspirait tant d'horreur, pourquoi refusâtes-

vous de recevoir les aveux que Catesby s'apprêtait à vous faire ?

Garnet. Lorsque Greenwell m'eut instruit de la conspiration, et que je rapprochai de ses aveux la question que Catesby m'avait proposée, en termes généraux, j'éprouvai un saisissement si pénible que je ne pus me résoudre à entendre à ce sujet de nouvelles révélations.

« Vous l'entendez, milords, ajouta le comte de Salisbury, tout le crime de Garnet est dans cette réponse. Messieurs, dit-il, en s'adressant aux commissaires, permettez-moi de faire quelques observations sur la marche suivie par le gouvernement dans cette grande affaire, depuis sa découverte jusqu'à ce jour. Il y a peut-être une certaine hardiesse à parler sur cette matière après avoir entendu le rapport admirable dans lequel M. le procureur-général a parlé avec tant de clarté et de précision ; je conviens encore qu'il ne m'appartient point de m'adresser ; en mon nom, à MM. les jurés. D'ailleurs, mon dessein n'est pas de me mêler de la religion de Garnet et de sa doctrine des restrictions mentales, si heureusement appliquée dans l'affaire qui vous occupe ; cependant, comme j'ai fait partie du comité des lords chargé des interrogatoires, et que, après la gloire de Dieu, je ne désire rien tant que de montrer au monde avec quelle sincérité et quelle modération la justice de S. M. a été administrée dans cette occasion, je me hasarderai à dire quelque chose du procès en lui-même et du lieu où il est jugé. D'abord, comme le royaume d'Angleterre ne saurait attribuer la découverte miraculeuse du complot qu'à la protection évidente dont le ciel honore la vraie religion, si long-temps opprimée par la persécution des hommes de la profession de Garnet, je déclare que je me trouve infiniment honoré de faire partie de l'assemblée appelée à juger un procès dans lequel la cause de Dieu obtiendra un si glorieux triomphe. L'infamie re-

jaillira sur la personne de Garnet, que nos adversaires désignent déjà comme le successeur de ce prince usurpateur qui est investi à Rome d'une juridiction si éminente; et, sans cette considération, qui ne sait que la condition d'Henri Garnet demandait une forme de procédure plus simple, plus ordinaire, et même un tribunal établi dans une autre ville que la capitale, où la procédure eût été moins dispendieuse, et les preuves nécessaires à sa condamnation plus faciles à acquérir. Toutefois, la ville de Londres est si chère au cœur du monarque, il est si soigneux de tout ce qui peut contribuer à la prospérité de cette illustre cité, que notre auguste souverain a cru ne pouvoir choisir un théâtre plus convenable pour l'instruction et le jugement d'un procès qui doit mettre à découvert les doctrines secrètes du papisme, révéler à tous les esprits les dangers dont ces doctrines ont menacé l'état, et donner en même temps un exemple mémorable de la douceur de nos lois, même envers les coupables les plus dangereux. Accusé Garnet, vous savez que depuis l'instant de votre arrestation jusqu'à ce jour, on a usé envers vous de tous les égards commandés par la religion chrétienne et l'humanité; vous savez qu'on a ménagé votre personne, respecté votre fortune, et que le gouvernement a constamment usé avec vous de la douceur la plus paternelle. J'en appelle à vous-même de la vérité de mes paroles.

Garnet. Tout cela est vrai, milord, je me plais à en faire l'aveu.

Le comte de Salisbury. Si l'on considère votre étrange doctrine des restrictions mentales et l'endurcissement de votre cœur, qui s'opiniâtre à désavouer le crime dont vous êtes accusé, on ne saurait nier que votre conversation avec Hall, qui fut recueillie par deux témoins, ne révèle l'intervention du ciel dans cette affaire. C'est par cette conversation que les lords commissaires ont obtenu contre votre personne des

preuves qu'ailleurs la violence et les tortures arrachent de la bouche des coupables, mais que repoussent les lois paternelles qui nous gouvernent. Vous le voyez, le nombre des témoins ne peut laisser aucun doute sur la sincérité de leurs dépositions; la vérité surgit de toutes parts; on l'entrevoit, malgré vos efforts, dans les réponses équivoques qui sortent de votre bouche, quoique vos lèvres se soient fait une habitude de la dissimulation. Pour moi, je crois, dans ma conscience, que vous êtes le principal auteur de la conspiration, quoique vous vous borniez à dire que vous n'en avez eu qu'une simple connaissance. En effet, Garnet, qui encouragea Catesby à exécuter son projet, si ce n'est la solution qu'il reçut de vous sur la question qu'il soumettait à vos lumières? Qui soutint la résolution chancelante de Fawkes, si ce n'est l'explication de vos argumens qui lui fut donnée par Catesby? Les aveux de Winter et de Fawkes établissent cette vérité d'une manière incontestable, car ils savaient, disent-ils, que Catesby avait été éclairé sur ce point par une autorité infaillible.

Garnet. Catesby a appuyé mal à propos ses desseins de mon nom et de mes paroles.

Le comte de Salisbury. Je poursuis et je rappelle à vos souvenirs, qu'après votre entretien avec Hall, amené devant les lords, vous fûtes sommé de déclarer sans restriction et sans équivoque, non ce qui avait fait le sujet de votre conversation, mais le fait seul de votre entretien. Vous ne craignîtes pas de nier, sur le salut de votre âme, que cet entretien eût eu lieu, et vous accompagnâtes cette déclaration de si horribles sermens, qu'un sentiment d'horreur se manifesta parmi vos juges, qui étaient bien convaincus de l'existence de l'entretien que vous vous obstiniez à nier. Cependant lorsque Hall eut fait sa déclaration et ses aveux, on vous vit rougir de confusion, implorer le pardon du ciel et recon-

naître votre crime. La ressource des restrictions mentales vous avait abandonné.

Garnet. Lorsqu'un accusé est interrogé devant les magistrats, il n'est pas obligé de répondre avant que les témoignages soient produits. — L'accusé, s'écartant alors de ce chef d'accusation, déclare qu'il a toujours fait des vœux pour le salut du roi ; et comme on lui rappelle la réponse qu'il fit concernant l'excommunication des princes, et dans laquelle il s'en était rapporté au canon *Nos sanctorum*, il répond : « Sa Majesté n'était pas encore excommuniée. »

Le comte de Salisbury. Expliquez-nous clairement, car il en est temps, si dans le cas où le pape excommunierait le roi *per sententiam orthodoxam*, ses sujets seraient obligés à persister dans leur obéissance ?

L'accusé refuse de répondre à cette question, et continue ainsi sa défense :

« Sous le règne de la reine Élisabeth, j'ai reçu deux bulles de Rome par lesquelles il était défendu, à tous les catholiques de reconnaître pour successeur de la reine un prince qui ne serait point attaché à l'église de Rome ; je prie Sa Majesté de donner à ma conduite une interprétation favorable, car, durant la vie d'Élisabeth, je n'ai montré ces bulles qu'à un petit nombre de catholiques ; et lorsque j'ai compris que le pape avait changé de sentiment, je les ai brûlées. »

On lui répond que le pape n'avait changé d'avis que lorsqu'il vit le roi solidement établi sur son trône, et que, dès ce moment, Garnet et ses complices commencèrent à reconnaître le danger auquel les exposaient leurs complots.

Garnet dit quelques mots pour atténuer sa faute, et répète qu'il n'a point donné son assentiment à la conspiration des poudres.

Le comte de Salisbury. Accusé Garnet, une dénégation simple ne suffit pas pour détruire une accusation ; donnez

point oublier ce principe : *qui non prohibet quod prohibere potest, consentire videtur*. Il pouvait ordonner à Greenwell, qui lui avait fait des aveux si révoltans, d'abandonner la conspiration. C'est ce qu'il n'a point fait. Greenwell resta attaché au complot. Lorsque la conspiration fut découverte, il partit précipitamment pour aller en province exciter une insurrection des catholiques; et croyez qu'il n'eût jamais hasardé cette démarche, si Garnet eût employé son autorité pour l'en empêcher. Qu'ajouterai-je enfin? Quelles preuves manquent encore? N'est-ce pas le cas de dire avec Cicéron : *Cui adsunt testimonia rerum, quid opus est verbis?* »

Ici, le procureur-général entre dans des détails sur les lettres écrites en diverses occasions par Garnet à Thomas Winter, Kit Wright, Guy Fawkes, sir Edmond Baynham, et enfin à Catesby, qu'il engageait à lever un régiment de cavalerie. Garnet s'était prononcé pour l'infante; ses bulles tendaient à exclure Jacques 1^{er} du trône d'Angleterre, à moins qu'il ne promît avec serment de maintenir la religion romaine.

Passant ensuite à l'entretien secret qui se tint entre Garnet et le jésuite Hall, il observe que, dans toute leur conversation, il ne fut question que de la conspiration qui venait d'être dévoilée, et qu'ils ne protestèrent point de leur innocence.

« Hall, dit le procureur de la couronne, parla le premier; Garnet, qui répondit ensuite, dit qu'il soupçonnait deux des conjurés, dont les témoins apostés pour les écouter ne purent entendre le nom, d'avoir trahi leur secret et fait des dépositions contre eux; je puis me tromper, ajouta-t-il, mais je ne saurais me défendre du soupçon, c'est une faiblesse habituelle de mon caractère. »

Ici, M. Fauset est introduit devant la cour: Il déclare que

les dépositions qu'il a faites devant les lords commissaires ne renferment que la plus exacte vérité.

« M. Lockerson et moi, dit-il, nous prîmes des notes sur la conversation qui s'était engagée entre Hall et Garnet ; nos dépositions verbales sont absolument conformes à ces notes écrites ; nous avons même omis quelques points matériels et qui auraient pu être d'une grande importance, parce que nous avons remarqué une légère différence entre nos souvenirs et les notes qui servent de base à nos dépositions. »

Le greffier lit ensuite une lettre, de laquelle il résulte une nouvelle preuve de l'entretien particulier de Hall et de Garnet. Après cette lecture, le procureur-général dit que la fin nécessaire de la justice est, *ut poena ad paucos, metus ad omnes perveniant*. Il lit ensuite l'interrogatoire de Garnet, où cet accusé avoue que, lorsque Greenwell lui fit le récit détaillé de la catastrophe qui menaçait le gouvernement d'Angleterre, il lui demanda qui serait investi du pouvoir. Greenwell répondit : les lords que nous laisserons vivre choisiront un Protecteur.

Le procureur-général ayant terminé son résumé par la lecture d'une lettre écrite par Garnet à Sayer, autrement dit Bookwood, prêtre dans Gate-House, le comte de Northampton, s'adressant à l'accusé, s'exprima en ces termes :

« Il n'est personne, M. Garnet, qui craigne plus que moi d'aggraver les malheurs d'un accusé, ou d'ajouter le plus léger embarras à ceux qu'il éprouve déjà. Cependant, comme il s'agit ici de notre auguste monarque, *ex cujus spiritu*, comme on l'a dit d'Alexandre, *nos omnes spiritum ducimus*, et de vous, qui laissez se former avec indifférence le complot qui devait hâter le temps que Dieu a, dans sa sagesse, prescrit pour la durée de sa vie, vous ne devez pas être étonné que j'insiste pour l'accusation et la découverte de la vérité.

« Jetons un coup d'œil sur vos réponses. Vous ne pouvez nier, M. Garnet, que les informations que vous donna Greenwell en confession, comme vous l'avez dit à la cour, peu de temps après que Catesby eut obtenu de vous la solution de la question relative aux innocens, confondus avec ce que l'on appelait les coupables, ne fussent le résultat de vos doctrines, la conséquence naturelle des principes de votre ordre; et lorsqu'on vous presse de déclarer le motif qui vous a fait taire un projet si funeste à l'état et au souverain, lorsqu'on vous demande pourquoi vous n'avez pas fait de révélation secrète au roi ou à ses ministres, vous alléguiez le secret de la confession, ce qui ne justifie point votre réponse à Catesby. Je n'essaierai pas de discuter ici jusqu'à quel point le silence est d'obligation pour un confesseur, lorsque ses révélations peuvent sauver la vie d'un prince, menacée par l'audace d'un scélérat : le temps ne me permet point une telle digression; j'observerai cependant que, plus de mille ans avant l'époque actuelle, l'église de Constantinople porta de grandes atteintes à cette inviolabilité de la confession, même pour des crimes bien moins importants que le meurtre d'un prince et le bouleversement d'un royaume; Dieu ne permet point, il est vrai, que l'existence des nations soit liée à un fil aussi léger. Il est, au surplus, permis de douter si votre entretien avec Greenwell était une confession ou une conversation ordinaire; tantôt Greenwell se mettait à vos genoux, tantôt vous marchiez avec lui; vous traitiez à la fois de conspiration et de sacrement; mais le pénitent était sans remords, le confesseur sans sévérité; l'un et l'autre calculaient les succès et les dangers d'un complot. Si cet entretien secret était une confession réelle, Greenwell a menti au Saint-Esprit, puisqu'il promit, comme vous le dites, de détourner les conjurés de leurs desseins, et qu'il persista lui-même jusqu'à la fin dans la conspiration. Si cet entretien se-

cret était une confession dont le mystère fût sacré pour votre conscience, vous pouviez recevoir les informations que, plus tard, Catesby offrait de vous donner ; et dès lors, n'étant plus retenu par les mêmes motifs, vous pouviez révéler le complot. Mais pourquoi cherchons-nous la lumière à tâtons, lorsque le but de votre conduite, qui était de cacher aux conjurés votre participation au complot, prouve évidemment une réserve qui fait admirer votre circonspection bien plus que votre fidélité ?

Lorsque vous combattez des preuves évidentes par des réponses évasives, vous croyez sans doute posséder l'anneau de Gigès pour rendre vos desseins invisibles, ou bien vous avez une opinion assez peu flatteuse de notre intelligence, pour espérer de parvenir à fasciner nos yeux par tant de sophismes et de contradictions. Vous dites que la découverte du complot inquiéta votre conscience, que votre sommeil en fut troublé, qu'elle porta la terreur et la désolation dans votre âme, que vous adressâtes des prières au ciel pour que son intervention toute puissante fût échouer le complot, que vous demandâtes à Greenwell de traverser les projets des conjurés, et cependant vous laissiez la conspiration suivre sa marche ténébreuse, vous écriviez à Baudoin et à Creswell de concourir de tous leurs moyens à cette œuvre d'iniquité ; vous ordonnâtes aux catholiques d'élever des vœux vers le ciel pour le succès de cette trahison ; votre oreille attendait avec impatience le bruit de cette horrible explosion ; votre cœur était dans la même douleur qu'éprouvait Charles-Quint, lorsque, retenant le pape prisonnier, et pouvant le délivrer d'un seul mot, il ordonnait des prières publiques dans tous ses états pour demander à Dieu sa liberté. Un mot de votre bouche, un trait de votre plume, auraient sauvé l'état, rassuré votre conscience, rappelé votre sommeil. Vous pouviez même épargner le sang des conjurés, en faisant entendre à Catesby que

vous condamniez ses projets, et qu'il ne dépendait que de vous d'en arrêter l'exécution. Il est possible qu'au moment où le parlement s'assembla, où la foudre grondait déjà sous nos pieds, votre esprit, troublé par l'attente de ce tragique événement, ait conçu quelques inquiétudes ; mais c'était la crainte de Caïn, d'Achitophel et de Judas ; la méchanceté est lâche et craintive ; elle condamne ses propres actions ; mais Satan l'emporte et le mal s'accomplit.

« Je me suis étendu sur ce point pour vous faire sentir quels efforts aveugles et stériles vous élevez contre la Providence et la justice de la terre. Plus vous travaillez à sortir du labyrinthe, plus vos pas s'égarent dans ses détours tortueux ; car la sagesse du monde n'est que folie devant Dieu ; et certes le monde ne saurait approuver, le ciel ne saurait récompenser des projets qui, conçus par le crime, sont cimentés par le sang. S'il n'est, pour vous, d'autre route vers le ciel que la destruction de l'oint du seigneur et de son auguste race, je vous dirai, M. Garnet, comme autrefois Constance à Ascelius : *Erigito tibi scalam et in cœlum solus ascende* ; élevez une échelle pour vous-même, et montez seul au ciel, car les honnêtes gens n'y voudraient point aller en si mauvaise compagnie. Puisque vous êtes convaincu de crime, ce que je puis vous souhaiter, c'est qu'un repentir généreux, quoique tardif, vienne préparer le salut de votre âme ; et quant au reste, *fiat justitia, curret lex, et vincet veritas.* »

Garnet. J'ai plus commis de péchés que je ne saurais en expier. Je me suis clairement expliqué devant mes juges ; mais ma langue est liée par les secrets qui m'ont été confiés dans le tribunal de la pénitence ; je ne puis rien dire de ce que j'ai entendu dans une confession sacramentelle.

Le comte de Nottingham. Si un homme vous disait aujourd'hui qu'il a le dessein de tuer le roi, demain, d'un coup

le poignard, vous croiriez-vous obligé de garder ce secret ?

Garnet. Je serais forcé de le taire.

Le comte de Salisbury. Je désirerais vous adresser quelques questions sur les matières de confession.

Garnet. Parlez, milord, je suis prêt à répondre à tout ce qu'il plaira à votre seigneurie de me demander.

Le comte de Salisbury. L'aveu général des péchés et la contrition ne sont-ils pas nécessaires pour obtenir l'absolution ?

Garnet. Oui, milord.

Le comte de Salisbury. Greenwell fut-il absous par vous ou non ?

Garnet. Il le fut.

Le comte de Salisbury. Que fit Greenwell pour montrer qu'il était repentant de ses fautes ? Promit-il de n'y plus retomber ?

Garnet. Greenwell dit qu'il serait de son mieux.

Le comte de Salisbury. C'est pourtant ce qu'il ne fit point ; car aussitôt que Catesby et Percy eurent pris les armes, Greenwell accourut auprès d'eux. Je conclus de là que si Greenwell vous a instruit du complot, hors de la confession, vous n'étiez pas obligé à garder le secret ; et que si les révélations que vous teniez de sa bouche avaient la forme sacramentelle, il n'a promis aucun repentir, et que vous ne deviez pas l'absoudre. Il se présente encore une circonstance digne de remarque, et sur laquelle vous vous êtes toujours mal défendu. Lorsque Greenwell vous a informé en particulier des projets de Catesby, vous avez rapproché de ses révélations les ouvertures générales que vous teniez de ce dernier conjuré ; si vous n'eussiez mis aucun intérêt au succès du complot, vous l'auriez révélé à la justice, d'après les informations générales que vous avait données Catesby ; cependant, lorsqu'il offrit de vous communiquer les détails, vous

refusâtes de l'entendre, de peur, sans doute que votre langue ne fût forcée de trahir votre cœur.

Garnet. Je fis ce que je pus pour faire échouer la conspiration; je vins même dans le Warwickshire avec le dessein de combattre les résolutions de Catesby; quant à Greenwell, s'il s'est rendu auprès du père Hall pour l'exciter à soutenir la révolte, je ne puis que blâmer hautement sa conduite.

Le comte de Salisbury. La première partie de votre réponse présente une nouvelle contradiction : vous saviez que Catesby ne viendrait dans le Warwickshire que le 6 novembre, le lendemain de l'exécution, et vous partîtes pour cette province dix jours avant cette époque. J'aime à voir les jésuites condamnés par les jésuites; j'espère que ce spectacle ne sera perdu pour personne, et que l'on se rappellera que, dans toutes les trahisons, les traîtres sont dévoilés par les traîtres; que les jésuites enfin sont blâmés par celui-là même qui les gouverne dans ce royaume, et sans l'autorisation duquel pas un d'eux n'oserait se permettre l'action la plus indifférente.

Garnet. Je prie Dieu et le roi que les autres catholiques ne soient pas rendus responsables de mes fautes réelles ou prétendues.

Le comte de Salisbury. M. Garnet, n'est-ce point une chose déplorable de voir que si le pape Cladius Aquaviva ou vous-même exprimez une volonté quelconque aux malheureux catholiques de ce royaume, ils soient obligés d'y obéir, même au péril de leur âme et de leur corps? Si vous maintenez de telles doctrines, les jours du roi peuvent-ils être en sûreté? N'est-il pas temps enfin que le roi et le gouvernement d'Angleterre étendent une main répressive sur votre institution, lorsqu'ils voient le dangereux passe-temps que vous vous donnez dans l'état qui vous tolère?

Garnet. Milord, je proteste devant vous que pas un seul

homme vivant ne peut affirmer que j'aie eu connaissance de la conspiration des poudres.

Le lord chef de justice. Garnet, vous êtes supérieur des jésuites; lorsqu'en cette qualité vous exprimez une défense, vos frères ne doivent-ils point y obéir? Greenwell n'a-t-il point passé une demi-heure avec vous dans la maison de sir Edouard Digby, lorsque vous parliez de la découverte de la trahison? N'avez-vous point agité et débattu cette affaire? Ne l'avez-vous point envoyé auprès de Hall dans la maison d'Abington pour encourager les rebelles? Néanmoins vous cherchez à déguiser toutes ces circonstances; mais les preuves qui vous condamnent sont plus claires que la lumière du jour. Lorsque vous prétendez que pas un seul homme vivant ne peut dire que vous étiez instruit de la conspiration, vous dites vrai, car ceux qui le savaient comme lui sont morts. Catesby passait rarement un jour sans vous voir. Une femme dont vous habitiez la maison en a fait la déclaration devant la cour. Les témoignages les plus irrécusables indiquent que vous dirigiez et faisiez mouvoir les acteurs de ce drame épouvantable; j'ai même la persuasion que vous étiez l'artisan du complot.

Garnet. Non, milord, je n'étais ni l'artisan ni l'instrument du complot.

Le lord chef de justice. Vous avez écrit des lettres à Winter, à Fawkes, à Baynham, à Catesby, les principaux agens de la conspiration; vous avez reçu et gardé des bulles qui menaçaient la souveraineté du roi, et excitaient les peuples à la révolte; vous ne les avez brûlées que lorsque vous avez vu le roi prendre en paix possession du trône auquel l'appelaient sa naissance.

Le procureur-général, prenant un papier déposé sur une table, le remet au greffier, et lui ordonne d'en faire la lecture. C'est la déposition du jésuite Hall, autrement appelé

Oldcorn, dans laquelle il est dit que Humphrey Littleton l'ayant informé que Catesby et d'autres conjurés avaient été tués d'un coup de feu, Littleton engagea le jésuite Hall à ne point se laisser abattre, et à ne point juger de la chose par l'évènement; il lui rappela que, lorsque les onze tribus d'Israël prirent les armes contre les Benjamites, elles furent battues deux fois; que Louis, roi de France, dans son expédition à la Terre-Sainte, vit son armée taillée en pièces par les infidèles, quoique sa cause fût bonne devant Dieu; que les chrétiens, défenseurs de l'île de Rhodes, furent forcés dans leurs derniers retranchemens, et que les Turcs s'en emparèrent. Il appliqua ces exemples à la position de Catesby et des autres conspirateurs, et dit que le projet eût obtenu, s'il eût réussi, l'approbation qu'on lui refusait maintenant parce qu'il avait échoué.

Le procureur-général rappelle ensuite que le papiste délinquant, Francis Tresham, saisi de cette terreur qui, aux approches de la mort, égare parfois l'esprit des hommes, protesta sur le salut de son âme qu'il n'avait point vu Garnet depuis seize ans, quoique Garnet lui-même convienne qu'il a vu Tresham à diverses reprises pendant ce laps de temps. Il prétend en outre que Garnet ignorait l'invasion projetée par l'Espagne; et cependant Garnet avait avoué la connaissance qu'il avait de ce complot. Mais à son lit de mort, Tresham rétracta ses déclarations, et dicta à Vavator, son domestique, une lettre adressée au comte de Salisbury, dont le greffier vous donnera connaissance.

Le comte de Salisbury annonce qu'il a quelques observations à faire.

« Puisque mon nom se trouve mêlé dans cette affaire, dit-il, on me permettra de m'expliquer en peu de mots au sujet de la déclaration de Tresham. Je demande quelle espèce de crédit méritent les protestations de ces hommes qui, dans

l'espoir d'excuser leurs propres impiétés, entreprennent de justifier la conduite des jésuites, et de les présenter comme à l'abri de toute espèce de blâme. Ainsi, nous avons entendu sir Édouard Digby protester à la barre de l'innocence des jésuites sur des points de fait que les jésuites eux-mêmes ont avoués ; ainsi Tresham, en danger de mort, se laisse effrayer par sa femme qu'on introduit auprès de son lit, et dans une lettre signée de sa main, il jure sur son âme que Garnet est innocent, tandis que Garnet se déclare coupable. »

Le greffier lit la lettre de Francis Tresham.

Elle porte en substance qu'il avait joui de l'amnistie accordée par le roi. Il déclare que, pour satisfaire les lords qui l'ont examiné, il a accusé Garnet, mais que, tourmenté par ses remords, il prie la cour de n'avoir aucun égard à sa première déclaration, et proteste sur son salut qu'il n'a pas vu Garnet depuis plus de seize ans.

Le comte de Salisbury. Ce dévouement fanatique inspire une pitié profonde ; car trois heures après ce parjure le malade mourut. Je vous prie de me le dire, M. Garnet, quelle interprétation donnez-vous à cette étrange protestation ?

Garnet. Je pense, milord, qu'il a rassuré sa conscience par une restriction mentale.

On lit ensuite l'interrogatoire et la déposition de mistress Anne Vaux, qui donne de nouvelles preuves du parjure de Tresham ; mistress Anne dit que M. Tresham et M. Garnet se sont vus deux ou trois fois dans sa maison depuis l'avènement du roi, et plusieurs fois auparavant ; elle ajoute que Tresham avait dîné avec Garnet ; que Garnet lui donnait de bons conseils, et lui disait quelquefois, ainsi qu'à bien d'autres : « Bon gentleman, soyez tranquille ; nous devons obtenir ce que vous désirez, par la prière. »

On demande à Garnet s'il reconnaît la sincérité de ces dépositions.

Garnet. Oui, milord.

Le greffier lit son interrogatoire. L'accusé convient d'avoir vu Tresham et d'avoir eu des relations avec l'Espagne dans le dessein de favoriser l'invasion méditée contre l'Angleterre.

Le comte de Salisbury. Ce qui vient d'être dit de Tresham et des autres, n'est point une violation du respect qu'on doit aux morts; mais c'était un devoir pour la cour de faire taire les bruits mensongers. La nouvelle des rétractations de Tresham s'était répandue dans la ville; on savait qu'il proclamait l'innocence de Garnet, et des réflexions affligeantes pour la cour étaient la suite de cette déclaration. Mais les débats de ce jour prouveront au monde que toutes ces rétractations n'étaient que mensonge et parjure; que l'accusé est condamné, non par des juges, mais par lui-même, par ses aveux et par ses actions. Et nous! serions-nous si longtemps occupés de cette cause, si nous n'eussions voulu lui donner toute la publicité qu'elle a acquise? Milords, milords! Dieu a voulu que vous donnassiez au monde l'exemple le plus efficace, lorsqu'il vous a choisis pour jouer le dernier rôle dans le drame de ce procès, vous qui deviez en être les victimes.

Le comte de Nottingham. Vous avez fait plus de bien aujourd'hui dans la chaire où vous êtes, que vous n'en avez fait dans toutes les chaires catholiques durant le cours de votre vie.

On lit une seconde déposition de mistress Anne Vaux. Elle déclare que Garnet et Tresham s'étaient rencontrés chez elle dans le Northamptonshire, depuis peu de jours, et qu'ils y avaient passé quelques heures ensemble.

Le comte de Salisbury. M. Garnet, je dois vous apprendre, si l'on ne vous en a pas encore instruit, que l'expresse volonté du roi est qu'on lise, devant la cour, tout ce qui a été dit pour vous ou contre vous. La cour s'est conformée

aux ordres du prince; elle a tout écouté avec une religieuse attention. Si vous avez quelque chose à ajouter, parlez, et vous serez écouté. Je vous le demande au nom du ciel.

Garnet. Je désire que le jury n'ajoute foi qu'à mes dénégations et à mes aveux; qu'il ne donne aucune croyance à ce qui n'établit point de preuves directes contre moi, et qu'il ne me condamne pas sur des probabilités et des présomptions.

Le comte de Salisbury. M. Garnet, est-ce là tout ce que vous avez à dire? Si vous désirez parler encore, la cour se dispose à vous entendre, personne ne vous interrompra.

Garnet. J'ai tout dit, milord.

Le procureur-général. Je supplie humblement les lords commissaires, si leurs seigneuries ont remarqué dans mes rapports quelque omission matérielle, de vouloir bien éclairer mes souvenirs.

Le comte de Salisbury. M. le procureur-général, vous avez parfaitement rempli tous les devoirs de votre charge; votre tâche a été pénible, mais elle est glorieuse.

Après cette réponse, M. le procureur-général invita le jury à passer dans la salle des délibérations. Les jurés se levèrent et sortirent de la salle d'audience. Ils y rentrèrent au bout d'un quart-d'heure. Leur déclaration fut que Henri Garnet était coupable du crime dont on l'accusait.

Le jury qui rendit cette déclaration était présidé par sir Baptiste Kicks, devenu depuis vicomte de Cambden; les autres jurés étaient des chevaliers, des écuyers et des bourgeois de Londres.

Le serjeant Croke. Je demande jugement contre l'accusé.

M. Waterhouse, greffier de la couronne. Accusé, quelles objections avez-vous à présenter contre le jugement qu'on va prononcer?

* Avocat du roi.

Garnet. Je n'ai rien à dire ; je me recommande à la merci du roi et du Dieu tout puissant.

Le lord chef de justice ayant résumé toutes les présomptions et les preuves de la culpabilité, conclut à ce que l'accusé fut traîné au lieu ordinaire des exécutions pour y être pendu et écartelé.

Le comte de Salisbury. Garnet , avez-vous quelque chose à dire contre la peine ?

Garnet. Non , milord ; mais je prie vos seigneuries de me recommander à la clémence du roi ; je suis prêt à vivre et à mourir pour le service de Sa Majesté.

Le 3 mai 1606 , jour fixé pour l'exécution de la sentence, un échafaud fut dressé près de l'église de Saint-Paul. En apercevant l'instrument du supplice, le condamné pâlit et parut très-abattu. Les doyens de Westminster et de Saint-Paul, qui étaient présens, lui adressèrent une exhortation chrétienne. Ils lui dirent de mettre sa confiance en Dieu, de reconnaître ouvertement et sincèrement l'offense qu'il avait faite au monde, et l'engagèrent, s'il connaissait quelque autre trahison, ou quelque circonstance qui eût échappé à ses juges, de décharger sa conscience et d'exprimer le repentir de ses fautes. Garnet les pria de cesser leurs exhortations. Il leur dit qu'il était préparé à la mort et résolu sur ce qu'il devait faire. Alors le *recorder* de Londres, désigné par le roi pour assister aux derniers momens du condamné, lui demanda s'il avait quelque chose à dire au peuple avant de mourir.

Il n'est plus temps de rien cacher, ajouta-t-il ; votre trahison est manifeste ; si vous voulez faire connaître à la foule, qui vous entoure, vos actions et vos pensées, le roi vous en accorde la permission.

Garnet répondit que sa voix était faible, ses forces épuisées, et que le peuple ne pourrait pas l'entendre ; cependant

il s'adressa aux spectateurs les plus rapprochés de l'échafaud, et leur dit :

« L'intention des conjurés était coupable, leur moyen d'exécution odieux, et je l'aurais détesté de toute mon âme s'il eût obtenu le succès qu'on en attendait ; je n'en ai jamais eu qu'une connaissance générale. Mon seul tort est de ne l'avoir pas découvert, et de n'avoir pris aucune mesure pour le traverser. Je n'ai su que dans le secret de la confession les particularités du complot. »

Le recorder lui rappela que la justice du roi l'avait condamné sur quatre points : 1° sur les déclarations de Greenwell, qui lui avait parlé du complot, non comme d'un crime, mais comme d'un projet dont il lui donnait avis, et sur lequel il voulait prendre ses conseils ; 2° sur la question que Catesby lui avait adressée relative au massacre des innocens confondus avec les coupables ; 3° sur l'entretien qu'il avait eu avec Tesmond relatif à la révolte de Digby ; 4° sur la demande que Greenwell lui avait faite de la personne qu'on choisirait pour Protecteur, et à laquelle Garnet avait répondu qu'il serait temps d'y penser quand le complot aurait éclaté ; que toutes ces circonstances prouvaient sa culpabilité, et que, se trouvant indépendantes de la confession, il aurait dû en faire la révélation. L'accusé répondit qu'il demandait grâce au roi et à Dieu.

Il dit ensuite d'une voix faible, et en s'adressant au peuple :

« Je monte sur cet échafaud le jour anniversaire de l'invention de la Sainte-Croix ; je vais y terminer toutes les croix de ma vie. Vous connaissez la cause de mes souffrances : je confesse que j'ai offensé le roi en cachant quelques circonstances qui pouvaient conduire à la découverte d'un projet criminel ; mon repentir est égal à ma faute ; je demande aux hommes d'en perdre le souvenir, et au ciel de m'accorder la rémission de mes péchés. La trahison ourdie contre le roi

était une œuvre odieuse ; je n'aurais vu son exécution qu'avec horreur. Je suis profondément affligé de ce qu'un tel projet soit imputé aux catholiques.

« Quant aux bulles du pape, au voyage d'outre-mer qu'on m'accuse d'avoir engagé Baynham à entreprendre, et à la conspiration des poudres, je m'en tiens à mes dépositions ; elles renferment la vérité la plus exacte. »

Alors, se préparant à la mort, il se mit à genoux au pied de l'échelle, et demanda si on lui permettait de prier, et combien de temps il pourrait employer à adresser ses dernières prières au ciel. On lui répondit qu'il fixerait lui-même ce temps, et qu'il ne serait point interrompu.

Pendant la durée de sa prière, il s'interrompit souvent, tourna la tête plusieurs fois et avec anxiété, autour de lui.

Lorsqu'il se leva, le recorder, devinant à son air et à son maintien qu'il avait quelque espoir d'obtenir sa grâce, l'engagea à ne point se faire illusion, et lui dit qu'on l'avait amené pour l'exécution, et qu'il subirait inévitablement son arrêt ; il lui conseilla de ne point tarder davantage à faire des révélations s'il en avait quelque-une à communiquer à la justice.

Garnet répondit : « Ce n'est plus le moment de garder le silence. J'en ai fait usage quand je l'ai cru utile et légitime, mais ce n'est plus le moment. »

Comme il montait sur l'échelle, il demanda qu'on lui donnât avis du moment où l'on mettrait en jeu la fatale machine. On lui répondit de songer à se préparer à la mort. Parvenu sur la plate-forme, il dit à haute voix ces mots :

« Je recommande le salut de mon âme aux prières de tous les bons catholiques. Je prie Dieu de conserver le roi, la reine, leurs enfans, et les lords du conseil-privé, à qui je présente mes humbles et derniers hommages. J'ai fait les vœux les plus sincères et dit la vérité sans restriction. Je

prie Dieu que les catholiques ne soient point inquiétés à cause de moi. Je les exhorte avec les plus vives instances à ne jamais former ni trahison, ni rébellion, ni insurrection contre le roi. »

Se mettant alors en prière, et faisant le signe de la croix, il dit : *In nomine patris et filii et spiritus sancti. Maria mater gratiæ, Maria mater misericordiæ, tu me à malo protege et hora mortis suscipe.* Après une pause, il reprit : *In manus tuas, Domine, commendo spiritum meum.* Faisant de nouveau le signe de la croix, il ajouta : *Per crucis hoc signum fugiat à me omne malignum.* Laissez-moi me souvenir toujours de la croix. — Comme il recommençait la prière *Maria mater gratiæ*, la plate-forme s'abaissa tout d'un coup, et ses paroles expirèrent sous le nœud fatal¹.

¹ Dans la nouvelle Histoire d'Angleterre du docteur Lingard, cet auteur, qui a eu entre les mains des documens précieux, porte sur l'affaire de la conspiration des poudres le même jugement que nous avons énoncé dans notre notice.

BIGAMIE.

PROCÈS

DE

LA DUCHESSE DE KINGSTON.

LONDRES, 1776. — WESTMINSTER-HALL.

Miss Élisabeth Chudleigh était née d'une famille noble du comté de Devon. Douée d'une figure agréable et d'un esprit orné par l'éducation, elle pouvait prétendre à d'illustres alliances. La qualité de fille d'honneur de la princesse douairière de Galles lui donnait un rang distingué dans la société, et la mort de son père et de sa mère qu'elle avait perdus étant encore en bas âge, la laissait libre de disposer elle-même de sa main, et de faire le choix qu'elle jugerait convenable.

Des courses de chevaux qui eurent lieu à Winchester, et auxquelles miss Chudleigh fut invitée, lui donnèrent l'occasion d'aller visiter une tante qu'elle avait à Lainston. C'est là qu'elle vit M. Hervey, alors simple lieutenant des vaisseaux du roi, et qui devint depuis lord comte de Bristol,

M. Hervey était jeune et avait toute l'amabilité de son

âge : il fut épris de miss Chudleigh , lui déclara ses sentimens , et parvint à inspirer de l'amour à la jeune miss. Mistress Hamner , tante de miss Chuleigh , obtint la confiance des deux amans. Elle approuva leur amour , et se chargea d'arranger leur mariage. Cette union n'était pas sans difficultés. M. Hervey appartenait à une famille noble et riche , mais il était réduit au modique patrimoine d'un fils cadet. Miss Chudleigh n'avait guère plus de fortune que le jeune lieutenant. Son mariage lui faisait perdre , avec sa qualité de fille , son emploi auprès de la princesse de Galles , et ses revenus se trouvaient par là considérablement diminués. Mistress Hamner imagina un terme moyen ; elle proposa un mariage secret qui offrait le double avantage de satisfaire les vœux des deux amans , et de conserver à miss Chudleigh l'intégrité de sa fortune. Ce moyen fut adopté , et le mariage conclu le 9 août 1744.

M. Hervey fut forcé de partir pour les Indes-Occidentales quelques jours après son mariage. Il resta quinze mois absent ; mais , à son retour en Angleterre , il n'eut rien de plus pressé que d'aller rejoindre son épouse. Ils vécurent pendant plusieurs années comme mari et femme ; le secret était toujours le même. Miss Chudleigh , ou plutôt mistress Hervey continuait de remplir ses devoirs de fille d'honneur auprès de la princesse de Galles. Son mariage était un mystère pour le public ; il n'y avait que les témoins et quelques amis qui fussent dans la confidence.

Soit que Michel Hervey eût la conviction intime qu'un mariage secret contracté pendant sa minorité était nul , soit que l'inconstance naturelle aux femmes , ou tout autre motif qu'on ne peut deviner , la portât à désirer de rompre ses liens , elle s'occupa , huit ans après son mariage , d'en faire prononcer la nullité. Ce fut en 1752 que les premières tentatives furent faites ; mais , comme l'entreprise demandait de longues négoc-

ciations, et que les parties n'y mettaient pas beaucoup d'activité, ce ne fut qu'en 1768 que l'examen de son mariage fut soumis à la cour ecclésiastique. Les vœux de miss Chudleigh furent remplis. La cour déclara nul l'engagement qu'elle avait contracté.

Miss Chudleigh n'avait pas attendu l'issue du procès pour choisir un nouvel époux. Dès 1764, elle avait convolé à de secondes noces, et épousé lord Evelyn-Pierpoint, duc de Kingston, pair de la Grande-Bretagne.

Cette nouvelle union ne fut troublée par aucun incident; mais le duc de Kingston ne resta pas long-temps avec son épouse; il mourut cinq ans après son mariage, et légua à la duchesse de Kingston l'usufruit de tous ses biens.

La duchesse de Kingston jouissait, dans une sécurité profonde, des avantages que lui avait faits son époux, lorsqu'en 1775, la découverte d'un premier mariage contracté à Lainston avec un homme encore vivant, donna aux héritiers naturels du duc de Kingston l'espoir de rentrer dans la plénitude des biens de sa succession. Il ne fallait, pour faire cesser l'usufruit de milady Kingston, qu'établir la preuve de son premier mariage; mais le moyen d'arriver à ce but était odieux. L'accusation du crime de bigamie pouvait seule servir les projets des héritiers. La famille Mead, qui croyait avoir à se plaindre de la duchesse de Kingston, n'hésita pas long-temps. Elle se prétendait lésée par le legs qu'avait obtenu milady, et, par intérêt autant que par vengeance, elle se décida à dresser une plainte en bigamie.

A l'époque où cette accusation fut portée, la duchesse de Kingston se trouvait à Rome, où la délicatesse de sa santé la forçait de résider depuis quelques années. Dès qu'elle fut instruite du procès qu'on lui suscitait, elle ne balança pas à retourner en Angleterre; et, plaçant sa confiance dans la décision de la cour ecclésiastique qui avait déclaré nul son

premier mariage, elle partit pour aller s'exposer aux chances d'un procès criminel. A peine fut-elle arrivée à Londres, qu'elle se constitua prisonnière, demandant à être jugée en parlement par l'assemblée des pairs.

La salle de Westminster fut choisie pour être le théâtre de ce grand spectacle de justice. La veuve d'un pair, accusée de bigamie, la solennité de la procédure, les questions d'ordre public que le procès ferait naître, donnaient à cette affaire l'importance d'un événement aussi remarquable qu'il était nouveau. La reine voulut assister aux débats; elle suivit les audiences dans une tribune qui avait été préparée pour elle. LL. AA. RR. le prince de Galles, l'évêque d'Osnabruck, la princesse royale et les deux jeunes princes de la maison royale accompagnaient S. M. Les seigneurs de sa cour ne montrèrent pas moins d'empressement et de curiosité. Suivant le rapport d'un historien, plus de quatre mille personnes de distinction assistèrent à ce procès vraiment célèbre. L'antichambre de la salle des lords était remplie d'une foule immense, qui reflua dans les corridors et qui encombra une partie des rues environnantes.

Le 13 avril 1776, jour fixé pour l'ouverture des débats, les pairs se rendirent à Westminster. Il était onze heures du matin. Leurs seigneuries arrivèrent en corps de justice et dans l'ordre suivant :

Les gentilshommes du lord high-steward¹ de la couronne;

Les clercs (ou greffiers) de la chambre des pairs et le clerc du parlement;

¹ La dignité de lord high steward, ou grand-intendant d'Angleterre, est une charge que le roi ne crée ordinairement que pour un, deux ou trois jours. Ses honoraires sont de mille guinées par jour; ses fonctions consistent à présider aux cérémonies, à les ordonner, à sommer les accusateurs et les accusés de répondre, à recueillir les voix, déclarer le jugement des pairs, etc., etc.

Le clerc de la couronne en la chancellerie portant la commission du roi au lord créé high-steward, et le clerc de la couronne pour le Banc du roi ;

Les maîtres de la chancellerie, les juges, les fils aînés des pairs, les cadets, les héraults de Chester et Sommerset, marchant deux à deux ;

Les quatre sergens d'armes avec leurs masses ;

Les barons, les évêques, les vicomtes et les autres pairs, deux à deux ;

L'archevêque d'York et l'archevêque de Cantorbery ;

Le roi d'armes ;

Le chancelier de la Grande-Bretagne, créé lord high-steward ;

Le porteur des sceaux ;

Le duc de Cumberland.

Quand leurs seigneuries eurent pris les places qui leur étaient destinées, le sergent d'armes ordonna de faire silence.

Le sergent d'armes. Oyez ! oyez ! oyez ! Notre lord souverain le roi ordonne et enjoint à toute personne, de quelque qualité qu'elle soit, de garder le silence, sous peine d'emprisonnement.

Le lord high-steward déclara que la séance était ouverte.

Un lord. « Avant de nous engager dans les débats de cette affaire, nous avons à délibérer, milords, sur une question qui n'est peut-être pas indigne de fixer l'attention de vos seigneuries ; elle est relative à la manière dont sera gardée la prisonnière pendant l'intervalle des audiences de ce procès.

« Devons-nous envoyer la duchesse de Kingston prisonnière à la tour, où bien faut-il la confier à la garde du gentilhomme huissier de la verge noire ? Telle est la question que j'ai l'honneur de soumettre à votre décision. »

Cette proposition donna lieu à une longue discussion. Quelques pairs représentèrent que la nature de l'accusation ne

donnait pas lieu de craindre que l'accusée cherchât à s'évader ; que le crime n'était pas aussi grave qu'on cherchait à le faire croire ; qu'on savait bien que le délit qui faisait la matière du procès, n'était pas capital pour une personne du rang de l'accusée, et que si l'on choisissait la tour pour le lieu de sa prison, cette rigueur annoncerait une sévérité dont la seule idée pourrait faire sur l'esprit de la duchesse, d'une santé déjà délicate et faible, une impression qui peut-être mettrait sa vie en danger ; que l'intention de la cour devait être de la traiter avec tous les égards et toute l'indulgence qui pourrait se concilier avec les intérêts de la justice et de la loi ; que la surveillance de l'huissier de la verge noire suffirait pour garder la prisonnière, et qu'on lui accorderait, sur sa parole, la faculté de se retirer chez elle ou dans une maison voisine de Westminster, mais que partout où elle se retirerait, elle serait toujours censée être sous la garde de l'huissier de la verge noire.

Un des lords proposa ses observations contre cet avis : il dit que si la prisonnière, ce qu'il était bien loiu de soupçonner, s'avisait de vouloir se soustraire à l'action des lois, il ne voyait pas quelle sûreté avait la cour, ni quel moyen lui resterait d'accomplir sa justice ; que ce serait d'ailleurs exiger des conditions bien dures de l'huissier de la verge noire, que de le rendre responsable de la prisonnière sans lui donner les moyens ordinaires de s'assurer de sa personne ; qu'on n'ignorait pas combien était illusoire l'autorité de cet officier, quand on n'y joignait pas des pouvoirs d'une nature plus efficace, et que des exemples récents avaient démontré le peu de cas qu'on en faisait quelquefois ; mais qu'on pourrait laisser à cet officier la liberté et le soin de déterminer lui-même la manière dont il s'acquitterait des fonctions qui lui sont imposées, tout en conciliant les devoirs de sa charge avec les égards qu'il devait à la prisonnière.

Le duc de Manchester se récria sur ce qu'on avait traité le crime dont la duchesse était accusée, comme un crime léger et sans conséquence ; il dit que, pour lui, il le considérait sous un point de vue tout différent ; qu'il était très-éloigné de croire la duchesse coupable, qu'au contraire, jusqu'à ce que les preuves les plus convaincantes l'eussent déclarée telle, il présumerait, toujours avec la loi, qu'elle était innocente ; mais qu'il n'en regardait pas moins l'accusation comme très-grave et très-importante, soit pour l'état, soit pour les mœurs domestiques ; qu'il croyait la dignité des pairs essentiellement intéressée dans ce procès ; qu'il ne voyait plus de sûreté pour la transmission des titres et des patrimoines, si ces patrimoines pouvaient, au gré d'une partie intéressée, être détournés de leur route naturelle, et enlevés à l'héritier légitime ; que l'action qui dépouillait une famille de plusieurs mille livres sterlings de revenu annuel, n'était pas une action légère et indigne d'attention ; qu'il ne pouvait concevoir par quelle raison ni par quelle justice on laisserait à la prisonnière la liberté de sa personne et le choix de son asile ; qu'il ne prétendait pas prédire des malheurs, ni préjuger que ce procès prît une tournure assez redoutable pour décider la prisonnière à se soustraire au jugement, mais qu'en faisant cependant cette supposition, il demandait qu'elle contenance prendrait la cour aux yeux de la nation et même de l'Europe, attentive à ce procès, s'il arrivait que la prisonnière vînt à s'évader.

« Et c'est en effet lui donner la permission de se soustraire à votre jugement, ajouta-t-il, que de laisser à l'accusée la liberté de sa personne et de ses actions. Dans ce cas, milords, comment pouvez-vous espérer échapper à la censure publique ? que répondrez-vous à la nation et aux lois, lorsqu'elles vous demanderont comment vous avez rendu la justice ?

« Je consens bien que l'on laisse à l'huissier de la verge

noire la garde de la prisonnière; mais je demande que l'on arme cet officier de tous les moyens d'autorité et de force qui peuvent le mettre en état de répondre du dépôt que la justice lui confie. »

Cet avis fut adopté, les pairs déclarant que la duchesse de Kingston serait confiée à la garde de l'huissier de la verge noire, et qu'il serait libre de prendre tous les moyens qu'il jugerait nécessaires pour empêcher l'évasion de la prisonnière.

Cette difficulté étant ainsi résolue, Henry, comte de Bathurst, lord high-steward, ordonna au greffier de la couronne de lire l'acte du grand jury du comté de Middlessex¹.

Cet acte portait qu'Élisabeth Hervey, épouse de Jean-Auguste Hervey, avait, le 3 mars 1754, épousé feu Evelyn Pierpoint, duc de Kingston, dans l'église de Saint-Georges, étant alors même l'épouse du susdit Hervey, actuellement vivant; et qu'on avait trouvé de plus, dans les registres publics, qu'elle avait été mariée audit Jean-Auguste Hervey, le 9 août 1744, à la paroisse de Medstone, dans le comté de Southampton.

Après cette lecture, l'huissier de la verge noire eut ordre d'amener sa prisonnière à la barre de la cour.

L'accusée parut, suivie de trois femmes de chambre, de son chapelain et du médecin qui lui donnait des soins. Elle était vêtue d'une robe polonaise chamarrée de fleurs noires. Ses cheveux étaient sans poudre et tressés simplement. Les femmes de sa suite portaient des robes de satin blanc.

En s'approchant de la barre, la prisonnière s'incline respectueusement, et se met ensuite à genoux.

Le lord high steward. Madame, vous pouvez vous relever. Greffier, relisez l'acte d'accusation.

Cette lecture terminée, le lord high steward prit la pa-

¹ L'acte d'accusation.

role, et s'adressant à l'accusée, il lui exposa la nature du délit qui lui était imputé, lui représenta combien il était propre à détruire la paix et les liens de famille et de la société, combien il était odieux aux yeux de Dieu, et quel intérêt elle avait à se justifier d'un si grand crime, et à démontrer son innocence.

Il ajouta que, si elle avait besoin de quelques instructions, ou que si son ignorance des formes de la procédure judiciaire lui faisait craindre de hasarder quelque réponse qui pût nuire à sa cause, elle pouvait faire toutes les questions qui intéresseraient sa sûreté et sa justification; qu'il y serait satisfait sur-le-champ. Le lord high steward finit par lui donner l'assurance que, quelque pénible que fût sa position, elle devait mettre sa confiance dans la cour, et se rassurer en pensant qu'elle allait être jugée par le tribunal le plus respectable et le plus impartial du royaume.

Le greffier donna alors lecture de la procédure qui avait été instruite devant la cour ecclésiastique.

Il en résultait, d'une part, que la duchesse de Kingston, sous le nom de miss Elisabeth Chudleigh, fut élevée, en 1743, à l'honneur de faire partie de la maison de la princesse de Galles, en qualité de fille d'honneur de cette princesse; qu'en 1744, étant encore mineure, elle fut mariée à M. John-Auguste Hervey, qui était alors lieutenant de vaisseau; que, peu de temps après, son mari fut obligé de s'embarquer pour les Indes-Occidentales, et que, depuis, ils n'avaient jamais cohabité ensemble, regardant leur mariage comme nul, à cause de la minorité des contractans; que, depuis cette époque, miss Chudleigh s'était toujours regardée comme fille et absolument libre, et qu'elle avait continué d'appartenir à la princesse de Galles, en qualité de sa fille d'honneur, jusqu'en l'année 1764, époque de son mariage avec le noble lord Evelyn Pierpoint, duc de Kingston.

D'autre part , on disait que miss Chudleigh et M. Hervey s'étaient mariés en 1744 ; qu'ils avaient vécu ensemble pendant un temps considérable ; qu'ils avaient partagé le même toit et le même lit ; qu'ils avaient toujours été regardés et traités dans la société comme mari et femme ; qu'il était vrai que M. Hervey était parti en 1746 pour les Indes-Occidentales , mais qu'il en était revenu dès 1747 ; qu'à cette époque, la communauté conjugale avait repris tous ses effets , et que les époux avaient continué de vivre et de cohabiter comme auparavant.

Malgré ces assertions , la cour ecclésiastique avait jugé que miss Chudleigh n'avait jamais été mariée , et qu'elle était toujours restée et était encore fille.

La duchesse de Kingston , qui avait obtenu la permission de s'asseoir , se leva quand le greffier eut cessé de lire , et , s'adressant à la cour , elle protesta d'un ton modeste , mais assuré , qu'elle était innocente du crime dont on l'accusait ; qu'elle n'éprouvait d'autre émotion que celle qu'excitait dans son cœur l'aspect du tribunal auguste devant lequel elle comparaisait. Elle supplia ses juges , si elle tombait dans quelque oubli des formes judiciaires , de ne point l'attribuer à un défaut de respect ou d'égard pour l'assemblée la plus honorable qu'il y eût au monde , mais à l'ignorance de son sexe sur les pratiques de la justice. Elle ajouta que , pour obéir à la loi et repousser l'accusation qu'on faisait planer sur sa tête , elle était partie de Rome malgré les risques auxquels ce voyage exposait sa santé ; qu'elle s'était empressée de se rendre dans sa patrie , convaincue que sa vie , son honneur et sa fortune ne pouvaient être remis dans des mains plus justes et plus sacrées que celles de l'auguste cour devant laquelle elle se trouvait.

Le lord high steward. Madame , vous allez répondre aux différens chefs de l'accusation portée contre vous.

La duchesse de Kingston. Milord, je m'autorise pour repousser cette accusation, de la sentence rendue en 1769 par la cour ecclésiastique. Elle fut prononcée par le savant docteur Bettesworth. Cette sentence a été considérée par tous mes conseils comme une exception péremptoire contre le procès actuel.

Le lord high steward. Cette sentence, rendue par une cour étrangère à celle devant laquelle vous comparez, ne vous dispense point de vous défendre contre l'accusation actuelle.

Le greffier de la couronne se leva, et, s'adressant à l'accusée, lui demanda, selon l'usage, si elle était coupable ou non du crime dont on l'accusait.

« Non, Milords, répondit-elle avec fermeté, je ne suis point coupable. »

Le greffier de la couronne. Comment voulez-vous être jugée ?

La duchesse de Kingston. Par Dieu et mes pairs.

Le greffier. Que Dieu donne à votre seigneurie une bonne délivrance.

Le sergent-crieur fit alors une proclamation portant que quiconque voudrait déposer contre la prisonnière pourrait s'avancer et se faire entendre, qu'elle était à la barre pour obtenir sa délivrance.

M. Dunning, avocat de la famille Meadows, au nom de laquelle l'accusation avait été portée, prit la parole pour exposer l'affaire. Il développa les moyens de l'accusation, le caractère de la loi qui punit le délit qui faisait la matière du procès, et présenta le tableau des conséquences qu'entraînerait l'impunité de ce crime. Arrivant ensuite à l'exception tirée de la sentence ecclésiastique, il s'attacha à démontrer que cette sentence était insuffisante pour mettre l'accusée à l'abri des poursuites actuelles. Il dit que les abus de la juridiction cléricalle

étaient connus depuis long-temps, et que le jugement n'avait été rendu que sur des faits faux, sur des allégations mensongères, et peut-être même par l'effet d'une collusion concertée entre lady Hervey et son époux; qu'une telle fraude devait exciter l'animadversion de la cour, et la décider à réformer une sentence surprise à la bonne foi des premiers juges.

Ce plaidoyer mit fin à la séance. L'audience fut renvoyée au lendemain.

C'était le tour des avocats de la duchesse de Kingston.

M. Wallace, l'un d'eux, après avoir présenté quelques observations sur l'ensemble de la cause, s'appliqua à repousser ce qu'avait dit M. Dunning contre la sentence ecclésiastique, et invoqua l'autorité de ce jugement, dont il établit la validité.

« Ou la cour ecclésiastique, dit-il, jouit d'une compétence légale pour juger les procès qui s'élèvent sur la validité des mariages, ou elle n'en jouit pas. Si elle n'a pas les pouvoirs suffisans pour prononcer sur ces matières, c'est une inconséquence choquante de citer les sentences d'une pareille juridiction, comme nous le faisons tous les jours dans une foule d'autres causes. Son existence est une chimère, son établissement une illusion. Mais si elle est compétente, avouez que ses jugemens sont définitifs, et ne peuvent point être réformés par aucun autre tribunal.

« De temps immémorial, cette cour a vu ses arrêts irrévocablement exécutés, dans les cas même où ils étaient attaqués pour cause de collusion. Les exemples se présentent de tous côtés, j'en choisis un entre un grand nombre d'autres de même nature.

« Une femme accuse son mari d'impuissance. La cause est portée devant la cour ecclésiastique. Le mariage est annulé, et la cour motive son jugement sur l'infirmité perpétuelle du mari. Celui-ci contracte un second mariage; il a des enfans,

et donne ainsi lui-même un démenti à l'arrêt qui l'a déclaré impuissant. *puissant n'est.*

« Cet événement donna lieu à un procès, où l'on attaqua la sentence rendue comme fondée sur un fait d'une fausseté évidente. Mais, quelque puissant que fût ce moyen, la sentence n'en reçut aucune atteinte. On crut qu'il était d'une conséquence moins dangereuse de fermer les yeux sur une erreur de justice que de renverser les jugemens rendus.

« Milords, vous voyez par cet exemple combien on a toujours respecté les sentences de la juridiction ecclésiastique. Quelles raisons trouverait-on dans l'affaire présente pour violer le respect qui s'est établi avec notre monarchie, et pour porter atteinte à la validité des jugemens de la juridiction cléricale ?

« Si l'on objecte qu'il y a eu collusion, je répondrai que cette allégation n'est plus recevable. Il est trop tard pour que la preuve de cette collusion puisse être admise. La cour qui a prononcé la sentence trouvait dans son sein, dans sa constitution même, les moyens de faire la recherche et la poursuite de toute espèce de surprise et de fraude; elle a une cour d'appel. Le roi, en vertu de sa prérogative, peut y ordonner la révision des procédures : toute personne intéressée dans l'événement du procès avait le droit de demander qu'on examinât de nouveau l'affaire. Ainsi l'essence et la constitution même de la cour ecclésiastique renferment les précautions nécessaires contre la fraude et la collusion.

« Mais si l'on n'a pas usé de ces moyens tandis que la cause était pendante, c'est qu'on n'avait rien à objecter contre les dispositions de l'arrêt.

« La duchesse de Kingston a obtenu une sentence qui la déclare libre de tout engagement de mariage. Sur le fondement de cette sentence, elle épouse le duc de Kingston. Peut-elle être criminelle pour avoir ajouté foi aux décisions de la

justice? La sentence qu'elle invoque l'affranchit de l'ombre même du crime. Une autre cour viendra-t-elle détruire le bénéfice du premier arrêt, et déclarer coupable une action qui était innocente lorsqu'elle a été commise? cela est impossible. La loi, en investissant la cour ecclésiastique d'une juridiction qui lui est propre, n'a soumis ses jugemens à aucune autre juridiction. Ce serait introduire le désordre dans l'état, la confusion dans les jugemens, que de ne pas laisser à ce tribunal l'autorité dont il est investi. Il en résulterait mille inconvéniens, dont les moins graves seraient l'incertitude et l'état précaire où se trouveraient la propriété et les nœuds sacrés du mariage.

« Résumons ces principes. L'avantage évident d'assurer aux jugemens de la cour ecclésiastique leur efficacité et leur permanence, l'usage des siècles qui a toujours respecté leur autorité, l'opinion des plus savans jurisconsultes de tous les âges, la constitution même de cette cour, et les argumens puisés dans la nature des choses, tout concourt à établir que toutes les fois qu'une juridiction a, pour une matière particulière, une compétence certaine, son jugement doit rester inébranlable. Tout recours à un tribunal étranger est à la fois une violation de la loi, et une atteinte portée à la constitution de l'état ainsi qu'à la sûreté des familles, dont la sécurité repose sur le respect qui est dû à l'autorité de la chose jugée. »

L'avocat-général répliqua au discours de l'avocat de la duchesse de Kingston.

Il considéra la question sous ses rapports généraux, fit observer que la nature de la défense et les moyens employés par l'accusée et ses défenseurs supposaient l'aveu même du crime, et tendaient, non pas à l'atténuer, mais à réclamer l'impunité, tout en proclamant son existence; que ce crime était d'une espèce si odieuse que les lois lui avaient attaché

la qualification de félonie; et que c'était ajouter encore à ce crime, que d'induire les cours de judicature en erreur par les surprises du dol et de la collusion; que le conseil de l'accusée, dans le plan de défense qu'il avait adopté, osait à la fois hasarder l'aveu du crime et soutenir que les pairs n'étaient pas compétens pour en juger l'accusation; il considéra ensuite ce moyen sous deux faces :

Il examina si l'exception était admissible, soutint la négative, et établit qu'il était absurde de vouloir dénier la juridiction des lords, tandis que l'accusée elle-même, de son propre mouvement, les avait investis de la connaissance du procès; que, par cet acte volontaire, elle avait reconnu leur compétence, et qu'il n'était plus temps de la contester.

Il prouva ensuite que l'exception du jugement rendu par la cour ecclésiastique était également mal fondée, que tout ce qui s'était passé devant cette cour était l'œuvre de la fraude et de la collusion; que c'était un principe établi par les lois que tout ce qui avait été fait entre deux parties ne pouvait jamais, en aucun cas, ôter à un tiers intéressé son droit de réclamer contre la lésion qu'il pouvait en avoir éprouvée; qu'au surplus, sans entrer dans cette discussion, de quelle nature qu'eussent été les actes invoqués, ils ne pouvaient jamais porter atteinte à la plénitude du pouvoir du monarque, conservateur des lois; qu'en cette qualité, il lui appartenait toujours d'examiner si justice avait été faite, et que nulle transaction ne pouvait lui enlever cette prérogative de sa couronne.

Il critiqua avec amertume la cour ecclésiastique et la manière dont on y rendait la justice; il dit que tout homme qui avait du loisir pouvait s'amuser à y faire des procès sans courir aucun risque, ayant toujours la faculté d'en recommencer un nouveau, après qu'il aurait ou perdu ou gagné le premier. Il revint sur un exemple cité par les défenseurs de

l'accusée, et dont ils s'étaient autorisés pour appuyer la fin de non-recevoir.

« Un homme qui avait fabriqué le testament d'une femme encore vivante, sollicite et obtient des lettres d'administration pour gérer la succession ; il se met en possession de quelques biens qui appartenaient à la prétendue défunte. La femme, qui avait été ainsi dépouillée, poursuit le faussaire, et se présente elle-même à ses juges, pour preuve qu'elle n'est pas morte. Cependant la cour, quoiqu'elle fût pleinement convaincue de l'erreur qui avait déterminé sa sentence, et de la malice de l'imposteur qui avait surpris sa religion, ne réforma pas son premier jugement, et renvoya le coupable de l'accusation. Que l'on invoque, après de tels exemples, l'autorité de cette cour ! »

Le plaidoyer de l'avocat-général avait tellement affecté l'accusée, qu'elle s'évanouit au moment où ce magistrat cessa de parler. Cet incident décida la cour à lever la séance, qui durait déjà depuis plusieurs heures, et à renvoyer la cause au lendemain.

M. Wallace et le docteur Calvert, conseils de la duchesse, se présentèrent à la barre, à l'ouverture de la séance, pour répondre au discours de l'avocat du roi ; ils reproduisirent une partie des argumens qu'ils avaient déjà présentés en faveur de l'accusée, et invoquèrent de nouveau l'autorité de la chose jugée.

La question relative à la compétence de la cour des pairs et à l'exception tirée du jugement rendu par la cour ecclésiastique étant suffisamment éclaircie, le lord Camden proposa à la cour les deux questions suivantes :

Première question. Une sentence de la cour ecclésiastique qui a déclaré nul un mariage, forme-t-elle une exception de nature à empêcher la couronne de prouver la

validité du même mariage par suite d'une accusation de bigamie ?

Deuxième question. Si l'on admet qu'une telle sentence arrête le cours de l'accusation, peut-on, pour en éluder l'effet, admettre la couronne à prouver qu'elle a été obtenue par fraude ou collusion ?

Le lord chef-justice répondit au nom des douze grands juges ; il donna son opinion sur les questions proposées. Son discours, remarquable par la clarté des idées et la force de la dialectique, éclaircit les difficultés que cette question pouvait présenter ; il conclut à la négative pour la première question, et à l'affirmative pour la seconde.

Les pairs se retirèrent dans la salle des délibérations. A leur rentrée dans la salle d'audience, le lord high steward déclara que c'était l'opinion de la cour qu'il fût donné suite à l'accusation.

Les fins de non-recevoir de la duchesse étant ainsi rejetées, les débats furent immédiatement ouverts sur l'accusation de bigamie.

Le procureur-général chargé de soutenir l'accusation prit la parole et s'exprima en ces termes :

« Milords ,

« On doit s'étonner que, jusqu'au commencement du dix-septième siècle, il n'y ait eu aucune peine séculière portée contre un crime d'une espèce aussi grave, et d'un aussi dangereux exemple que celui dont la duchesse de Kingston est accusée. Peut-être que l'innocence des mœurs de nos pères, ou l'influence de la religion, plus puissante alors sur les esprits qu'elle ne l'est de nos jours, ou bien la sévérité des censures ecclésiastiques, jointes aux calamités qui suivent toujours, comme naturellement et par une sorte de néces-

sité, les grands crimes, parurent un châtiment suffisant pour prévenir le délit qui fait la matière de ce procès.

« Mais du moment où les causes répressives cessèrent de produire leur effet, il fut difficile de classer, dans les lois pénales, un crime qui provoque plus particulièrement que bien d'autres, et dans une plus grande variété de rapports, l'intervention de l'autorité civile; un crime qui, sans parler du scandale qu'il donne à la religion, détruit les justes espérances des citoyens, tend à corrompre la pureté de la vie domestique, à relâcher ces liens étroits et sacrés, établis par la Providence pour enchaîner ensemble toutes les parties du monde moral; un crime, enfin, qui peut enfanter des troubles civils, surtout dans un pays où les titres aux honneurs et aux dignités se transmettent héréditairement.

« Milords, le malheur des individus qu'il dépouille, la corruption des mœurs privées, la confusion qu'il jette dans les relations des familles, le désordre qui en résulte dans l'ordre civil des successions, et l'outrage qu'il fait à la religion, ne sont pas, je le sais, les résultats particuliers du crime que vous êtes chargés de punir en ce jour. Mais l'exemple du mal produit des calamités nouvelles. Je ne mets devant les yeux de la cour les résultats de la bigamie que pour fixer davantage son attention sur ce procès, et afin qu'elle n'oublie aucune des conséquences qu'un tel exemple pourrait entraîner.

« L'espèce présente, pour la placer dans son véritable point de vue, est exempte de la plupart des circonstances qui bien souvent tendent à atténuer les délits. Vous voudrez bien réfléchir que toute considération qui, dans d'autres circonstances, pourrait réclamer votre pitié pour une passion malheureuse, enflammée dans de plus jeunes cœurs, est absolument retranchée de cette cause. S'il est vrai que les droits

sacrés du mariage aient été violés, je crains bien que l'intérêt ait été l'unique motif qui a poussé à commettre le crime; et si les preuves répondent à l'idée que je me suis formée, il en résultera que la prisonnière éprouvait une parfaite indifférence sur le choix de l'époux auquel elle s'attacherait, pourvu que le profit qui lui reviendrait de telle ou telle alliance fût à peu près égal. Le crime, d'après ce point de vue et d'après les circonstances, est une offense contre la loi; et, s'il est moins grave à certains égards, il devient aussi, sous d'autres rapports, beaucoup plus odieux.

« Mais, pour éviter toute observation générale sur le résultat du procès, je l'exposerai devant vos yeux de la manière la plus simple et la plus abrégée qui me sera possible. Les faits, d'après l'aperçu que leur ensemble me présente, ne peuvent être ni aggravés ni atténués.

« Malgré le long espace de temps qu'ils embrassent, je renfermerai dans un cercle fort étroit ceux que je suis en état de vous exposer. Le mariage de l'accusée avec M. Hervey; sa cohabitation avec lui à diverses époques; la naissance d'un enfant provenu de cette cohabitation; la rupture et la séparation qui suivirent ce mariage; la tentative que l'accusée, voyant l'état chancelant de la santé du comte de Bristol, fit pour établir les preuves de son mariage avec lui; enfin, le plan qu'elle a suivi pour parvenir à un second mariage avec le feu duc de Kingston.

« Miss Chudleigh était encore fort jeune lorsqu'elle vint à Loudres : si je ne me trompe, c'était vers l'année 1740. Trois ou quatre ans après, elle entra dans la maison de la princesse de Galles, en qualité de fille d'honneur.

« Dans l'été de 1744, elle lia connaissance avec M. John Auguste Hervey, lieutenant de vaisseau du roi. Cette liaison était le résultat d'une rencontre que le hasard leur fit faire

aux courses de Winchester. Des relations intimes ne tardèrent pas à s'établir, et les choses furent poussées à leur dernier terme.

« M. Hervey était un jeune homme d'environ dix-sept ans, jouissant d'une très-modique fortune, mais issu d'une famille noble; il était lieutenant du vaisseau *le Cornouailles*, qui faisait partie de l'escadre de M. John Daver, alors en station à Portsmouth, et destinée pour les Indes-Occidentales; M. Hervey parut à la tante de miss Chudleigh un parti fort avantageux pour sa nièce.

« Des courses de Winchester, M. Hervey fut invité à venir à Lainston; il conduisit ensuite ces dames à Portsmouth pour leur faire visiter son vaisseau. Au mois d'août suivant, il fit une seconde visite à Lainston; il y resta deux ou trois jours, et c'est pendant ce temps que le mariage fut conclu, célébré et consommé.

« Quelques circonstances que je vais révéler à la cour, et d'autres encore qu'il est inutile de détailler, rendaient impossible, ou du moins dangereuse, la célébration solennelle et la déclaration publique d'une pareille union. La fortune des deux époux était insuffisante pour soutenir l'état qui convenait à la naissance de l'un et aux vues ambitieuses de l'autre; mistress Hervey aurait perdu sa place de fille d'honneur auprès de la princesse de Galles si elle eût déclaré son mariage; d'ailleurs le mécontentement que la famille de M. Hervey aurait ressenti de cette union mettait l'époux dans la nécessité de garder un rigoureux silence. Il fut donc décidé que le mariage serait tenu secret, et que l'on n'admettrait à la cérémonie que les témoins qui furent jugés nécessaires pour en établir les faits et l'existence légale, en cas qu'il fût jamais contesté.

« Lainston est une petite paroisse: les revenus de la cure se bornent à environ quinze livres sterling par an; la maison

de mistress Hammer est la seule qu'il y ait dans ce petit endroit, et l'église de la paroisse est au bout du mur de son jardin.

« Le 9 août 1744, le recteur, M. Amis, reçut l'invitation de se rendre à l'église seul et de nuit.

« Sur les onze heures du soir, M. Hervey et miss Chudleigh sortirent comme pour aller faire un tour de promenade dans le jardin, suivis de mistress Hammer, dont j'ai oublié le nom de fille, mais qui aujourd'hui se nomme Anne Cradock, de M. Merrill et de M. Mountenay, qui portait une bougie afin d'éclairer le recteur lorsqu'il tirait le rituel du mariage. Ils y trouvèrent M. Amis qui les attendait, suivant la parole donnée, et là, le mariage fut célébré à la lueur de la bougie que M. Mountenay tenait à la main, et qu'il cachait de temps en temps dans son chapeau, afin d'éviter autant que possible qu'on pût s'apercevoir au dehors qu'il y avait du monde dans l'église.

« La cérémonie terminée, la servante de mistress Hammer fut envoyée pour reconnaître s'il n'y avait point de curieux autour de l'église. Les époux et les témoins rentrèrent dans la maison de mistress Hammer, sans qu'aucun des autres domestiques eût soupçonné ce qui venait de se passer. Je fais mention de ces circonstances avec d'autant plus de détails et d'exactitude, qu'elles m'ont été révélées par un témoin oculaire.

« La même nuit, le mariage fut consommé : M. Hervey partagea le lit de sa jeune épouse, mais il ne resta avec elle que pendant deux ou trois jours. Des ordres le rappelèrent à Portsmouth, et il fut obligé de rejoindre son vaisseau, qui devait mettre à la voile pour se rendre aux Indes-Occidentales.

« En l'absence de son époux, miss Chudleigh continua de remplir ses fonctions de fille d'honneur auprès de la princesse

douairière. M. Hervey s'embarqua au mois de novembre suivant. Son absence dura jusqu'au mois d'août 1746, époque où il revint en Angleterre. Au mois d'octobre, il débarqua à Douvres, et s'empessa de se rendre auprès de sa femme, qui demeurait alors dans la rue Conduit, sous le nom de miss Chudleig. Elle le reçut comme un mari, et cohabita avec lui; mais fidèle au plan qui avait été arrêté entre eux, les deux époux continuèrent de tenir leur mariage secret. A la fin de novembre de la même année, M. Hervey partit pour aller en station dans la Méditerranée. Il revint au mois de janvier 1747, et resta à Londres jusqu'au mois de mai suivant. Miss Chudleigh demeurait toujours dans la rue Conduit; M. Hervey continuait d'habiter avec elle.

« Jusque là, le ménage avait été tranquille. Tout à coup, il s'éleva quelques différens qui, en peu de temps, dégénérèrent en une querelle déclarée; si bien que les époux se séparèrent, et que, depuis cette époque, ils ont cessé tout à fait de se voir. M. Hervey resta sur mer jusqu'en décembre 1747. Il revint à Londres; mais il ne revit plus sa femme.

« C'est à ces faits que se réduit tout ce que nous sommes en état d'exposer à la cour sur les relations de M. Hervey et de son épouse. Il est assez indifférent de rechercher les causes de la querelle qui les brouilla. Le fruit de leur union fut un fils né à Chelsea vers l'année 1747; les circonstances de sa naissance, les conversations que la mère tint à cette occasion, et la mort de l'enfant, établissent de nouvelles preuves de ce mariage, bien qu'il ait été désavoué dans la suite.

« Après avoir tant de fois parlé du secret avec lequel le mariage fut célébré, des précautions qui accompagnèrent la cohabitation, il semble assez inutile de faire observer à la cour que la naissance de l'enfant fut cachée avec le même soin qu'on avait mis à cacher le mariage. Le nouveau né ne pouvait figurer que d'une manière fort inconvenante dans la

maison d'une personne qui se prétendait non mariée, et qui était fille d'honneur de la princesse de Galles.

« Milords, la seconde série des faits commence à l'année 1759.

« Il y avait près de douze ans que miss Chudleigh vivait séparée de son mari; mais l'état d'infirmité où se trouvait alors M. Hervey, devenu comte de Bristol, parut offrir à celle qui se considérait déjà comme sa veuve la perspective d'une riche succession; elle n'avait encore rien trouvé de mieux; il parut avantageux à mistress Hervey de se faire comtesse de Bristol, et d'invoquer, pour arriver à ce titre, les preuves du mariage contracté en 1744.

« M. Amis, le ministre qui les avait mariés, était retenu à Winchester par une maladie qui mettait ses jours en danger. Mistress Hervey habitait la même ville. Afin de se concerter avec son cousin, M. Merril, elle lui écrivit pour le prier de venir à Winchester. Le 12 février 1759, M. Merril arriva, et alla se loger dans l'hôtellerie de Blucobar, vis à vis la maison de M. Amis. Mistress Hervey envoya chercher la femme du pasteur, et lui demanda si M. Amis ne consentirait pas à lui délivrer un certificat de son mariage avec M. Hervey. Mistress Amis invita mistress Hervey à venir chez elle, et apprit à son mari le motif de sa présence. Le ministre était dans son lit, M. Merril apporta une feuille de papier timbré pour le certificat; mais incertain sur la forme qu'il convenait de donner à cette pièce, l'on envoya chercher un procureur nommé Spearing, qui fut d'avis qu'un simple certificat, délivré de la manière qu'on le proposait, n'était pas le meilleur moyen d'établir la preuve dont on pourrait avoir besoin; il proposa d'acheter un registre, de le parapher, et d'y enregistrer le mariage dans la forme usitée pour les registres des paroisses. Quelqu'un ayant ouvert l'avis qu'il n'était pas convenable que mistress Hervey fût présente à la con-

section du registre, le procureur répondit que l'affaire était toute simple, puisqu'il n'était question que d'inscrire dans un registre, et suivant les formes, un mariage dont plusieurs personnes attestaient la vérité, et sur la validité duquel les personnes qui étaient alors présentes n'avaient pas le moindre doute. On suivit ce conseil : le registre fut acheté, et le mariage enregistré.

« On intitula le registre : *Mariages, naissances et enterremens de la paroisse de Lainston.*

« Le premier article fut ainsi conçu : *le 22 août 1742, enterré mistress Suzanne Merrill, veuve de Jean Merrill, écuyer.*

« Le second : *le 4 août 1744, marié honorable John-Auguste Hervey, écuyer, à miss Elisabeth Chudleigh, fille du colonel Thomas Chudleigh, de la société du collège de Chelsee, dans l'église paroissiale de Lainston, par moi Thomas Amis.*

« Mistress Hervey ne se possédait plus de joie en voyant avec quelle facilité se trouvait établie la preuve de son mariage. Elle remercia affectueusement M. Amis, lui dit qu'il pourrait lui revenir à elle, pour cette complaisance, quelque cent mille livres sterling. Elle mit mistriss Amis dans toutes ses confidences, lui parla de l'enfant qu'elle avait eu de M. Hervey, mais qui était mort; lui dit comment elle avait emprunté cent livres sterling de sa tante Hammer, pour la layette du petit enfant, etc., etc. Elle laissa le registre à mistriss Amis, et lui recommanda de le remettre à M. Merrill, dans le cas où son mari viendrait à mourir. M. Amis mourut en effet quelques semaines après.

« M. Kinchin, recteur actuel, succéda au bénéfice de Lainston; le registre était resté entre les mains de M. Merrill. En 1764, mistress Hammer mourut et fut enterrée à Lainston; quelques jours après, M. Merrill désira que son enterrement

fût enregistré. M. Kinchin ne connaissait aucun registre qui appartint à la paroisse : M. Merrill produisit celui qu'il avait et qu'avait fait M. Amis ; brisant alors le sceau dont il avait été scellé par l'ancien recteur, il montra à M. Kinchin l'enregistrement du mariage de miss Chudleigh et de M. Hervey ; mais il lui recommanda de n'en rien dire.

« M. Kinchin ajouta, pour troisième article : *enterré le 10 décembre 1764, mistress Hammer, veuve du feu colonel William Hammer*. Il remit ensuite le registre à M. Merrill, qui continua d'en rester le dépositaire.

« M. Merrill mourut en 1767. M. Bathurst trouva le registre parmi ses papiers ; le prenant pour un registre paroissial, il le remit à M. Kinchin ; et il fut toujours, depuis cette époque, gardé et tenu comme tel. Pour quatrième article, on y enregistra le décès de John Merrill, écuyer, mort le 17 février 1767.

« Cependant le comte de Bristol recouvra la santé, et le registre demeura oublié jusqu'à ce qu'un événement, bien différent de celui pour lequel il avait été préparé, le fit retrouver à la famille Meadows.

« Il s'était écoulé neuf années depuis que les premières espérances d'un grand titre et d'une opulente succession s'étaient évanouies pour mistress Hervey. Elle avait imaginé un nouveau plan, et s'était arrangée d'une autre manière pour atteindre à une alliance au moins égale à celle du comte de Bristol.

« M. Hervey, de son côté, avait aussi tourné ses vues vers une union plus sortable ; et il s'établit à cette occasion, entre lui et mistress Hervey, des relations qui avaient pour objet de faire rompre un mariage devenu si pesant et si odieux aux deux conjoints. Le parti que proposa M. Hervey n'avait d'autre défaut que celui de n'être pas délicat : c'est ce qui a fait qu'il est resté sans exécution. La méthode de

M. Hervey était un peu scabreuse. Elle consistait à solliciter une séparation de corps qui serait demandée pour cause d'adultère. La sentence de la cour ecclésiastique qui interviendrait sur cette demande servirait de base à un acte du parlement, qui prononcerait alors un divorce absolu.

« Cette proposition fut faite par lettre, et dans des termes peu ménagés. Mistress Hervey repoussa cette proposition. Elle répondit par une lettre dans laquelle elle rejetait cette infamie, et laissait éclater l'indignation que lui inspirait un projet qui devait flétrir sa réputation. Le 18 août suivant, elle présenta une requête à la cour ecclésiastique, afin d'obtenir qu'aucune procédure, instruite à la demande de M. Hervey, ne fût reçue contre elle dans aucune question matrimoniale, sans qu'on en donnât préalablement avis à son procureur.

« Quels furent les obstacles qui empêchèrent M. Hervey de suivre le plan qu'il avait d'abord adopté ? Quels furent les motifs qui le déterminèrent à prendre une route toute différente ? c'est ce que nous ne pouvons expliquer à la cour ; mais on a su qu'il s'était établi de nouvelles négociations pour substituer un autre plan à celui proposé par M. Hervey.

« A la session de Noël 1768, mistress Hervey présenta une requête à la cour ecclésiastique pour demander la nullité de son mariage. M. Hervey y répondit par un mémoire où il se bornait à déclarer que l'engagement était valable. Cette déclaration était présentée de manière à donner une nouvelle force à la requête, au lieu de l'attaquer. La collusion perçait de toute part.

« Jamais artifice plus grossier ne fut mis en œuvre. Le Mémoire de M. Hervey tendait à établir le mariage par plusieurs circonstances insignifiantes ; mais on avait eu soin de passer sous silence celles qui étaient capables d'éclairer la cour. On y présentait des détails minutieux avec une exactitude re-

marquable ; mais lorsqu'on en venait aux faits mêmes , on ne parlait plus d'un mariage secret , d'un contrat sans témoins , et célébré à la connaissance de mistress Hammer , qui alors était morte.

« La cérémonie du mariage , qui , dans la vérité , avait été célébrée dans l'église de Lainston , n'avait été , suivant le Mémoire , accomplie que dans la maison de M. Merril , dans la paroisse de Sparshat , par M. Amis , en présence de mistress Hammer et de M. Mountenay , qui , tous les trois , étaient morts. On évita de parler d'Anna Cradock , cette femme qu'on avait , trois mois auparavant , désignée comme un témoin du mariage ; et , pour l'exclure tout à fait et sans retour , on disait que la consommation s'était faite à l'insu de toute la famille et de tous les domestiques de M. Merril. On insinuait encore que le mariage avait été tenu secret , et n'était connu que des personnes ci-dessus mentionnées.

« La forme de la procédure obligeait mistress Hervey de répondre à ces articles par une dénégation personnelle et sous la foi du serment ; elle nia formellement l'existence du contrat ; et , sur le fait des propositions de mariage , elle répondit que ces propositions avaient pu être faites à mistress Hammer , qu'elle n'en avait point eu connaissance ; mais elle n'osa point désavouer qu'on lui en eût fait part. Pour les autres faits du Mémoire relatifs à la célébration du mariage , au temps , au lieu de la cérémonie , aux témoins , et aux précautions prises pour tenir le mariage secret , elle se retrancha dans la formule ordinaire qui termine toute réponse , *en niant tout le reste du Mémoire , et affirmant qu'il n'y avait aucune vérité*. Enfin , elle rejeta jusqu'à l'article qui alléguait la consommation.

« L'affirmation du mariage ne formait qu'une partie du Mémoire de M. Hervey , et la déclaration était arrangée de façon qu'elle renfermait des circonstances fausses , mêlées et

combinées avec d'autres circonstances qui étaient vraies. *Ils furent mariés ensemble à Sparshat dans la maison de M. Merrill.* Telle était la construction de l'article.

« Or, cette partie de l'article, comme le disait mistress Hervey, n'était pas vraie en son entier. Il était bien vrai qu'ils avaient été mariés ; mais il ne l'était pas qu'ils l'eussent été à Sparshat, ni dans la maison de M. Merrill.

« Le subterfuge était grossier ; il réussit cependant. Il est d'usage dans les cours ecclésiastiques de faire des objections sur les réponses qui paraissent insuffisantes, et qui tendent à confondre les objets ; sans cette précaution, il serait impossible de forcer une partie à donner une réponse claire et positive sur le fait allégué. Mais il n'entraîna pas dans les vues des parties d'exiger des réponses précises et satisfaisantes. En conséquence, on ne fit ni remarques ni objections, et le procès marcha rapidement à la conclusion.

« La recherche des preuves fut concertée de la même manière. On ne demanda point à faire entendre le témoignage des domestiques. On omit jusqu'à la femme que M. Hervey avait envoyée à mistress Hervey pour négocier le projet de la demande en divorce ; mais on produisit son mari qui vint jurer que, dans l'année 1744, M. Hervey avait dansé avec miss Chudleigh aux courses de Winchester, qu'il était allé lui faire visite à Lainston ; il dit aussi qu'en 1746 il entendit courir quelque bruit sur le mariage de M. Hervey avec miss Chudleigh. Marie Edwards et Anne Hillam, domestiques attachées au service de M. Merrill, ne contredirent point l'article sur lequel ils furent interrogés (celui qui alléguait qu'aucun des domestiques de M. Merrill n'avait eu connaissance du mariage) ; mais ils dirent seulement qu'ils avaient entendu quelques propos relatifs à ce mariage. Telles furent aussi les dépositions de MM. Robinson, Edwards et Gossach. C'est à quoi se réduisirent les preuves de l'enquête de M. Her-

vey ; où l'on voit que les témoins firent un grand étalage de zèle pour révéler tout ce qu'ils savaient , afin de mieux donner à connaître qu'ils ne savaient rien.

« Mistress Hervey observa les mêmes précautions ; elle prouva d'une manière irréfutable qu'elle n'avait jamais porté que son nom de fille , qu'elle était fille d'honneur de la princesse douairière ; qu'elle avait toujours conservé le droit d'intervenir dans des contrats , d'acheter et de vendre sous le nom d'Élisabeth Chudleigh ; que M. Merrill et mistress Hammer , dans leurs visites comme dans leur correspondance , ne lui donnaient jamais d'autre nom que son nom de fille.

« Dans cette vue , on fit paraître une multitude de témoins , qu'il eût été très-imprudent de produire , s'il n'y avait pas eu une parfaite certitude qu'on ne s'occuperait de rien moins que de rechercher la vérité. Plusieurs témoins n'auraient pu garder le secret , si on les eût soumis à l'épreuve d'une discussion sérieuse , lors même qu'on n'aurait employé que cette méthode imparfaite qu'on suit dans les cours ecclésiastiques ; mais il n'y eut pas un seul interrogatoire approfondi , pas un seul témoin sérieusement examiné , quoiqu'ils fussent produits pour répondre sur des articles qui avaient pour objet des faits extrêmement graves , et qui étaient de nature à inspirer à la partie adverse la curiosité de pousser les recherches plus loin. La cause , ainsi discutée , ainsi instruite , les parties eurent le singulier bonheur d'obtenir un jugement qui convertit la fraude en décision judiciaire , et qui fut une surprise faite à la religion de la cour.

« Milords , lorsque notre devoir nous oblige de vous signaler ces manœuvres et de présenter à vos seigneuries les procédures de cette cause , comme une preuve évidente de la collusion des parties , il nous serait pénible de penser que l'on pût nous supposer l'intention de censurer en rien l'intégrité et les talens bien reconnus du savant et respectable magistrat.

qui a prononcé la sentence déclarative de la nullité du mariage. Le magistrat juge et doit juger que là où la fraude n'est pas prouvée, il n'y a point de fraude. La collusion échappe aisément aux regards les plus exercés, et il est facile aux parties conniventes d'amener les juges à ne donner qu'une attention superficielle à une cause dont l'examen semble n'intéresser personne, et n'est demandé par personne. Ce fut ainsi que l'on parvint à faire déclarer nul un mariage valable, et à se frayer une voie pour arriver à un mariage adultère. Ce fut ainsi que le duc de Kingston, induit à croire que les droits réclamés par M. Hervey sur l'accusée, étaient une prétention injurieuse et fausse, se décida à donner sa main à une femme qui était depuis vingt-cinq ans, et qui était encore alors l'épouse légitime d'un autre.

« Dans les conversations qu'elle eut depuis avec ceux qui connaissaient son état, elle ne pouvait s'empêcher de se glorifier de l'adresse avec laquelle elle avait amené le duc à ce mariage : *Ne pensez-vous pas*, dit-elle un jour, en souriant, *à mistress Amis, ne pensez-vous pas que le duc a été bien bon d'épouser une vieille fille ?* Mistress Amis était la veuve du ministre qui l'avait mariée à M. Hervey, qui l'avait aidée à se procurer un registre faisant foi de ce mariage, et à qui elle avait avoué qu'un enfant était né de cette union. La bonté du duc, pour nous servir de son expression, était peut-être moins étrange que la manière dont elle en parlait à une femme qui connaissait parfaitement son état.

« Milords, tels sont les faits de ce procès. L'audition des témoins vous confirmera la vérité de ce que nous avons exposé à vos seigneuries. Un jugement a été obtenu par fraude entre les parties, votre autorité le cassera ; un crime odieux a été la suite de cette première fraude, c'est à votre sagesse qu'il appartient de le punir. Ainsi la nation tout entière, atten-

tive à ce procès, apprendra, par ce grand spectacle de justice, que la loi frappe le coupable partout où il se rencontre, et que le riche comme le pauvre, le puissant comme le faible, ne doivent chercher leur sécurité que dans le témoignage de leur conscience et la pratique des vertus. »

Quand le procureur-général eut cessé de parler, la cour s'occupa de l'audition des témoins. Le premier qui fut entendu était Anne Cradock, ancienne femme de chambre de mistress Hammer.

Anne Cradock. Ce fut en 1742, après les courses de Winchester, que miss Chudleig vint à Lainston avec M. Merrill, pour rendre une visite à mistress Hammer, sa tante. C'est là qu'elle vit pour la première fois M. Hervey, devenu depuis comte de Bristol. Ils éprouvèrent de l'amour l'un pour l'autre, et furent secrètement mariés à onze heures du soir, dans l'église de Lainston, en présence de M. Montney et de mistress Hammer. J'assistai à cette cérémonie. Le mariage fut célébré par M. Amis, recteur de la paroisse. Je me rappelle que M. Montney avait une bougie allumée dans son chapeau. On prit toutes les précautions possibles pour tenir le mariage secret. Comme on se méfiait des gens de la maison, je fus envoyée hors de l'église, afin d'écarter du chemin les domestiques de M. Merrill, s'ils venaient à se présenter aux alentours.

« Après la cérémonie, je vis les deux époux se mettre au lit. Le lendemain, mistress Hammer, leur tante, assista à leur réveil. Ils partagèrent le même lit la nuit suivante. Peu de jours après, M. Hervey fut obligé de se rendre à Portsmouth, où le rappelaient ses devoirs de lieutenant de vaisseau. Il devait partir avec la flotte de sir John Dawrest. C'est moi-même qui fus chargée de l'éveiller, à cinq heures du matin, le jour de son départ de Lainston.

« Lorsque j'entrai dans sa chambre, il dormait si profondément à côté de mistress Hervey, que je me dis en moi-même, c'est pitié de les éveiller.

« Mon mari suivit M. Hervey, qui l'avait pris pour son domestique; ils firent le voyage ensemble.

« De retour des Indes-Ocidentales, M. Hervey n'eut rien de plus pressé que de venir rejoindre sa femme. Elle devint enceinte quelques mois après, et M. Hervey ayant été obligé de s'embarquer de nouveau, mistress Hervey accoucha en l'absence de son mari. Je n'ai jamais vu l'enfant qui naquit de ce mariage; mais j'appris de sa mère que c'était un petit garçon, qu'il était tout le portrait de M. Hervey, et qu'il était en nourrice.

« Quelque temps après, ayant vu mistress Hervey fort chagrine, je lui demandai quelle était la cause de sa tristesse; elle me répondit que son fils était mort. »

Anne Cradock fut soumise, après cette déposition, à un interrogatoire rigoureux. Comme les faits qu'elle avait avancés étaient positifs et concluans, il était important de s'assurer de l'impartialité et du degré de confiance que méritait le témoin. On lui demanda si elle n'avait pas reçu une lettre d'une certaine personne, qui lui promettait une forte récompense si elle consentait à déposer contre la duchesse de Kingston. Elle avoua qu'elle avait reçu une lettre de M. Fossard, qui lui promettait une place, mais qu'on ne lui disoit pas autre chose; et qu'on ne lui recommandait pas même de tenir cette lettre secrète.

Toutes les interpellations qu'on lui adressa, et qui tenaient à lui faire avouer qu'elle avait quelque autre intérêt que celui de la vérité dans cette affaire, ne la déconcertèrent pas. Elle répondit sans le moindre trouble à toutes les questions qui lui furent proposées. Interrogée sur le point de savoir si elle n'avait pas reçu la promesse d'une pension via-

gère de la part de l'accusée, à condition d'aller vivre à la campagne et de ne point se présenter comme témoin dans l'affaire de son mariage, elle répondit qu'en effet l'accusée lui avait fait promettre une pension de vingt guinées, en lui laissant le choix de trois provinces pour y faire son séjour, le Derbyshire, l'Yorkshire et le Northumberland; qu'elle était en effet partie, mais que, pour des raisons particulières, elle n'était pas allée plus loin que Sowesby; qu'elle n'avait jamais rien touché de cette pension, et avait subsisté sur les épargnes qu'elle avait amassées pendant le temps de son service auprès de mistress Hammer, et d'un legs de deux cent pièces qui lui avait été laissé dans le testament de cette dame.

M. Hawkin, chirurgien, autre témoin, est introduit. Il prête serment.

M. Hawkin. Milords, avant de rapporter à la cour les faits de cette cause qui peuvent être à ma connaissance, je supplie vos seigneuries de me dire si je dois déclarer tout ce que je n'ai appris concernant l'accusée, que par suite de ma profession de chirurgien.

Lord Mansfield. La demande du témoin est juste et convenable; il doit écarter de lui les reproches qu'on pourrait lui faire d'avoir trahi volontairement des secrets dont sa qualité de chirurgien, et par conséquent d'homme public et de confiance, l'ont rendu dépositaire. Je crois que la cour doit prononcer sur ce point.

La cour délibère pendant quelques minutes.

Le lord high steward. La cour décide que le témoin répondra à toutes les questions qui lui seront adressées. Faites votre déposition.

M. Hawkin. Je n'ai point assisté à l'accouchement de l'accusée; mais j'ai vu l'enfant né d'elle et de M. Hervey. Je lui ai même donné des soins pendant long-temps en qualité de

chirurgien. Je connais M. et madame Hervey depuis trente ans. Je les ai entendus parler plusieurs fois du mariage célébré à Lainston, et j'ai toujours cru que ce mariage avait été légalement contracté. Je sais aussi que l'enfant issu du mariage était né à Chelsea.

« Mandé un jour par M. Hervey, je le trouvai assis auprès d'une table couverte de papiers. « Ces papiers sont tous relatifs à ma femme, » me dit-il, et il me pria ensuite d'aller la voir, afin d'arranger entre eux un divorce. J'eus à ce sujet, avec M. et madame Hervey, plusieurs conversations. Un jour avant que la sentence ecclésiastique fût rendue, je vis mistress Hervey et la trouvai fort inquiète. Je m'informai des causes de ce chagrin; elle me répondit qu'elle était affligée par la nécessité où elle allait bientôt se trouver de jurer positivement qu'elle n'était point mariée, et qu'elle abandonnerait plutôt sa poursuite que de faire un pareil serment. Je lui demandai alors quel motif avait pu la décider à solliciter elle-même ce jugement : « Oh ! quant à cela, me répondit-elle, la cérémonie ne m'a paru jusqu'ici qu'une bagatelle méprisable; et ma conscience est fort en repos; mais j'aurais autant de répugnance à jurer que je suis mariée, qu'à jurer que je ne le suis pas. »

La cour n'adressa aucune demande au témoin.

Sophie Betty Place. Ma déposition se borne à rapporter à la cour, que j'ai entendu dire à l'accusée qu'elle était mariée avec M. Hervey.

Le lord vicomte Barrington est ensuite appelé. Il connaissait depuis plus de trente ans la duchesse de Kingston; il avait été étroitement lié avec elle, et sa déposition devait être d'une grande importance dans le procès.

Le lord vicomte Barrington. Milords, je me suis rendu ici pour obéir aux ordres de la cour, et je suis prêt à rendre témoignage sur tout ce que j'ai appris par les voies ordinaires;

mais ce qui m'aura été confié, ou dit sous le secret, je pense, en me soumettant à vos jugemens, qu'en homme d'honneur, en homme qui respecte les lois de son pays, je dois le taire.

« Si l'on m'objecte que M. Hawkin a donné à peu près les mêmes raisons que moi pour être dispensé de répondre, et que la cour n'a point jugé à propos de les accepter, parce qu'un témoin doit répondre à toutes les questions qui lui sont faites dans une cour de justice; je dirai qu'un homme doit agir d'après ses propres sentimens; je sens que si une conversation particulière m'a été confiée, je ne dois pas la révéler; que je pourrais refuser de répondre à la question qui m'a été faite, sans blesser mon serment, sans devenir parjure. Cependant, si l'opinion des pairs est que mon serment m'oblige de déclarer tout ce que je sais, et que je serais coupable de parjure en gardant le silence sur certaines circonstances, dans ce cas, milords, je déclare que je veux tenir mon serment.

La duchesse de Kingston se levant, et d'un ton plein de fermeté. Je décharge milord Barrington de toute obligation de secret envers moi, et je désire que tous les témoins qui seront entendus pour ou contre moi, puissent donner librement leur témoignage. Je suis venue d'une ville étrangère, au péril de ma vie, pour comparaître devant votre cour. Je me sou mets d'avance à tous les jugemens qu'elle prononcera, et je ne me plains point de ce qu'une sentence ecclésiastique, rendue en ma faveur, ait été infirmée, quoiqu'une pareille sentence n'eût jamais, avant ce procès, éprouvé le même sort.

Lord Barrington. Je déclare solennellement, devant vos seigneuries, sur le serment que j'ai fait et sur mon honneur, que je ne m'attendais point à la générosité de la duchesse de Kingston. Il y a plus de trois mois que je n'ai eu aucune espèce de relation avec sa Grâce, soit par lettres, visites,

messages, etc., etc. Je n'ai su que depuis peu de temps que je devais porter témoignage dans cette affaire. Ainsi la générosité de sa Grâce est due à un mouvement spontané. Mais, milords, il s'élève en mon esprit un doute que vous seuls pouvez résoudre. Je pensais, avant que sa Grâce m'eût délié de toute obligation, qu'il ne convenait pas de trahir les secrets obtenus par suite d'une longue confiance; et maintenant qu'elle me laisse libre de parler, sa générosité ne doit-elle pas me lier plus fortement à ma première résolution ?

Le lord duc de Richemond. Je ne pense pas qu'il convienne au noble lord de trahir les secrets de la confiance, sauf l'avis contraire de la chambre; je crois que lord Barrington n'est tenu de déclarer que les faits qu'il a pu apprendre dans le monde.

Le lord Mansfield. Je propose de passer à l'audition des autres témoins. Si le conseil juge à propos d'interroger lord Barrington, il sera libre de le faire après que la liste des témoins sera épuisée.

Le lord high steward. Si le conseil de l'accusation n'a pas de question à faire au noble lord, nous lui permettrons de se retirer.

Le solliciteur-général. Quoique le serment prêté par le lord Barrington mette son témoignage à la disposition de la justice, nous n'éprouvons aucun désir de l'interroger. Mais l'accusée peut user de ce droit.

M. Wallace, défenseur de la duchesse de Kingston. Milord Barrington n'est point un témoin cité à la requête de l'accusée. Nous ne craignons ni n'appelons son témoignage. La duchesse a fait citer ses témoins, qu'elle fera entendre à l'acouir.

Lord Radner. Les témoins cités à la barre ne sont pas plus les témoins de l'accusateur que de l'accusé : ils sont les témoins de la cour.

« J'adresserai, ajouta-t-il ensuite, une ou deux questions au lord Barrington, sans prétendre blesser sa délicatesse, ni vouloir pénétrer dans les secrets livrés à sa discrétion : la première de ces questions est s'il a connaissance de quelque fait qui prouve que M. Hervey fût marié à miss Chudleigh.

Lord Barrington. Je ne connais par moi-même aucun fait qui puisse prouver le mariage de la duchesse de Kingston avec M. Hervey.

Lord Radner. Le noble lord doit laisser à la chambre la faculté de juger si les faits dont il a connaissance prouvent ou non ce mariage. Connaît-il quelque fait relatif à ce mariage ?

Lord Barrington. Je ne connais par moi-même aucun fait qui tende à prouver ce mariage. Je ne sais rien autre chose que ce que j'ai entendu dire dans le monde.

Lord Radner. Je crains, milords, que, par votre facilité, vous n'ayez admis une manière de procéder qui ne serait point reçue dans la dernière cour du royaume.

« Je désire, lord Barrington, que vous me disiez affirmativement, si vous ne savez rien qui puisse prouver le mariage du comte de Bristol avec la dame qui est ici présente à la barre. »

Lord Barrington. Milords, si je sais quelque chose, je ne puis le révéler, ni répondre à la question qu'on me fait, sans abuser de la confiance qui m'a été accordée.

Lord Radner, en s'adressant à la cour. Milords, je suis d'avis d'ajourner¹, afin de résoudre la question par les voies légales.

Cet avis fut adopté par la cour. Les lords sortirent de la salle d'audience. Ils y rentrèrent au bout d'une demi-heure.

¹ Les juges s'ajournent, lorsqu'ils se retirent dans une salle particulière pour délibérer et donner leur opinion sur une difficulté qui s'élève.

Le lord high steward. Milord vicomte Barrington, je suis chargé par les pairs de vous faire savoir que leur opinion est que vous êtes forcé par la loi de répondre à toutes les questions qui vous seront proposées.

« Le conseil de l'accusation a-t-il des questions à faire au témoin qui est à la barre ? »

Le solliciteur-général. Nous ne ferons aucune question au noble lord.

Le lord high steward. Le conseil de l'accusée a-t-il quelques questions à faire au témoin.

M. Wallace. Aucune, milord.

Lord Radner. Le témoin a-t-il appris, par des faits ou par des conversations entre la duchesse de Kingston et lui, que cette dame fût mariée au comte de Bristol ?

Lord Barrington. Milord, j'ai déjà donné les raisons qui m'empêchent de répondre aux questions dont l'objet serait de me forcer à révéler des confidences que je dois tenir secrètes. J'ai déclaré en même temps, que si mon serment m'obligeait à répondre à toutes les questions qu'on me proposerait, je ne voulais pas être parjure ; mais, quoique personne ne puisse marquer aussi bien que moi la ligne qui sépare mon obéissance à la loi du respect que je me dois à moi-même, cependant j'ai besoin de me consulter sur ce point avec les savans jurisconsultes qui m'environnent, et j'aime mieux me confier à leur jugement qu'au mien propre.

Lord Radner. Je ne crois pas qu'en présence de la cour on puisse prendre conseil à la barre en matière de loi.

Lord Barrington. Milords, je viens de proposer la question à M. l'avocat-général, et je le remercie de la bonne volonté qu'il a mise à me répondre. Il me croit obligé, par mon serment, de répondre à toutes les questions qui me seront faites, et je n'ai plus qu'à m'excuser, milords, du retard que je vous ai causé.

Lord Radner. Milord Barrington a-t-il appris par des faits ou par des conversation entre la duchesse de Kingston et lui, que cette dame fût mariée au comte de Bristol?

Lord Barrington. Ma mémoire est bien faible et se rappelle difficilement les faits éloignés. Autant que je puis m'en souvenir, la duchesse ne m'a pas honoré, depuis nombre d'années, d'aucune conversation sur ce sujet; je crois même qu'il s'est écoulé plus de vingt ans depuis qu'il n'a pas été question entre nous du comte de Bristol. Vous voyez, milord, que je ne puis répondre d'une manière bien positive.

« La duchesse de Kingston m'a confié, il y a au moins trente ans, une circonstance de sa vie qui avait quelque rapport à un engagement de mariage entre elle et le comte de Bristol, alors M. Hervey. Si c'était un mariage légal, ou s'il n'y avait pas eu de mariage, c'est ce que je ne puis pas décider. La duchesse m'avait dit, il est vrai, qu'il y avait entre elle et M. Hervey un engagement de mariage; mais ce mariage est-il légitime, ne l'est-il pas? je ne suis pas assez bon jurisconsulte pour décider la question. »

Lord Radner. Milord n'a-t-il jamais entendu dire, ou appris, qu'il fût né un enfant de ce mariage?

Lord Barrington. Sur mon honneur, je ne puis affirmer ce fait. Je ne me souviens pas que la duchesse m'ait jamais fait aucune confidence à ce sujet. J'en ai entendu parler dans le monde; mais je ne me souviens pas que la duchesse m'en ait jamais rien dit.

La cour n'ayant pas adressé de nouvelles interpellations au lord Barrington, un autre témoin fut appelé. C'était mistress Judith Philips, veuve du ministre M. Amis, qui avait marié M. Hervey avec l'accusée.

Judith Philips. Je me souviens fort bien du jour où mon mari célébra le mariage qui unit miss Chudleigh avec M. Hervey, lieutenant de vaisseau du roi. Je n'étais point présente

à la cérémonie, mais j'en ai entendu parler à M. Amis. Mistress Hervey me fit dire, quelques années après son mariage, qu'elle serait bien aise de me voir. Sur cette invitation, je me rendis chez cette dame; elle me demanda si M. Amis ne consentirait pas à lui donner un certificat de la célébration de son mariage. Elle me montra en même temps une feuille de parchemin sur lequel elle paraissait désirer que le certificat fût écrit. Je lui répondis que M. Amis consentirait bien certainement à lui délivrer l'attestation qu'elle demandait. Alors M. Merril, qui était présent, fit observer à mistress Hervey qu'elle devrait consulter son avocat avant de rien faire. Mistress Hervey approuva cet avis; l'avocat fut appelé; il demanda un registre, et dit que c'était sur ce registre où l'on transcrivait aussi la date de quelques morts, mariages, etc., arrivés depuis peu dans sa paroisse, que l'attestation devait être rédigée.

Un lord. Représentez le registre au témoin.

On présente le registre à mistress Philips.

Le lord. Reconnaissez-vous ce registre?

Judith Philips. Parfaitement. Voilà l'écriture de feu mon mari.

Un lord. Quel est votre revenu et votre demeure à Londres?

Judith Philips déclare sa fortune et son habitation.

Le lord. Avez-vous eu quelques relations avec M. Meadows, qui poursuit le procès intenté à la duchesse de Kingston? N'avez-vous pas reçu de lui quelques promesses de services?

Judith Philips. Non, milord; je ne l'ai vu ni chez moi, ni à la campagne.

Le registre fut ensuite présenté aux révérends M. Incher et M. John Denniss, ministre du Hampshire; ils reconnurent et certifièrent l'écriture de M. Amis.

Le révérend M. Purvech, de Sainte-Marguerite de Westminster, produisit ensuite le registre sur lequel se trouvait inscrit, à la date du 8 mars 1769, le mariage du duc de Kingston avec l'accusée.

Les témoins reçurent alors l'ordre de se retirer. Huit heures venaient de sonner. Le lord high steward déclara que tous les témoins cités à la requête des poursuivans avaient été entendus, et que la parole appartenait à l'accusée.

La duchesse de Kingston se leva, et après avoir salué la cour, elle dit :

« Milords ,

« Je me présente devant vous , pénétrée de respect pour vos seigneuries et de confiance dans le jugement que vous allez rendre. Ma défense sera simple. N'attendez de moi que l'expression de l'innocence et de la vérité. J'ai souffert de longues persécutions; mon honneur et ma réputation ont été cruellement déchirés; la calomnie ne m'a épargné aucun de ses poisons; aussi tant d'indignités, tant d'attaques injustes ont presque épuisé mes forces, et je sens qu'il me reste à peine celles qui me sont nécessaires pour me défendre devant une aussi auguste assemblée.

« Milords, je ne puis sans émotion envisager combien ma tâche est pénible d'avoir à vous parler de moi-même, et d'être placée dans l'alternative sans cesse renaissante de dire trop ou de ne pas dire assez. Je suis dégradée par mes adversaires; ils ont étendu leur mépris jusque sur ma famille; ces titres honorables, auxquels j'attachais un prix inestimable, parce que je les avais reçus de mon noble époux, on a tenté de me les ravir. Jugez combien j'ai besoin de votre indulgence et de votre protection.

« Si je n'avais à défendre ici que ma vie et ma fortune, je me serais abstenue de parler devant vous. La douleur que

j'ai éprouvée en perdant mon époux, objet de toute ma tendresse, m'a rendue indifférente pour la vie; et quand il plaira au Dieu tout puissant de me rappeler à lui, c'est de bon cœur que je déposerai le fardeau de mes jours. Je ne parle devant vous que pour défendre ma réputation et mon honneur cruellement attaqués.

« Le tableau que je vois suspendu aux murs de cette cour, et qui représente la raison, la peint sous des traits bien frappans et avec ses véritables attributs. Elle est une faculté de l'esprit et non du corps : la clef qu'elle tient à la main signifie qu'elle n'est pas la science, qu'elle n'est que la clef qui en ouvre l'entrée. Cette clef décele à mes yeux la sagesse éclairée de mes juges. Sa main gauche est armée d'un marteau. Devant elle est jetée une pièce de monnaie fausse et une autre pièce d'or pur. Le marteau, voilà l'emblème de votre sagacité, qui, si Dieu a pitié de moi, frappera avec force sur les faux témoins qui ont déposé contre moi, et fera voir que mes intentions, dans ce procès, sont aussi pures que l'or le plus pur, et entièrement purgées des sophismes et des mensonges.

« Milords, l'infortunée qui comparait devant vous, est issue d'une famille ancienne et honorable, où les femmes furent distinguées par leur vertu, et les hommes par leur valeur, pendant une succession non interrompue de trois siècles et demi. Sir John Chudleigh, le dernier héritier de ma famille, a péri au siège d'Ostende, à peine âgé de dix-huit ans. Il préféra une mort glorieuse, sous le drapeau qui avait été confié à sa bravoure, plutôt que de céder aux offres d'un généreux officier français, qui, touché de sa jeunesse, lui offrit par trois fois la vie s'il voulait consentir à livrer son drapeau. Mais il s'enveloppa dans ses replis et souffrit une mort glorieuse, qui lui a épargné la honte dont son

front serait couvert s'il savait les outrages inouis et le déshonneur dont on a abreuvé sa malheureuse sœur.

« La fortune du duc de Kingston m'est précieuse, en ce qu'elle est un témoignage de la haute estime qu'il avait pour moi. C'est pour moi un sujet d'orgueil d'avoir été l'objet des affections de cet homme vertueux, et je mettrai ma gloire à sacrifier cette fortune à l'honneur de l'époux qui me l'a transmise, bien persuadée que le suprême dispensateur de tous les biens ne lui aurait pas inspiré l'idée de me préférer à tous ses autres parens, s'il n'avait pas été convaincu que je serais aussi fidèle économe, que j'avais été épouse fidèle, et que j'admettrais d'autres associés plus dignes que moi au partage de ces riches dons de sa fortune.

« J'en appelle maintenant au jugement de vos cœurs. Jugez s'il n'est pas bien cruel pour moi de me voir traitée comme une vile criminelle, et chargée d'une accusation publique, pour un acte qui a reçu la sanction de la loi, pour un acte que Sa Majesté a daigné honorer de son approbation, et qui avait été auparavant connu et approuvé de ma royale maîtresse, la feue douairière princesse de Galles; pour un acte, enfin, qui a été autorisé par la juridiction ecclésiastique, et qui n'en était que la suite. Vous ne voudrez pas, milords, jeter du discrédit sur une cour aussi respectable, et faire affront à des juges qui la président avec autant d'honneur que de fidélité aux lois. Les juges de la cour ecclésiastique ne reçoivent pas leurs provisions de la couronne, mais des évêques et des archevêques; leur juridiction est compétente dans les cas ecclésiastiques, et leurs procédures sont conformes aux lois et aux coutumes du pays, ainsi que l'atteste le savant Blackstone. *Il faut avouer, à l'honneur des cours ecclésiastiques, dit ce grand jurisconsulte, que quoiqu'elles continuent encore aujourd'hui de décider plusieurs questions*

qui appartiennent aux tribunaux temporels, cependant la justice est en général si judicieusement et si impartialement administrée, surtout dans les tribunaux supérieurs, et les bornes de leur pouvoir sont si bien connues et si bien établies, qu'on ne voit plus aucun inconvénient naître de leur juridiction ; et si on essayait d'y introduire des changemens, on ne le ferait sans doute qu'au risque d'y introduire le désordre, qui suit ordinairement le renversement des formes depuis long-temps établies ; désordre qui ne manquerait pas d'éclater si l'on voulait substituer une procédure nouvelle à celle qui a prévalu depuis près de huit siècles.

« Je puis encore ajouter ici, comme une maxime fondée sur la vérité, que les décisions de cette cour, dont Sa Majesté est l'auguste chef, ne peuvent être infirmées par aucune autorité quelconque, tant qu'elles ne sortent pas de la sphère de sa juridiction. Le lord chef-justice Hale a dit : *Lorsqu'il y a une sentence de divorce (ce qui constitue un cas criminel), si cette sentence est suspendue par un appel à la cour des arches¹ comme à une cour supérieure, et que, tandis que cet appel est pendant, une des parties se remarie, la sentence lui servira toujours de justification, et jouira de l'exception portée dans l'acte du parlement, malgré l'appel interjeté de cette sentence, qui l'expose à être cassée par une cour supérieure.* Milords, à combien plus forte raison la sentence qui me concerne doit-elle jouir de la même exception, puis qu'on n'en a jamais appelé.

« Milords, je compte sur votre protection, puisque tous les maux que je souffre aujourd'hui ne viennent que de la confiance que j'ai eue dans l'autorité de la cour ecclésiast-

¹ La cour des arches est la cour ecclésiastique dont l'archevêque de Cantorbéry est le chef.

tique. Je vous en conjure donc avec respect, protégez la juridiction spirituelle et toutes les lois religieuses ; étendez aussi votre protection sur moi, malheureuse accusée ; je n'ai entrepris l'instance en examen de mon mariage, que sur l'avis d'un savant légiste, qui a lui-même engagé l'instance sur laquelle a été prononcée la sentence autorisant le mariage de votre suppliante avec le noble lord Evelyn, duc de Kingston, sentence solennellement prononcée par John Bettsworth, docteur ès-lois, vicaire-général du révérend Richard, évêque de Londres, et official principal de la cour consistoriale de Londres. Ce juge vénérable, invoquant les lumières du ciel, n'ayant que Dieu seul devant les yeux, et suivant les inspirations de sa conscience, a prononcé que votre prisonnière, alors Elisabeth Chudleigh, aujourd'hui duchesse douairière de Kingston, était libre de tout engagement matrimonial, autant qu'il lui paraissait, et spécialement envers l'honorable John Auguste Hervey ; et si ce procès, comme on l'a dit, n'a été intenté que par amour pour la justice et pour le bon exemple de la nation, pourquoi mes adversaires n'ont-ils pas commencé leurs poursuites pendant les cinq années que votre prisonnière a été reçue et reconnue publiquement pour l'épouse incontestable et légitime du noble duc de Kingston ?

Milords, le préambule même de l'acte en vertu duquel je suis citée, est conçu en des termes qui seuls auraient dû suffire pour arrêter la marche du procès, tellement ils me sont peu applicables. Voici ce préambule : *Comme plusieurs personnes mal intentionnées errent, quoique mariées, de province en province, ou dans des lieux où elles ne sont pas connues, et là se remarient une seconde fois, quoiqu'elles aient une autre femme ou un autre mari vivant, et cela au mépris de Dieu qu'elles offensent, et à la ruine de plusieurs enfans d'honnêtes citoyens, etc., etc.....* Si ce préam-

bule, si peu applicable à ma position, n'a pas paru suffisant pour me soustraire à ce procès, je vous prie du moins d'observer combien votre prisonnière est lésée, en étant citée devant cette noble cour, sans pouvoir invoquer le bénéfice porté dans le préambule, qui est toujours supposé renfermer la substance et le véritable esprit de l'acte même.

« Mais j'espère que dans le jugement que vous rendrez sur cette malheureuse affaire, vous voudrez bien ne pas perdre de vue que les droits de l'infortune et du veuvage sont toujours l'objet particulier de vos soins; que vous devez vous montrer jaloux de l'honneur du feu duc votre pair et votre frère¹; que vous voyez en moi sa veuve et son représentant; vous réfléchirez combien il serait aisé à un collatéral ou même à un étranger de nier la légitimité des droits des veuves ou des filles, non-seulement de chaque pair, mais même de tous les sujets de ce royaume, si leur sort ne dépendait que du serment d'une vieille femme caduque et intéressée, qui déclarait, il y a sept ans, qu'elle n'était pas en état de rendre le témoignage qu'elle a porté depuis, comme si la mémoire lui fût revenue, tout d'un coup, après sept années d'oubli et d'infirmités. Je puis même avancer que la nature de ma cause est jugée par une des clauses du statut sur lequel on a fondé ce procès. Au troisième article se trouve cette restriction : *Pourvu que cet acte ne s'étende pas à aucune personne dont le premier mariage a été ou sera ensuite déclaré nul et de nul effet par sentence de la cour ecclésiastique.*

« S'il y a eu un premier mariage, ce mariage est légitime ou illégal, réel ou supposé. Réel, il ne peut être déclaré nul; supposé, ce n'est que dans ce cas qu'il peut être annulé. Ainsi cette clause de l'acte ne s'applique qu'aux mariages si-

¹ Le duc de Kingston était membre de la chambre des lords, ainsi que nous l'avons dit.

mulés, et jamais à d'autres; et ce ne sont que les premiers qui peuvent être l'objet d'une attaque de jactitation¹.

« Le crime porté dans l'accusation n'était point originellement un crime de félonie, ni même une offense qui dût être jugée par les tribunaux civils. Ce n'est que depuis le roi Jacques 1^{er}, et en vertu du statut de ce monarque, qu'il a été rangé dans la classe des crimes de félonie. Jusqu'alors il n'était du ressort que de la cour ecclésiastique, et quoiqu'on pût intenter une accusation pour la plus légère voie de fait, cependant, jusqu'à cette époque, la loi n'avait point accordé de poursuite criminelle contre la polygamie; en sorte que, si je suis parvenue à vous prouver que l'espèce présente se trouve placée dans l'exception portée dans la clause du statut du roi Jacques, qui est le seul statut qu'il y ait sur cette matière, il n'y a plus aucun délit; et, dans ce cas, comme l'a observé le docteur Sherlock, évêque de Londres, la loi du pays est la loi de Dieu.

« J'ai fait observer à vos seigneuries que j'avais déjà beaucoup souffert dans mon honneur et ma réputation des réclamations de mes ennemis. Je vous demande à présent la liberté de vous en donner les preuves.

« Votre prisonnière possédait depuis long-temps une petite terre dans le comté de Devon, où George Chudleigh, frère aîné de mon père, avait de vastes domaines. Plusieurs acquéreurs se présentèrent pour faire l'acquisition de ma propriété; mais chaque fois qu'il fut question de traiter, les acquéreurs se trouvèrent arrêtés par un obstacle insurmontable; c'est que je ne pouvais transmettre la propriété de cette terre d'après la réclamation que M. Hervey faisait de moi pour sa femme.

¹ *A suit of jactitation* : nom d'une procédure qui s'instruit devant la cour ecclésiastique, pour examiner s'il y a mariage ou non entre deux conjoints.

« Je possédais aussi plusieurs autres terrains propres à bâtir, dont les mêmes raisons ont également empêché l'emploi, ce qui m'a occasionné un préjudice de 1,200 livres sterling par an.

« Cependant ma santé, qui déclinait de jour en jour, me mit bientôt dans la nécessité d'aller chercher des soulagemens dans des climats étrangers. Ces voyages augmentèrent considérablement mes dépenses, et les mirent bientôt hors de proportion avec mes revenus. Je fus obligé de recourir à des emprunts qui achevèrent de délabrer ma fortune. Ma royale maîtresse, dont la munificence m'accordait une pension annuelle de 400 livres sterling, était elle-même sur le déclin de ses jours; M. Hervey commençait déjà le système de persécutions qu'il a si bien suivi depuis. C'est alors que votre prisonnière se décida à suivre le conseil du docteur Collier, et qu'elle présenta sa requête en jactitation, souscrivant entièrement à l'opinion de son conseil, obéissant en tout à ses avis et à ses instructions; conduite qu'elle regarde comme une justification complète de toute accusation de félonie; car vous ne pouvez, dans votre bonne foi, penser ni exiger qu'une femme soit mieux instruite des lois civiles, que les savans docteurs qui dirigèrent sa conduite.

« Et comme il faut nécessairement un but criminel et une intention méchante pour fonder le crime de félonie dont je suis accusée, certainement je ne puis être jugée coupable pour avoir suivi l'avis que j'ai reçu, et pour avoir fait un acte que dans ma conscience je croyais légal.

« Quoique je sois instruite que toute personne peut poursuivre, au nom de la couronne, un délit commis contre un acte du parlement, cependant je me hasarderai à dire qu'il y a bien peu d'exemples, s'il y en a jamais eu, de procès instruits sans le consentement de la partie qui pourrait se dire outragée; et c'est avec toute la déférence que je dois à

vos seigneuries, que je me permettrai d'avancer que, dans l'affaire présente, personne n'a été outragé, ni lésé, si ce n'est moi, peut-être, qui me vois, en ce moment, en butte à l'injuste ressentiment de mes ennemis. Il est évident, aux yeux du monde entier, que le feu duc de Kingston ne s'est jamais cru outragé, puisque, dans le court espace de cinq années qu'a duré notre mariage, il a fait successivement trois testamens, où il a toujours plus favorisé votre prisonnière que ses autres parens, et m'a donné la preuve la plus généreuse de sa tendresse et de sa sollicitude pour moi. Il est très-probable, pour qui sait combien a été vive et constante l'affection qui régnait entre nous, que si j'avais été guidée par des motifs d'intérêt, j'aurais pu faire passer dans ma propre famille toute la masse de sa fortune. Mais je respectais son honneur, je chérissais ses vertus, et j'aurais sacrifié ma vie plutôt que d'employer aucune suggestion pour détourner à mon profit les biens qu'il destinait à sa famille; quoiqu'on ait répandu, avec une malignité cruelle, et dans la vue de me nuire, que c'était par mes insinuations que le fils aîné de la sœur du duc de Kingston avait été privé de sa succession; les divers testamens qui ont été faits à trois époques différentes, et qui tous l'ont exclu, démontrent assez clairement la calomnie de ces rapports.

« Pour me justifier des vues intéressées dont on m'accuse, je ferai encore observer à vos seigneuries, que si j'avais eu, ou que j'eusse exercé cet ascendant illégitime qu'on m'accorde sur l'esprit du noble duc, j'aurais sans doute exigé autre chose qu'un simple usufruit de ses biens. Ce n'est que par suite de mon affection pour sa mémoire que je me suis abstenue de déclarer la raison qui l'a porté à déshériter son neveu; mais il suffit de savoir que Charles, second fils de sa sœur, et ses héritiers, sont appelés immédiatement après moi à la succession; viennent ensuite Guillaume et ses héri-

tiers ; à défaut, Édouard et ses héritiers ; et enfin l'infortuné Thomas, le plus jeune des fils de lady Françoise, quoique ce malheureux jeune homme, à peine parvenu à l'âge mûr, soit tombé dans des infirmités d'esprit qui le rendent incapable de se conduire lui-même. Le noble duc, en me parlant de lui, me répétait souvent : *Je ne l'ai point exclu, car il ne m'a jamais offensé, et qui sait si Dieu ne lui rendra pas la santé ?* Milords, cet homme faisait honneur à la pairie, honneur à son pays, honneur à la nature humaine.

« Sa Grâce, le noble duc de Newcastle, était porteur du testament, dont son ami lui avait confié l'exécution. Par considération pour lady Françoise Meadows, son époux fut requis d'assister à l'ouverture du testament. Il se retira mécontent, en voyant que le fils aîné était déshérité, et ne témoigna pas la moindre reconnaissance pour le noble défunt qui avait pourtant partagé sa fortune entre ses quatre autres enfans et leur postérité.

« Consumée par le chagrin, et dans un état déplorable de santé, je quittai l'Angleterre, non par aucun attachement excessif pour la vie, mais pour obéir aux lois divines et humaines qui me faisaient un devoir de chercher à la prolonger ; car votre prisonnière peut dire, avec vérité, que les chagrins avaient accablé son âme et l'avaient amenée à la résignation la plus profonde pour les volontés de la Providence. C'est en mon absence, lorsque, sous un ciel étranger, je m'efforçais de rétablir une santé délabrée, que mon accusateur, sur les motifs les plus injustes et les plus déshonorans, parvint à obtenir contre moi un bill à la chancellerie. Je ne me plains point des tentatives qu'il a faites pour recouvrer la succession dont il a été écarté ; mais je me plains de ce qu'il a fondé son action sur l'opinion la plus inique et la plus injurieuse à son noble et généreux bienfaiteur ; de ce que, non content de ses poursuites pour recou-

vrer la succession du duc de Kingston, il a cherché à étayer cette action sur une action nouvelle, qu'il regarde comme un boulevard de la première, et de ce qu'il a eu la cruauté de me jeter dans les embarras d'un procès criminel.

« Milords, je me suis abstenue jusqu'ici, par respect pour mon époux, d'expliquer les motifs qui l'ont porté à déshériter son neveu, et j'avais expressément exigé de mes défenseurs qu'ils ne se permissent aucune récrimination contre mes adversaires, quoiqu'ils n'eussent point mérité tant d'égards par la nature de leurs poursuites contre moi. J'éprouve encore un vif regret de ne pouvoir garder plus long-temps ce même secret et ce même silence. Mais comme l'amour de notre propre conservation est la première loi de la nature, que je suis de plus en plus persécutée dans ma fortune et dans mon honneur, que mes ennemis font circuler contre moi des libelles clandestins, et qu'avec des langues à double aiguillon ils me percent jusqu'au cœur, je me vois réduite à la triste nécessité de déclarer que le feu duc de Kingston avait été instruit de l'inexorable cruauté avec laquelle M. Evelyn Meadows traita une femme aussi aimable qu'elle était belle et vertueuse, et que, pour se soustraire aux reproches qu'il méritait, il eut l'ingratitude et la perfidie de déclarer qu'il n'avait rompu ses engagements avec elle que par la crainte de désobliger son oncle, s'il continuait des rapports qui lui déplaisaient. Ce propos arriva aux oreilles du duc; grand nombre de personnes le lui répétèrent. Une telle calomnie, jointe à ses procédés barbares envers sa sœur et sa mère, et les efforts qu'il a faits pour quitter le service dans la guerre actuelle, offensèrent son illustre parent. Il serait difficile à M. Meadows ou à son père de donner aucune preuve d'une correspondance amicale entre eux et mon époux depuis plus de dix-huit ans.

« Milords, dans l'état le plus fâcheux, alors même qu'on

désespérait de ma vie, j'ai reçu une lettre de mon procureur qui me mandait que si je ne retournais pas en Angleterre pour répondre au bill de la chancellerie dans le délai de vingt-un jours, j'étais exposée à voir des agens du fisc s'établir sur mes terres, et que, si au mépris de l'accusation, je ne me hâtais de comparaître, je serais proscrite par les lois.

« Mais j'étais pénétrée du sentiment de mon innocence, et bien convaincue que les lois de ce royaume n'avaient que la justice pour but. Je quittai l'Italie au risque de mes jours. Ce ne fut pas l'intérêt de ma fortune qui me fit revenir, mais le devoir de rétablir mon honneur attaqué. Accordez-moi votre estime, milords, prononcez seulement que je suis justifiée dans l'innocence de mes intentions, et vous ne pourrez plus me dépouiller ensuite d'aucun bien dont je fasse cas, lors même que vous m'ôteriez toute ma fortune ; car je me suis déjà reposée sur la pierre où s'assit Bélisaire aveugle et mendiant, lorsqu'il fut réduit à demander l'aumône aux passans, après avoir vaincu les ennemis de son roi ¹.

« Milords, votre noble collègue lui-même, l'honorable duc de Kingston, dont la vie fut ornée de toutes les vertus, son caractère vénérable ne plaident-ils pas suffisamment ma cause ? Qu'ai-je besoin d'autres preuves pour établir mon innocence !

« Milords, la preuve d'un mariage clandestin avec M. Hervey n'est fondée que sur la déposition d'Anne Cradock.

« Je suis persuadée que déjà vos esprits ont conçu, d'après la forme de sa déposition, de violens soupçons contre la véracité de ce témoin. Anna Cradock parle d'une cérémo-

¹ On montre encore en Italie un endroit où l'on prétend que Bélisaire s'assit, lorsque l'ingratitude de son maître eut réduit ce brave général à la nécessité de mendier son pain. Mais la vérité a prévalu sur les infortunes prétendues de Bélisaire, et l'on sait maintenant que tous ces malheurs sont purement imaginaires.

nie à laquelle on ne l'avait pas requise d'assister, et elle ne peut assigner aucune raison de sa présence à la cérémonie. Elle prête à mistress Hammer, qu'elle désigne comme un des témoins de la cérémonie, une conduite qui est absolument inconciliable avec l'idée d'un mariage réel.

« Cradock avoue qu'elle était à Londres ou aux environs quand l'instance en jactitation fut instruite; que M. Hervey, dans cette circonstance, s'adressa à elle; qu'elle avait alors, et qu'elle a toujours conservé un souvenir parfait de ce mariage; qu'elle était prête à en donner la preuve, si on l'eût appelée en justice; qu'elle n'a jamais dit à personne ne pas être mémorative de ce mariage, et qu'on ne lui a jamais demandé, ni de donner son témoignage, ni de le supprimer. Par cette assertion, que M. Hervey ne fit pas appeler cette femme, on insinue qu'il s'en abstint par collusion avec moi.

« Elle dépose encore que j'ai offert de lui assurer une pension de vingt guinées par an, à condition qu'elle irait demeurer dans l'une des trois provinces qu'elle a nommées. D'un autre côté, elle avoue qu'elle n'a jamais reçu de moi aucune pension. Pouvez-vous croire que, si j'avais eu la faiblesse d'entamer un procès de *jactitation* avec l'intime conviction d'un mariage légitime et réel, je n'eusse pas pris soin, quoi qu'il m'en eût coûté, d'empêcher le témoignage de cette femme? Mais, milords, je me flatte que vous êtes bien persuadés qu'une grande partie de sa déposition lui a été suggérée par mes ennemis. Malgré ses protestations, on vous donnera la preuve qu'elle a déclaré que ses ressources pour l'avenir dépendaient de l'événement du procès. Malgré son affirmation, faite sous la foi du serment, qu'elle a assisté à la cérémonie du mariage, il sera prouvé qu'elle a déclaré elle-même n'y avoir pas assisté. Il sera prouvé encore que M. Hervey s'est donné beaucoup de peines pour établir la validité de son mariage avec moi; qu'on s'est adressé à cette

même femme , qu'elle a répondu à l'agent de M. Hervey que sa mémoire était affaiblie , qu'elle n'avait aucune idée de ce fait , enfin que c'est par cette raison qu'on ne l'a point appelée en témoignage devant la cour ecclésiastique.

« Milords, si cette femme se contredit ainsi sur le fait principal de sa déposition , et s'il vous paraît évident qu'elle est dirigée par l'espoir de quelque récompense dont l'issue de ce procès peut l'exclure ou la gratifier , vous n'ajouterez aucune foi à son témoignage , vous ne croirez , sur sa parole , ni à la célébration des cérémonies du mariage , ni à aucune des autres circonstances qui dépendent de sa déposition.

« A l'égard de ce que vous avez entendu dire aux témoins , sur le désir que j'ai quelquefois montré d'être réputée la femme de M. Hervey , vous vous rendrez aisément raison à vous-mêmes de cette circonstance , si vous voulez seulement réfléchir à la malheureuse liaison qui a subsisté entre nous deux.

« Milords , j'atteste le Dieu tout puissant qu'au temps de mon mariage avec le duc de Kingston , j'avais la conviction qu'il était légitime. Cet illustre gentilhomme , devant qui le livre entier de ma vie fut ouvert , par tendresse pour moi , autant que par respect pour son honneur , n'aurait jamais consenti à m'épouser , s'il n'avait pas , ainsi que moi , reçu du savant docteur Collier les assurances les plus solennelles que la sentence prononcée par la cour ecclésiastique était définitive et péremptoire ; et que j'étais entièrement libre de contracter un autre mariage. Si j'ai péché , je l'ai fait sans aucune intention criminelle ; où cette intention n'est pas , votre justice et votre humanité vous diront qu'il ne peut y avoir de crime. Alors , vous jetterez un regard d'indulgence sur ma triste situation , et vous plaindrez une femme qui n'a été égarée que par de fausses notions d'une loi qu'elle ne connaissait point , et qu'elle ne pouvait deviner.

« Avant de finir ce discours, qu'il me soit permis de vous exprimer toute ma reconnaissance pour l'indulgence et la bonté que vous avez daigné me témoigner en écoutant ma défense. J'avais rassemblé quelques idées moins incomplètes et moins indignes d'être présentées à vos seigneuries ; mais l'agitation que j'éprouve a dû nécessairement troubler mon esprit. J'avais aussi l'intention de vous informer que mon avocat, le docteur Collier, qui a engagé mon instance en jactitation, est maintenant retenu dans son lit par une maladie qui n'est pas sans dangers. Je lui ai envoyé hier mes deux médecins, pour qu'ils prissent soin de son état. Je leur ai donné l'ordre d'insister auprès de lui, pour qu'il trouvât les moyens de vous faire connaître que je n'ai agi que d'après ses instructions ; que c'est d'après son conseil que j'ai épousé le duc de Kingston, et sur l'assurance qu'il me donna que notre mariage serait valable ; qu'il alla lui-même trouver l'archevêque de Cantorbéry pour obtenir la permission nécessaire pour la cérémonie, et lui expliquer les détails de l'affaire. Sa Grâce eut la complaisance de lui demander du temps pour réfléchir à cette demande, et savoir s'il nous accorderait une permission spéciale pour le mariage. Après avoir mûrement examiné l'affaire, et avoir pris le conseil de plusieurs jurisconsultes aussi respectables par leur science que par leur caractère, il accorda tout pouvoir au docteur Collier, en lui disant que j'étais entièrement libre de disposer de ma main. Le docteur Collier fut présent au mariage ; il signa le registre de l'église de Saint-Georges. M. La Roche a plusieurs fois accompagné le duc de Kingston chez le docteur Collier ; il l'a entendu consulter le docteur, et lui demander si le mariage serait valide ; la réponse du docteur a toujours été qu'il ne pourrait jamais être contesté¹. »

¹ Lorsque la duchesse de Kingston voulut épouser le duc de Kingston, le bruit qu'elle avait un mari vivant était si répandu, que l'église refusa

La duchesse fut si affectée en prononçant ces derniers mots, qu'elle s'évanouit. On la transporta hors de la salle pour lui donner des secours ; elle reprit ses sens, et reparut devant la cour.

Les témoins qu'elle avait fait citer furent entendus. Leurs dépositions tendaient à atténuer les faits annoncés par Anne Cradock, César Hawkin, etc., etc.

Le conseil de l'accusée produisit une lettre écrite en 1771, par le mari de Judith Philips, au duc de Kingston ; il lui témoignait son regret de l'avoir désobligé, et démentait les bruits qui avaient couru sur le dessein où était sa femme de révéler des faits relatifs au mariage de la duchesse avec M. Hervey.

Il résultait de cette lettre, que Philips ne s'était point retiré volontairement du service du duc de Kingston, comme l'avait dit sa veuve dans sa déposition, mais qu'il avait été renvoyé par le duc.

Anne Pritchard déposa qu'Anne Cradock lui avait bien dit qu'elle était à la cérémonie du mariage ; mais qu'elle n'était pas assez près des époux pour entendre la lecture des actes.

M. Bavelay déposa qu'il avait été envoyé par M. Hervey vers Anne Cradock ; que cette dernière lui avait dit qu'elle ne savait rien sur son mariage ; que, M. Hervey ayant insisté, Anne Cradock répondit qu'elle était vieille et infirme, et n'avait pu charger sa mémoire de tous ces faits ; que cette réponse d'Anne Cradock avait causé une grande surprise à M. Hervey, qui savait qu'elle avait été présente à la cérémonie.

Après que les témoins de l'accusée eurent été entendus, le

de lui donner une *licence* ou *permission* de mariage. Elle s'adressa à la cour ecclésiastique, où elle jura qu'elle n'était point mariée, et obtint en sa faveur la sentence dont il est question dans ce procès.

solliciteur-général fut sommé par le lord high steward de répliquer.

Le solliciteur-général. Milords, toute la défense de l'accusée se réduit aux faits présentés dans le discours qu'elle a prononcé devant vos seigneuries, et à trois ou quatre témoignages par lesquels on a cru pouvoir affaiblir les dépositions des témoins de l'accusation. Mais le discours que vous avez entendu ne renferme, selon nous, que l'aveu positif du crime, et quelques argumens qui ne le justifient pas. Les témoins cités à la requête de l'accusée se sont bornés à contredire quelques faits particuliers, étrangers à la question principale du procès; nous ne voyons rien qui exige de notre part une réplique plus détaillée, et nous avons l'entière persuasion que la preuve du crime est complète.

Après ces paroles du solliciteur-général, le lord high steward ajourna les pairs à la chambre du parlement.

Sa Grâce et les pairs restèrent trois quarts d'heure dans la chambre des délibérations. Lorsqu'ils rentrèrent dans la salle d'audience, la prisonnière était présente à la barre. Le lord high steward s'adressa au plus jeune des barons : c'était lord Sundrige, duc d'Argyle.

Lord Sundrige, duc d'Argyle, lui dit le lord high steward, l'accusée est-elle coupable ou non ?

Lord Sundrige, se levant, et mettant la main droite sur le cœur, répondit : *coupable, sur mon honneur.*

Sa Grâce poursuivit ainsi, adressant la même question à tous les pairs, commençant toujours par les plus jeunes, les barons, vicomtes, comtes, marquis et ducs. Les lords étaient au nombre de 128. Tous déclarèrent la prisonnière coupable. Il n'y eut que le duc de Newcastle qui ajouta : *coupable, par erreur, et non par intention, sur mon honneur.*

Tous les suffrages étant recueillis, Sa Grâce, le lord high steward, dit à la prisonnière que tous les lords la trouvaient

coupable, et lui demanda si elle n'avait plus rien à dire pour sa défense avant que le jugement fût prononcé.

La duchesse, trop affectée par la déclaration de la cour, n'eut pas la force de répondre à cette interpellation ; mais elle remit au greffier une requête dans laquelle l'accusée réclamait le *bénéfice de clergie*¹. Le greffier donna lecture de cette pièce à la cour.

L'avocat-général objecta que l'accusée n'était point dans le cas d'obtenir ce privilège, et qu'elle devrait être emprisonnée et marquée par le feu comme un coupable ordinaire.

M. Wallace répondit à l'avocat-général pour réclamer le bénéfice sollicité par sa cliente ; l'avocat-général répliqua, et les pairs ajournés retournèrent dans la salle des délibérations. Dès qu'ils eurent repris leur place, le lord high steward, s'adressant à la duchesse de Kingston, lui dit :

Accusée, vous êtes admise au bénéfice de clergie. Mais je dois vous prévenir que, si vous retombez dans le même crime, vous ne pourrez plus réclamer ce droit, et vous serez punie d'une peine capitale. Je dois aussi vous informer de la faveur que la loi accorde aux personnes* de votre rang. Vous n'êtes soumise à aucune amende, et la liberté vous est rendue.

Après ce jugement, la commission du lord high steward étant expirée, il se leva et rompit le bâton blanc, signe de son autorité, et la proclamation fut faite à tout le monde de se retirer avec la paix de Dieu et du roi.

¹ Le bénéfice de clergie remonte aux premiers temps de la puissance de l'église. Les membres du clergé obtinrent, quelque fût le crime qu'ils auraient commis, d'être exemptés de la peine capitale. Dans la suite, ce privilège fut étendu à tous ceux qui savaient lire. Mais quand les connaissances commencèrent à se multiplier, il y eut nécessité de retirer cette immunité, et le bénéfice de clergie ne s'appliqua plus qu'aux membres du clergé, et à certains cas définis par la loi anglaise dans l'intérêt des laïques.

ADULTÈRE.

**PROCÈS
DE LORD GROSVENOR**

• CONTRE

LADY GROSVENOR,

SA FEMME,

ET CONTRE

SON ALTESSE ROYALE

LE DUC DE CUMBERLAND,

FRÈRE DU ROI

LONDRES, Mars 1770.

EXPOSÉ.

De toutes les nations de l'Europe, l'Angleterre est celle dont les tribunaux offrent le plus grand nombre de procès en divorce pour cause d'adultère. Les mœurs des dames anglaises sont cependant en très-grande vé-

nération sur le continent, et la chasteté des femmes y est passée en proverbe aussi bien que l'esprit public des hommes¹. Cependant il ne faut rien conclure de ce fait en faveur des autres nations. Pour bien juger la question, il faudrait consulter les maris de la Grande-Bretagne, et s'informer d'eux s'ils ne sont pas plus châtouilleux sur ce point que les maris des autres pays. A l'aide de ces renseignemens, on parviendrait à savoir si, sur un mari qui se plaint en Angleterre, il n'y en a pas vingt en France, ou ailleurs, qui se taisent ayant le même droit de parler. Au surplus, les procès en adultère, chez nos voisins, ne respectent aucune classe de la société : les reines y sont exposées aussi bien que les dernières femmes du peuple.

Les Anglais ont grand soin de réunir dans des recueils particuliers, et d'insérer dans leurs journaux quotidiens toutes les procédures qui s'instruisent pour cause d'adultère. Un de leurs jurisconsultes a écrit que c'était dans l'intérêt de la morale. Il est possible que la crainte de voir son nom inscrit dans ces annales de déshonneur parvienne à effrayer l'imagination de quelques ladys, et que la honte de la publicité leur tienne lieu de vertu.

¹ La France a pendant long-temps admiré, sur la parole de quelques voyageurs, la pureté des mœurs domestiques des familles anglaises. La vérité commence à se faire jour sur ce point; et nous prenons sur le caractère de nos voisins des idées un peu différentes de celles que nous avons eues jusqu'à présent. M. le docteur Pichot a tracé, dans son excellent ouvrage intitulé *Voyage historique et littéraire en Angleterre et en Écosse*, un tableau aussi fidèle qu'intéressant de la société anglaise. On peut dire qu'il ne ressemble pas en tous points à ceux qu'on nous avait faits jusqu'à ce jour.

C'est devant une cour ecclésiastique appelée la Cour des communs docteurs (*common doctors*) que l'action en divorce est portée. On s'étonnera peut-être de voir des ecclésiastiques investis de la connaissance de ces procès; mais il ne faut pas oublier qu'en Angleterre la discipline ecclésiastique ne s'oppose point au mariage des prêtres. Le demandeur en divorce, le mari ou la femme, car ce droit appartient aux deux époux, présente un mémoire en forme de requête : il établit l'époque de son mariage, rapporte les faits qui donnent ouverture à sa plainte, et conclut par une demande en divorce. Ces mémoires, étant considérés comme des pièces de procédure, sont rédigés suivant un modèle général dont on ne s'écarte pas. La requête produite, les époux font entendre les témoins, les uns à l'appui de l'accusation, les autres pour la détruire. La cour juge d'après les dépositions, mais elle se tient toujours en garde contre les faux témoignages, dont l'usage est assez fréquent. Si le divorce est accordé, on motive la sentence de la manière suivante :

La dame ***, ou le sieur ***, n'ayant pas eu la crainte de Dieu devant les yeux, et ayant violé la foi conjugale, le divorce est prononcé.

Dans l'affaire de lord Grosvenor, le procès n'alla pas jusqu'au jugement. Le mari, intimidé par la déposition de quelques témoins qui furent produits dans la contre-enquête faite par lady Grosvenor, arrêta la procédure et mit fin au procès. En France, il aurait été regardé comme un époux doublement ridicule.

Les mœurs anglaises sont moins sévères pour les

maris trompés : ils peuvent se plaindre de l'injure qui leur est faite, sans que l'opinion publique fasse rejaillir sur eux la faute commise par leur femme. Ces procès sont considérés comme des procès ordinaires.

Avant de rapporter l'affaire de lord Grosvenor, nous croyons à propos de donner quelques détails préalables sur les principaux faits de la cause, et sur les personnages qui vont passer sous les yeux du lecteur ; à l'aide de ces renseignemens, il sera mieux en état de connaître le procès, et de porter un jugement dont les *doctors commons* et lord Grosvenor lui ont laissé l'embaras.

Henri-Frédéric, duc de Cumberland, naquit à Leicester-House, le 26 octobre 1745. Il était le quatrième fils de Frédéric-Louis, prince de Galles, fils aîné du roi Georges II¹.

Ce jeune prince, qui s'était fait remarquer par l'énergie de son opposition au ministère de sir Robert Walpole, se retira d'une cour livrée à ce ministre, et alla vivre à Leicester-House, qui devint le Chanteloup du prince mécontent. Des hommes d'état, des littérateurs, des poètes, le suivirent dans sa retraite. Bolingbroke, Thompson, Mallet, etc., etc., etc., se rendirent auprès de lui, et lui formèrent un simulacre de cour en opposition avec la cour de Londres.

Les vœux de la nation accompagnaient aussi le prince de Galles. L'Angleterre, fatiguée du ministère de Walpole et du désastreux système de corruption qu'il avait introduit dans le gouvernement, espérait d'importantes améliorations

¹ Le duc de Cumberland était frère de Sa Majesté Georges III, et oncle du roi d'Angleterre actuellement régnant.

du prince destiné à succéder à la couronne. Mais un événement irréparable vint détruire toutes ses espérances. Ce prince tomba malade, et, après une courte maladie, mourut le 20 mars 1751. Son fils aîné, le prince Georges, monta sur le trône après la mort de son aïeul.

Le duc de Cumberland, frère du nouveau roi, était jeune encore lorsqu'il fut nommé gouverneur du grand parc et château de Windsor.

Le 18 octobre 1766, Sa Majesté lui conféra, pour lui et ses héritiers légitimes, la dignité de duc de la Grande-Bretagne et de comte du royaume d'Irlande; Son Altesse prit en conséquence les titres de duc de Cumberland et de Strathern et de comte de Dublin. Le 3 décembre de la même année, le prince fut admis au conseil privé de Sa Majesté. En 1767, il fut nommé chevalier de l'ordre de la jarretière, et, quelque temps après, grand-amiral du royaume.

Le duc de Cumberland était arrivé à l'âge où les passions l'emportent souvent sur la raison des hommes. Plus qu'un autre, il avait, par sa position, facilité de les satisfaire dans une cour galante et livrée aux plaisirs.

Lady Grosvenor, femme d'un pair d'Angleterre, était douée d'une beauté parfaite : elle passait pour une des plus belles femmes du royaume. Le duc eut l'occasion de la voir à la cour. Il fut séduit par l'éclat de ses charmes, lui rendit des hommages assidus, et lady Grosvenor, sensible aux attentions du prince, eut la faiblesse d'agréer ces hommages et de se rendre à ses vœux. Les suites de cette imprudence furent cruelles pour l'un et pour l'autre. Lord Grosvenor, instruit des relations qui s'étaient établies entre sa femme et le duc de Cumberland, ne prit conseil que de son indignation, et passant par dessus toute espèce de considération, il intenta un procès en divorce pour cause d'adultère, qui devait surpasser en scandale tout ce que les tribunaux, juge

de ces procès, avaient vu, jusqu'à ce jour, de plus affligeant.

Lord Grosvenor forma en même temps contre le prince une demande en dommages-intérêts, qui s'élevait à cent mille livres sterlings. De nombreux témoins furent entendus pour établir le fait d'adultère; mais lord Grosvenor, s'étant aperçu que le procès qu'il avait intenté avec une confiance entière, prenait une tournure douteuse, jugea à propos de se désister de sa demande, et de mettre fin aux poursuites. Cependant, le scandale était consommé : il avait établi le déshonneur de sa femme, jeté des doutes sur la légitimité de ses enfans, et placé le frère du roi dans une position qui l'exposait aux plus sanglantes railleries.

Ce procès était à peine terminé, que le duc de Cumberland fournit un nouvel aliment à la malignité publique, en épousant secrètement, le 2 octobre 1771, milady Anna, fille aînée du dernier comte de Carhampton, et veuve de Christophe Horton, de Calton, dans le Derbshire.

Milady Horton était sœur du colonel Luttrell, connu dans l'histoire parlementaire pour être entré, sans élection légale, dans la chambre des communes, où il avait remplacé le célèbre Wilkes, qui en avait été exclu pour cause d'indignité.

Cet acte inconstitutionnel avait attiré sur le nouveau député l'inimitié d'une nation toujours disposée à flétrir par son mépris les infractions faites à la loi et aux privilèges du peuple. On ne vit dans le colonel Luttrell qu'un agent du pouvoir, qui, en dépit de la nation, voulait prendre place dans le parlement, et qui, soutenu par un ministère corrompu, bravait également l'opinion publique et les lois qui le repoussaient.

L'auteur mystérieux des *Lettres de Junius* n'avait pas gardé le silence dans une telle occasion. Ce véhément publiciste prit à cœur la défense de Wilkes, et accabla son adversaire des traits du persiflage le plus amer. Le mariage du

duc de Cumberland avec la sœur de Luttrell, vint lui fournir de nouvelles armes. Il s'empessa d'adresser à Son Altesse royale une lettre de félicitation, qui fut rendue publique par les journaux. Cette lettre avait été précédée de l'avis suivant, qui fut inséré dans le *Public-Advertiser*.

Avis invraisemblable, mais vrai.

« Nous nous empressons de prévenir nos lecteurs que Son Altesse royale le duc de Cumberland vient de se marier avec mistress Horton, sœur du lieutenant-colonel Luttrell, ce digne membre du parlement, élu, comme on le sait, par le comté de Middlessex. L'heureux couple célèbre ses noces en France, où la nouvelle duchesse de Cumberland reçoit les honneurs dus à l'éminence de son rang et à son alliance avec la royale maison de Brunswick.

« Ce mariage, d'après les informations qui nous sont parvenues, a été négocié par un certain duc et un parasite à figure blême¹, comme une récompense due au mérite du colonel Luttrell.

« Au moyen de cette alliance, l'Angleterre peut concevoir l'heureuse espérance de voir un jour le colonel Luttrell approcher de très-près le roi de la Grande-Bretagne.

La lettre de félicitation était ainsi conçue :

A Son Altesse royale monseigneur le duc de Cumberland.

Londres, 13 novembre 1771.

« Monseigneur,

« Je prie Votre Altesse royale de vouloir bien agréer mes sincères complimens à l'occasion de son mariage avec la fille

¹ Le duc auquel on fait allusion dans cet article est le duc de Grafton; et le parasite à figure blême, M. Bradshaw, homme d'une origine obscure et d'un caractère vénal.

de lord Irham ¹, sœur du colonel Luttrell. Je présume que les complimens qui vous sont adressés dans une telle circonstance, sont en si petit nombre que les miens ne vous paraîtront peut-être pas tout à fait indignes d'attention. Je proteste donc avec sincérité à Votre Altesse royale que, lorsque je considère les diverses perfections qui ornent votre caractère personnel, les dons que vous avez reçus de la nature, votre affabilité, votre bienveillance, votre générosité, votre sagesse, si singulièrement affermie par l'expérience, et au dessus de tant de qualités, l'éducation peu commune que votre vénérable mère a pris soin de vous donner, lorsque je considère tout cela, je crois vraiment impossible d'imaginer un mariage plus assorti à vos goûts et à vos qualités, que celui que vous avez si sagement contracté. Cette alliance assurément ne fera aucun tort à votre personne ni à celle de vos parens. Toutefois, je dois avouer, dans la partialité dont je me suis fait une règle, et par égard pour ce bon prince auquel vous ressemblez un peu par les cicatrices qui sillonnent vos joues ², que je voudrais vous voir un peu moins près de la régence et de la couronne d'Angleterre. Dieu me préserve d'entendre jamais vos augustes neveux dire comme Edouard v, dans une de nos comédies, « *mais pourquoi à la tour, mon oncle,* » ou « *pourquoi nous enfermeriez-vous, ma tante?* » Je veux dire leur oncle Luttrell et leur tante Horton.

« Cependant, mon bon prince, que des considérations aussi frivoles ne troublent point vos plaisirs. Votre aimable épouse est aussi bien duchesse de Cumberland que notre gracieuse reine est reine de la Grande-Bretagne, et, par l'événement, elle est la seconde femme du royaume. Votre *papa* Irham

¹ Créé depuis comte de Carhampton.

² Le roi Georges III.

doit prendre au moins le rang de lord Mansfield ; votre frère Henry, celui de prince de Mecklenbourg , et votre sœur miss Luttrell, celui de madame Swellembourg ¹.

« Que le roi ne reconnaisse pas la duchesse, qu'il lui interdise l'entrée de la cour, cela ne signifie rien. Son mariage est inattaquable aux yeux de la loi, et ses enfans seront légitimes. Elle peut donner des spectacles, tenir une cour particulière, braver même la princesse douairière; mais vous n'avez à craindre aucun mauvais traitement. Votre frère Henry ² tient le poignard à la gorge d'une certaine personne; et jure qu'il fera sortir le chat du sac aux élections de Middlessex, Je ne serais pas étonné de voir ce cher Henry aide-de-camp du roi, et, dans peu de temps, commandant en chef.

« Lorsque vous aurez besoin du divorce, vous n'aurez qu'à laisser votre épouse, pendant une heure ou deux, en tête-à-tête avec Lorsqu'il remplit à l'égard de Poll Davis l'office de père, et qu'il la donna en mariage à son trop aveugle ami, il imagina de faire partir, le soir même de son mariage, le crédule époux, et le remplaça, durant toute la nuit, auprès de la nouvelle épouse. Quant à vous, monseigneur, on ne se jouera jamais de vous de la sorte, et j'aime à supposer que votre papa, lors même qu'il en trouverait l'occasion, ne voudrait pas. Ah ! fi donc !

« Votre serviteur,

JUNIUS. »

Cette lettre commença la guerre des pamphlets, à laquelle le duc de Cumberland resta long-temps exposé. Cependant,

¹ On ne peut oublier cette favorite allemande de la reine, si l'on a lu les attaques facétieuses contre la royauté de Peter Pindar.

² Le colonel Luttrell, objet constant de l'inimitié et des sarcasmes de Junius.

son imprudent mariage n'eut pas toutes les suites fâcheuses que l'on craignait. Il ne naquit aucun enfant, et Son Altesse royale cessa d'occuper la curiosité du public.

Lord Richard Grosvenor, qui avait attaqué le prince en dommages-intérêts, était issu d'une des plus anciennes familles du Cheshire. Ses ancêtres, quoique d'une noblesse bien établie, ne commencèrent à paraître à la cour que sous le règne du roi Georges, qui, en considération des richesses immenses que possédait la famille Grosvenor, lui conféra les honneurs de la pairie. Tout ce qu'on sait de plus remarquable, jusqu'à cette époque, sur cette famille, c'est que, du temps du poète Chaucer, les Grosvenor étaient en procès avec les Scropes sur une question héraldique. Il s'agissait de savoir à laquelle des deux familles appartenait le droit de porter en écusson une bande d'or en champ d'azur. Cette contestation dura long-temps, mais elle fut jugée en faveur des Scropes; et, depuis ce moment, les chroniques ne disent plus rien des Grosvenor.

Le chevalier sir Richard, dont le père avait été contemporain de Chaucer, fut créé baronnet en 1622, et mourut en 1641. Son petit-fils, sir Thomas, épousa en 1676 Mary, fille et unique héritière d'Alexandre Davis, d'Ebury en Middlessex, et, par cette alliance, réunit aux immenses propriétés que possédait déjà sa famille, les biens non moins considérables de la famille Davis. Il mourut laissant un fils, sir Robert, qui lui-même mourut en 1775. Sir Richard, fils de ce dernier, succéda à la pairie, fut créé vicomte de Belgrave, et enfin comte de Grosvenor.

Livré dès sa jeunesse à tous les genres de plaisirs, il détruisit sa santé par les excès auxquels il s'abandonna. Une maladie aussi longue que douloureuse mit ses jours en danger; et il ne recouvra une partie de sa première vigueur qu'après une convalescence qui dura presque aussi long-

temps que la maladie. Les amis de sa famille, ainsi que les médecins qui lui avaient donné des soins, pensèrent que le plus sûr moyen d'empêcher le retour des excès dans lesquels lord Grosvenor s'était jeté, était de l'engager à se marier sans délai.

Lord Grosvenor avait assez de fortune pour qu'il lui fût permis de préférer une femme douée d'amabilité à une femme qui n'aurait eu que des richesses à lui offrir. Il prit donc la résolution de choisir son épouse dans un rang qui ne fût point trop au dessous de celui qu'il occupait dans la société, et de l'épouser sans s'informer de son patrimoine.

Cette résolution était arrêtée depuis quelque temps dans l'esprit de lord Grosvenor, lorsque, se promenant un jour dans les jardins de Kensington, pendant que sa voiture était restée à la grille pour l'attendre, il fut surpris par une forte pluie qui l'obligea de chercher un abri sous un pavillon voisin; quelques dames, au nombre desquelles se trouvaient mistress Vernon et miss Henriette, l'une de ses filles, s'y étaient aussi réfugiées. Miss Vernon avait une beauté éclatante, sa famille était honorable, et son père, sir Henry, avait été député à la chambre des communes par la ville de Bidefort. Lord Grosvenor fut frappé des charmes de la jeune miss. Il s'approcha de sa mère, dont il était connu, et, après quelques momens de conversation, il lui demanda si elle n'avait pas de voiture qui l'attendît à la porte du jardin. Mistress Vernon lui répondit que non. Lord Grosvenor leur offrit alors une place dans la sienne, et lui dit qu'il se ferait un vrai plaisir de ramener à leur maison la mère et la fille.

Après quelque hésitation, mistress Vernon se décida à accepter la proposition de milord, et monta dans sa voiture avec miss Henriette.

Lord Grosvenor, de plus en plus charmé de miss Vernon, chercha une occasion de lui déclarer l'impression qu'elle avait

produite sur son cœur, lorsque, pendant la route, la jeune miss dit qu'elle ne s'était jamais trouvée dans une voiture aussi commode et aussi douce que celle de sa seigneurie. Lord Grosvenor répliqua qu'il s'estimait heureux que sa voiture pût lui convenir, mais qu'il le serait bien plus encore si elle daignait consentir à en devenir la maîtresse. Miss Vernon rougit et ne répondit pas. Ce silence parut d'un favorable augure à lord Grosvenor. Le lendemain, il alla demander aux parens de miss Vernon la permission de présenter ses hommages à leur fille. Une alliance si distinguée flatta l'ambition de la famille, qui décida miss Vernon à donner sa main à lord Grosvenor.

On dit que le nouvel époux se conduisit avec générosité envers le frère et les sœurs de sa femme, et que, le jour du mariage, il renonça à la portion des biens qui pourraient revenir à miss Vernon dans la succession de ses père et mère. Dans la suite, il employa son crédit à obtenir des emplois honorables aux divers membres de sa nouvelle famille, et s'appliqua à faire tout ce qui pouvait être agréable à son épouse. Mais, lady Grosvenor n'avait jamais senti d'amour pour son époux. Elle avait cédé aux instances de sa famille, et n'avait contracté ce mariage que pour lui obéir. L'éclat dont la personne des princes est toujours entourée, la séduisit bien vite. Elle se trouva flattée des hommages de Son Altesse royale, et lui sacrifia ses devoirs et sa vertu.

On ignore l'époque précise où le duc de Cumberland s'insinua dans les bonnes grâces de lady Grosvenor. Il paraît, par les lettres anonymes qui furent adressées à son époux, que sa seigneurie ne fut pas la première à s'apercevoir de l'inconduite de sa femme. Les entrevues étaient si fréquentes, la sécurité des amans si parfaite, et par là même si imprudente, qu'on parlait assez publiquement de cette intrigue avant même que lord Grosvenor en eût le moindre soupçon.

Les rencontres multipliées d'un gentleman et d'une jeune lady dans une maison dont la maîtresse était absente¹, devaient exciter des soupçons, et l'habitude où était milady, en renvoyant ses gens, de leur donner ordre de ne venir la reprendre qu'au bout de trois ou quatre heures, n'avait pas manqué de piquer la curiosité des valets, qui, naturellement indiscrets et malins, cherchent toujours à deviner les motifs de la conduite de leurs maîtres, et sont toujours disposés à l'interpréter d'une manière défavorable.

Lord Grosvenor fut-il instruit par ses propres observations ou par des avis étrangers; c'est ce qu'on a toujours ignoré. Il est certain qu'il surprit entre les mains de sa femme une lettre de S. A. R. apportée par une mistress Reda, marchande de modes de Pall-Mall; mais milady ayant protesté que sa liaison avec le duc de Cumberland n'avait jamais compromis l'honneur de son époux, lord Grosvenor lui pardonna et lui promit de tout oublier si elle réparait son imprudence par une conduite plus régulière à l'avenir. Cependant, soit que son esprit nourrit encore quelques soupçons, soit qu'il ne dût qu'au hasard la nouvelle découverte qu'il fit, il intercepta, entre les mains d'un domestique, une lettre de lady Grosvenor, adressée au duc de Cumberland; il ouvrit la lettre, en tira une copie exacte, et ayant pris des informations sur l'agent ordinaire de la correspondance de son épouse avec le duc, il n'eut pas de peine à intercepter toutes les autres lettres. Il en fit des copies, et afin de leur donner un caractère d'authenticité, il eut soin de faire lire l'original à plusieurs témoins, qui au besoin pourraient déposer de leur fidélité.

Cependant l'opinion la plus généralement adoptée, était que milord n'avait été instruit des rapports de milady avec

¹ Cette circonstance sera mieux éclaircie dans les débats du procès.

S. A. R. que par des lettres anonymes que nous allons rapporter, et que l'on attribuait publiquement à la comtesse d'Onhoff, une amie de lady Grosvenor. On disait que, jalouse de l'attachement du prince pour milady Grosvenor, la comtesse avait pris le parti d'instruire milord d'un commerce qui mortifiait son amour-propre et blessait ses sentimens.

LETTRE PREMIÈRE.

A lord Grosvenor.

« Si vous voulez en croire les conseils d'un ami qui s'est
« déjà efforcé de vous instruire d'une circonstance que vous
« avez intérêt à connaître, vous apprendrez par vous-même
« qu'un homme déguisé, parti en même temps que votre
« épouse, couche dans toutes les auberges où elle descend.

« Interrogez vos domestiques, ils auront remarqué sa
« constante assiduité. Il est dans ce moment caché aux en-
« virons de votre maison de campagne, où se trouve lady
« Grosvenor. »

JACK SPRAT.

LETTRE DEUXIÈME.

A lord Grosvenor.

« Si vous voulez surprendre lady Grosvenor avec son
« amant, placez-vous à la porte de Kensingtons'-Gardens,
« ce soir, à huit heures. Vous la verrez arriver avec sa
« petite sœur, suivre le passage étroit qui conduit au palais,
« entrer par la porte de derrière, et ne sortir des appar-
« temens de Son Altesse qu'à neuf heures et demie. Si vous
« êtes assez fou pour révéler cette information à votre
« épouse, ou pour ne pas en être reconnaissant, c'est le
« dernier avis que vous recevrez de votre serviteur

JACK SPRAT.

LETTRE TROISIÈME.

A lord Grosvenor.

« Je sais que vous avez suivi mes instructions ; mais on a
 « eu vent d'une mesure qui ne pouvait rester assez secrète,
 « ou l'on a pris une autre route. J'ose assurer qu'ils se ver-
 « ront demain au soir. Quand ils se voient le matin, le lieu
 « du rendez-vous est Kensington-Palace. Comme je sais que
 « vous mettez à profit les avis que je vous donne, soyez per-
 « suadé que vous en recevrez de nouveaux de votre mysté-
 « rieux ami »

JACK SPRAT.

C'est sur ces avis fidèlement donnés que lord Grosvenor fit épier les démarches de son épouse, et qu'un sommelier de sa seigneurie parvint à surprendre lady Grosvenor et le duc de Cumberland dans une auberge.

Le procès commença dans le mois de mars 1770.

Les principaux témoins qui furent entendus pour lord Grosvenor, étaient :

- 1°. La comtesse d'Onhoff, amie intime de lady Grosvenor ;
- 2°. William Pratt, aubergiste de la Tête du Sarrasin, à Towcester ;
- 3°. Robert Betton, domestique de lord Grosvenor ;
- 4°. Charles Cock, cocher de lord Grosvenor ;
- 5°. Thomas Dennison, valet-de-pied de lord Grosvenor ;
- 6°. Édouard Bennet, autre valet-de-pied de lord Grosvenor ;
- 7°. Marie Spencer, fille d'auberge au Lion-Rouge, à Withchurch ;
- 8°. Jane Richardson, domestique à la même auberge ;
- 9°. Joseph Richardson, valet d'écurie au Lion-Rouge ;

- 10°. Thomas Parker, domestique à l'auberge de Bamhill ;
 - 11°. Elisabeth Walker, femme-de-chambre à l'hôtel du Cygne ;
 - 12°. Elisabeth Sutton ;
 - 13°. Mary Jones, aubergiste à Toll-House ;
 - 14°. Elisabeth Ferguson, femme-de-chambre de l'auberge du Faucon ;
 - 15°. Mary Griffiths, concierge à Eaton, château de lord Grosvenor ;
 - 16°. John Mostyn, valet d'écurie à l'auberge du Taureau ;
 - 17°. Mary Reda, marchande de modes à Pall-Mall, à Londres ;
 - 18°. John Hugues, laboureur d'Eaton ;
 - 19°. Robert Giddings, attaché à la maison du duc de Cumberland ;
 - 20°. John Burton, domestique à l'auberge de la Tête du Sarrasin ;
 - 21°. Williams Griffiths, palefrenier de lord Grosvenor ;
 - 22°. John Anderton, autrè palefrenier de lord Grosvenor ;
 - 23°. Williams Robert, fermier ;
 - 24°. Nathaniel Abraham, laboureur ;
 - 25°. Hannah Birch, femme-de-chambre de lady Grosvenor ;
 - 26°. Édouard Toms, trompette ;
 - 27°. Miss Vernon, sœur de lady Grosvenor, fille d'honneur de S. M.
 - 28°. Mathieu Stephens, sommelier de lord Grosvenor ;
 - 29°. John Stephens, frère du précédent, adjudant de la milice du Cheshire.
-

PROCÈS

DE

LORD GROSVENOR.

LE mémoire qui fut produit à la cour des communs docteurs, établissait que dans l'année 1764 lord Richard Grosvenor, étant libre de sa main, et âgé d'un peu plus de trente ans, offrit ses hommages à Henriette Vernon, âgée de dix-huit ans, fille aînée d'Henri Vernon, écuyer; que le 13 juillet 1764, les parties furent légitimement unies par le saint nœud du mariage, dans la paroisse de Saint-Georges, Hanover Square, conformément aux rites et cérémonies de l'église d'Angleterre; qu'ils vécurent et habitèrent ensemble dans une communauté de table et de lit, comme doivent le faire de légitimes époux, et qu'ils consommèrent leur mariage, d'où naquirent plusieurs enfans; que dans le mois de mars 1767, lady Grosvenor accoucha d'un fils, légitimement engendré par lord Grosvenor, son mari; que cet enfant fut baptisé sous le nom de Robert; qu'au mois de juin 1768, lady Grosvenor mit au monde un autre fils, également engendré par son mari, qui reçut à son baptême le nom de Richard; que lord Grosvenor se conduisit à l'égard de milady avec les sentimens les plus vrais d'amour et d'affection, e

mit tous ses soins à la rendre parfaitement heureuse ; mais lady Grosvenor, oubliant ses devoirs d'épouse, bannissant la crainte de Dieu de devant ses yeux , et cédant aux instigations du démon , contracta un mauvais commerce avec S. A. R. Henri-Frédéric, duc de Cumberland, qu'elle commit fréquemment le crime d'adultère avec Son Altesse, et que lord Grosvenor et son épouse continuèrent à vivre et habiter ensemble jusqu'au moment où sa seigneurie découvrit les rapports illégitimes et coupables qui s'étaient établis entre milady et le duc de Cumberland ; que, depuis cette époque, lord Grosvenor n'était plus entré dans le lit de sa femme , qu'il demandait en conséquence qu'il fût fait droit à ses réclamations, et que la sentence de divorce fût prononcée contre lady Henriette Grosvenor , pour cause d'adultère, etc.

Telle était la nature des faits rapportés dans le Mémoire.

Les témoins appelés pour déposer de la vérité de ces faits furent successivement entendus.

Le premier témoin était lady Camilla d'Onhoff, jeune veuve de vingt-trois ans. Elle avait été long-temps l'amie intime de lady Grosvenor, et, comme nous l'avons déjà dit, on lui attribuait les lettres anonymes qu'avait reçues lord Grosvenor. Elle fit la déposition suivante :

« Il y a quatre ou cinq ans que j'eus l'occasion de faire connaissance avec l'honorable lord Grosvenor et lady Henriette Grosvenor, son épouse. Une étroite amitié succéda en peu de temps à nos premières relations. Je rencontrais souvent lady Grosvenor au Ranelagh, à Almack, et dans d'autres lieux de réunion publique. Quelquefois nous y allions ensemble. S. A. R. le duc de Cumberland, dont la galanterie est bien connue, s'approchait de nous quand le hasard faisait qu'il se rencontrait dans le lieu où nous étions, il entrait en conversation, et avait ordinairement l'attention d'offrir sa main à lady Grosvenor, pour l'aider à descendre de son car-

rosse ou pour l'aider à y remonter. Lady Grosvenor venait très-fréquemment me rendre visite dans mon hôtel de Cavendish-Square. Au mois de mars 1769, S. A. R. le duc de Cumberland se présenta chez moi. C'était la première fois que Son Altesse royale me faisait cet honneur. Je n'avais point été prévenue de cette visite, et je ne pus m'empêcher d'en témoigner ma surprise à lady Grosvenor. Elle essaya de m'expliquer le sujet de cette visite, et prétendit avoir à parler en particulier à Son Altesse, au sujet de son frère William Vernon, qui servait dans l'armée navale, et que le duc daignait honorer de sa protection. Je fus étonnée de voir que lady Grosvenor désignait, pour une entrevue avec Son Altesse, une autre maison que la sienne, puisqu'elle était libre de recevoir chez elle toutes les personnes qu'elle jugeait à propos de voir. Je lui en fis l'observation; lady Grosvenor me répondit que son mari et le duc de Cumberland étaient en froideur à cause d'une petite altercation qui s'était élevée entre eux, et que le duc avait cessé de venir chez milord Grosvenor.

« Je crus ce que lady Grosvenor me disait, et je la laissai en tête à tête avec Son Altesse; mais je ne pus m'empêcher de trouver cette conduite un peu extraordinaire.

« Un soir, dans le mois d'avril ou de mai 1769, lady Grosvenor et le duc de Cumberland se rencontrèrent de nouveau dans ma maison de Cavendish-Square; lady Grosvenor me pria encore de les laisser seuls pour un moment, et alléguait pour prétexte de ce tête à tête une prière qu'elle voulait faire au duc relative aux intérêts de son frère. Je consentis à cette demande, et je me retirai dans une autre pièce, où je restai seule pendant une demi-heure. Ennuyée de la longueur du tête à tête, je rentrai subitement dans le salon où j'avais laissé le duc de Cumberland et lady Grosvenor, et je vis avec une surprise que je ne puis exprimer, Milady renversée

sur un canapé, et dans une attitude qui ne laissait aucun doute sur l'emploi que le duc et milady avaient fait des momens où ils étaient restés seuls. Son Altesse royale, oubliant qu'elle était chez moi, laissa éclater la mauvaise humeur que lui inspirait ma présence, et se répandit en invectives contre ce qu'il appelait mon indiscrétion. J'avoue que je fus confuse à mon tour, et que je me retirai les laissant seuls une seconde fois. J'eus tort, et ils profitèrent de ma faute; car ils passèrent encore deux heures ensemble. Au bout de ce temps, le duc sortit le premier. Lady Grosvenor partit peu de temps après lui. Je déclare avec serment que cette rencontre n'avait point été autorisée par moi; que je ne l'avais ménagée en aucune façon, et que je n'avais jamais soupçonné, avant ce jour, que les fréquentes entrevues de milady et de Son Altesse eussent pour but un commerce criminel; que je réprouvais et que je me serais fait un vrai scrupule de favoriser ces relations coupables directement ou indirectement, soit par ~~des~~ conseils, soit par des messages, ou par aucune complaisance qui aurait eu pour objet de leur procurer la facilité de se voir chez moi. — La première fois que le duc se présenta à mon hôtel, je fus extrêmement étonnée de cette visite; mais lorsque j'eus acquis la conviction que c'était dans de si mauvaises intentions qu'il venait dans ma maison, j'en témoignai mon mécontentement à lady Grosvenor, et lui adressai de vifs reproches pour avoir fait de ma maison le lieu de ses rendez-vous, et surtout pour avoir abusé de ma bonne foi. Milady parut touchée de mes remontrances, et me promit d'être plus circonspecte à l'avenir. Je me fia à cette promesse, que je croyais sincère.

« Quelques jours après cet événement, les entrevues de Son Altesse royale et de lady Grosvenor se renouvelèrent encore dans ma maison; mais je me reposais sur la parole de milady. Dans une de ces rencontres, la conversation étant

tombée sur milord Grosvenor, milady dit à Son Altesse, *je vous dirai cela dans un autre moment*. Je supposai alors que milady voulait parler au sujet de son époux au duc de Cumberland, et qu'elle était bien aise de n'avoir pas de témoins de sa conversation. Je crus devoir me retirer par discrétion; je dis cependant, en sortant, à milady, que j'allais passer dans l'appartement voisin, mais pour une minute ou deux seulement. Je ne revins qu'au bout d'un quart-d'heure.

« Lorsque je rentrai dans l'appartement pour prendre une corbeille à ouvrage que j'avais laissée sur la table, je ne fus pas peu surprise de retrouver lady Grosvenor précisément dans la même posture où je l'avais déjà vue; elle m'avait cependant bien promis de ne plus renouveler une pareille scène dans ma maison.

« Un soir, au moment où j'allais me mettre au lit, lady Grosvenor entra chez moi, et me dit qu'elle était venue me voir dans la journée, mais qu'elle ne m'avait pas trouvée, parce que j'étais à Almark. Elle s'assit, et, quelques moments après, le duc de Cumberland arriva. Ils passèrent environ une heure ensemble; mais cette fois je ne les laissai point seuls.

« Dans une autre circonstance (c'était à l'occasion d'une fête, mais je ne saurais dire laquelle), j'allai avec lady Grosvenor chez Mary Reda, marchande de modes dans Pall-Mall, à qui lady Grosvenor voulait, disait-elle, donner une commission ou remettre une lettre; le duc de Cumberland se trouva comme par hasard chez la modiste. La visite à mistress Reda se prolongea pendant deux heures; mais j'eus bien soin de ne point m'écarter et de surveiller, pendant toute la durée de la visite, milady et le duc de Cumberland. J'ignorais entièrement que Son Altesse royale nous attendit à Pall-Mall. Je n'y serais pas allée. »

Lady d'Oahoff déposa encore qu'elle ne croyait pas qu'

lord Grosvenor fût instruit des rencontres de lady Grosvenor et du duc de Cumberland chez elle.

Elle déclara enfin que S. A. R. le duc de Cumberland s'étant embarqué dans le cours de l'été de 1769, elle n'avait jamais, par aucun moyen, facilité la correspondance qui s'était établie entre le duc et lady Grosvenor, et qu'elle avait même toujours ignoré l'existence de cette correspondance.

Le greffier lui présenta alors les lettres écrites par le duc depuis le n° 1 jusqu'au n° 10 inclusivement, et lui demanda si elle connaissait l'écriture de Son Altesse royale.

Lady d'Onhoff. Je connais parfaitement l'écriture de Son Altesse royale; et si c'est elle qui les a écrites, je le reconnaitrai certainement.

Elle examina les lettres, et déclara que, dans sa conscience, elle était persuadée que ces lettres avaient été écrites par le duc lui-même.

Lady d'Onhoff. Ces mots *petit ange*, je suis avec amour, etc., ont été bien certainement tracés par Son Altesse royale; et quoique le nom de lady Grosvenor ne se trouve nulle part dans la correspondance, celui qui a écrit ces lettres a voulu désigner lady Grosvenor et non une autre femme. Le mot *Vénus*, inséré dans la lettre n° 1, désigne la frégate de S. M. la *Vénus*, navire à bord duquel se trouvait Son Altesse royale.

Voici un extrait de cette correspondance :

LETTRE B.

« Ma chère amour,

« Combien je vous remercie de votre charmant billet, de
« la manière tendre dont vous vous exprimez, du nom de
« votre cher ami par lequel vous me désignez, et de l'aimable souvenir que vous donnez aux absens. Pourquoi

« m'est-il refusé de passer de douces nuits auprès de vous,
 « la tête appuyée sur votre sein ; car tu n'as personne, au-
 « près de toi, qui te chérisse comme je te chéris, cher ange
 « de mon âme ! O qu'il serait doux pour moi de supporter
 « seul les peines qui troublent votre bonheur. Ce qui rend
 « ma douleur plus vive, c'est que l'homme qui devrait sen-
 « tir, dans la possession de vos charmes, un trésor inesti-
 « mable, en ignore le prix. Si le ciel voulait que ce trésor me
 « fût livré maintenant !..... M. Croper n'est pas dans la
 « ville, et vous serez tranquille pendant quelques jours. Je
 « partirai à la nuit, mais non pas avant d'avoir reçu votre
 « réponse ; écrivez-moi, je vous prie, un mot pour me dire
 « comment vous vous trouvez. J'irai à la ville demain au
 « soir, à huit heures, pour apprendre de vos nouvelles. Je
 « suis sûr que mon ange éprouve moins de peine que mon
 « cœur n'en ressent pour mon ange. — J'envoie ce billet par
 « le domestique de D..... ; il est allé au Ranelagh ; si vous
 « m'écrivez, adressez lui votre réponse ; ce garçon est à mes
 « ordres ; il me remettra tout ce que vous lui donnerez.
 « Adieu, que le ciel vous bénisse ; j'espère recevoir bientôt
 « votre chère petite lettre..... »

(*Adressée à lady Grosvenor.*)

LETTRE C.

« Mon cher petit ange,

« Je vais quitter la ville. Dix mille grâces pour votre
 « charmant billet ; soyez sûre que rien ne peut me faire sup-
 « porter le poids qui oppresse mon cœur, comme d'appren-
 « dre par vous-même combien vous êtes sensible à ma ten-
 « dresse.

« Ne dites point à D..... que je vous ai écrit par son
 « domestique, car je lui ai recommandé de n'en rien dire

« Adieu, bonne nuit; Dieu bénisse l'ange de mon âme, de
 « ma joie, de mon bonheur, sans lequel je ne connais point
 « de consolation, et avec lequel tout est délice dans ma
 « vie. *Au revoir*, j'espère que ce sera bientôt. »

(*Adressée à lady Grosvenor.*)

LETTRE D.

« Mon cher petit ange,

« Je vous écrivis ma dernière lettre hier à onze heures,
 « au moment où nous allions mettre à la voile; je dînai à
 « deux heures, et l'après-midi j'eus un peu de musique,
 « car mon domestique joue de plusieurs instrumens, et
 « deux musiciens de Londres sont à bord avec moi. Nous
 « étions nombreux à table; j'avais neuf convives hier, et
 « j'en aurai encore davantage lorsque le reste de mon es-
 « cadre m'aura rejoint. Ils restèrent avec moi jusqu'à sept
 « heures; je me mis à table pour souper à neuf heures,
 « mais je ne pus manger, et à dix heures je me couchai.
 « Je priai alors pour vous, ma chère amour, je baisai
 « vos chers petits cheveux; je m'endormis, et vous oc-
 « cupâtes mon imagination dans mes songes. Je vous pos-
 « sédais sur cette chère petite couche,...., je vous pressais
 « dans mes bras, je vous accablais de baisers, je vous di-
 « sais combien je vous aime, combien je vous adore, et
 « vous sembliez écouter avec plaisir les expressions de ma
 « tendresse. Mais, hélas! lorsque je m'éveillai, je trouvai
 « que tant de jouissances n'étaient qu'une illusion, il n'y
 « avait avec moi que moi seul sur la mer.

« Je me levai à cinq heures et demie. Je montai sur le
 « tillac, où je trouvai mon ami Billy, avec lequel je me
 « promenai pendant une heure, jusqu'au moment où Bar-
 « rington vint me trouver. Nous descendîmes alors pour
 « déjeuner. Il était huit heures. Depuis neuf heures jus-

« qu'à midi, je commandai la manœuvre des vaisseaux
 « de mon escadre. Une heure sonne au moment où je
 « vous écris. Lorsque j'aurai fini la lettre que je vous
 « adresse, ma chère amour, je m'habillerai pour aller dîner à
 « deux heures. C'est la règle à bord des vaisseaux de dîner à
 « deux heures, de déjeuner à huit, et de souper à neuf. Si
 « rien ne dérange cette régularité de mes habitudes de mer,
 « ce soir je serai au lit à dix heures, et debout demain matin
 « à cinq heures et demie, pour donner ou recevoir les ordres
 « relatifs à la flotte qui est sous mon commandement, avant
 « de faire commencer la manœuvre.

« Je suis sûr que la relation de cette manière de vivre ne
 « vous plaira pas, mon amour ; elle est cependant de la plus
 « rigoureuse nécessité. Comme je vous ai promis un compte
 « exact de mes occupations et de mes pensées, j'ai rempli
 « ma tâche pour aujourd'hui, et je vous promets pour tous
 « les jours un bulletin aussi exact jusqu'à la dernière lettre
 « que vous recevrez de moi dans cinq ou six semaines, épo-
 « que de mon retour à Londres. A cette bien heureuse
 « époque, je ferai annoncer à l'amirauté la nouvelle de mon
 « arrivée à Spithead ; j'attendrai la réponse pendant quel-
 « ques heures ; j'abattrai mon pavillon et je volerai dans les
 « bras de la beauté et de l'amour. O mon amie, avec quel
 « mélange de bonheur et de délire j'aime à vous dire que
 « je vous aime, que j'ai toujours pensé à vous seule depuis
 « le moment qui m'a séparé de vous ! * * *

« Le vent est contraire aujourd'hui, je fais retarder le
 « dîner jusqu'à trois heures, pour mettre les vaisseaux à
 « l'ancre dans Portland-Road, à la hauteur de Weymouth.
 « Je compte remettre à la voile demain à cinq heures. J'aime
 « à me persuader que vous êtes bien. Je n'ai pas besoin de
 « vous dire que vous seule occupez mes pensées. J'aurai soin
 « de moi-même, puisque vous le désirez, ma chère petite

« amie ; mais , ange de mon cœur , conservez aussi votre
« santé , pour l'amour de votre fidèle esclave , qui ne vit
« que pour vous aimer , pour vous adorer et pour bénir le
« moment qui vous a trouvée assez généreuse pour recevoir
« l'hommage de sa foi. J'espère , ma chère amie , et j'ose
« affirmer que jamais vous n'aurez sujet de vous repentir.

« Le vent n'est pas assez contraire pour nous empêcher de
« mettre à la voile , mais j'ai dit à Barrington que je resterais
« à l'encre , parce que le temps n'est pas très-beau , et que
« je voulais envoyer une frégate à Londres pour y porter
« des dépêches d'une grande importance. Mon cher petit
« ange , ce n'est pas à votre pénétration qu'il faut expliquer
« la nécessité de ces dépêches ; vous avez déjà deviné qu'il
« ne s'agissait que de vous , et Dieu sait que je n'écris
« qu'à vous seule et au roi. Dieu vous bénisse , aimable
« et chère petite créature. — *Aimons toujours mon ado-*
« *rable petite amour. Je vous adore plus que la vie même.*

« J'ai lu ce matin , pendant une heure , les œuvres de
« Prior , et j'ai été frappé de ces vers qui s'appliquent si
« bien à notre position :

« Souvent Henry , caché sous de trompeurs déguisemens ,
« échappait à tous les regards ; mais il savait attirer les
« beaux yeux d'Henriette , et souvent , loin des jaloux ob-
« servateurs , il était parvenu à voir la beauté qui faisait
« battre son cœur , et à déposer à ses pieds les feux dont il
« était dévoré. Souvent il avait calmé les tourmens de l'ab-
« sence par des lettres , doux interprètes d'amour ; mais le
« temps et l'amour , apprirent enfin à l'amant fidèle que
« sa beauté à demi-vaincue prêtait une oreille amie aux
« douces insinuations de sa voix , et que Vénus étendait son
« empire sur les deux cœurs , et faisait partager à l'âme
« d'Henriette les tourmens qu'éprouvait Henry. »

« Je prends plaisir à relire ces passages qui présentent à

« mon imagination une conformité de sentimens et de situa-
 « tion. Que Dieu vous bénisse, jusqu'à ce qu'une occasion
 « se présente de vous écrire de nouveau. »

(*Adressée à lady Grosvenor.*)

LETTRE E.

Portland-Road, samedi 17 juin.

« Mon toujours cher petit ange,

« Le temps est mauvais aujourd'hui; il m'oblige de me
 « tenir à l'ancre dans Portland-Road; je profite de cette
 « précieuse occasion pour vous dépêcher ce billet. J'es-
 « père qu'il vous trouvera en bonne santé, et que vous
 « n'aurez pas à craindre de quitter la ville avant que je
 « retourne auprès de vous, chère âme de ma vie! J'ai lu
 « depuis ma dernière lettre une grande partie des œuvres
 « de Prior; je n'abandonne les intéressans personnages créés
 « par l'imagination du poète, que lorsque j'ai rencontré
 « quelque passage qui corresponde exactement avec notre
 « situation.

« Puissant Jupiter, Vénus, déesse amie des âmes con-
 « stantes, et toi Vierge enchanteresse, écoutez tous mes ser-
 « mens. Jamais ni le temps, ni l'inconstance, ni les attraits
 « séduisans de mille beautés n'altéreront l'amour éternel que
 « les attraits d'Henriette ont allumé dans mon cœur.

« N'allez pas croire que j'ai besoin de ce livre pour sentir
 « combien je vous aime; vous connaissez les sentimens de
 « mon cœur; cependant j'éprouve un grand plaisir à ren-
 « contrer des passages qui coïncident si bien avec mes idées.
 « Je vous écrirai constamment : lire vos lettres et y répon-
 « dre, voilà les seules occupations, avec celles de mon de-
 « voir à bord, auxquelles je puis et je veux me livrer. J'ai

« reçu un message pour aller à terre; mais je me suis excusé,
 « me trouvant bien plus tranquille à bord et bien plus heu-
 « reux de m'occuper à vous écrire. Vous ne seriez point
 « dans la ville où j'étais; d'ailleurs la chaloupe qui me por-
 « terait irait trop lentement pour mon impatience. J'attends
 « avec ardeur cet heureux moment qui me ramènera auprès
 « de tout ce que j'aime, de tout ce que j'adore. En vérité,
 « mes lettres sont d'une stupidité inconcevable. Je vous en
 « prie, écrivez-moi; adressez vos lettres à D... ou à mis-
 « tress Reda. Je languis d'impatience d'entendre parler de
 « vous; voilà deux jours qui m'ont paru longs comme qua-
 « rante mille ans. Que nous serons heureux de nous revoir,
 « maintenant que nos lettres nous ont dévoilé l'un à l'autre
 « les véritables sentimens de nos cœurs! Permettez-moi de
 « nommer le vôtre avec le mien; quel échange de tendres
 « paroles et de doux regards! qui s'aima jamais avec plus
 « d'ardeur, avec plus de sincérité? Je sens redoubler les
 « palpitations de mon cœur quand je vous écris; vous devez
 « éprouver la même agitation; les émotions de notre âme
 « sont les mêmes, je le sais, elles se ressemblent si bien,
 « nos cœurs sont si bien faits l'un pour l'autre! Je dois
 « m'arrêter; que Dieu vous bénisse; je vous envoie dix mille
 « baisers; rendez-les-moi quand vous les aurez reçus: j'ai
 « besoin de ce baume délicieux. *Adieu, je vous aime,*
 « *adorable petite créature, je vous adore, ma chère petite*
 « *bejoux, l'amant de mon cœur*! »

« Dieu vous bénisse, je vous écrirai bientôt une nouvelle
 « lettre. »

(*Adressée à lady Grosvenor.*)

Les passages soulignés sont en français dans l'original. Quand les Anglais écrivent des lettres d'amour, ils nous font volontiers l'honneur de prendre dans notre langue quelques expressions de tendresse.

Lady d'Onhoff, reprenant sa déposition. Si mes souvenirs sont fidèles, S. A. R. le duc de Cumberland revint de son expédition à la fin de l'été de l'année 1769; je crois aussi, quoique cette dernière particularité ne se retrace que d'une manière confuse à ma mémoire, que je me promenais un jour avec lady Grosvenor, dans un lieu de réunion publique, lorsque nous fûmes abordées par le duc de Cumberland. Nous quittâmes la promenade ensemble.

A la fin du mois de septembre 1769, j'allai deux fois avec lady Grosvenor aux jardins de Kensington, où le duc de Cumberland nous aborda de nouveau. Mais ces rencontres avaient toujours lieu sans que je fusse avertie qu'elles étaient ménagées par l'adresse du duc et de lady Grosvenor.

Au mois de juin 1769, lady Grosvenor vint chez moi à l'entrée de la nuit, dans ma maison de Cavendish-Square, et me dit qu'elle allait voir sa sœur Carry, fille d'honneur de Sa Majesté, et qu'elle me priait de vouloir bien l'accompagner. Nous sortîmes ensemble. Mais comme lady Grosvenor, au lieu d'entrer dans les appartemens de miss Vernon, prenait une autre direction, et que je me disposais à la suivre, lady Grosvenor me dit : n'entrez pas, je vais chez le duc de Cumberland. A cette réponse, je témoignai une grande surprise, et je demandai à milady quel chemin elle se proposait de suivre. Lady Grosvenor me dit qu'elle entrerait par la porte de derrière du parc. Nous suivions le passage qui conduit de St.-James à St.-James's-Park, lorsque nous rencontrâmes le duc de Cumberland avec le capitaine Foulkes un des écuyers de Son Altesse. Nous marchâmes tous ensemble jusqu'à la porte dérobée du palais du duc de Cumberland. Son Altesse royale entra dans un appartement avec lady Grosvenor, et je me trouvai seule, car le capitaine Foulkes avait pris congé de Son Altesse pour aller au Ranelagh. Je m'assis; j'attendis pendant quelque temps; et,

tro
de
en
da
pu
des
pri
tér
div
ons
le
cte
I
ne
th

trouvant dans la salle où j'étais ni livre, ni aucun autre sujet de distraction, j'entrai dans la chambre voisine, où je surpris encore Son Altesse royale et lady Grosvenor, précisément dans la même posture où je les avais déjà vus deux fois. Depuis ce jour, le duc et milady ne se rencontrèrent plus que deux fois dans ma maison, et ce ne fut que sur les instantes prières de milady, qui avait encore à parler au duc dans l'intérêt de son frère, que je consentis à ces entrevues. Je reçus divers billets de Son Altesse royale. Elle me suppliait d'accompagner lady Grosvenor à son palais, ou de lui permettre de la voir chez moi ; mais je me refusai constamment à ces actes de complaisance.

La comtesse d'Onhoff, ayant déclaré qu'elle n'avait plus rien à dire, un autre témoin fut appelé ; c'était William Pratt, de Towcester, dans le comté de Northampton ; il était âgé de quarante ans, et tenait l'auberge de la *Tête du Sarasin*, à Towcester.

Il dépose qu'il connaît depuis trois ans l'honorable Richard lord Grosvenor, et son épouse, l'honorable Henriette lady Grosvenor ; qu'ils sont souvent descendus dans son hôtel lorsqu'ils allaient de Londres à Chester, ou qu'ils revenaient de Chester pour se rendre à Londres. Vers la Saint-Michel, en 1769 (c'était un mardi, jour de marché à Towcester), trois personnes qui lui étaient tout à fait étrangères, descendirent à son hôtel. Elles demandèrent une chambre, et se retirèrent aussitôt dans celle qui leur fut indiquée. Lorsque le témoin entra dans leur appartement, il aperçut trois valises qu'il crut appartenir à ces étrangers, parce qu'ils étaient arrivés à cheval ; il lui parut aussi que tous trois étaient déguisés. Les traits de l'un de ces personnages présentaient une grande ressemblance avec ceux de S. A. R. le duc de Cumberland, autant qu'il a pu en juger depuis, car, à cette époque, il ne connaissait pas Son Altesse royale ; mais, en rap-

prochant ses souvenirs, il croit que l'homme déguisé n'était autre que le duc lui-même; il était enveloppé d'un large manteau brun ou de couleur olive, qu'il avait boutonné si haut, qu'on ne pouvait distinguer s'il portait une perruque ou s'il n'avait que ses propres cheveux; son chapeau était si enfoncé sur son visage, qu'on ne distinguait que son nez et ses joues; et, lorsque l'hôte alla les appeler pour dîner, il entendit prononcer le nom de fermier Jones, mais il ne savait point à quel propos ce nom avait été employé.

Après que l'homme au manteau brun et une des personnes qui l'accompagnaient furent sortis de table, l'hôte les vit passer dans une chambre à coucher que la servante leur avait préparée avant le dîner. Avant d'y entrer, ils dirent à l'aubergiste, ou à un de ses domestiques, qui le lui répéta, qu'ils attendaient un fermier dont ils devaient retirer de l'argent, et que, s'il ne venait pas bientôt, ils ne pourraient pas l'attendre long-temps, et qu'ils ne passeraient pas la nuit dans l'auberge.

L'air de mystère dont s'entouraient ces inconnus, inspira des préventions défavorables à l'hôte et à sa femme, qui les soupçonnèrent d'être des filous, et, pour prévenir de fâcheuses conséquences, le témoin, sa femme et quelques domestiques résolurent de ne pas se coucher avant leur départ.

Vers minuit, les étrangers partirent : deux d'entre eux dans une chaise de poste, et l'autre à cheval.

Environ une semaine ou dix jours après cette époque, les mêmes voyageurs revinrent à son auberge, accompagnés cette fois d'un quatrième individu qui venait de Chester ou d'un endroit voisin. Ce jour-là, avant que l'obscurité fût entière, lady Grosvenor et sa famille arrivèrent à l'hôtel de la *Tête du Sarrasin*, et y passèrent la nuit. Le lendemain matin, entre dix et onze heures, sa seigneurie et sa famille reprirent la route du Cheshire.

Sur une interpellation qui fut adressée au témoin, il répondit

qu'il connaissait S. A. R. Henry-Frédéric, duc de Cumberland, qu'il l'avait vu depuis peu de jours, au moment où Son Altesse descendait de sa voiture pour entrer au palais de Saint-James; mais qu'il ne l'avait jamais vu avant ni depuis cette époque, à moins que ce ne fût l'homme qui s'était présenté dans sa maison à Towcester; opinion qui lui paraissait très-probable, attendu l'extrême ressemblance que présentait Son Altesse avec cet individu.

Robert Betton, domestique de lord Grosvenor, âgé de vingt-sept ans, autre témoin, prête serment, et déclare que, depuis le 12 avril 1760, il est au service de sa seigneurie, en qualité de sous-sommelier.

« Dans le mois de décembre 1769, dit-il, c'était un mardi, j'en suis bien sûr, mais je ne puis pas me rappeler combien on tenait du mois, entre cinq et six heures du soir, lady Grosvenor et sa famille, accompagnée de quelques domestiques dont je faisais partie, arrivèrent à l'auberge du *Cerf blanc*, à Saint-Alban, dans le comté de Hertsford, sur la route de Londres. Nous allions à la maison de campagne de sa seigneurie, dans le Cheshire. J'étais couché avec deux de mes camarades, qui dormaient dans la même chambre que moi, lorsque, entre onze heures et minuit, nous fûmes subitement réveillés par M. Mathieu Stephens, sommelier et maître d'hôtel de lord Grosvenor. »

« Il avait été plusieurs fois question entre nous des relations qui existaient entre sa seigneurie milady Grosvenor, et S. A. R. le duc de Cumberland, et nous n'en avions pensé rien de bon. Aussi, je m'imaginai de suite qu'il s'agissait de quelque expédition relative à ce commerce. Je me levai, ainsi que les deux autres domestiques, et nous suivîmes M. Mathieu Stephens, qui était déjà accompagné de John Stephens son frère, et John Anderton, autre domestique de sa seigneurie; l'air de M. Mathieu n'annonçait

apercevant, les domestiques de Son Altesse éteignirent aussitôt leurs flambeaux, la voiture revint sur ses pas, et suivit celle de lady Grosvenor. Malgré tout ça, je ne soupçonnais pas qu'il existât de mauvais commerce entre Son Altesse royale et milady ; cependant cette dernière circonstance me parut extraordinaire, et je commençai à croire qu'il pourrait bien y avoir quelque *talisman*. Je conduisais aussi très-fréquemment lady Grosvenor aux jardins de Kensington, au Ranelagh, à Almack dans Pall-Mall ; et, dans tous ces lieux, excepté aux jardins de Kensington, nous rencontrions habituellement l'équipage de Son Altesse royale. Les deux voitures se joignaient partout, excepté au Ranelagh. Je me rappelle aussi d'avoir conduit lady Grosvenor à Marybone-Gardens, où milady, qui, ce jour-là, était accompagnée de la comtesse d'Onhoff, s'arrêta avec le prince. Au moment du départ, Son Altesse royale donna la main aux deux dames pour les aider à se replacer dans leur voiture.

« Lady Grosvenor et le duc de Cumberland se rencontraient à peu près tous les jours. Aussi le cocher de Son Altesse royale me disait, aussitôt que nous nous étions joints, nous allons faire route de compagnie.

« J'ai aussi conduit plusieurs fois lady Grosvenor chez mistress Reda, marchande de fleurs dans Pall-Mall. Je me souviens surtout d'y être allé un après-midi, le jour anniversaire de la naissance du roi, le 4 juin, avec milady et la comtesse d'Onhoff ; sa seigneurie y resta environ deux heures. Je la conduisis ensuite chez M. Scarborough, parfumeur, dans Pall-Mall. M. Scarborough est parfumeur de Son Altesse royale, et loge en face de son hôtel. Je conduisais quelquefois lady Grosvenor trois et même quatre fois par jour chez ce marchand, et j'apercevais souvent Son Altesse royale, que je connaissais très-bien, à la fenêtre de son hôtel. Milady faisait aussi de fréquentes visites, le matin et le soir, à la com-

tesse d'Onhoff, dans Cavendish-Square. Ayant conduit un soir, entre sept et huit heures, ma maîtresse chez lady d'Onhoff, et milady ayant demandé à la portière si lady d'Onhoff se trouvait chez elle, cette femme répliqua que la comtesse n'était pas rentrée, mais qu'elle l'attendait à chaque minute. Eh bien ! répondit milady, je vais monter dans le salon, et j'attendrai son retour. Sa seigneurie entra en effet chez la comtesse. J'aperçus dans le même moment Son Altesse royale, qui était dans la salle à manger de lady d'Onhoff. Milady m'ordonna de me retirer, et me dit de venir la chercher à dix heures. J'obéis et revins à l'heure indiquée ; je ramenai milady chez milord.

« Un ou deux jours après, comme je conduisais encore sa seigneurie chez la comtesse d'Onhoff, j'aperçus de nouveau le duc de Cumberland dans la même salle à manger. »

Le témoin déposa encore que, depuis le mois de mai jusqu'au mois d'octobre 1769, il conduisit souvent lady Grosvenor à Kensington-Gardens ; sa seigneurie était quelquefois accompagnée de sa sœur, miss Vernon, et quelquefois de la comtesse d'Onhoff. Le duc de Cumberland s'y trouva deux fois, c'était vers la fin du mois d'août. Le prince était venu dans un fiacre, et il retourna dans la voiture de sa seigneurie.

Thomas Dennison, âgé de vingt-six ans, valet-de-pied de lord Grosvenor, prête serment.

Au mois d'août 1768, il quitta le service de milord pour passer à celui de milady, et, depuis Noël, il est rentré au service de milord. Pendant qu'il était attaché à milady comme valet-de-pied, et jusqu'au moment où sa seigneurie s'était séparée de son époux, il accompagnait sa maîtresse chaque fois qu'elle sortait.

Ce fut au mois de février 1769, qu'il s'aperçut qu'il existait une intimité plus qu'ordinaire entre lady Grosvenor et S. A. R. le duc de Cumberland ; dans toutes les prome-

nades, soit au Wauxhall, soit au Ranelagh, soit ailleurs, lady Grosvenor rencontrait toujours le duc de Cumberland, qui lui donnait la main pour la faire remonter en voiture, et qui, ordinairement, partait du Ranelagh et du Wauxhall au moment où milady Grosvenor se retirait. Le témoin accompagnait aussi milady à Kensington-Gardens, à Almack. Les domestiques de Son Altesse royale et ceux de lady Grosvenor avaient l'habitude de se réunir, parce qu'ils s'attendaient à être rappelés en même temps. Il s'écoulait rarement un jour sans que le prince et lady Grosvenor trouvassent l'occasion de se parler ou de se voir dans les lieux de réunion publique ou dans des maisons particulières. Lady Grosvenor se rendait presque journellement, et toujours à la même heure, à Pall-Mall, et Son Altesse royale se trouvait toujours au balcon de son palais. Lorsque le duc tardait à paraître, la voiture de milady repassait six ou sept fois devant le palais, jusqu'à ce qu'enfin le duc se montrât. Sa seigneurie entraînait souvent dans les boutiques pour avoir un prétexte (à ce que pensait le témoin) de rester dans les environs de l'hôtel de Son Altesse. Elle descendait souvent chez mistress Reda, marchande de fleurs dans Pall-Mall, et d'autres fois dans divers magasins de Tavistock-Street. Si le cocher, soit en sortant de la maison de lord Grosvenor, soit en y retournant, voulait passer par une autre rue que Pall-Mall, milady indiquait aussitôt la direction de Pall-Mall.

Au mois de février 1770, lady Grosvenor se rendit à une réunion connue sous le nom d'Almack, dans King's-Street, près de Saint-James-Square. Sa seigneurie ayant donné l'ordre à son cocher de ramener sa voiture à onze heures, et la voiture n'étant pas arrivée au temps prescrit, milady ordonna au témoin d'aller chercher un fiacre, et de la conduire dans Cavendish-Square, chez la comtesse d'Onhoff; pendant le

trajet, Dennison remarqua qu'une chaise, partie comme eux d'Almack, ne les avait pas quittés d'un instant. En approchant de la maison de la comtesse d'Onhoff, le témoin la perdit de vue; mais il était à peine arrivé chez la comtesse, qu'il trouva la même chaise arrêtée devant la porte, et il aperçut le duc de Cumberland qui montait l'escalier de la comtesse d'Onhoff. Lady Grosvenor suivit Son Altesse sur l'escalier, et resta chez la comtesse jusqu'à une heure du matin.

« Lady Grosvenor, ajouta-t-il, se rendait très-fréquemment, comme je l'ai dit, dans la maison de lady d'Onhoff, dans Cavendish-Square; ces visites, qui se faisaient ordinairement le soir, et qui duraient une ou deux heures, et quelquefois plus encore, ne furent interrompues que pendant une semaine ou dix jours; c'était à l'époque du voyage de milady à Cravenhill, où elle possédait une maison de campagne, non loin de Kensington. Autant que je puis me le rappeler, milady alla cinq ou six fois chez la comtesse d'Onhoff, pendant l'absence de cette dame.

« Un jour, dans le mois d'avril, lady Grosvenor se présenta chez la comtesse. Je demandai à la portière si lady d'Onhoff était chez elle; la portière me répondit qu'elle n'était pas à Londres. Je répétai à lady Grosvenor ce que cette femme m'avait dit; mais sa seigneurie répliqua qu'elle avait reçu un billet de la comtesse, dans lequel elle lui annonçait qu'elle serait de retour dans la soirée même, et qu'elle attendrait son arrivée. Sa seigneurie entra en effet dans la maison, et je la vis monter l'escalier; mais lady d'Onhoff ne parut point à Londres dans la soirée. Cette visite était probablement un prétexte pour avoir une nouvelle entrevue avec le duc de Cumberland, que j'aperçus à la fenêtre du salon; il ne montrait que la tête. Je ne pourrais dire comment il

était habillé ; mais j'en vis assez pour être persuadé que c'était réellement S. A. R. »

Le greffier présente une lettre au témoin. Dennison répond, après l'avoir soigneusement lue et examinée, qu'il connaît parfaitement l'écriture de lady Grosvenor ; qu'il croit cette lettre écrite en entier de la main de milady, que les expressions de tendresse qu'elle contient, telles que *mon cher petit ami*, *mon adorable âme*, *mon très-chère âme*, etc.¹, désignent S. A. R. le duc de Cumberland ; que le mot Reda désigne mistress Reda, la marchande de fleurs de Pall-Mall ; et que, par la lettre D., on entend probablement la comtesse d'Unholph, ou d'Onhoff, ou Deneuf.

Il examine une autre liasse de papiers qui lui est présentée : c'était une collection de lettres dont il ne connaissait point l'écriture ; mais, d'après leur contenu, et l'adresse qu'elles portaient, il déclare qu'il les croyait écrites par le duc de Cumberland à lady Grosvenor.

Le témoin dit aussi que lady Grosvenor se promenait fréquemment dans les jardins de Grosvenor-Square, et qu'elle y restait même long-temps après la nuit fermée. Elle allait souvent se promener, le matin, après son lever, dans Kensington-Gardens, accompagnée de sa sœur, l'honorable miss Caroline Vernon, fille d'honneur de Sa Majesté. Ces promenades se renouvelaient deux ou trois fois la semaine, et quelquefois, après une certaine interruption, elles recommençaient tout d'un coup.

« Un jour, au mois de septembre 1769, j'accompagnai ma maîtresse à Kensington-Gardens, et je vis le duc de Cumberland descendre d'un fiacre à la même porte de la cour du palais, où était descendue lady Grosvenor. Je n'avais vu

¹ Toutes ces expressions étaient écrites en français.

alors Son Altesse royale qu'une fois, mais je demandai à quelques cochers si ce n'était pas là le duc de Cumberland ; et ils me répondirent qu'oui, ajoutant qu'ils avaient eux-mêmes amené Son Altesse en fiacre, et qu'ils l'attendaient pour la ramener. Depuis ce jour, les *expéditions* à Kensington-Gardens se renouvelèrent fréquemment ; milady et le prince disparaissaient ordinairement pendant deux ou trois heures. Lorsque le temps était mauvais et qu'il tombait de la pluie, milady trouvait sans doute un asile dans le palais ou dans quelque maison voisine ; car je remarquais que les vêtemens de milady n'étaient jamais mouillés. Cependant ses habits étaient chiffonnés, et ses cheveux en désordre, lorsqu'elle remontait dans son carrosse pour retourner chez elle. Un jour je remarquai que sa robe était déchirée.

« Lady Grosvenor se rendait souvent à Saint-James, sous prétexte de voir sa sœur, miss Caroline Vernon, qui avait un appartement dans le palais de Saint-James en qualité de fille d'honneur de Sa Majesté. Ces visites se faisaient à neuf heures du soir, et milady renvoyait ses domestiques en nous disant de lui ramener sa voiture à onze heures.

« Un soir que je me rendais avec un de mes camarades aux appartemens de miss Vernon, pour prévenir milady de l'arrivée de sa voiture, la servante de miss Vernon nous dit que lady Grosvenor n'avait point paru de la soirée chez sa sœur. Nous sortîmes des appartemens de miss Vernon, mais nous aperçûmes milady qui revenait par le passage qui conduit à Saint-James's-Park ; elle parut confuse de nous rencontrer. Je soupçonnai qu'elle venait de visiter Son Altesse. Déterminé à savoir quel était le but de ces courses nocturnes, j'épiai le lendemain lady Grosvenor, pour voir si en entrant dans la cour de Saint-James, par la porte où est postée la sentinelle, elle tournait à gauche, dans la direction des appartemens de miss Vernon ; mais je la vis dépasser la porte du logement.

de sa sœur, traverser la cour et suivre le passage de Saint-James's-Park; je vis en même temps Son Altesse royale, qui paraissait l'attendre, s'approcher d'elle et lui parler. Son Altesse lui donna le bras; ils se dirigèrent ensemble vers la porte de Saint-James's-Park, qui s'ouvre sur les jardins de Son Altesse royale, et la porte se referma sur eux.

« A la fin du mois d'octobre 1769, pendant que sa seigneurie était à sa maison de campagne à Eaton, je fus chargé d'aller lui remettre une lettre qui lui était adressée par un gentilhomme de ses voisins; n'ayant pas trouvé milady dans les appartemens du château, j'allai la chercher dans un parc éloigné d'un bon quart de mille. Entré dans le parc, j'aperçus lady Grosvenor assise sur l'herbe à côté d'un gentleman. Ils se levèrent à mon approche; le gentleman se cacha derrière un arbre pour se dérober à mes regards; tandis que lady Grosvenor s'avança vers moi, me demanda ce que je lui voulais, et ayant pris la lettre de mes mains, me dit qu'elle avait fait une promenade, et qu'elle s'était assise sur l'herbe pour se reposer. Je retournai au château, milady resta dans le parc, et ne rentra qu'au bout de deux ou trois heures. Lorsqu'elle fut de retour, ses souliers et ses vêtemens étaient mouillés et couverts de boue, car le temps était mauvais, et il tombait même un peu de pluie; le gentleman que j'avais aperçu était, selon toute vraisemblance, le duc de Cumberland; il portait un grand manteau de couleur brune, à la mode de Bath, et une perruque brune ou noire. »

Le témoin dit encore qu'il était persuadé que; sans le motif d'aller voir Son Altesse royale, ni sa seigneurie, ni aucune autre personne de son rang, ne se serait promenée à pied et si loin par des temps souvent mauvais, et à des heures aussi peu convenables; car bien souvent il lui arrivait de sortir pendant la nuit.

Le 21 décembre 1769, le témoin fut un des domestiques

qui aidèrent M. Mathieu Stephens à enfoncer la porte de la chambre à coucher de milady.

« M. Mathieu nous dit qu'il avait entendu du bruit dans la chambre de notre maîtresse, qu'il supposait que le duc de Cumberland était avec elle, et qu'il fallait enfoncer la porte. Pendant que nous étions en train de lui obéir, Son Altesse et milady criaient dans l'intérieur : qui frappe ? que me veut-on ? Au moment où la porte céda, nous vîmes au milieu de l'appartement lady Grosvenor et Son Altesse royale. Milady voulut s'enfuir dans une pièce voisine ; mais elle fit une chute, et Mathieu Stephens courut à son secours. Le duc de Cumberland n'avait point de manteau ; sa redingotte était brune, sa veste blanchâtre, sa perruque d'un brun fortement prononcé ; sa veste était déboutonnée de haut en bas ; il paraissait très-confus ; il passa dans l'appartement près duquel était tombée milady, et protesta qu'il n'était point dans la chambre de sa seigneurie, et qu'il en ferait le serment sur la Bible. Lady Grosvenor avait un habit de voyage garni de boutons ; mais lorsque nous entrâmes dans l'appartement, la partie supérieure de sa robe n'était point boutonnée, et sa gorge était presque à nu. Lady Grosvenor conservait de la hardiesse, et n'était point aussi confuse que le duc de Cumberland. Dans l'appartement, se trouvait un lit dont le désordre était extrême. Il ne paraissait pas avoir servi de couche paisible à une seule personne ; dans ma conscience, je crois que le duc de Cumberland et milady s'y étaient couchés ensemble et y avaient commis un adultère. »

Un autre témoin, Édouard Bennet, valet-de-pied de lord Grosvenor, fait une déposition à peu près semblable à celles qui précèdent. Il a fréquemment accompagné milady Grosvenor aux promenades publiques, aux assemblées, aux divers théâtres, et il a toujours vu le duc de Cumberland s'approcher de milady, l'accompagner, lui donner la main avec une

assiduité capable d'éveiller des soupçons. Dans les promenades à Kensington-Gardens, il a vu le duc de Cumberland et lady Grosvenor s'éloigner ensemble, et ne reparaitre qu'après deux ou trois heures; l'obscurité et le froid n'étaient point un obstacle à ces excursions nocturnes, ce qui lui faisait penser qu'ils allaient chercher un abri dans les appartemens du palais. John Baker, préposé aux portes du jardin de Kensington, a dit au témoin que le duc de Cumberland avait coutume de lui demander si lady Grosvenor était venue; lady Grosvenor, lorsqu'elle retournait à sa voiture, avait quelquefois ses cheveux flottans en désordre autour de son cou. Sa toilette était chiffonnée.

Un soir, lady Grosvenor et la comtesse d'Onhoff sortirent ensemble de Cavendish-Square, et se rendirent à St.-James's-Park; milady avait donné ses ordres pour qu'on vint la chercher à onze heures chez miss Vernon. Thomas Dennison, attaché comme le témoin au service de lord Grosvenor, lui dit qu'il était bien sûr que lady Grosvenor allait chez le duc de Cumberland. Il proposa à Édouard Bennet d'aller l'épier dans le parc. Édouard Bennet approuva ce projet; ils entrèrent dans le jardin, et aperçurent bientôt le duc de Cumberland, et un autre gentleman qu'ils ne connaissaient pas, debout derrière le mur du duc de Marlborough. Cinq minutes après, lady Grosvenor et la comtesse d'Onhoff arrivèrent dans le parc; elles joignirent le duc et son compagnon. Ils suivirent le mur du jardin jusqu'à une des portes de Saint-James's-Park, qui conduit aux jardins de Son Altesse, et disparurent tous ensemble.

Lorsque lady Grosvenor, accompagnée de sa famille, se rendit à Eaton, dans le Cheshire, le jour même de son arrivée, milady donna ordre au témoin d'aller demander au concierge les clés du jardin, et celles d'un théâtre appelé *Petit-Pavillon*, construit à une assez grande distance du château.

Le témoin obéit, et le lendemain ou le surlendemain, il vit le serrurier travaillant à faire des doubles clés pour le théâtre et le jardin. Milady, qui lui avait commandé ces doubles clés, lui avait dit elle-même d'y travailler en toute diligence. Peu de temps après, le témoin vit briller du feu dans un appartement situé près du jardin, où il ne se rappelle pas d'en avoir vu dans aucune autre circonstance.

Édouard Bennet faisait partie des domestiques qui forcèrent la porte de la chambre à coucher de lady Grosvenor, dans l'auberge du *Cerf-Blanc*, à Saint-Alban. Il fit, comme les témoins qu'on avait déjà entendus, la description de cette scène, du costume du prince et de son extrême confusion. Il ajouta que le duc de Cumberland paraissait vouloir s'enfuir par la porte qu'on venait d'enfoncer, mais M. Stephens cria aux domestiques : « Ne laissez pas sortir ce gentleman avant de savoir qui il est. » Le témoin avait déjà parfaitement reconnu Son Altesse royale.

Le témoin qu'on entendit après Édouard Bennet était une jeune fille de dix-huit ans ; elle déclara se nommer Mary Spencer de Whitchurch, dans le comté de Shrop.

Mary Spencer. J'habite depuis six ans avec mon grand-père, qui tient l'auberge du *Lion-Rouge*, à Whitchurch. J'ai vu plusieurs fois lord Grosvenor et son épouse descendre au *Lion-Rouge* ; milady surtout y descendait habituellement.

Un mardi, le 27 octobre 1769, entre deux et trois heures de l'après-midi, deux étrangers, suivis d'un domestique qu'on appelait John, arrivèrent à l'hôtel ; ils étaient à cheval. Un de ces étrangers était un jeune homme ; il s'enveloppait dans un manteau de couleur claire, sous lequel on apercevait une redingotte brune et une veste couleur de peau de buffle. Sa perruque, d'un brun foncé, s'avancait sur son front de manière à cacher presque ses yeux ; il avait les manières et tenait les discours d'un niais. La personne qui l'ac-

compagnait, plus âgée que ce jeune homme, nous dit avec un air de tristesse, que son jeune compagnon de voyage était fou, et qu'il ne fallait pas faire attention à ce qu'il disait. Il ajouta qu'il était chargé de l'accompagner pour le surveiller, et qu'ils voyageaient pour visiter le pays, et lui procurer des distractions qui pourraient lui devenir salutaires. Je ne savais pas leurs noms, mais l'homme qui accompagnait le jeune malade lui donnait le titre d'écuyer. Comme ils demandèrent à voir les chambres où ils devaient coucher, je les conduisis au premier étage, et leur montrai quelques appartemens. Le jeune homme choisit une chambre située presque en face de la salle à manger, et tirant un morceau de craie de sa poche, il traça une grande raie sur la porte. Je demandai alors à l'autre voyageur s'il prendrait pour lui l'appartement voisin; mais il me répondit que non, qu'il lui fallait une chambre où il pût être moins incommodé par le bruit. Ils dînèrent ensemble, et se firent apporter le thé dans la chambre à coucher du jeune homme.

Sur le soir, à l'entrée de la nuit, lady Grosvenor arriva avec sa famille. Son arrivée n'avait rien qui dût nous surprendre. Après quelques momens de repos, elle demanda à visiter les chambres, et monta suivie de Jane Richardson, la servante de l'hôtel. Jane descendit un peu après, et me dit que sa seigneurie avait choisi l'appartement vert qui est au dessus de la porte d'entrée de l'auberge; que cet appartement était froid, assez mal fermé, qu'elle avait essayé de détourner sa seigneurie d'y coucher, en lui disant qu'il y avait une autre chambre bien chaude dans un autre endroit de la maison, mais que milady avait objecté qu'il fallait ouvrir deux portes avant de sortir, ce qu'elle n'aimait pas, dans la crainte du feu. La servante voulut faire encore quelques observations à sa seigneurie, et l'empêcher de coucher dans un appartement dont les fenêtres étaient brisées, et qui était

le plus froid de la maison ; mais lady Grosvenor répondit qu'elle se souciait peu de coucher dans un grenier pourvu que ses enfans eussent un bon lit. L'appartement auquel milady tenait avec tant de persistance, était voisin de celui que le jeune homme avait marqué d'une raie blanche avec un morceau de craie.

Vers minuit, Jane Richardson et moi, nous nous trouvions dans la salle à manger, presque en face de l'appartement où couchait le jeune homme, lorsque nous entendîmes du bruit dans le passage. Nous pensâmes que c'était le mari de Jane Richardson ; mais, ayant écouté attentivement, nous entendîmes ouvrir la porte de la chambre du jeune malade. Il nous fut aisé de reconnaître ce bruit, car cette porte, en tournant sur ses gonds, rend un son tout particulier. Je craignis que le fou n'eût quitté sa chambre et ne vînt à paraître ; cette idée m'effraya ; mais comme Jane Richardson se levait pour aller retirer la clef de la salle où nous étions, et fermer la porte en dedans, nous entendîmes la porte se refermer. Le plus profond silence succéda à ce bruit, et, tout à fait rassurées, nous allâmes nous mettre au lit. Le lendemain, j'appris en me levant que le jeune gentleman était déjà parti.

Jane Richardson, âgée de trente-deux ans, est appelée. Elle répète les déclarations de Mary Spencer. « Lorsque j'allai avertir les deux étrangers que le dîner était servi, je remarquai le jeune voyageur avec attention, parce qu'on m'avait prévenue qu'il était fou, et j'observai qu'il avait une cicatrice sur le côté droit de la figure ; je crus reconnaître les traces d'une brûlure, et pensant que les accidens de sa maladie avaient pu occasioner cette blessure, j'eus pitié de ce pauvre garçon. Je remarquai aussi que ses sourcils étaient blonds. Depuis cette époque, j'ai vu deux fois le duc de Cumberland à Londres, et je suis convaincue de l'identité

du jeune fou avec Son Altesse royale. L'étranger plus âgé qui l'accompagnait voulut occuper un appartement qu'on lui indiqua à une grande distance de la chambre du jeune écuyer. Son Altesse et son compagnon se promènèrent dans la ville, soigneusement enveloppés de leurs manteaux, et dans le même costume qu'ils portaient lorsqu'ils descendirent à l'auberge.

« Le même soir, lady Grosvenor étant arrivée au *Lion-Rouge*, je lui indiquai moi-même plusieurs appartemens que sa seigneurie refusa successivement sous divers prétextes, jusqu'à ce qu'elle fût arrivée à l'appartement voisin de la chambre du duc de Cumberland ; c'est celui qu'elle choisit et qu'elle persista à occuper, malgré les observations que je lui fis. Milady soupa de bonne heure. Sur les sept heures, elle se retira dans sa chambre ; elle fit apporter quelques bûches, et annonça qu'elle prendrait soin elle-même de son feu. Elle avait déjà choisi une chambre à deux lits pour ses enfans et ses domestiques dans une autre partie de la maison.

« A minuit, j'entendis dans le couloir, vis-à-vis la salle à manger, un bruit semblable au frolement d'une robe ; je dis à Mary Spencer que c'était Joe (Joseph Richardson, mon mari) qui venait me voir ; mais, dans le même instant, la porte de la chambre où couchait Son Altesse royale s'ouvrit et se referma un instant après. Ce bruit m'effraya ; mais je revins bientôt de ma frayeur, lorsque je me rappelai que l'étranger qui accompagnait le fou (c'est-à-dire Son Altesse royale, qui prenait le caractère et les manières d'un fou), m'avait prévenu que le jeune homme était sujet à se promener pendant son sommeil ; et que, si on le rencontrait dans les galeries ou ailleurs, il ne fallait ni le toucher, ni le suivre, ni l'approcher. Le lendemain matin, le duc de Cumberland partit avant le jour, et j'aidai à faire le lit dans lequel avait couché Son Altesse royale. Miss Hall, qui était

avec moi , me demanda qui avait couché dans ce lit ? Je lui répondis un fou et son domestique ; car il y avait deux places bien distinctement marquées ; mais je savais bien , quoique je répondisse ainsi , que ce n'était pas le domestique qui avait couché avec son maître , et j'ajoutai que , si le fou revenait une seconde fois , il n'aurait plus des draps de toile d'Hollande , tant il les avait froissés et chiffonnés. Le coussin était jeté au pied du lit , entre les draps. Je supposai que c'était une de ses manies. »

Joseph Richardson, valet d'écurie à l'auberge du *Lion-Rouge*. Je vis arriver les étrangers : ils visitèrent les écuries , qu'ils ne trouvèrent point à leur gré , demandèrent une étable à trois rateliers pour leurs chevaux , s'informèrent si lord Grosvenor descendait dans cette auberge , et allèrent remiser leurs chevaux dans une autre auberge que je leur indiquai. Cette dernière circonstance , et l'air de déguisement qu'on remarquait en eux me fit soupçonner qu'ils pouvaient bien être des voleurs de grand chemin. Plein de cette idée , je remarquai plus attentivement leurs personnes et leurs chevaux. Le jeune homme avait une cicatrice au visage , et j'ai reconnu depuis le même individu dans le duc de Cumberland.

Thomas Parker, domestique à l'auberge de Barnhill , dans le comté de Chester , autre témoin. J'ai vu trois étrangers descendre à l'auberge de Barnhill , le 28 octobre 1769. L'un d'eux , que j'ai reconnu depuis pour le duc de Cumberland , à la cicatrice qu'il a au visage , portait un grand manteau couleur de tabac , un chapeau rabattu et une peruque noire. Sa mine étrange , et l'apparence de mystère qu'on apercevait dans ceux qui l'accompagnaient , m'inspirèrent des craintes ; bref , je les pris pour des voleurs de grand chemin , et ce qui me confirma dans cette opinion , c'est qu'ils avaient laissé la selle à leurs chevaux , et que , pendant le déjeuner , le plus jeune des voyageurs , l'homme à la cicatrice , s'endor-

mit dans son fauteuil, ce qui me fit supposer qu'ils avaient passé la nuit à faire quelque mauvais coup.

Ils dînèrent à l'auberge, et demandèrent le nom des propriétaires des maisons de campagne du voisinage, comme s'ils eussent été totalement étrangers au pays. Entre autres campagnes, ils demandèrent si celle de lord Grosvenor était bien éloignée. Après le dîner, lady Grosvenor passa sur la route. Je dis aussitôt aux étrangers : voilà l'équipage de lady Grosvenor; les étrangers ne répondirent rien; mais, une demi-heure après, ils coururent au grand galop après la voiture, et la vitesse de leur course me fit penser qu'ils allaient l'attaquer.

D'autres témoins, la plupart attachés à des auberges des environs de Londres, déposent sur les divers déguisemens sous lesquels se cachait Son Altesse royale. Le prince et ses deux compagnons d'aventures laissaient partout sur les routes l'idée qu'ils étaient des voleurs ou des filous. Un des témoins, Élisabeth Walker, jeune servante de l'hôtel du *Cygne* à Tarpoly, qui avait conçu et fait partager à d'autres domestiques les mêmes soupçons, se trouvait un jour à la chapelle de Saint-James; tout à coup elle aperçoit auprès de Sa Majesté le voyageur balafre qu'elle avait pris pour un voleur de diligences. Il était décoré d'une étoile étincelante, attachée à un large cordon bleu qui se croisait sur sa poitrine. Elle apprit que c'était le duc de Cumberland, frère de Sa Majesté.

Élisabeth Sutton, âgée de trente-six ans, dépose qu'au mois de mai 1769, elle fut instamment priée par lady d'Onhoff de venir habiter sa maison dans Cavendish-Square, pendant le temps qu'elle resterait à la campagne, où elle était sur le point d'aller passer une partie de la belle saison. Le témoin consentit à cette demande, et s'établit dans la maison de la comtesse, le jour même de son départ. Le mardi sui-

vant, milady revint à Londres pour y passer une semaine. Elle reçut pendant ce temps plusieurs visites de lady Grosvenor. La comtesse d'Onhoff repartit pour la campagne au bout de huit jours ; mais , le jour même de son départ , lady Grosvenor se présenta dans Cavendish-Square , et demanda si lady d'Onhoff était chez elle. Sur la réponse que lui fit Élisabeth Sutton , que milady n'était pas à la ville , sa seigneurie répliqua qu'elle devait y revenir dans la soirée , et qu'elle allait attendre son retour. Sa seigneurie monta alors dans le salon , en disant que son frère ne tarderait pas à venir la joindre ; en effet , au bout de trois quarts d'heure , arriva un gentleman qu'Élisabeth Sutton prit pour le frère de lady Grosvenor. Il sortait d'une chaise à porteur. Un grand manteau , à collet relevé , cachait presque entièrement sa figure ; il monta précipitamment l'escalier.

« Lorsqu'il fut nuit , ajouta le témoin , j'allumai des flambeaux , et les montai dans le salon. Lady Grosvenor et le gentleman étaient assis sur un canapé , ayant auprès d'eux une table ronde sur laquelle j'allais déposer les flambeaux ; mais le gentleman , m'indiquant du doigt une table à jeu qui se trouvait dans un coin du salon , me dit d'y placer les bougies , ce que je fis aussitôt. Ils se retirèrent à dix heures , après en avoir passé deux ou trois en tête à tête. Lady Grosvenor s'en alla dans sa voiture , et j'apportai une lumière pour éclairer le gentleman , qui descendit cinq minutes après son départ. Pendant que je l'éclairais sur l'escalier , il me demanda si j'étais seule dans la maison. « Non , monsieur , lui répondis-je , j'ai mon mari et mes enfans. » Il répliqua : « Oh ! oh ! »

Le témoin observa l'ensemble de la personne du gentleman ; c'était un homme assez bien fait , ayant une cicatrice sur la joue , et s'enveloppant soigneusement dans son manteau. Il se retira à pied.

« Le lendemain au soir, à sept heures, lady Grosvenor vint de nouveau, et me demanda si l'on attendait la comtesse d'Onhoff; bientôt après, le même gentleman arriva dans une chaise à porteurs; il était encore enveloppé dans son manteau, comme un homme qui craint d'être reconnu. Je leur apportai des flambeaux à l'entrée de la nuit, quoiqu'ils n'eussent pas sonné pour en demander; mais je pensais qu'il n'était pas honnête de les laisser sans lumière. Lorsque le gentleman descendit, me trouvant fort occupée, je dis à mon mari d'aller lui ouvrir la porte. Mon mari prit aussitôt une bougie, l'accompagna; et lorsque la porte fut fermée, il revint, et, d'un air de surprise, me demanda si je connaissais ce gentleman. « C'est le frère de lady Grosvenor, lui dis-je; « n'est-ce pas cela? » Mon mari reprit : « Non; c'est le « duc de Cumberland. — En es-tu bien sûr? — Eh! folle « que tu es, répliqua mon mari, ne veux-tu pas que je le « connaisse? » Mon mari avait été militaire et avait servi sous lui. Pour lors je commençai à me douter du tour. Lady Grosvenor et le gentleman, que je regardai dès ce moment comme le duc de Cumberland, vinrent une ou deux fois chez la comtesse d'Onhoff; ils prolongeaient leur entretien jusqu'à onze heures du soir, et restaient toujours seuls, et constamment assis sur le canapé. Cependant, il est juste de dire qu'il n'était froissé que dans la partie où ils paraissaient s'être assis, comme des gens raisonnables. »

Mary Jones, âgée de quarante-six ans, épouse de John Jones, aubergiste à la *Toll-House*, à Marford-Hill, dans le comté de Flint, dépose que trois voyageurs, à cheval, descendirent à la *Toll-House* le 1^{er} novembre 1769 : il était onze heures avant midi. Ils étaient enveloppés dans de larges manteaux. Un d'entre eux, qu'elle a su depuis être le duc de Cumberland, portait une redingotte d'un drap clair, une veste de flanelle bleue et blanche, une perruque noire, qui

cachait ses oreilles et s'enfonçait sur son front, et un large mouchoir noué à son cou. Un autre de ses compagnons prenait le nom de Tush, et se disait fermier; le troisième s'appelait John. On donnait à son altesse royale le simple titre d'écuyer. Ils demandèrent du vin, du pain et du beurre, et repartirent dans la matinée, après s'être informés s'ils trouveraient de bons lits à leur retour.

Ils revinrent à sept heures du soir, soupèrent et couchèrent dans la maison. Le lendemain matin, ils repartirent après déjeuner, et ordonnèrent qu'on leur tint le dîner prêt pour cinq heures. A trois heures, l'homme appelé John revint à l'auberge, et dit au témoin de préparer promptement le dîner, parce que ses compagnons de voyage allaient arriver. Ils vinrent en effet; et le fermier Tush, que le témoin a vu depuis dans la maison de son altesse royale, à Pall-Mall, annonça qu'ils allaient repartir immédiatement, parce qu'ils avaient reçu une lettre par laquelle on leur apprenait que le père du jeune écuyer s'en allait mourir, et qu'ils craignaient qu'il ne fût mort avant que son fils n'arrivât auprès de lui. Mais il ajouta que ce lieu leur plaisait infiniment, et qu'ils y reviendraient dans un mois, ou même plutôt, si les affaires du jeune homme étaient bientôt terminées. Ils portaient des chapeaux de rechange, dont les uns étaient galonnés et les autres tout unis; ils avaient aussi quatre redingottes de différentes couleurs. Les personnes qui accompagnaient son altesse changeaient quelquefois de chapeaux, et portaient alternativement, l'une le chapeau galonné, l'autre le chapeau uni. On disait dans le voisinage que ces inconnus étaient des voleurs de grand chemin; le témoin lui-même partageait cette opinion: ils parlaient de baux et de fermes; mais il était aisé de voir qu'ils n'entendaient rien à l'agriculture.

A leur départ ils laissèrent dans l'auberge deux cannes, et oublièrent par mégarde deux chapeaux unis. Le 30 novembre

suivant, l'homme qui prenait le nom de fermier Tush, et celui qu'on appelait John, arrivèrent à l'entrée de la nuit, conduisant chacun un cheval en lesse, et vêtus tous deux comme dans leur première expédition. Ils passèrent la nuit dans l'auberge. Le témoin s'informa du fermier Tush de ce qu'était devenu le jeune écuyer; il répondit qu'il l'avait laissé avec un autre gentleman sur la route; qu'il l'attendait dans la nuit; mais qu'il n'était pas sûr qu'il arrivât de bonne heure, parce qu'il était resté à une assez grande distance. Le lendemain, dans l'après-midi, le fermier Tush parut fort inquiet du retard de son jeune maître. Enfin le surlendemain, sur les huit ou neuf heures du matin, son altesse royale arriva dans une chaise de poste avec un autre gentleman. Après le déjeuner, son altesse et le fermier Tush sortirent de l'auberge, et n'y rentrèrent qu'à cinq heures du soir. Le lendemain, ils partirent encore à cheval, et rentrèrent l'après-midi, à quatre heures. Son altesse, le gentleman qui l'avait accompagné, et le fermier Tush, dînèrent ensemble. Les deux derniers s'appelaient réciproquement fermiers, et continuaient de donner à leur jeune compagnon le titre d'écuyer.

Elisabeth Ferguson, femme-de-chambre à l'auberge du *Faucon*, à Chester, dépose que trois étrangers, dont elle décrit le costume, étaient descendus à l'auberge du *Faucon*, au mois d'octobre 1769.

Le plus jeune, qu'elle croit être le duc de Cumberland, se faisait appeler Griffiths, un autre se nommait Trusty; le troisième, qui paraissait être leur domestique, répondait au nom de John: le témoin les prit pour des marchands¹. Pendant les cinq jours qu'ils restèrent à l'auberge, le duc de Cumberland et Trusty sortaient régulièrement tous les jours

¹ D'abord un fou, puis un voleur de grand chemin, et maintenant un marchand: l'amour est vraiment un grand maître dans l'art des déguisemens.

(Note de l'éditeur anglais.)

de grand matin, revenaient pour dîner, sortaient de nouveau, et ne rentraient qu'à l'heure du souper. Ils quittèrent l'auberge du *Faucon*, y revinrent au bout de trois jours, prirent le thé, et repartirent pour n'y plus revenir.

Une vieille femme, Eléonore Bussey, qui était employée à l'auberge du *Faucon*, fit une semblable déposition : elle ajouta seulement que le domestique n'accompagna qu'une seule fois les deux étrangers dans les courses régulières qu'ils faisaient dans l'intervalle des repas. Elle présuma, à leur retour, qu'ils venaient de la maison de campagne de lord Grosvenor, à Halkin, dans le comté de Flint. Ces étrangers parlaient presque toujours français pendant leurs repas. Le témoin a vu dans la suite l'écuyer Griffiths sortant du palais de Pall-Mall, et une autre fois à Saint-James, avec une étoile et un grand cordon : elle affirme sur sa conscience que c'était bien son altesse royale le duc de Cumberland.

Mary Griffiths, âgée de cinquante-neuf ans, portière à Eaton-Lodge, domaine de milord Grosvenor, dépose que lady Grosvenor, accompagnée de ses enfans, arriva à Eaton-Lodge un samedi, 28 octobre de l'année 1769. Dans l'après-midi du même jour, sa seigneurie sortit de la maison, et n'y rentra qu'à sept heures, à la nuit close. Le lendemain, à midi, lady Grosvenor sortit encore, sous le prétexte d'aller se promener dans le parc. Une demi-heure après, deux personnes habillées de la même manière se présentèrent à la porte du parc, et demandèrent la permission d'y entrer pour le visiter : le témoin le leur permit. Mais elle eut la curiosité de les suivre des yeux ; et, regardant par la fenêtre de sa loge, elle vit les deux étrangers s'approcher de lady Grosvenor et causer avec elle. Milady se plaça au milieu d'eux : ils se promènèrent long-temps ensemble, et le témoin finit par les perdre de vue, lorsqu'ils se furent enfoncés dans le bois. Vers trois heures, les gentlemen sortirent du parc, et milady reprit la

route du château. A cinq heures, elle retourna encore dans le parc, et y resta jusqu'à sept heures, malgré l'obscurité.

Pendant son séjour à Eaton-Lodge, lady Grosvenor sortait habituellement le matin et l'après-midi, se faisait ouvrir la porte du parc, et se dirigeait toujours du côté où le témoin l'avait vue avec les deux étrangers. Ces inconnus revinrent un jour, à cheval, se promener dans le parc, et visitèrent le château de milord. Dans une autre occasion, le témoin vit lady Grosvenor se promener dans une prairie assez éloignée du château; elle aperçut en même temps les têtes de deux hommes, dont l'un se promenait derrière une haie avec lady Grosvenor, et l'autre restait seul, debout, à quelque distance : mais, comme on ne les voyait qu'à demi, il ne lui fut pas possible de distinguer quel était celui des deux qui se promenait avec sa seigneurie. A l'arrivée de lord Grosvenor à Eaton-Lodge, les promenades de milady furent suspendues pendant quelque temps : elles recommencèrent au départ de milord, avec la même assiduité et les mêmes circonstances. Milady ne rentrait qu'à la nuit; sa robe était mouillée et tachée de boue, quelquefois son tablier ou son fichu étaient déchirés; et plus d'une fois le témoin aperçut, à une assez grande distance, deux personnes qui ressemblaient aux inconnus déjà décrits, et qui se promenaient avec milady. Depuis cette époque, le témoin, étant allé à Londres, a vu deux fois le duc de Cumberland, et elle l'a reconnu, à la cicatrice qu'il porte sur le côté droit de la figure, pour un des deux étrangers qui prenaient part aux promenades de milady, à Eaton-Lodge.

John Mostyn, de Chester, valet d'écurie à l'auberge du *Taureau*, à Coventry, déclare connaître lord et lady Grosvenor, qui descendaient habituellement au *Taureau*, lorsqu'ils allaient de Londres à Cheshire, ou de Cheshire à Londres.

« Au mois d'octobre 1769, ajoute-t-il, un homme, »

cheval, vint à l'auberge du *Taureau* : il conduisait deux chevaux en lesse. Il me dit qu'il attendait ses maîtres, deux commerçans, qui devaient arriver bientôt, et passer la nuit à l'auberge; qu'il était chargé de choisir des chambres, et de les marquer d'une manière à les faire reconnaître facilement; et il les marqua avec de la craie. Cependant les deux personnes qu'il attendait ne vinrent pas. Le lendemain matin, il partit à six heures, emmenant les chevaux qu'il avait conduits la veille. Une heure après son départ, deux hommes à pied, et qui m'étaient alors inconnus (quoique j'aie su depuis que l'un d'entre eux était son altesse royale le duc de Cumberland), entrèrent dans la cour de l'auberge : ils me demandèrent si un domestique n'était pas venu la veille arrêter deux lits pour deux voyageurs. Je leur répondis que l'homme dont ils parlaient était venu, mais qu'il était reparti depuis une heure : l'un des deux étrangers témoigna beaucoup d'impatience; dit que son domestique était un niais, un imbécille, et demanda une chaise de poste à quatre chevaux. Au bout de quelques minutes, je remontai dans leur chambre, pour leur annoncer que la chaise était prête : je vis, l'homme qui accompagnait le duc de Cumberland, debout, sur le seuil de la porte d'une chambre à coucher que le domestique avait marquée la veille avec de la craie. En face de cet appartement était la chambre dans laquelle j'avais apporté les effets de lady Grosvenor, qui était arrivée la veille, au soir, à six heures. Les deux étrangers étaient revêtus d'un grand surtout à l'usage des cavaliers, boutonné jusqu'au haut, et dont le collet, remontant jusqu'à la figure, cachait leur menton et une partie de leurs joues. Son Altesse royale portait une perruque noire et un chapeau rabattu : il s'enveloppait avec tant de soin, que je ne pouvais pas distinguer sa figure; mais, en descendant l'escalier, le prince s'arrêta sur une des marches, pour mieux serrer son surtout; et, dans

un mouvement qu'il fit pour fermer l'agraffe de son manteau, j'eus l'occasion de remarquer ses traits.

« Lady Grosvenor partit le même jour, à dix heures, avec sa famille. Trois semaines ou un mois après cette époque, je revis ces étrangers, qui me semblèrent retourner à Londres. »

Mary Reda Vemberght, veuve, marchande de modes à Pall-Mall, âgée de quarante-cinq ans, prête serment et fait la déposition suivante, après avoir déclaré qu'elle connaît lord Grosvenor et lady Grosvenor depuis cinq ans, et qu'elle a eu souvent l'occasion de vendre à milady des articles de son commerce.

« Au mois d'avril 1769, je reçus la visite d'un capitaine Foulkes, que je ne connaissais pas alors, mais que j'ai su depuis être un des aides-de-camp de son altesse royale Henry-Frédéric duc de Cumberland; le capitaine me demanda si j'occupais tout entière la maison où j'étais. Il me dit aussi qu'il cherchait à louer quelques appartemens pour son altesse royale, et que si j'en avais qui fussent libres dans ma maison, il les louerait volontiers. Moi, je pensai tout de suite que c'était pour quelque mauvaise action, et sans doute pour des filles; je le dis franchement au capitaine, qui, étant militaire, ne devait pas se fâcher de ça; et j'ajoutai qu'ayant une maison bien achalandée, je ne voulais rien faire qui pût écarter mes pratiques, parce qu'en voulant gagner dix je pourrais perdre quinze. Le capitaine me répondit que le duc de Cumberland me donnerait sa pratique, et m'engagea même à écrire une lettre à son altesse royale pour la lui demander. Cette offre me parut bonne à accepter : d'ailleurs, je n'occupais qu'une partie de la maison. Mais, afin de me mettre en règle, j'engageai deux de mes amies à louer les appartemens dont je pouvais disposer, de manière à ce qu'elles en fussent censées locataires, et cependant à m'en abandonner la disposition.

« Peu de jours après la conclusion de ces arrangements , le duc de Cumberland vint voir les appartemens ; mais comme je n'en avais pas encore la clef , son altesse royale fut obligée de revenir une seconde fois : elle visita les appartemens du premier étage , qu'elle parut trouver fort à son gré ; et ce qui parut la décider , c'est qu'il y avait deux portes , l'une dans Pall-Mall , l'autre sur une petite rue de traverse. Son Altesse royale entra alors en conversation ; mais je dis au prince que , quoique pauvre , je ne ferais rien de mauvais dans ma maison , et que je ne lui amènerais pas de fille. Son Altesse royale me répondit qu'elle ne louait pas mes appartemens pour un tel usage ; qu'elle avait une affaire particulière dans laquelle il n'y avait rien de criminel avec une dame , et qu'elle y viendrait de temps en temps. Depuis ce temps , le duc de Cumberland vint très-souvent , et presque tous les jours dans ma maison ; il y restait une heure ou deux à écrire des lettres. Quelquefois il apportait des lettres toutes faites , mais plus souvent il les écrivait dans ma maison ; il me les remettait ensuite , et je les portais moi-même à lady Grosvenor , à qui elles étaient adressées , et qui les recevait de mes mains : comme il est bon de mettre de la prudence en tout , lorsque je ne trouvais pas l'occasion de donner les lettres à sa seigneurie en personne , je les déposais dans une pièce de gaze ou dans quelqu'un des objets de mode qu'achetait milady , et je les lui envoyais avec la marchandise.

« Au mois de mai 1769 , le duc de Cumberland me dit que lady Grosvenor avait besoin de quelques soieries étrangères , et qu'elle désirait que je les lui apportasse au théâtre de l'Opéra , où mon parent , M. Reda , occupe un appartement en qualité de décorateur : je répondis à Son Altesse que je présenterais ces articles à sa seigneurie , mais qu'il fallait choisir un jour où M. Reda serait absent du théâtre. Un matin , le prince me fit appeler , et je le conduisis à

l'Opéra, dans les appartemens de M. Reda, où je le laissai seul : Son Altesse y resta environ une heure et demie. Au bout de ce temps, lady Grosvenor vint chez moi ; je dis à sa seigneurie que Son Altesse était à l'Opéra, et que je lui avais remis les soieries : nous partîmes aussitôt pour aller le rejoindre. En arrivant dans les appartemens de M. Reda, je montai avec sa seigneurie dans le salon : Son Altesse royale fit un baiser à lady Grosvenor, devant moi ; et comme j'ouvrais mes cartons pour montrer mes nouveautés, le duc ou lady Grosvenor m'invitèrent à sortir, ce que je fis par politesse. Ils fermèrent immédiatement la porte sur moi. Je descendis dans la salle à manger, et j'entendis lady Grosvenor et le duc de Cumberland qui riaient et folâtraient ensemble ; dans ce moment, la sonnette se fit entendre : je courus au bas de l'escalier, où je restai pendant plus d'un quart-d'heure ; je remontai ensuite ; et comme je traversais le passage qui conduit du parloir à la chambre à coucher, j'entendis sur le lit un bruit qui me fit battre le cœur de surprise. Dans le passage où je me trouvais, il y a une porte dérobée qui communique avec la chambre à coucher, et contre laquelle le lit est appuyé ; me trouvant si près, j'écoutai un peu : j'entendis distinctement les craquemens du lit, et ensuite les éclats de rire de Son Altesse et de lady Grosvenor, qui batifolaient ensemble. Je frappai à la porte : on ouvrit ; et je dis à sa seigneurie qu'elle était restée assez long-temps ; qu'il fallait quitter sa compagnie ; que lord Grosvenor pouvait passer par hasard, voir son carosse devant l'Opéra, surprendre sa femme avec le duc de Cumberland, et que je tremblais que les domestiques n'eussent des soupçons de la vérité. Alors je pris un carton sous mon bras ; et j'accompagnai lady Grosvenor à sa voiture : Son Altesse sortit au bout de dix minutes ou d'un quart-d'heure. Craignant que le lit de M. Reda ne fût chiffonné, j'entraî dans

sa chambre pour en réparer le désordre ; mais je vis avec étonnement que cette précaution avait été déjà prise. Le lendemain, Son Altesse royale vint chez moi avec une lettre pour lady Grosvenor ; il me pria de la faire parvenir à sa seigneurie : mais je refusai, d'après ce qui s'était passé la veille à l'Opéra. Son Altesse parut singulièrement affectée de mon refus ; elle employa tous les moyens capables de me décider, et, je ne devrais pas le dire, se mit même à genoux pour me supplier de ne pas rejeter sa prière. Alors je me chargeai de sa lettre, et je l'envoyai, dans un carton, à lady Grosvenor, avec quelques objets de nouveautés. Je recevais presque journellement des lettres de Son Altesse pour lady Grosvenor ; mais depuis le tête-à-tête de l'Opéra, je les envoyais, au lieu de les porter moi-même, pour ne pas me compromettre et ne point favoriser une conduite que je n'approuvais pas : aussi, quand il m'arrivait de remplir en personne les commissions du prince, ce n'était que pour ne pas le désobliger. Lady Grosvenor, ainsi que je l'ai déjà dit, venait fréquemment dans ma boutique ; elle y laissait des lettres pour le duc de Cumberland, que Son Altesse venait prendre elle-même, ou qu'elle envoyait demander par son porteur.

« Le 4 juin, 1769, jour de l'anniversaire de la naissance de Sa Majesté, le duc de Cumberland vint chez moi, dans un superbe costume : il me dit qu'il était allé chez la comtesse d'Onhoff, au coin de Hole-Street, dans Cavendish-Square, où il devait rencontrer lady Grosvenor ; mais qu'il y avait du monde chez la comtesse, et il n'avait pas pu voir milady. Le prince montrait beaucoup d'inquiétude, et paraissait très-contrarié de ce contre-temps. Il me pria d'aller moi-même chez la comtesse d'Onhoff : au moment où je me disposais à partir, voilà que lady Grosvenor et la comtesse d'Onhoff, dans la voiture de sa seigneurie, s'arrêtèrent à la

porte de ma boutique; d'un coup d'œil, j'annonçai à milady la présence du prince : elle se tourna vivement vers la comtesse, et lui dit : « Il est ici ; laissez-moi descendre. » Elles entrèrent dans le salon, où elles trouvèrent Son Altesse. Après un court entretien, ils demandèrent à monter au premier étage : je les conduisis moi-même dans leur appartement, près duquel se trouvait une chambre où il y avait un lit ; mais comme ils étaient trois, j'étais bien rassurée. Lady Grosvenor, la comtesse d'Onhoff et Son Altesse prirent des sièges et demandèrent du thé : je descendis pour aller leur en préparer. Lorsque je remontai, je trouvai la porte fermée ; la comtesse d'Onhoff vint m'ouvrir : lady Grosvenor était assise sur les genoux de Son Altesse ; et les bras du prince entouraient le corps de sa seigneurie. Comme il était nuit, j'offris d'apporter des bougies ; la comtesse me dit : « Non, non ; nous n'avons pas besoin de bougies : vous pouvez retourner à vos affaires. »

« Le duc de Cumberland, lady Grosvenor et la comtesse d'Onhoff restèrent ainsi tous trois ensemble dans l'obscurité pendant trois quarts-d'heure. Lady Grosvenor et la comtesse se retirèrent dans leur voiture ; Son Altesse royale sortit dix minutes après par la porte de derrière, où l'attendait une chaise à porteurs. Deux ou trois jours après, Son Altesse revint à Pall-Mall, et me dit que lady Grosvenor était sur le point d'accoucher : le prince était dans une inquiétude, dans une agitation extrême. Il me pria d'aller chez lady Grosvenor, me donna une lettre pour lui remettre, et me dit de venir lui rendre réponse chez le capitaine Foulkes, dans South-Audley-Street. Je me rendis en conséquence chez lady Grosvenor ; elle était au lit, mais elle se trouvait assez bien. N'ayant pu ni la voir, ni lui faire parvenir la lettre, j'allai chez le capitaine, où Son Altesse royale m'attendait ; je lui rendis sa lettre, et lui donnai des nouvelles de la santé de

lady Grosvenor. Je servis ainsi, malgré moi, d'intermédiaire à la correspondance de lady Grosvenor et de Son Altesse royale.

« Lorsque le duc de Cumberland s'embarqua pour aller commander l'escadre, la correspondance prit une étonnante activité : pendant six semaines que dura l'absence du prince, je reçus un nombre considérable de paquets que me remettait le porteur de Son Altesse royale; j'en évalue le nombre à plus de trente. J'avais refusé d'abord de me charger d'une commission qui n'était pas sans danger; mais, la veille de son départ, le duc de Cumberland vint à Pall-Mall; il était dans la plus grande inquiétude, et me dit qu'il mourrait, si je persistais dans mon refus. J'adressais quelquefois ses lettres, dans une boîte, à miss Caroline Vernon et à miss Lucy Vernon, sœurs de sa seigneurie; c'était aussi par ces dames ou par leurs servantes que je recevais les lettres de lady Grosvenor, que le porteur de Son Altesse royale venait régulièrement me demander tous les jours.

« A l'époque des dernières couches de lady Grosvenor, je fus un jour introduite dans sa chambre à coucher : milady était au lit. Je lui remis une lettre de Son Altesse royale; et comme je prenais des mains de sa seigneurie une lettre pour le duc de Cumberland, milord Grosvenor entra subitement dans la chambre. Je craignis qu'il n'eût remarqué quelque chose. Ma confusion fut extrême, et je sortis précipitamment, en disant à sa seigneurie que je lui enverrais incessamment les objets qu'elle m'avait demandés.

« Au retour du duc de Cumberland, la correspondance se ralentit un peu : cependant je recevais et remettais encore quelques lettres. Son Altesse royale vint un jour me prier de lui ménager une seconde entrevue avec lady Grosvenor, à l'Opéra : je refusai net de me prêter à ce projet; et, à

ma connaissance, ils ne se sont plus vus depuis cette époque. Voilà tout ce que j'avais à dire. »

John Hugues de Figdon, dans le district d'Eaton, laboureur, âgé de quarante ans, déclare qu'un lundi soir, pendant que lady Grosvenor était dans son domaine d'Eaton, comme il retournait à sa chaumière, il rencontra, à deux ou trois cents pas du jardin de lord Grosvenor, deux hommes revêtus d'un grand surtout, qui se dirigeaient vers la maison de lord Grosvenor, et qui semblaient craindre qu'on ne les aperçût. Plus loin, il vit un domestique qui gardait trois chevaux. Le lendemain, à peu près à la même heure, il vit les mêmes personnes se dirigeant encore vers la maison de lord Grosvenor; ils portaient le même costume que la veille, avec cette différence que le plus grand des deux portait un chapeau galonné. Le témoin ayant entendu dire dans la journée que ces étrangers étaient des voleurs de grand chemin, les examina avec plus d'attention : il remarqua que le petit homme portait une perruque noire. Le jour suivant, les deux inconnus parurent encore sur la grande route, près de la maison de lord Grosvenor : l'un d'eux avait le menton enfoncé dans son manteau; mais le témoin observa que ses sourcils étaient d'un blond très-clair. Depuis, le témoin a vu deux fois le duc de Cumberland, à Londres, et il a cru reconnaître, à ses traits et à sa démarche, le petit homme qu'il avait vu trois fois déguisé près de la maison de lord Grosvenor, à Eaton.

Robert Giddings, gentleman-porter du duc de Cumberland, âgé de quarante-huit ans, prête serment.

D'après son propre témoignage, il accompagnait, comme ami (*confidential friend*), Son Altesse royale dans les divers voyages qu'elle faisait. Il définit ainsi lui-même la nature de l'emploi qui l'attachait à la personne du prince : « Je le servais dans certaines occasions; j'introduisais auprès de Son

Altesse royale des personnes de distinction. » Il cite dans ce nombre lord et lady Grosvenor, qui soupèrent un soir avec le duc de Cumberland. Quant à sa participation aux galanteries du duc, il déclare ne presque rien savoir à ce sujet, et ne pouvoir donner à la cour que quelques détails insignifiants, qui lui paraissent peu dignes d'attention. Ces détails insignifiants se réduisent simplement à la déclaration suivante :

Au mois d'octobre 1769, Son Altesse royale, accompagnée du témoin et d'un domestique, partit pour la province, en annonçant au témoin que son intention était de voyager incognito. Ils se rendirent, à cheval, à Saint-Alban, où Son Altesse passa la nuit à l'auberge du *Cerf-Blanc*, dans une chambre à coucher dont une des portes communiquait dans un appartement occupé par lady Grosvenor. Au reste, le témoin ne vit pas lady Grosvenor, et il ne pourrait assurer que c'était sa seigneurie, plutôt que toute autre personne, qui couchait dans l'appartement voisin de celui du duc.

Le lendemain matin, le duc de Cumberland partit de Saint-Alban, et arriva à la *Tête-du-Sarrasin*, à Towcester, dans le comté de Northampton, accompagné du témoin et d'un domestique appelé John. Ils étaient tous trois à cheval, portaient chacun une valise en croupe. Son Altesse avait un grand surtout d'un drap brun, qu'il boutonnait quelquefois jusqu'au cou, une perruque noire et un chapeau rond. Ils n'étaient pas convenus du nom particulier par lequel on désignerait Son Altesse. Mais, dans une circonstance, ayant eu à appeler le prince devant quelques personnes, il imagina de l'appeler fermier Jones, et le prince répondit en désignant le témoin sous le nom de fermier Trusty ; ils parcoururent quelques chambres : le témoin ou Son Altesse en marquèrent une, en traçant sur la porte des lignes blanches. Ils dînèrent ensemble à l'auberge ; mais le témoin ne se rappelle pas si

Son Altesse monta dans sa chambre après dîner, ni comment elle passa l'après-midi. Il ne se souvient pas non plus, quoiqu'il ne puisse pas nier la chose, d'avoir dit *qu'ils attendaient un fermier qui devait leur compter quelque argent ; mais que s'il n'arrivait pas au temps marqué, ils devaient prendre une chaise de poste et partir*. Il ne se rappelle pas si lady Grosvenor vint dans l'auberge de Towcester, pendant la nuit, ou non ; cependant la chose n'est pas impossible. Il a oublié ce qui se passa dans l'auberge, au point de n'avoir qu'une idée très-confuse de la maison ; mais il se souvient d'avoir vu une voiture arriver à l'hôtellerie, et d'avoir appris, autant qu'il peut être servi par ses souvenirs, que c'était la voiture de lady Grosvenor.

Vers onze heures ou minuit, Son Altesse royale quitta l'auberge et retourna à Londres. En conséquence des ordres de Son Altesse, le témoin avait d'abord envoyé le domestique John à Coventry, avec des chevaux, pour retenir deux lits dans une auberge.

Son Altesse royale revint à Londres, y passa une partie du jour, et partit pour Coventry avec le témoin ; ils voyagèrent en poste toute la nuit. Le lendemain matin, à huit heures (il ne se rappelle pas le jour précis, mais c'était dans le mois d'octobre), le duc de Cumberland et son compagnon de voyage entrèrent, à pied, dans la cour de l'auberge du *Taureau*, à Coventry. L'un des deux, il ne saurait dire lequel, demanda si un domestique n'était pas venu la nuit précédente arrêter des lits pour deux voyageurs. On leur répondit que cet homme était venu en effet, mais qu'il était reparti. Son Altesse montra quelque impatience, et dit que John aurait bien pu attendre leur arrivée. Ils entrèrent dans les chambres qui avaient été arrêtées par le domestique ; le témoin croyait que l'intention de Son Altesse était d'y pas-

ser la nuit ou d'y prendre quelques heures de repos à cause de la fatigue du voyage. Il ignorait si lady Grosvenor se trouvait ou non dans l'auberge. Ils portaient des surtouts communs, qui n'étaient pas boutonnés plus haut qu'on ne les boutonne ordinairement; il ne se rappelle pas si le collet était relevé de manière à cacher leur visage; mais il n'était pas impossible qu'ils eussent remonté le collet autour de leur cou, parce que le temps était froid. Ils s'arrêtèrent à l'auberge du *Taurcau* pendant une demi-heure, et, après avoir bu du vin chaud, le témoin demanda une chaise de poste, et ils quittèrent l'auberge pour se rendre à Castle-Bronswich.

Le témoin n'ayant point pris des notes, ou fait un *memorandum* de ce qui se passa dans le voyage de Son Altesse à Cheshire, n'en avait retenu aucune circonstance remarquable; par exemple, il ne saurait préciser le temps et le lieu où ils rencontrèrent le domestique John, qu'ils avaient envoyé devant eux avec des chevaux; ils le retrouvèrent cependant dans une auberge; et, étant montés tous trois à cheval, ils avancèrent jusqu'à une auberge dont il ne se rappelle plus le nom; c'était un mardi à deux heures, le 26 octobre. Ils visitèrent quelques chambres, en marquèrent une avec de la craie pour Son Altesse royale, et le témoin et le domestique prirent un appartement dans une autre partie de la maison. Son Altesse dîna au rez-de-chaussée. Il ne se rappelle point que le prince affectât de montrer du désordre dans ses idées; il croit cependant que le prince fit aux questions des gens de l'auberge quelques réponses plaisantes, qui semblaient annoncer plus de légèreté que de bon sens. Le témoin se souvient d'avoir dit que le nom du duc était Morgan; qu'il habitait Tradegar, dans la principauté de Galles, et qu'il avait quelque dérangement dans le cerveau; qu'il recevait lui-même deux cents livres par an pour le surveiller; qu'ils arrivaient tout récemment de France, et qu'ayant usé

leurs habits pendant le voyage, ils avaient été obligés d'en prendre de nouveaux. Son Altesse elle-même, pour un motif qu'il avait oublié, se fit appeler l'écuyer Morgan pendant leur séjour dans l'auberge. Le témoin accompagna le prince à sa chambre. Il répondit aux questions curieuses des gens de l'auberge, qui lui demandaient qui était Son Altesse, que son nom était Morgan. Il ne se rappelle point l'heure à laquelle Son Altesse se mit au lit. Il croit que des voyageurs arrivèrent à l'auberge dans la soirée; mais il ne sait point si c'était lady Grosvenor et sa famille. Il ne se rappelle pas non plus qu'on ait dit devant lui que lady Grosvenor passerait la nuit à l'auberge. Son Altesse royale, le témoin et le domestique partirent à six ou sept heures du matin, et reprirent à cheval la route de Chester.

Ils avancèrent du côté de Whitchurch, en Shropshire, et arrivèrent à une auberge, qu'il croyait être le *Lion-Rouge*; ils y dînèrent. Son Altesse royale était habillée comme la veille; le témoin ne sait pas cependant si son surtout de voyage était serré jusqu'au cou ou s'il était déboutonné; mais il se rappelle que Son Altesse n'était pas bien, et qu'elle souffrait d'un rhume. Il croit avoir dit aux gens de l'auberge qu'ils voyageaient pour visiter le pays; mais il n'a point d'idée d'avoir donné à son maître le nom de Griffiths, quoique le duc de Cumberland lui ait donné à lui-même le nom de Trusty. Il lui est impossible, quoi qu'il en soit, d'avoir présent à la mémoire toutes les petites circonstances de leur voyage, et de se rappeler les conversations, propos, etc., qu'il fallait soutenir pour répondre aux questions indiscretes de toutes les personnes de l'auberge.

En choisissant la chambre à coucher, il prétendait n'avoir point remarqué sa situation relativement à la salle à manger. Le témoin, ou peut-être Son Altesse, tracèrent une ligne sur la porte avec un morceau de craie. Il dîna ce jour-là avec

Son Altesse¹. Après-dîner, ils se promenèrent dans la ville, enveloppés de leurs surtouts, parce qu'il faisait froid; mais il ne se rappelle pas que le collet fût serré autour de leur visage d'une manière particulière.

Le témoin ne sait pas non plus si lady Grosvenor est arrivée à l'auberge, à Whitchurch, pendant la soirée; il n'a vu ni sa seigneurie, ni personne de sa famille, et il n'a pas même ouï-dire que sa seigneurie fût dans l'hôtellerie. Entre minuit et une heure, il déshabilla Son Altesse, qui voulait se mettre au lit. Son Altesse était seule. Le lendemain matin, à six ou sept heures, ils quittèrent tous trois, Son Altesse, le témoin, et le domestique John, le village de Whitchurch, et s'avancèrent jusqu'à Barnhill, dans le comté de Chester, et de là à Eaton, domaine de lord Grosvenor. Ils s'arrêtèrent toute la matinée à Barnhill, où ils dînèrent. On les prenait généralement pour des fermiers. Le témoin dîna avec Son Altesse; pendant qu'ils étaient à table, une voiture passa sur la grande route; on leur apprit que c'était l'équipage de lady Grosvenor. Au bout d'une demi-heure, ils partirent de Barnhill, et vinrent à l'auberge du *Faucon*, à Chester. Le témoin et Son Altesse royale burent une bouteille de vin, et commandèrent le souper pour dix heures du soir. Ils montèrent à cheval, laissant John derrière eux, et arrivèrent chez une nommée Barbara Jones, qui tient hôtellerie à Ecclestone, petit village à un mille d'Eaton. Ils demandèrent la maison du grand gentleman, c'est-à-dire de lord Grosve-

¹ « Combien, s'écrie Wedderburne (depuis lord chancelier Loughborough), qui était conseil de lord Grosvenor dans l'action pour dommages-intérêts; combien il a dû coûter à Son Altesse royale, à un homme d'un rang aussi élevé, de s'associer pendant plusieurs jours avec son propre valet, de vivre sous un nom supposé, et de se priver de tous les honneurs habituellement rendus à son rang! »

nor. Ils s'y dirigèrent sur les informations qui leur furent données. Ils quittèrent leurs chevaux à Ecclestone, d'où ils allèrent à pied jusqu'à la maison de campagne de lord Grosvenor à Eaton.

Pendant la route, Son Altesse entra en conversation avec le témoin, et lui dit, entre autres choses, qu'il avait une affaire de cœur avec lady Grosvenor, qu'il voulait la voir s'il était possible. Jusqu'à ce moment, dit Giddings, Son Altesse ne lui avait jamais fait part de ses projets, et ne lui avait communiqué aucune de ses intentions sur lady Grosvenor. Comme ils approchaient du château, le témoin vit lady Grosvenor à travers la grille de fer de la porte du jardin; il y eut quelques signes échangés entre lady Grosvenor et Son Altesse royale. La porte fut ouverte par sa seigneurie. Ils entrèrent tous deux dans le jardin. Lady Grosvenor s'approcha du duc de Cumberland, avec lequel elle s'entretint pendant quelques minutes. Au milieu de leur conversation, une personne s'avança jusqu'à la porte, mais le témoin ne la reconnut pas. Son Altesse ne resta que quelques instans avec lady Grosvenor, après quoi ils retournèrent à Ecclestone, prirent leurs chevaux, et revinrent à l'auberge du *Faucon*, à Chester.

Ils passèrent deux jours au *Faucon*, sous le même déguisement, prenant toujours des noms empruntés; il croit que le prince se faisait alors appeler fermier Griffiths; Son Altesse se plaisait à appeler elle-même le témoin du nom de fermier Trusty. Pendant leur séjour au *Faucon*, ils sortaient tous les matins, quelquefois l'après-dîner; ils se rendaient à la maison de campagne de lord Grosvenor, à Eaton, et laissaient leurs chevaux à Ecclestone, d'où ils s'avançaient à pied jusqu'au parc du château. Le témoin avait toujours accompagné Son Altesse dans ces courses. Ils faisaient des in-

cursions dans la contrée, et, dans une de leurs promenades, ils allèrent visiter le domaine de lord Grosvenor, situé à Hal-kin, dans le comté de Flint, où ils demandèrent à visiter les écuries. On les leur montra. Le témoin croit qu'en plaisantant il dit au palefrenier de lord Grosvenor qu'il avait une commission pour acheter des chevaux; il en marchanda quelques-uns, se dit étranger, et parla français afin de mieux soutenir son rôle. Son Altesse royale, se prêtant à la plaisanterie, parlait et agissait comme si elle eût été l'interprète de Giddings.

Un samedi, le 29 octobre 1769, le duc de Cumberland et le témoin entrèrent dans le parc de lord Grosvenor à Eaton, après en avoir préalablement demandé la permission au concierge du château. Peu de temps après, lady Grosvenor parut et vint joindre Son Altesse. Ils restèrent ensemble pendant deux heures, et, durant tout ce temps, le témoin resta très-près d'eux. Le prince et milady s'étaient assis sur l'herbe. Son Altesse lisait une comédie ou tout autre livre à lady Grosvenor. Il se rappelle fort bien qu'ayant vu un domestique s'approcher pour remettre une lettre à lady Grosvenor, il en donna avis à sa seigneurie qui alla à la rencontre du domestique. Son Altesse royale, pendant son séjour à Chester, allait voir, tous les jours, lady Grosvenor, se faisant toujours accompagner du témoin. Il s'asseyait souvent sur l'herbe avec sa seigneurie; mais, par les ordres absolus de Son Altesse, le témoin ne s'éloignait jamais d'eux, et restait toujours assez près pour les voir, et même pour entendre leur conversation.

Dans une autre occasion, ils rencontrèrent lady Grosvenor, qui se promenait dans une prairie voisine du château. Son Altesse et sa seigneurie s'entretenirent pendant quelque temps, et se promenèrent ensemble, mais jamais hors de la vue du témoin. Il commença cependant à penser que les

habitans de la contrée, surtout les paysans du voisinage, finiraient par soupçonner le rang et peut-être le nom de Son Altesse royale le duc de Cumberland, parce qu'ils paraissaient l'observer avec une attention particulière. Il prit la liberté de dire à Son Altesse qu'il craignait qu'ils ne fussent découverts, et que le parti le plus sûr était de quitter la contrée. Cet avis parut bon à Son Altesse. Elle quitta lady Grosvenor, et ils retournèrent à l'auberge de *Marford-Hill*, d'où ils repartirent pour Londres le même jour.

Giddings se rappelle quelques propos singuliers tenus exprès afin d'éloigner les soupçons qu'on pouvait former sur la personne de Son Altesse. Par exemple, il donna, dans une auberge, pour raison de leur retour précipité, que le jeune écuyer avait reçu un exprès, portant la nouvelle que son père était au lit de mort, et qu'il lui importait de retourner en toute diligence, afin de recueillir son dernier soupir. Après le dîner, ils demandèrent des chevaux, et quittèrent la maison. Le témoin ajoute qu'il avait des raisons pour croire que les différentes entrevues du duc de Cumberland et de lady Grosvenor n'ont jamais eu aucun résultat criminel, qu'il a constamment accompagné Son Altesse, sans jamais s'en écarter assez pour la perdre de vue, et que souvent même il s'est tenu assez près de Son Altesse pour entendre sa conversation avec lady Grosvenor; au fait, il n'a jamais observé entre eux en aucun temps, ni dans aucune circonstance, la plus petite familiarité qui ait pu lui faire soupçonner qu'ils eussent commis le crime dont on les accuse.

A peu près vers le milieu de décembre 1769, il reçut des ordres du duc de Cumberland pour aller à Chester, et pour donner à lady Grosvenor un paquet qui lui fut remis par Son Altesse royale elle-même. Le soir de son arrivée à Chester, il écrivit à lady Grosvenor une lettre signée *R. Trusty*, qu'il

mit à la poste à Chester, sous l'adresse de lady Grosvenor, à Eaton ¹.

Ne recevant aucune nouvelle de lady Grosvenor, il s'avança, un dimanche au matin, de Chester à Eaton, traversa la rivière, et demanda au batelier si la famille de lord Grosvenor était partie pour Londres. Il apprit que milord était parti, mais que lady Grosvenor ne devait quitter Eaton que dans la matinée du jour suivant. Comme il retournait à Chester, il vit milady Grosvenor dans une prairie située en face de son château : il alla à sa rencontre ; mais, s'apercevant que milady marchait dans une direction contraire à la sienne, il s'arrêta contre une barrière. Lady Grosvenor et deux ou trois dames qui se promenaient avec elle, s'avancèrent alors de son côté ; il donna la lettre à sa seigneurie qui lui remit, à son tour, une lettre sans adresse, mais en lui recommandant de la donner au plus tôt à Son Altesse royale. Il quitta lady Grosvenor, et retourna à Chester.

Peu d'heures après son arrivée à Londres, il remit au duc de Cumberland la lettre de lady Grosvenor. Son Altesse était dans une vive inquiétude ; le prince lui dit qu'il voulait voir milady pour lui communiquer des bruits étranges qui circu-

¹ Voici cette lettre :

« Milady,

« J'ai rencontré, milord, sir Thomas et M. Taylor sur la route de Londres, et j'espère que votre seigneurie ne sera pas long-temps ici ; pour moi, je compte partir bientôt. J'espère avoir l'honneur de vous présenter mes hommages avant de quitter cette contrée : je suis entièrement perdu ici.

« Si votre seigneurie a quelques ordres à me donner, je me trouverai au vieux bâtiment tous les jours, à une heure.

« Je suis de votre seigneurie le très-humble et très-obéissant serviteur,

R. TRUSTY.

Vendredi, 15 décembre 1769.

laient dans la ville sur son compte et sur celui de milady ; et pour la prévenir de se tenir en garde contre ces calomnies. D'après ce projet, le témoin, par l'ordre de Son Altesse, fit amener une chaise de poste, et tous deux partirent pour l'auberge du *Cerf-Blanc* à Saint-Alban, où ils arrivèrent dans la matinée du 21 décembre 1769. Ils déjeunèrent dans le salon au rez-de-chaussée. Après le dîner, ils demandèrent à visiter les chambres, parce que Son Altesse était indisposée par suite d'un rhume violent. Ils parcoururent quelques chambres qu'ils trouvèrent trop froides vu l'état d'indisposition de Son Altesse. Le témoin chercha à décrire à l'aubergiste celle que le prince avait occupée dans une autre occasion, mais cet appartement était retenu. L'aubergiste leur montra alors une chambre à deux lits qui parut convenir à Son Altesse. Le dîner fut servi dans cette chambre que Son Altesse royale ne quitta pas de tout l'après-midi à cause des douleurs de tête qu'elle éprouvait. Lady Grosvenor et sa famille arrivèrent le soir au *Cerf-Blanc*. A onze heures du soir ou environ, le témoin étant tranquillement endormi dans un des deux lits, et croyant l'autre occupé par Son Altesse, fut brusquement éveillé par un bruit violent, qui ressemblait à la chute d'une porte. Il se leva aussitôt pour en connaître la cause, et s'aperçut que Son Altesse avait déjà quitté l'appartement, mais il ne savait dire combien de temps avait duré son absence : il sortit aussitôt de la chambre, et trouva trois ou quatre domestiques, portant la livrée de lord Grosvenor, réunis tumultueusement dans la chambre où avait couché milady. Lady Grosvenor était au milieu d'eux toute habillée ; dans l'appartement voisin, il vit Son Altesse et deux autres personnes qui portaient des leviers de fer dans leurs mains. Il s'approcha de Son Altesse qui lui dit de se rassurer, et qui passa dans l'appartement où était lady Grosvenor et ses domestiques. Le prince dit alors : Sortons d'ici. Les servantes

de l'auberge furent appelées pour examiner le lit qu'on avait préparé pour lady Grosvenor. Le témoin l'examina lui-même, et il ne lui parut pas plus chiffonné que si une seule personne s'y était appuyée sur le bord pour se déshabiller. Il ne reconnut aucune trace qui pût faire juger que deux personnes s'y fussent couchées. D'après toutes ces circonstances, le témoin ne croyait pas que Son Altesse eût commis un adultère avec lady Grosvenor, ni dans cette occasion, ni dans aucune des entrevues qu'ils avaient pu avoir ensemble.

John Burton, domestique, à la *Tête du Sarrasin*, à Towcester, dépose sur l'arrivée du duc et de *ses deux amis*, à Towcester, et sur l'opinion généralement répandue d'après leur costume et leurs manières, que ces trois inconnus étaient des voleurs de grand chemin, ou, comme Falstaff¹ appelle ces messieurs, les favoris de la lune (*the minions of the moon*).

William Griffiths, palefrenier des haras de lord Grosvenor, rapporte que, le 13 octobre 1769, deux étrangers qu'il prit pour des Français, portant un costume qui déguisait leur taille et cachait en partie les traits de leur visage, se présentèrent à la maison de campagne de lord Grosvenor, à Halkin, dans le comté de Flint. Un de ces étrangers, qu'il a reconnu depuis pour Robert Giddings, lui dit, affectant de s'exprimer en mauvais anglais, qu'il désirait voir les écuries; qu'il était au service du roi de France, et qu'il avait commission du roi son maître de faire un achat de deux cents chevaux. Son Altesse royale le duc de Cumberland, qui s'exprimait nettement en anglais, se donnait pour l'interprète de Robert Giddings qui parlait ordinairement français, et quelquefois un jargon qui tenait des deux langues. Ils marchandèrent quelques chevaux, et dirent qu'ils reviendraient dans trois ou quatre jours.

¹ Personnage bouffon de la tragédie d'Henri iv, de Shakespeare.

John Anderton, garçon palefrenier des haras de lord Grosvenor, dit qu'il avait suivi sa seigneurie au château d'Eaton. Il ne savait pas positivement si, à l'époque de son arrivée, Son Altesse royale le duc de Cumberland était à Chester ou à Eaton ; mais il avait entendu parler aux domestiques de milord de la présence de Son Altesse royale. Anderton présumait bien que le prince n'était dans le voisinage qu'à l'insu de lord Grosvenor, et, sans doute, par suite des relations qui s'étaient établies entre Son Altesse et milady ; relations qui faisaient le sujet des conversations de tous les gens attachés au service de lord Grosvenor. Le 13 ou le 14 décembre, lord Grosvenor se disposait à partir d'Eaton pour aller assister aux courses de Newmarket ; mais, avant son départ, il fit monter Anderton dans son cabinet, et, se voyant seul avec lui, le chargea d'accompagner lady Grosvenor qui devait partir pour Londres le lundi suivant, et d'observer avec une attention particulière la conduite de sa seigneurie dans le cas où il verrait le duc de Cumberland sur la route. Milord ajouta qu'il s'attendait à cette rencontre.

Quelques jours après le départ de lord Grosvenor, le témoin étant allé au bureau de la poste, à Chester, suivant sa coutume, pour y prendre les lettres du château, remarqua sur l'une d'elles l'adresse de milady à Eaton. Il avait reçu l'ordre de milord de remettre à M. Vigars, maître d'hôtel de sa seigneurie, à Eaton-Green, toutes les lettres adressées particulièrement à lady Grosvenor. Il obéit à cet ordre, porta le paquet à Eaton-Green, et le remit à M. Vigars. Celui-ci ouvrit la lettre, qui portait le nom de milady, en présence de Mathieu Stephens, sommelier de sa seigneurie, et la lut à voix haute. Elle était signée R. Trusty. Il y était dit que Trusty se trouverait au *vieux bâtiment* à une heure après midi. En conséquence de cette lettre et des mots au *vieux bâtiment*, à une heure, le témoin reçut l'ordre de M. Vigars

d'épier l'arrivée du nommé Trusty, et de surveiller sa conduite. Auderton se promena à cet effet dans les prairies et dans la plaine voisines pendant deux ou trois heures. Au bout de ce temps, il aperçut un homme qu'il déclare être Robert Giddings. Il se plaça à l'entrée de la porte du parc, l'endroit le plus convenable pour rencontrer lady Grosvenor qui sortait habituellement par cet endroit pour aller se promener dans les champs; il vit ensuite Trusty rôder autour d'une petite mesure qui sert d'abri au troupeau pendant la chaleur, et qui, sans doute, était désignée dans la lettre sous le nom de *vieux bâtiment*. Dix minutes ou un quart d'heure après, il l'aperçut près de la maison du sommelier au moment où il venait de quitter milady; il entra ensuite dans le bac, et le témoin le vit s'éloigner sur la route de Chester.

William Robert de Belgrave, dans le comté de Chester, fermier de lord Grosvenor, dépose qu'un mercredi trois étrangers traversèrent, à cheval, la cour de sa ferme; qu'une demi-heure après, l'un d'eux retourna conduisant deux chevaux en lesse, et s'avança jusqu'à une petite maison voisine de sa ferme. Le témoin s'approcha, croyant que cet homme était de la société de Hodgson, entrepreneur des combats de coqs; mais voyant qu'il s'était trompé, il s'éloigna; étant revenu un moment après, il vit cet étranger qui s'approchait de la ferme, et qui lui dit qu'il avait pris sa ferme pour une hôtellerie. Le fermier l'invita à entrer, à manger une croûte de pain et à vider une bouteille avec lui. L'étranger accepta, et informa William Robert que les voyageurs qui avaient traversé sa cour étaient des nourrisseurs de bétail (*graziers*) du Strassfordshire; qui venaient acheter des troupeaux. Les étrangers retournèrent une heure après; le duc de Cumberland, l'un d'eux, portait un grand surtout, dont le collet était serré par un mouchoir qui était noué derrière son cou; il avait une perruque noire et un chapeau rabattu. Depuis cette

époque, le témoin a vu deux fois le duc de Cumberland, et il est sûr, à sa figure, à sa démarche, à la conformation particulière de ses genoux et de ses pieds, que ce prince est la même personne qui se présenta déguisée à sa ferme, laquelle n'est située qu'à un mille et trois-quarts du château de lord Grosvenor à Eaton.

Nathaniel Abraham, laboureur près d'Eaton, dépose qu'il allait dans les champs réparer une haie, lorsqu'il aperçut, dans une cabane où l'on réunissait les troupeaux, quelque chose d'un rouge éclatant ; il s'approcha de la chaumière, et vit lady Grosvenor qui portait un brandebourg écarlate. Milady sortit de la cabane, suivit la haie jusqu'à une certaine distance, descendit dans le fossé, et passa de l'autre côté de la haie ; elle s'éloigna ensuite de quelques pas, et s'assit sous un arbre. Le témoin s'étant ensuite approché de la haie, à l'endroit où elle avait souffert quelque dégradation, vit un homme assis auprès de milady qui semblait lui parler avec passion. Milady, se voyant surprise, se leva et vint à la rencontre de Nathaniel qui s'approchait sous prétexte de couper des pieux pour la haie ; alors lady Grosvenor et l'inconnu s'éloignèrent et marchèrent dans la même direction, mais ils étaient, l'un d'un côté de la haie, et l'autre du côté opposé. Le témoin les perdit de vue, et ne reconnut point l'homme qui était avec sa seigneurie.

Hannah Birch de Chapel-Street, Grosvenor-Square, dans le comté de Middlesex, âgée de vingt-neuf ans, femme-de-chambre de lady Grosvenor, dépose que lord et lady Grosvenor ont vécu dans une parfaite intelligence et en communauté de table et de lit jusqu'au mois de juin 1769. Hannah, jusqu'à cette époque, a constamment servi lady Grosvenor, et l'a aidée à son lever et à son coucher. Lord Grosvenor n'a plus partagé le lit de milady depuis le mois de juin, époque où la grossesse de milady touchait à son terme. Le 7 juin, elle ac-

coucha de son dernier enfant. Lord Grosvenor entra plusieurs fois par jour dans la chambre de sa femme pour demander des nouvelles de sa santé; il y rencontra un jour madame Reda, mais il ne parut pas soupçonner le but de sa visite.

Quinze jours après l'accouchement de milady, environ sur les huit heures du soir, lord Grosvenor envoya le témoin s'informer de l'état de sa seigneurie. Entrée dans l'appartement, Hannah Birch trouva lady Grosvenor dans une agitation extrême; elle lui dit : « Pourquoi ne m'avez-vous pas averti que milord était au logis ou qu'il devait y venir ? » Hannah répondit à sa seigneurie qu'elle ne se trouvait point au rez-de-chaussée, et qu'elle ne savait pas si milord était rentré. Lady Grosvenor l'informa que milord lui avait pris quelques papiers qu'elle aurait voulu pour le monde entier pouvoir dérober à ses regards; elle ajouta : « Je suppose que vous savez de quoi il s'agit. » Le témoin répondit « que sa seigneurie ne lui en avait jamais parlé. » Elle imagina bien cependant qu'il s'agissait du commerce de milady avec le duc de Cumberland dont elle avait entendu parler. Lady Grosvenor ajouta, que les lettres du duc de Cumberland, étant tombées entre les mains de son mari, il fallait qu'elle quittât la maison cette nuit-là même; car il lui était impossible d'y rester plus long-temps, puisque milord avait surpris des secrets de cette nature. Hannah chercha à calmer milady, et l'exhorta à considérer sa situation.

« Le lendemain, ajouta le témoin, milady, s'entretenant avec moi de ce qui s'était passé la veille, me dit que si elle avait eu un domestique auquel elle pût se fier pour faire parvenir sa correspondance, elle n'aurait pas eu besoin de se mettre à la discrétion de tant de gens, et qu'elle avait eu plus d'une fois l'idée de m'associer à ses secrets, mais qu'elle avait craint des refus, des observations, peut-être même des indiscretions, et qu'elle avait préféré se taire. Je lui répondis

que j'aurais été très-fâchée de désobliger sa seigneurie, et que je n'aurais su comment refuser de porter une lettre qui m'aurait été confiée par milady ; mais que si cette lettre eût porté une adresse suspecte, il est certain que j'aurais refusé de m'en charger, au risque même d'encourir sa disgrâce. Lady Grosvenor répliqua qu'elle s'attendait à cette réponse, et qu'elle avait dû chercher ailleurs plus de complaisance ; elle dit que lorsqu'une femme avait passé par dessus tant de considérations, il n'était plus au pouvoir d'une servante de l'arrêter. Cela est vrai, madame, lui dis-je ; mais si une servante n'avait pu prévenir vos projets, elle aurait pu au moins ne pas les favoriser ; moins on rencontre d'obstacles, et plus il est facile de s'égarer. »

Le témoin avait accompagné lady Grosvenor dans son voyage de Londres à Eaton. Milady qui, dans d'autres occasions, faisait toujours coucher Hannah dans sa chambre, de peur des voleurs, montra, dans ce voyage, une intrépidité inaccoutumée, et voulut rester seule dans les appartemens qu'elle avait choisis.

Edouard Toms, âgé de quarante-deux ans, attaché, en qualité de trompette, à la maison de Sa Majesté, dépose que lord Grosvenor le fit venir chez lui, un lundi 30 octobre 1769, et lui montra une lettre anonyme, dans laquelle on l'informait que le duc de Cumberland était parti déguisé pour la province, afin de voir milady Grosvenor, et qu'il était caché dans les environs du château d'Eaton. Lord Grosvenor pria le témoin de l'accompagner, et ils partirent tous deux pour Eaton, où ils arrivèrent le vendredi suivant dans la soirée.

Lady Grosvenor parut extrêmement surprise de l'arrivée de son époux. Le témoin observa qu'elle ne restait pas un instant à la même place, qu'elle sortait souvent de l'appartement, et qu'elle cherchait à déguiser son agitation. Toms était présent, lorsque, le soir même, lord Grosvenor eut

une conversation avec Mathieu Stephens, son sommelier, qui avait accompagné lady Grosvenor à Eaton. Sa seigneurie lut à cet homme le contenu d'une lettre anonyme qu'on lui avait écrite, et dans laquelle on lui parlait des infidélités de sa femme. Le sommelier lui répondit qu'il craignait que cet avis ne fût que trop fidèle, attendu que milady sortait souvent dans la soirée, se promenait dans les champs malgré le mauvais temps et l'obscurité, qu'elle rentrait au château dans un désordre de toilette qui était inexplicable, et qu'elle était devenue le sujet de bruits très-scandaleux parmi tous les habitants du voisinage.

Il fut alors décidé que le sommelier intercepterait toutes les lettres que milady ferait porter à la poste, et les enverrait à lord Grosvenor.

Nous étions en route, ajouta le témoin, pour aller à Halkin, lorsqu'un domestique de lord Grosvenor vint nous rejoindre, et remit à sa seigneurie un paquet de lettres, parmi lesquelles il s'en trouvait une adressée à miss Vernon, à Saint-James's-Palace, à Londres, et une autre, affranchie, pour l'honorable Thomas Grosvenor, frère de sa seigneurie. Ce qui s'est passé ensuite n'est pas à ma connaissance.

Miss Caroline Vernon, de Saint-James's-Palace, à Londres, fille d'honneur de Sa Majesté, âgée de dix-sept ans, et sœur de lady Grosvenor, fait la déclaration suivante :

« J'ai vu souvent le duc de Cumberland s'approcher de ma sœur dans les lieux de réunion publique, s'asseoir à ses côtés, et converser avec elle, comme Son Altesse a l'habitude de le faire avec les autres dames de sa connaissance. J'ai reçu quelquefois des paquets de ma sœur que j'envoyais, sur sa prière, à M^{me} Reda, marchande de modes à Pall-Mall. J'en ai également reçu de M^{me} Reda, adressées à lady Grosvenor ; on me disait que ces paquets contenaient des étoffes

ou des dentelles, et je n'ai jamais su qu'ils renfermassent des lettres de ma sœur à Son Altesse, ou de Son Altesse à ma sœur.

« Au mois de mai, ou au commencement de juin 1769, je me trouvais dans la chambre de lady Grosvenor qui gardait encore le lit par suite de son accouchement, lorsqu'une femme-de-chambre entra dans l'appartement où se trouvait aussi lord Grosvenor, et dit à ma sœur que mistress Reda venait d'envoyer quelques échantillons. Lady Grosvenor me pria de descendre pour aller les recevoir. Je revins bientôt après apportant un paquet que je remis à ma sœur. Lord Grosvenor s'approcha d'elle, et la pria de lui laisser voir ces échantillons ; elle s'y refusa. Milord insista et essaya d'arracher le paquet par force des mains de lady Grosvenor. Sachant bien, d'après la situation de ma sœur, qui n'avait accouché que depuis une semaine, qu'elle ne résisterait point aux efforts avec lesquels milord serrait sa main pour en arracher le paquet, je vins au secours de lady Grosvenor ; et prenant milord par son habit, je l'entraînai à quelque distance ; il se retourna et me repoussa rudement : je ne sais si ma sœur profita de ce moment pour retirer la lettre qu'elle avait reçue dans le paquet, et la déchirer, ou si le papier s'était déchiré dans la lutte entre milady et milord ; mais lorsque ce dernier se rapprocha du lit, il arracha la lettre des mains de ma sœur, et vit qu'elle était en morceaux ; il sortit de l'appartement de fort mauvaise humeur, mais il rentra bientôt après d'un air froid, et dit à ma sœur : ma chère, vous n'aviez pas besoin d'en vous refuser à me montrer cette lettre, car elle ne renfermait rien que de fort innocent.

« Lorsque j'étais allée chercher le paquet de M^{me} Reda à la prière de ma sœur, je ne savais pas, je ne soupçonnais pas même qu'il contiât un billet ou une lettre du duc de

Cumberland ; je croyais qu'il renfermait simplement quelques échantillons, comme ma sœur me l'avait annoncé, et il s'y trouvait en effet quelques garnitures pour une robe.

« Dans le courant de l'été (1769), ma sœur se promenait quelquefois dans les jardins de Grosvenor-Square avec le duc de Cumberland et moi. Nos promenades se prolongeaient souvent jusqu'à la nuit ; mais je n'ai jamais laissé ma sœur seule avec Son Altesse ; seulement, au moment du départ, je m'éloignais quelquefois un instant pour aller prévenir le portier de venir nous ouvrir la grille. Je n'ai aucune raison de croire que le duc de Cumberland, dans ces occasions ou dans d'autres, ait jamais rien fait de mal avec ma sœur.

« Je l'ai quelquefois accompagnée dans sa voiture à Kensington-Gardens, où nous rencontrions parfois Son Altesse royale. Nous nous promenions dans les allées, ou bien nous entrions dans les appartemens du palais ; mais autant que je puis me le rappeler, je n'ai jamais quitté ma sœur. Lorsque je sortais de l'appartement dans lequel ils se trouvaient ensemble, c'était seulement pour quelques minutes, et par suite de ma curiosité, qui me faisait désirer de voir les meubles et les tableaux du palais ; ce n'était pas connivence de ma part, car je ne soupçonnais pas qu'il existât un commerce intime entre ma sœur et le duc de Cumberland, et rien ne m'autorise à croire que dans leurs entrevues à Kensington-Gardens, ils se soient rendus coupables d'aucune action répréhensible.

« Me trouvant dans le parc avec lady Grosvenor et Son Altesse royale, un soir d'été (1769), je me rappelle que le prince proposa à lady Grosvenor d'entrer dans le palais et d'y aller prendre du thé ; je fis observer à ma sœur que nous ferions mieux de refuser l'invitation de Son Altesse ; qu'on pouvait nous voir entrer dans le palais et qu'on en parlerait ;

lady Grosvenor me répondit qu'elle ne croyait pas que personne nous remarquât, mais que d'ailleurs, se trouvant avec moi, elle ne craignait pas les méchans propos; nous entrâmes donc dans le palais, et prîmes du thé avec Son Altesse. Dans une autre occasion, nous retournâmes encore dans les appartemens du prince, mais je ne me souviens pas d'avoir laissé ma sœur seule avec Son Altesse royale, ou, si je suis sortie de l'appartement, mon absence n'a pas duré plus de deux ou trois minutes, et ce n'était nullement dans l'intention de leur ménager des tête-à-tête; je dois dire aussi que lady Grosvenor ne m'a jamais manifesté la moindre intention d'aller voir le prince; aussi j'ai toujours considéré nos rencontres, quelque fréquentes qu'elles fussent, comme un pur effet du hasard. Ma sœur est venue quelquefois chez moi entre dix et onze heures du soir pour me demander de partager mon souper; elle me disait qu'elle venait de faire des visites. Un jour elle me dit qu'elle sortait de chez lady Harrington. Je n'ai jamais remarqué dans ces visites nocturnes que je recevais de ma sœur, que ses vêtemens fussent froissés ni en désordre.

« Le 20 octobre 1769, j'accompagnai ma sœur à la maison de campagne de lord Grosvenor, dans le Cheshire. Lady Grosvenor me dit que S. A. le duc de Cumberland l'avait informée que probablement il nous rencontrerait sur la route. Je représentai vivement à ma sœur que c'était une rencontre dangereuse; que Son Altesse pouvait être reconnue, et qu'on ne manquerait pas de donner à cette rencontre une explication désagréable. Mais ma sœur ayant insisté, nous partîmes : nous nous arrêtâmes à l'auberge du *Cerf-Blanc*, à Saint-Alban, où le prince arriva le même soir et vint souper avec nous. Ma sœur renvoya Hannah Birch, sa femme-de-chambre, qui couchait ordinairement dans un appartement voisin du sien; elle l'envoya concher avec ses enfans,

qu'elle avait établis, avec leur nourrice, dans une partie de la maison assez éloignée de celle que nous occupions. Je crois me rappeler que ma sœur ayant demandé pour sa famille la chambre voisine de la sienne, on lui répondit qu'un gentleman l'avait retenue, et que pendant le souper ma sœur s'étant informée du prince, si c'était lui qui occupait l'appartement voisin, il répondit affirmativement.

« Lorsque nous fûmes entrées avec ma sœur dans l'appartement où nous devions coucher ensemble, je fermai moi-même la porte qui conduisait dans la chambre de Son Altesse, et à ma connaissance le prince n'est pas entré dans l'appartement de ma sœur, et ma sœur n'a point quitté le lit qu'elle occupait à peu de distance du mien. »

Le reste de la déposition de miss Vernon roule sur la correspondance de lady Grosvenor et de Son Altesse royale, et ne présente rien d'intéressant.

Mathieu Stephens, sommelier de lord Grosvenor, confirme les faits déjà établis par d'autres témoins. C'est à l'aide d'un trou qu'il avait pratiqué avec une petite vrille, à la porte de lady Grosvenor, qu'il s'était assuré de la présence du duc de Cumberland dans la chambre à coucher de milady.

John Stephens de Chester, gentleman, adjudant de la milice du Cheshire, dépose qu'en conséquence d'un message de lord Grosvenor, communiqué au témoin par son frère Mathieu Stephens, qui était au service de lord Grosvenor, il vint à la maison de campagne de lord Grosvenor, à Halkin, dans le comté de Flint. Lord Grosvenor lui communiqua ses soupçons sur l'arrivée de S. A. R. le duc de Cumberland dans le voisinage, et ajouta qu'il errait sans doute sous quelque déguisement autour des jardins ou des murs du château. Il le pria de faire quelques perquisitions, et de s'assurer si Son Altesse était en effet dans le voisinage. Le témoin parcourut plusieurs auberges des villages voisins, vit

le duc de Cumberland et Robert Giddings, et les reconnut malgré le déguisement qu'ils avaient pris.

Le mardi 21 décembre, John Stephens déjeunait avec lord Grosvenor dans la maison de Grosvenor-Square, lorsque sa seigneurie lui exprima quelques craintes que le duc de Cumberland ne cherchât à rencontrer lady Grosvenor sur la route de Londres. Milord avait été informé (et ses recherches justifiaient la vérité de l'avis qu'il avait reçu) que Son Altesse avait quitté Londres dans la matinée. Il pria le témoin de partir sans retard, de s'arrêter à toutes les auberges où s'arrêterait sa famille, et de seconder Mathieu Stephens dans le projet qu'il avait formé de surprendre lady Grosvenor lorsqu'elle serait avec le duc de Cumberland. Le témoin partit en effet à une heure après midi pour Saint-Alban, et apprenant, à son arrivée dans cette ville, que lady Grosvenor et sa famille n'y avaient pas encore paru, il prit une chaise de poste et poursuivit son voyage. Mais à quelque distance de la ville, il aperçut la voiture de lady Grosvenor, et revint sur ses pas. En passant auprès de la chaise de milady, il se fit reconnaître par un signe à son frère Mathieu Stephens, et celui-ci, qui d'usage ne logeait pas dans le même hôtel que milady, vint l'attendre à l'auberge du *Taureau*. Le témoin fit part à son frère du motif qui l'amenait et des soupçons que lui avait communiqués lord Grosvenor. Mathieu Stephens partit aussitôt, se rendit à l'auberge du *Cerf-Blanc*, où lady Grosvenor était descendue, revint quelque temps après, et dit au témoin qu'il s'était assuré de la présence de Son Altesse royale à l'auberge du *Cerf-Blanc*.

Vers dix heures du soir ils se rendirent tous deux à l'hôtel où logeait lady Grosvenor. Ils s'avancèrent sans bruit sur l'escalier. Mathieu Stephens appuya son oreille contre les ais de la porte, et dit qu'il entendait parler le duc de Cumberland et lady Grosvenor. Le témoin l'avertit d'agir avec

précaution et de ne pas s'exposer aux désagréments d'une méprise; Mathieu répondit qu'il reconnaissait parfaitement la voix flûtée de lady Grosvenor et les sons rudes de la voix du prince. John écouta lui-même à son tour; il n'entendit qu'un murmure de voix confuses et peu distinctes; mais craignant d'être trahi par une toux qui le suffoquait, et ne connaissant pas bien la maison, il proposa à son frère de se retirer. Mathieu Stephens, plus ferme dans son opinion, annonça la résolution d'enfoncer la porte; il alla chercher quelques domestiques de sa seigneurie, les fit approcher avec précaution, et, au signal donné, les domestiques, s'appuyant fortement contre la porte, essayèrent de l'enfoncer; mais leurs efforts furent insuffisants; la porte résista; et ce n'est qu'à la quatrième attaque, et à l'aide d'un levier de fer, dont Mathieu Stephens s'était armé, qu'ils parvinrent à l'enfoncer. La première personne qu'ils virent dans la chambre fut le duc de Cumberland. Il paraissait très-effrayé et dans une grande confusion. Lady Grosvenor voulut sortir précipitamment de la chambre, et fit une chute. Son Altesse royale suivit lady Grosvenor, et le témoin courut lui-même après le prince, qui, en entrant dans cet appartement, s'écria : « Vous voyez, messieurs, que je ne suis pas dans la chambre à coucher de milady. » John Stephens lui répliqua : Où étiez-vous lorsque nous avons enfoncé la porte? — Je jure-rais sur la Bible, dit Son Altesse, que je n'étais pas dans la chambre à coucher de mylady.

John retourna alors dans la chambre à coucher pour examiner le lit. Il était entièrement bouleversé, deux personnes paraissaient y avoir couché. Depuis le moment où le témoin vint dans la maison jusqu'à celui où l'on enfonça la porte, il s'était écoulé une demi-heure, et durant tout ce temps au moins, le duc de Cumberland était resté avec lady

Grosvenor. Le témoin ne doutait pas, d'après toutes les circonstances, qu'ils n'eussent commis le crime d'adultère.

lady Grosvenor La finirent les dépositions des témoins cités à la requête de lord Grosvenor. Le fait d'adultère était suffisamment établi; mais lady Grosvenor ne se laissa point décourager, et si elle désespérait de convaincre le monde de la droiture de sa conduite, elle se croyait en droit d'appeler sur les actions secrètes de lord Grosvenor une partie du blâme qu'il avait jeté lui-même sur l'honneur de sa femme. En conséquence, elle demanda de faire à son tour entendre des témoins, et sans s'inquiéter de la nouvelle honte dont elle allait se couvrir, elle alla chercher parmi les prostituées de Londres des témoins qui vinrent déposer de leur infamie et des faiblesses de lord Grosvenor.

Le procès, qui avait été suspendu sur la demande de lady Grosvenor, fut repris en 1771. Le premier témoin qui fut entendu était une fille nommée Élisabeth Roberts, de Bennet-Street, dans la paroisse de Mary-le-Bone. Elle déposa qu'un soir, dans le mois de mai ou de juin, elle allait à Cranbourn-Alley, près de Leicester-Fields, lorsqu'elle rencontra un gentleman, qu'elle a su depuis se nommer lord Grosvenor; elle l'accosta, et lui demanda « comment il se portait? »

Il répondit : « Oh! que faites-vous là; ma petite méchante? Voulez-vous venir boire un verre de vin avec moi? »

Elle y consentit, et lord Grosvenor lui indiqua une taverne dans Leicester-Fields, appelée *l'Hôtel*, où il l'engagea à se rendre, disant qu'il ne tarderait pas à l'y joindre. Élisabeth Roberts se rendit en effet à *l'Hôtel*, et sa seigneurie y vint au bout de quelques minutes. Ils entrèrent dans un appartement où se trouvait un lit à rideaux verts. Ils burent ensemble un bol de punch, et se livrèrent à des fami-

liarités semblables à celles dont la comtesse d'Onhoff et mistress Reda avaient été témoins ; après quoi lord Grosvenor lui donna une guinée et trois shillings que lui avait rendus le garçon. Lord Grosvenor lui demanda où elle demeurait ; la fille Roberts lui indiqua son logement ; mais elle ajouta qu'elle n'y recevait jamais personne. Lord Grosvenor lui dit qu'il l'aimait beaucoup. Elle lui demanda si, lorsqu'elle le rencontrerait, elle pourrait lui parler.

« Non, non, dit lord Grosvenor, on pourrait nous observer, mais voici un signe auquel je saurai facilement vous reconnaître. Vous releverez un peu vos jupes par devant, de manière à montrer la moitié de la jambe. Si je suis disposé à aller au rendez-vous, je vous suivrai dans quelque maison que vous m'indiquerez vous-même. »

Lorsqu'on eut ainsi arrêté le moyen de se reconnaître, sa seigneurie quitta l'*Hôtel* et y laissa Elisabeth Roberts. En descendant, elle s'informa du nom de ce gentilhomme, et un garçon de l'hôtel lui apprit que c'était lord Grosvenor.

Dix jours après cette première entrevue, le témoin, traversant Leicester-Fields, près de Cranbourn-Alley, et ayant par hasard tourné la tête, aperçut sa seigneurie qui la suivait de très-près ; elle leva légèrement sa robe, suivant le signal convenu, et lord Grosvenor, avec autant d'empressement que d'intelligence, retourna sur ses pas, se dirigea de l'autre côté du Square, et entra dans le même hôtel où ils s'étaient déjà vus. Elisabeth Roberts y entra aussitôt après lui. Ils demandèrent l'appartement du lit aux rideaux verts, et donnèrent un nouveau grief à lady Grosvenor : le punch et la guinée n'avaient point été oubliés.

Un mois après, le témoin se promenant, un samedi, à huit heures du soir, dans Leicester-Fields, rencontra encore lord Grosvenor près de Sidney's-Alley. Elle revint sur ses pas, donna le signal, et entra la première dans l'*Hôtel*. Lord

Grosvenor la suivit. Ils montèrent dans l'appartement bien connu, prirent le bol de punch, et lord Grosvenor ayant aperçu au dessus de la cheminée une peinture représentant une femme entièrement nue, dit à la fille Roberts qu'elle était aussi bien faite que la figure représentée dans ce tableau. Il témoigna ensuite le désir de la voir dans un état qui pût rendre la comparaison plus facile, etc., etc.

Dans l'interrogatoire que l'avocat de lord Grosvenor fit subir au témoin, on essaya de prouver que sa déclaration avait été achetée; M. Stables, conseil de lady Grosvenor, ayant promis de payer pour elle une dette de trois livres sterlings; mais cette accusation ne fut pas prouvée; Elisabeth Roberts affirma par un nouveau serment que les faits qu'elle avait rapportés étaient exactement conformes à la vérité, et apposa sa marque (X) au bas de la formule du serment.

Le second témoin était Abigail Mary de Boisgermain, épouse de Joseph de Boisgermain. Elle avoua qu'elle avait connu lord Grosvenor, mais elle refusa de dire dans quelles circonstances et dans quels lieux elle avait été l'objet des civilités personnelles de sa seigneurie.

Foulk Williams, de Neston, dans le comté de Chester, cordonnier, troisième témoin. Il dépose que dans le courant de l'hiver 1767, Charlotte Gwynne, sa sœur, lui écrivit à Chester, en l'invitant à venir à Ruthin, dans le Denbighshire, où elle serait charmée de le voir. Il loua un cheval et partit pour Ruthin; mais il s'arrêta à un petit village sur la route appelée Mould, pour se rafraîchir. Comme il sortait de la taverne pour remonter à cheval, il rencontra sa sœur Alice Williams, dite Charlotte Gwynne; elle se dirigeait vers Chester. Après quelques momens de conversation entre le frère et la sœur, celle-ci consentit à retourner à Neston, lieu de la résidence de Foulk.

En approchant de la grande route, ils virent une voiture

à six chevaux qui venait à eux ; sa sœur lui dit que c'était la voiture de lord Grosvenor. Ils se rangèrent sur un des côtés du chemin, et au moment où la voiture passa devant eux, lord Grosvenor mit la tête à la portière et les regarda. Il y avait un autre gentleman dans la voiture de sa seigneurie ; c'était le capitaine Vernon, frère de lady Grosvenor. Lorsque la voiture eut passé, Williams et sa sœur poursuivirent leur route vers Neston ; mais ils n'avaient pas fait plus d'un mille, lorsqu'un homme bien mis, courant à cheval après eux, les atteignit à un endroit appelé Aston-Lane. Williams crut reconnaître lord Grosvenor. Charlotte pria alors son frère de prendre les devants, et Williams partit aussitôt, ayant soin de se tenir à la distance d'un quart de mille, hors de la vue de lord Grosvenor et de sa sœur. Il attendit pendant une demi-heure le retour de Charlotte ; mais voyant qu'elle ne revenait pas, il revint sur ses pas, et trouva Charlotte s'entretenant encore avec sa seigneurie. Il engagea alors sa sœur à continuer son voyage, parce qu'ayant des plages à traverser, il ne fallait pas attendre le retour de la marée ; Charlotte consentit à le suivre, et lord Grosvenor, lui disant adieu, partit au grand galop pour aller rejoindre sa voiture.

Le témoin demanda à Charlotte Gwynne si le gentleman qu'elle venait de quitter était bien lord Grosvenor ? Elle répondit que c'était bien sa seigneurie elle-même, et qu'ils devaient se revoir le lendemain à Chester. Pendant la route, Charlotte lui dit que lord Grosvenor l'avait engagée à se fixer dans la contrée et à lever une boutique de marchande de modes, mais qu'elle réfléchirait à ce projet.

Charlotte Gwynne passa la nuit à Neston dans la maison de son frère, qui l'accompagna à Chester le jour suivant. Ils s'arrêtèrent dans une auberge à l'enseigne du *Bœuf et de l'Etrier*, dans Northgate-Street. Charlotte pria son frère d'écrire une lettre à lord Grosvenor, à Eaton, afin de l'in-

former qu'elle était à Chester, conformément à la promesse qu'elle lui avait faite, et qu'elle aurait beaucoup de plaisir à le voir. Williams écrivit la lettre, et, d'après l'avis de sa sœur, la porta au *Grand-Panache*, auberge où descendaient souvent sa seigneurie et ses domestiques. Le valet d'écurie lui procura un petit garçon, qui se chargea de la lettre, et promit de rapporter la réponse à l'enseigne du *Bœuf et de l'Etrier*. Le commissionnaire revint quelque temps après avec un billet écrit de la main de lord Grosvenor. Le témoin en donna lecture à sa sœur. Lord Grosvenor disait dans ce billet qu'il désirait voir Charlotte au vieux château de Chester, à neuf ou dix heures du matin, le jour suivant, et qu'il serait fidèle lui-même à se trouver au rendez-vous qu'il lui donnait. Charlotte pria le témoin de ne pas sortir de l'hôtel pendant tout le temps qu'elle resterait avec sa seigneurie. Elle fut exacte à l'assignation, resta plus d'une heure absente, et revint d'un air de satisfaction lui montrer l'argent qu'elle avait reçu de lord Grosvenor, et dont elle lui fit part pour le récompenser de sa complaisance; Williams resta à Chester jusqu'à ce qu'il vit sa sœur prendre une voiture pour retourner à Londres. Il revint alors lui-même à Neston. Il ne savait rien de plus, si ce n'est qu'on disait généralement dans le pays que lord Grosvenor avait des liaisons intimes avec Charlotte Gwynne, sa sœur.

On appelle un autre témoin, Thomas Hervey, de Old-Bond-Street, dans la paroisse de Saint-Georges, Hanover-Square, écuyer. Il déclare que, quelques années avant l'époque actuelle, il était allé avec lord Grosvenor dans la maison de mistress Charlotte Hayes, en Duke-Street, près de Piccadilly, et qu'ils y avaient soupé en tête-à-tête avec deux jeunes femmes, Charlotte Gwynne et Polly Jones.

Après souper, le témoin se retira avec Polly Jones, et laissa seuls lord Grosvenor et Charlotte Gwynne; il croit

pouvoir supposer, sans être en état de l'affirmer, que Charlotte et sa seigneurie passèrent la nuit ensemble; car, dans la matinée du lendemain, il vit lord Grosvenor qui était encore dans la maison.

Peu de jours après, lord Grosvenor, étant sur le point de partir pour la campagne, vint prier Thomas Hervey de remettre quelque argent en son nom à Charlotte Gwynne, qui allait rejoindre ses parens dans le pays de Galles. Hervey donna dix guinées à cette fille, qui lui dit qu'elle se disposait à partir pour son pays. Mais au bout de quelque temps, le témoin revit Charlotte Gwinne dans la maison de Charlotte Hayes, et apprit qu'elle était allée dans le pays de Galles, mais que, ses parens n'ayant pas voulu la recevoir, elle était revenue à Londres. La maison de Charlotte Hayes était en grande réputation parmi les libertins de Londres. Elle était ouverte à toute heure aux personnes des deux sexes, et le témoin y avait plusieurs fois rencontré lord Grosvenor.

Henri Vernon, de Hilton, près Wolverhampton, dans le comté de Stafford, écuyer, âgé de vingt-deux ans, prête serment, et déclare qu'il croit dans sa conscience que lady Grosvenor est une personne d'une conduite pure, chaste et vertueuse; qu'elle n'a jamais violé ses vœux de mariage, et que sa conduite a toujours été irréprochable à l'égard de lord Grosvenor son mari.

« Il y a environ trois ou quatre ans (ce pouvait être en 1766), ajoute-t-il, que lord Grosvenor dit en ma présence à mon frère, Williams Vernon, qu'il allait être nommé bientôt ministre d'état. Cette nouvelle nous causa beaucoup de plaisir. Deux jours après, j'allais chez lord Grosvenor pour féliciter ma sœur de la perspective honorable qui s'ouvrait devant son époux. En entrant dans l'appartement, je trouvai ma sœur toute en larmes; lord Grosvenor était auprès d'elle;

je n'entendis que la fin de leur conversation ; mais lady Grosvenor reprochait à son époux d'avoir *mal agi avec elle dans cette occasion et dans bien d'autres* ; elle quitta l'appartement , et passa dans une pièce voisine , où nous la suivîmes. Elle continuait à répandre des larmes et à accuser lord Grosvenor d'avoir *très-mal agi avec elle*. Lord Grosvenor me pria alors de les laisser seuls ; je sortis aussitôt sans savoir positivement de quoi il s'agissait.

« Environ un an après cet événement , je fus invité à dîner avec lord Grosvenor et ma sœur dans leur maison de Grosvenor-Square. Lorsque lady Grosvenor entra dans la salle à manger , elle paraissait fort affligée ; pendant le dîner , lord Grosvenor lui parla avec un ton qui redoubla l'affliction de sa femme , qui lui dit alors qu'il s'attachait à la rendre très-malheureuse. N'ayant pas la force de manger , elle quitta le salon , et alla s'enfermer dans son appartement. Cette scène se passa devant moi et devant les domestiques de sa seigneurie qui servaient à table.

« Dans plusieurs autres circonstances , j'ai vu ma sœur donner de nouvelles marques d'un vif chagrin. Quand je la questionnais , elle me répondait que les mauvais traitemens qu'elle éprouvait de la part de son mari étaient l'unique cause de son affliction. Aussi je n'hésite pas à déclarer que lord Grosvenor , depuis son mariage , n'a témoigné à sa femme ni attachement ni tendresse ; mais qu'il n'a cessé de la traiter avec beaucoup d'indifférence , et surtout beaucoup de dureté.

« Au mois de novembre 1767 , j'allais avec lord Grosvenor , d'Holywell à Eaton , dans la voiture de sa seigneurie. Une femme , accompagnée d'un homme encore jeune , fut obligée de se ranger sur la route pour nous laisser passer ; je mis la tête à la portière , et je dis à lord Grosvenor qu'il y avait une très-jolie fille sur la route ; lord Grosvenor regarda , mais il ne donna point l'ordre d'arrêter

la voiture. Cependant, lorsque nous fûmes à un quart de mille, lord Grosvenor me dit qu'il croyait connaître la jeune fille qui venait de passer, et criant au cocher d'arrêter, il descendit, monta sur le cheval de son domestique, courut après la jeune fille qu'il atteignit, et avec laquelle il resta près d'une demi-heure. Lorsqu'il revint, il me dit qu'il la connaissait; je lui demandai qui elle était? Il me répondit que c'était une marchande de modes de sa connaissance, établie à Chester. Mais il me pria de ne rien dire à sa femme de cette rencontre. »

Élisabeth Elmes, épouse de John Elmes, âgée de dix-neuf ans, déclare qu'elle connaît lord Grosvenor depuis trois ans; qu'elle a fait sa connaissance dans des lieux de réunion publique, où elle le voyait souvent avec d'autres gentlemen. Sa seigneurie se plaisait à lui donner le nom de *Cornemuse*.

Au mois de mai 1769, elle vint aux courses de chevaux d'Epsom, dans une chaise de poste, avec une de ses amies, et vit lord Grosvenor dans son tilbury, avec sir Thomas Frédéric. Elle ordonna au cocher de faire passer sa chaise tout près du tilbury; et lord Grosvenor, ayant aperçu le témoin, dit assez haut à sir Thomas Frédéric, « *Voilà Cornemuse!* » Lord Grosvenor proposa alors à Élisabeth Elmes d'entrer dans son cabriolet, tandis que sir Thomas Frédéric la remplacerait dans sa voiture, et prendrait sa place à côté de la jeune dame qui l'accompagnait; cet arrangement, agréé de part et d'autre, on se promena quelque temps autour des barrières. Une voiture qui passa rapidement à leur côté renversa le tilbury, mais sans accident pour le témoin ni pour lord Grosvenor. Effrayée du danger qu'ils venaient de courir, Élisabeth Elmes pria lord Grosvenor de la conduire à la *Tête-du-Roi*, à Epsom. Lord Grosvenor y consentit, et repartant ensuite pour assister aux courses, il lui promit de venir la rejoindre aussitôt que la course serait ter-

minée. Il était huit ou neuf heures du soir, lorsque lord Grosvenor revint à la *Tête-du-Roi*, à Epsom, soupa avec Élisabeth Elmes, et, à onze heures, ils se retirèrent dans une maison particulière, en face de l'auberge, où un lit avait été préparé, et où ils restèrent plus d'une heure ensemble. Lord Grosvenor laissa Élisabeth Elmes au lit, lui donna cinq guinées et se retira.

Une nuit du mois d'avril, tandis qu'elle était couchée dans son logement, à King-Street, Soho, lord Grosvenor lui envoya Betty Johnson, pour l'engager à se rendre dans une maison de Bow-Street, Covent-Garden, tenue par la femme qui s'était chargée du message. Étant un peu indisposée, le témoin refusa d'y aller. Dans la matinée du lendemain, sa seigneurie envoya Betty Johnson jusqu'à trois fois pour renouveler l'invitation. Enfin, à six heures, Elisabeth Elmes se décida à suivre Betty Johnson, et celle-ci la conduisit à sa maison, et l'introduisit dans un appartement obscur, où elle trouva sa seigneurie qui s'était déjà mise au lit. A la sollicitation de milord, elle quitta ses vêtemens, et se mit au lit avec lui; ils y restèrent jusqu'à quatre heures après-midi, déjeunèrent et dînèrent dans le lit, où ils furent servis par Betty Johnson.

Alice Tipping, épouse de William Tipping, née Alice Williams, surnommée *Charlotte Gwynne*, âgée de vingt-deux ans, déclare qu'elle connaît lord Grosvenor depuis le mois de septembre 1769; qu'une après-midi, environ quinze jours après la mort du dernier duc de Cumberland, lord Grosvenor vint dans une maison de Little-Duke-Street, Piccadilly, tenue par Charlotte Hayes, chez qui logeait le témoin, sous le nom de Charlotte Gwynne, quoique son vrai nom fut Alice Williams. Lord Grosvenor soupa avec elle. Le capitaine Thomas Harvey, et une amie de Charlotte Gwynne, Polly Jones, soupèrent avec eux. Après le souper,

lord Grosvenor et Charlotte convinrent de coucher ensemble; ils se retirèrent, et partagèrent le même lit pendant toute la nuit.

Ils eurent plusieurs fois dans la suite l'occasion de se revoir.

Un jour, lord Grosvenor vint chez elle, et lui proposa de quitter la maison qu'elle habitait; elle y consentit. Lord Grosvenor lui promit de lui procurer une place; il ajouta même qu'il essaierait de l'employer comme femme-de-chambre auprès de lady Grosvenor, et que rien ne serait plus *commode*, etc.; mais Charlotte ne voulut pas accepter une telle proposition. Lord Grosvenor lui dit en même temps qu'il était mal avec sa femme, qu'il allait demander le divorce, et qu'elle vivrait alors constamment avec lui, mais qu'en attendant la sentence, il l'engageait à aller habiter avec ses parens dans la principauté de Galles. Il promit de lui faire passer tous les secours nécessaires. Il ajouta qu'il allait à Newmarket, et qu'il lui conseillait de se rendre elle-même à Chester, où il irait la voir en revenant de Newmarket; il lui donna quelque argent, écrivit au capitaine Thomas Harvey de lui remettre la somme qui serait nécessaire à son voyage, et donna ensuite quelque gratification à Charlotte Hayes.

Le témoin quitta bientôt après la maison de Charlotte Hayes, et vint à Chester, où elle passa la nuit à l'auberge du *Faucon*. Le lendemain, elle vit lord Grosvenor, qui, à son retour de Newmarket, accompagnait le maire de Chester à l'église, à l'occasion d'une cérémonie publique. Charlotte fut aperçue par milord, et, immédiatement après la cérémonie, il lui écrivit une lettre, qu'il fit porter par Mathieu Stephens, son domestique ou son maître-d'hôtel¹. Elle se rap-

¹ Ainsi Mathieu Stephens se trouvait chargé de la double mission, de troubler les plaisirs de milady et de favoriser ceux de milord. Quels

pelle que lord Grosvenor lui disait dans sa lettre qu'il était ravi de savoir qu'elle fût à Chester, qu'il ne pouvait aller la voir ce jour-là, mais qu'il lui donnerait un rendez-vous pour le lendemain.

Le jour suivant, Mathieu Stephens revint à l'auberge du *Faucon*, chargé d'une lettre de sa seigneurie, qui invitait Charlotte à se rendre au château de Chester. Elle suivit Stephens jusqu'au château, où elle fut introduite auprès de sa seigneurie par une femme, qu'elle croyait être l'épouse de John Stephens, frère de Mathieu Stephens, car c'était dans le logement que John occupait au château que l'attendait sa seigneurie.

Elle dit à lord Grosvenor qu'elle avait écrit à ses parens du pays de Galles, mais qu'ils avaient refusé de la recevoir. Lord Grosvenor lui déclara que milady se trouvant alors dans la contrée, il craignait que leur liaison ne parvint à sa connaissance; il lui conseilla de retourner à Londres, et l'engagea en même temps à ne plus aller loger chez Charlotte Hayes. Il lui offrit de lui donner une lettre pour une mistress Molesworth, autrement appelée Deline, qui demeurait à Craven-Hill, près de Kensington. Charlotte consentit à se rendre chez mistress Molesworth, et sa seigneurie écrivit en conséquence une lettre, dans laquelle il la recommandait à la femme Deline comme une de ses connaissances, qui était venue à Londres pour chercher une place. Il pria mistress Molesworth de ne laisser manquer de rien à sa protégée; il lui disait en outre qu'il se rendrait chez elle aussitôt qu'il serait de retour à Londres, et qu'il la défraierait de toutes ses avances. Il donna en même temps quelques guinées à Charlotte pour les dépenses de son voyage, et pour porter le deuil du feu duc de Cumberland.

déplorables secrets un procès en adultère livre au public! La lecture d'un seul de ces procès peut tenir lieu de plusieurs traités de morale.

Sa seigneurie semblait passionnément éprise du témoin : il se plaisait à lui baiser les mains. Mais ces libertés n'eurent point d'autres suites, attendu que la déposante était dans un moment critique.

Un ou deux jours après, elle partit de Chester pour retourner à Londres, et alla descendre chez mistress Jones, mère de Polly Jones, qui vivait avec Charlotte Hayes. Mistress Hayes, apprenant qu'elle était chez mistress Jones, lui envoya Polly pour l'engager à venir reprendre son logement dans Little-Duke-Street ; elle se laissa entraîner par les instances de ses anciennes amies, et retourna auprès de mistress Hayes.

Elle était depuis deux mois à Londres, lorsque lord Grosvenor, de retour de son voyage, alla la voir chez Charlotte Hayes. Il parut la revoir avec beaucoup de satisfaction, mais il lui témoigna son déplaisir de ce qu'elle ne s'était pas rendue auprès de mistress Molesworth. Il lui dit encore qu'elle avait reçu diverses lettres de sa main qui ne lui étaient d'aucun usage, et qu'il la priait de les lui rendre. Comme mistress Hayes avait toujours conseillé à Charlotte Gwynne de garder des lettres de cette sorte, et de ne jamais s'en dessaisir, elle descendit au rez-de-chaussée pour lui demander son avis dans cette occasion. Mistress Hayes lui ayant dit qu'elle pouvait les rendre, elle remonta dans l'appartement où l'attendait lord Grosvenor, et lui remit ses lettres. Ils restèrent plusieurs heures ensemble, etc., etc., etc. Sa seigneurie, en la quittant, lui donna cinq guinées ; elle ne l'a plus revue depuis.

Elisabeth Ellison et Mary How, qui avaient eu des relations de même nature avec lord Grosvenor, furent appelées devant la cour ; mais elles refusèrent de répondre aux questions qui leur furent adressées, et le bruit courut que lord Grosvenor avait acheté leur silence à un très-haut prix.

Là se terminèrent les dépositions des témoins produits par lady Grosvenor. Le noble lord, comme nous l'avons dit, ne voulut pas s'exposer au jugement de la cour ; il arrêta le cours du procès, et assigna une pension considérable à sa femme, qui consentit à une séparation de fait.

De nombreux écrits, comme il est aisé de le croire, furent publiés à l'occasion de ce procès. Ils ne méritent pas, à quelques exceptions près, l'honneur d'être traduits. Cependant, pour donner une idée de la manière de plaisanter des Anglais dans les affaires sérieuses, nous allons traduire un morceau qui, probablement, ne satisfera qu'à demi des lecteurs français, accoutumés à n'applaudir l'ironie qu'autant qu'elle est animée par l'esprit, et dépouillée de grossièreté, mais qui fut très-bien accueilli à Londres. Il est relatif à la coiffure du duc de Cumberland, à cette perruque, compagne fidèle et indispensable de ses déguisemens, et que presque tous les témoins semblent s'être donné le mot pour décrire. Les deux autres pièces qui termineront le récit de ce procès sont deux lettres, l'une adressée par lady Grosvenor à son époux ; l'autre de miss Caroline Vernon à sa sœur. L'authenticité de la lettre de miss Vernon attestera que cette jeune fille était tout à fait étrangère à l'inconduite et aux désordres de lady Grosvenor.

COURTE HISTOIRE DE LA PERRUQUE NOIRE.

Il est fort peu important pour le genre humain de savoir quelle partie du monde, quelles dépouilles des bipèdes ou des quadrupèdes ont donné naissance aux parties matérielles dont je suis composée. D'ailleurs, je serais absolument hors d'état de donner une histoire certaine de ce qui précéda mon exis-

tence. Je me contenterai donc (et il faut bien aussi que les autres s'en contentent) de commencer mon histoire à l'époque mémorable où le fabricant qui me donna naissance, enfonça trois petits clous dans mes tempes pour me fixer sur le manequin où j'étais destinée à rester en étalage, et où je devais recevoir de la main de l'artiste créateur l'ajustement de toutes mes parties, avec les derniers traits de ma perfection.

Dès que je parus digne de recouvrir les crânes humains, je fus vendue à un certain Fox-Hunter, écuyer, qui demeurait dans le voisinage d'Epsom. Le soin qu'on avait pris jusqu'alors de faire ressortir tous mes avantages, se trouva singulièrement négligé dans ma nouvelle condition, car mon maître négligeait sa toilette autant que son esprit. Il lui suffisait que, pendant ses occupations ordinaires, je défendisse du vent et de la pluie cette partie de son individu où le bon sens avait pu, en d'autres temps, faire sa résidence. Rarement j'étais rétablie dans l'arrangement élégant et symétrique que m'avait donnée à ma naissance la main patiente du coiffeur ; lorsque les branches d'arbre et les buissons m'avaient mise en désordre, le brutal Fox-Hunter n'imaginait d'autre moyen de me rendre mon éclat et mon luxe primitifs, que de me saisir par le toupet, et de me jeter avec violence contre une porte ; c'était le plus souvent après une partie de chasse, lorsque mon maître et ses amis les chasseurs étaient assis autour d'une bouteille, qu'on récompensait mes services par ce traitement.

Mon maître n'était pas philosophe : il ne connaissait rien au système de Newton, non plus qu'aux lois de l'actif et du réactif ; mais il trouvait que l'opération répondait à ses fins, et, pourvu qu'il atteignît son but, il ne tourmentait point son cerveau pour découvrir la raison des choses. La violence du coup produisait parfois un tel ébranlement dans ma mince charpente, que je revenais par expansion à mon attitude première. Je servis fidèlement l'ardent chasseur pendant un an ;

mais un jour, comme il poursuivait un renard, tandis que le vin faisait fermenter sa tête, il passa inconsidérément sous les branches d'un arbre, et je restai suspendue, comme Absalon, entre la terre et le ciel. Je restai là plusieurs jours. La rapidité de sa course, l'effervescence de ses idées, l'avaient emporté si loin avant qu'il s'arrêtât, il y avait tant de confusion dans sa mémoire, qu'il ne se rappela plus l'endroit où je m'étais séparée de lui, et qu'il négligea de faire des recherches convenables pour me retrouver. A la fin, je fus aperçu par un de ces collecteurs de grande route, qui, croyant les voyageurs incommodés du poids de leur argent, font métier de prendre la peine de les débarrasser d'un tel fardeau. Il me décrocha aussitôt qu'il me vit, et, jetant son ancienne calotte au vent, il me plaça sur sa tête, où j'avoue que je ne figurais pas mal.

A l'entrée de la nuit, nous partîmes lui et moi pour aller en maraude. Notre première rencontre fut celle d'un fermier robuste et intrépide, qui essaya de défendre son argent, qu'il rapportait du marché. Je perdis mon poste dans le choc, et je tombai dans une ornière, où je restai cachée jusqu'au lever du soleil. Lorsque les premiers rayons du jour m'eurent rendue visible, je fus ramassée par un conducteur de diligences qui retournait à Londres. Le voiturier, n'ayant nul besoin de mes services, me vendit, moyennant une demi-couronne, à l'hôte du premier cabaret qu'il rencontra sur sa route. Celui-ci me revendit au barbier du village, qui lui donna un shilling en sus. Entre les mains du barbier, je fus fraîchement huilée, pommadée, peignée, poudrée, frisée, si bien que je repris, à peu de différence, mon premier éclat. Néanmoins, je figurai assez long-temps sur une tête de bois, avant qu'un acheteur se présentât. Enfin, un jeune homme déguisé vint dans la boutique, et m'acheta au prix d'une guinée. J'étais destinée à parer la tête de son maître; le valet prit quelques informations sur ma condition antérieure, et le barbier, avec

la sincérité ordinaire à sa profession , protesta que j'avais seulement couvert , pendant une semaine , la tête de la personne pour laquelle il m'avait fabriquée , qui était morte subitement. Je ne sais en quelles mains je tombai , mais je ne fus pas longtemps à m'apercevoir que je n'avais cessé d'appartenir à un détrousseur de grand chemin que pour tomber entre les mains d'un détrousseur de filles. Mon maître avait la tête plate , la figure épaisse. Il y avait dans sa physionomie quelque chose d'indécis , qui laissait incertain s'il était homme ou enfant ; j'avais entendu dire qu'on était en doute sur l'étendue de son esprit ; mais que la publication de certaines de ses élégantes lettres amoureuses avait rétabli sa réputation.

D'après ma forme et ma couleur antique , il pensa que j'étais propre à favoriser ses desseins et ses déguisemens. Il paraît cependant que je n'étais pas tout à fait dépourvue d'agréments ; car une main doucette me rajustait quelquefois , et j'entendais dire , pendant qu'on arrondissait mes boucles , que j'allais parfaitement bien au *doux et cher petit ami*. On me baisait même quelquefois , et je commençais à n'être pas très-mécontente de mon nouveau maître.

Mais ce bonheur ne dura pas long-temps. Mon nouveau maître aimait les courses lointaines , les rencontres dans les auberges , les surprises de route , les accidens de nuit , etc. , etc. Une nuit , pendant qu'il était avec *Main-Doucette* , et que l'on commençait à me donner quelques caresses , la porte de la chambre s'ouvrit avec un fracas épouvantable. Une demi-douzaine de manans firent une irruption soudaine. *Main - Doucette* s'évanouit ; mon maître courut comme un forcené dans la chambre voisine , déclarant , jurant et protestant qu'il n'était pas dans la chambre où il était. Par malheur , j'étais restée en arrière ; et je me présentais comme pièce de conviction. Pour toute réponse à ses protestations , on me releva , et on me présenta à lui. Dès ce

jour, il me prit en aversion; il me rejeta, me maudit, et je tombai en lot entre les mains d'un valet, qui me vendit à un barbier de Saint-Alban, moyennant cinq shellings. Mais la dernière aventure de mon maître m'avait donné tant de célébrité, que je reçus force visites, si bien que le barbier jugea à propos de me faire voir comme un singe dans une foire. On paya pour me rendre visite; j'entendis beaucoup de mauvais propos, mais la foule continua à venir me voir. Cependant, comme on se lasse de tout, les visites commencent à faiblir; mais le barbier parle de m'envoyer dans le Cumberland, où l'on me demande à grands cris. Cependant, j'aimerais mieux (si on me laissait le choix) être confiée à l'aimable dame qui m'avait voué une si touchante tendresse. Elle a trop d'étendue dans l'esprit, des affections trop vives, pour que mon sort ne fût pas doux étant entre ses mains; avec elle je passerais en repos le reste de mes jours; avec elle je serais admise à de nouvelles confidences, et je ferais en sorte de ne plus rester en arrière.

Je suis toute à vos ordres,

LA PERRUQUE NOIRE.

Saint-Alban, août 1770

La lettre suivante, qui parut dans un journal du temps, fut écrite par lady Grosvenor à son époux, lorsque le déshonneur de lord Grosvenor fut rendu public.

« Milord,

« Quoique humiliée par la conscience de mes fautes, et
« bien convaincue que mon déshonneur n'a pu vous demeurer
« caché, j'ose cependant m'adresser à vous, enhardie par
« les nobles vertus que possède votre âme, par cette pitié

« qu'on n'implore pas en vain, par la douceur inaltérable,
« par l'indulgence de votre cœur. Oui, milord, rassurée par
« tant de vertus, je conserve un rayon d'espoir, qui, jusqu'à
« présent, m'a soutenue dans les plus violentes angoisses,
« dans les remords les plus déchirans, dans le désespoir le
« plus profond.

» Oh! milord, plaidez ma cause vous-même; permettez
« que votre cœur, le défenseur habituel de l'infortune,
« daigne pallier le crime de celle qui vous fut chère. La
« faiblesse est le partage de l'humanité, mais le pardon est
« l'attribut des âmes divines. Le pardon, milord! vous pos-
« sédez dans tout son éclat la générosité qui le rend facile.
« Laissez tomber un regard de compassion sur celle de toutes
« les créatures humaines qui a le plus besoin de pitié.

« Oserai-je, milord, rappeler à votre souvenir ces mo-
« mens d'épanchement et d'ivresse, où vous me répétiez
« avec ravissement que l'Élysée lui-même était dans mon
« sein? Sans doute, il y avait de l'exagération dans ces pa-
« roles; mais écarter les transports de la tendresse, et lais-
« sez-moi les privilèges de l'amitié, puisque vous n'éprou-
« verez plus pour moi les ravissemens de l'amour.

« Si rien ne peut vous fléchir de ce que votre épouse in-
« fortunée peut vous dire, laissez au moins approcher de
« vous nos enfans, ces gages si tendres, si intéressans et si
« beaux de notre amour; laissez-les, dans leurs prières inno-
« centes et pures, implorer votre pardon pour leur malheu-
« reuse mère; ils apprendront par moi tout ce que les fautes
« ont de déchirant, et par vous tout ce que le pardon a de
« généreux. Mais si ce moyen est sans effet, milord, il me
« reste un remède désespéré, mais sûr: si vous m'arrachez
« votre affection tout entière, milord, j'ai assez de résolu-
« tion pour m'arracher moi-même aux souvenirs de mes maux
« actuels et de mon bonheur passé.... La vie et la mort sont

« maintenant devant moi.... Vous pouvez disposer de l'une, •
« je puis me donner l'autre.

« Si vous avez résolu de ne plus me voir, milord, daignez
« au moins prononcer ma condamnation ; répondez-moi par
« le retour du messenger ; car je suis sincèrement,
« Pour vous ou pour l'éternité, H. G. »

On ignore si lord Grosvenor répondit à cette lettre ; mais la poursuite du procès révèle suffisamment que, s'il fit une réponse, elle ne fut point favorable à la demande de sa femme.

Dans le même temps, miss Caroline Vernon écrivit à sa sœur pour lui apprendre quels bruits étranges couraient dans le monde à son occasion, et pour l'engager à mettre plus de régularité dans sa conduite.

« Ma chère sœur,

« J'ai reçu votre lettre mercredi dernier. Je calcule, d'a-
« près sa date, que j'aurais dû la recevoir plus tôt ; mais elle
« est bien venue assez à temps pour le plaisir qu'elle m'a
« causé ; je suis seulement fâchée qu'elle ne soit pas arrivée
« un ou deux jours plus tôt, j'aurais pu y faire une réponse
« immédiate, tandis que mercredi et jeudi, étant des jours
« de service pour moi¹, j'ai été tellement occupée, que je
« n'ai pas eu une demi-minute pour respirer ; mais je saisis
« le premier moment de liberté pour vous écrire.

« Je ne croyais pas qu'il fût possible pour moi, ma chère,
« d'apprendre de vos nouvelles sans plaisir. Cependant, j'ai
« éprouvé, à la lecture de votre lettre, un tel serrement de
« cœur, une si grande agitation d'esprit, que j'en suis à

¹ Miss Vernon était fille-d'honneur de Sa Majesté.

« peine remise ; et qu'au moment où je vous écris je sais à
« peine ce que je fais. Je ne saurais vous expliquer tout ce
« que j'ai souffert en lisant votre lettre, qui m'a profondé-
« ment affligée pour deux raisons : la première, c'est que je
« m'étais toujours flattée que votre affection pour moi était
« trop grande pour que vous puissiez la sacrifier à une pas-
« sion aveugle ; la seconde, c'est que j'ai vu dans cette pas-
« sion même la source du malheur de toute votre vie. Je dé-
« couvre cependant avec douleur que votre réputation et la
« mienne, mon bonheur et le vôtre, sont sans conséquence à
« vos yeux auprès de l'attachement que vous avez conçu
« pour une certaine personne. Mais, ma chère sœur, j'ém-
« brasse vos genoux, je descends aux plus humbles prières,
« pour que vous ne rejetiez pas mes avis ; bannissez de vos
« pensées celui que vous appelez votre ami, car si vous ne
« faites cet effort sur vous-même, vous vous préparez des
« remords éternels ; et non-seulement le monde vous regar-
« dera avec mépris, mais vous perdrez même l'estime et
« l'affection des parens qui vous aiment avec le plus de ten-
« dresse ; et d'abord je commencerai par mistress Hill : vous
« connaissez la rigidité des principes de son époux. Assuré-
« ment, si la voix publique continue à attaquer votre con-
« duite, il ne souffrira pas que sa femme continue ses rela-
« tions avec vous ; car, quoiqu'il vous croie innocente (opi-
« nion qui, malheureusement, n'est pas adoptée par tout le
« monde), il jugera cependant qu'une plus longue intimité
« entre vous et mistress Hill serait désavantageuse à la répu-
« tation de cette dame. Pour ce qui me regarde, maman
« m'interdira sans doute toute communication avec vous, et,
« s'il était vrai que vous n'eussiez pas respecté les dernières
« bornes, je crois que je ne pourrais plus être avec vous
« comme je l'ai été jusqu'à présent. Vous savez trop combien

« je vous aime, pour ne pas juger de tout ce qu'un pareil
« sacrifice aurait de cruel. Cette idée seule me met dans une
« affliction mortelle; mais maman est peut-être plus à plain-
« dre que moi. Nous avons été en froideur pendant quelque
« temps; je lui ai écrit hier, et j'espère que ma lettre de-
« viendra l'occasion d'une réconciliation qui m'est bien né-
« cessaire.

« La reine et la princesse de Galles ont entendu mêler mon
« nom dans cette malheureuse affaire; il leur vient de
« toutes parts les rapports les plus désagréables; on leur a
« dit que me promenant avec vous dans Kensington-Gar-
« dens, nous fûmes abordées par le duc de Cumberland et
« par un officier qui l'accompagnait; que le prince vous
« donna le bras et vous conduisit dans une allée détournée,
« tandis que l'officier et moi nous nous promenions dans une
« autre direction. Mais ce qu'il y a de pis, c'est l'article que
« j'insère dans cette lettre, et que j'ai extrait d'un papier
« public. Il vous prouvera de quelle manière scandaleuse on
« parle de vous. J'avais reçu une lettre du prince pour vous la
« faire parvenir, mais je l'ai brûlée. Depuis long-temps je
« l'avais prévenu que toutes les lettres et billets qu'il m'a-
« dresserait, ne parviendraient pas à leur adresse. Je ne puis
« pas faire un mouvement sans être épiée, et vous pensez
« combien il est nécessaire pour moi de faire cesser tous les
« bruits que mon imprudente complaisance a fait naître. Je
« vous dirai des choses, lorsque j'aurai l'occasion de vous
« voir, qui vous donneront bien des regrets. Je vous le si-
« gnifie franchement, je ne veux plus absolument servir
« d'intermédiaire à une correspondance entre vous et Son
« Altesse. Je vous engage à revenir à la ville, c'est le seul
« moyen de faire cesser tous les bruits. Le monde se taira
« lorsqu'il vous verra en bonne intelligence avec votre mari.

« Croyez-moi, avec le plus grand attachement, votre très-
« affectionnée, mais très-affligée sœur,

« CAROLINE VERNON. »

« P. S. Écrivez-nous avant de partir, et faites-nous sa-
« voir promptement votre arrivée à Londres, car j'ai bien
« des choses à vous dire. Adieu, mes caresses aux chers pe-
« tits enfans. »

Copie du paragraphe d'un journal inséré dans la lettre.

« L'article suivant renferme les particularités d'une aven-
« ture récemment arrivée dans la partie occidentale de la
« ville.

« Lord....., ayant depuis quelque temps des raisons
« particulières pour soupçonner l'existence d'une liaison in-
« time entre sa femme et un grand personnage, annonça
« qu'il allait rendre visite à un de ses amis qui réside à la
« campagne. Sa femme, craignant que ce ne fût un prétexte
« pour revenir la surprendre au milieu de ses plaisirs, en-
« voya un domestique déguisé pour s'assurer si ce voyage
« était réel ou prétendu ; informée de cette circonstance par
« un autre domestique, sa seigneurie poursuivit son voyage
« sans s'arrêter, et l'espion satisfait vint rendre compte du
« départ de sa seigneurie. Milord, ayant pris une autre
« route, retourne à Londres à franc étrier, et demande, en
« arrivant, où est milady. Apprenant qu'elle était sortie, il
« monte à son cabinet, charge ses pistolets, appelle un de ses
« amis, et court chez une marchande de modes dont la com-
« plaisance et les assiduités lui avaient paru suspectes. Sa
« présence produisit sur la complaisante modiste une con-
« fusion inexprimable, mais l'époux outragé ayant posté un
« ami qui l'avait accompagné à la porte secrète, de manière

« à empêcher toute évasion, monte froidement l'escalier, « enfonce la porte de la chambre où il supposait qu'était sa « femme, et la voit couchée avec un amant. Surpris, comme « on peut le croire, de cette visite inattendue, les deux « amans allaient se séparer, mais l'époux les invite à se cal- « mer, leur dit qu'il n'entend pas les déranger, mais il ap- « pela son ami, afin de le rendre témoin de cette scène. Cette « formalité remplie, l'époux et son ami ferment la porte et « se retirent. Milady se présenta à l'hôtel de son époux quel- « ques heures après. On lui en refusa l'entrée, elle voulut « se rendre chez sa mère; elle avait donné² ordre de ne la « pas recevoir.

« Dans cette position, il ne lui restait d'autre moyen que « de se livrer à la discrétion de son amant, qui l'a emmenée, « dit-on, dans une habitation somptueuse située à plusieurs « milles de la capitale. »

Après s'être séparée de son mari, lady Grosvenor s'était retirée dans une maison de campagne isolée où elle paraissait décidée à finir ses jours dans le silence et le repentir de ses fautes. Mais le goût des plaisirs ne tarda pas à la rappeler dans le monde. Elle retourna à Londres, y reprit une partie de ses anciennes habitudes, eut de nouveaux adorateurs et probablement de nouvelles faiblesses. Elle vécut pendant long-temps avec le général P....., qui finit par l'épouser en 1802, époque de la mort de lord Grosvenor. Lady P..... garda à son époux une fidélité qu'elle n'avait point eue pour lord Grosvenor. Elle s'était retirée avec son second mari dans un village appelé Brompton, situé à quelques milles de Londres, où elle vivait encore en 1814, dans un âge très-avancé.

² Sans doute le palais de Kensington.

HÉRÉSIE ET HAUTE-TRAHISON.

**PROCÈS
DE DON CARLOS,**

INFANT D'ESPAGNE,
FILS DE PHILIPPE II.

MADRID, 1568.

DON CARLOS était fils de Philippe II, roi d'Espagne, et de Marie de Portugal. Cette princesse mourut à Valladolid, le 8 janvier 1545, quatre jours après la naissance de don Carlos, qui, étant le seul enfant du roi, naquit héritier des couronnes d'Espagne.

Le mariage de la princesse de Portugal avec Philippe n'avait duré que quatorze mois ; mais la reine avait senti le caractère de son royal époux. Elle avait prévu que les soins de sa grandeur l'emporteraient sur les autres sentimens de Philippe, même sur les intérêts de la religion, pour laquelle il semblait animé d'un zèle dont la ferveur n'était qu'une hypocrisie asservie à son ambition : elle savait que

l'orgueil et la dissimulation présideraient à tous les conseils de ce prince; qu'il en ferait l'âme et les ressorts de sa politique. Le règne de Philippe justifia cette prévision; l'Espagne eut son Louis XI; mais Philippe avait tous les vices du roi de France, et ne possédait qu'une partie de ces hautes qualités qui ont fait donner à Louis le surnom mérité de Restaurateur de la monarchie.

Rien n'est plus contradictoire que les rapports des historiens qui parlent du caractère de don Carlos. Les uns ont outré l'éloge par suite de cette compassion qui s'attache à une illustre infortune, les autres jugent ce prince avec une sévérité qui décelle l'intention secrète de justifier la conduite de Philippe II. La vérité est difficile à saisir au milieu de ces contradictions; et le plus sûr moyen d'y arriver consiste, peut-être, à repousser également les interprétations louangeuses et les jugemens trop rigoureux.

La différence que la nature avait mise dans les goûts de Philippe et de son fils, établit entre eux un germe d'opposition qui se développa de bonne heure; la violence et l'impétuosité du caractère de don Carlos choquaient à chaque instant la dissimulation froide et profonde de Philippe. Le roi possédait cette force d'âme, cette puissance de résolution dont les ambitieux sont dotés par la nature; tandis que l'enfant était livré à une imagination déréglée, à une légèreté d'esprit que la jeunesse même n'excuse pas lorsqu'elle est excessive; d'ailleurs don Carlos n'apportait pas dans ses relations avec son père, ce respect mêlé de crainte, que Philippe se plaisait à observer dans le visage de tous ceux qui approchaient de sa personne, et qu'il regardait comme un hommage rendu à sa grandeur. Philippe crut démêler dans cette conduite de son fils un mépris secret pour sa dignité personnelle : cette idée redoubla la froideur de son caractère; ses relations avec l'enfant devinrent plus réservées; et don Carlos déclara hau-

tement qu'il avait acquis la preuve des préventions, qu'une éducation mal dirigée lui avait données contre son père.

Élevé par un bâtard nommé Bossulas, homme instruit, mais déréglé dans ses mœurs, ce prince avait appris dès son enfance à se méfier des sentimens paternels. On rapporte, qu'ayant un jour reproché à Bossulas le vice de sa naissance, son gouverneur eut l'imprudence de répondre : « je suis bâ-
« tard, il est vrai, mais j'ai un père meilleur que le vôtre. » Il n'en fallait pas davantage pour aigrir un jeune homme naturellement soupçonneux, infatué des privilèges de sa naissance, et dont l'amour propre se trouvait blessé des manières de Philippe : un mécontentement réciproque s'établit entre le père et le fils. Don Carlos resta préoccupé de l'idée qu'il n'était pas aimé de son père ; il négligea ses devoirs ou ne les remplit qu'en laissant percer la contrainte à laquelle il obéissait. Philippe rendit plus lourde son autorité de père et de roi ; les sentimens de la nature s'affaiblirent insensiblement, et cette altercation successive prépara l'horrible catastrophe qui priva l'infant de la couronne et de la vie.

Cependant don Carlos était à peine arrivé à sa quinzième année, lorsque le roi convoqua les états du royaume à Tolède pour y faire reconnaître l'infant en qualité d'héritier présomptif des couronnes d'Espagne. Cette démarche révélait l'espoir secret que nourrissait le monarque de voir son fils se rendre digne, en avançant en âge, du trône auquel il était destiné : mais il est probable qu'il ne tarda pas à s'en repentir, et qu'il chercha à en détruire la mémoire.

En 1562, il envoya son fils à l'université d'Alcala de Henarès, dans l'idée que la culture des lettres pourrait adoucir ce caractère jusqu'alors indomptable. Don Carlos se livra à l'étude avec un zèle qui rendit quelque espérance à Philippe : ce prince ne faisait aucun cas des connaissances littéraires, mais il voyait dans la conduite de l'infant une ap-

plication qu'il n'y avait pas encore trouvée, et cette idée le satisfaisait, au moins pour le moment

Mais ces espérances ne tardèrent pas à se dissiper. De retour à Madrid, don Carlos n'y contracta que des habitudes indignes de sa naissance; il se plaisait à parcourir de nuit les rues de la capitale, à effrayer les passans, à exciter des plaintes qu'il réduisait au silence en déclarant son nom; enfin, à rechercher tout ce qui pouvait flatter son goût pour les aventures les plus extravagantes et les plus bizarres; et quand les amis qu'il avait à la cour se permettaient de lui faire quelques observations sur l'inconvenance de ses habitudes, il répondait avec impatience : *C'est bien ; mais je ne suis pas un arc pour me prêter aux volontés d'autrui.*

Sa conduite à la cour n'était pas moins irrégulière; les ministres, à qui le roi avait donné sa confiance, étaient devenus pour lui l'objet d'une aversion qui éclatait publiquement : le président Spinosa se trouvait surtout en butte à ses caprices. Ferreras rapporte que ce ministre ayant banni de la cour un comédien, nommé Cisneros, que l'infant était bien aise d'avoir auprès de lui, don Carlos arrêta Spinosa au moment où il se rendait au palais, le saisit avec force par son chaperon, et, portant la main sur son poignard :

« Vous osez, s'écria-t-il, lutter contre moi, en empêchant
« que Cisneros ne vienne me servir. Par la vie de mon père!
« il faut que je vous tue. »

L'air courroucé de don Carlos affraie le ministre; il tombe aux pieds du prince, s'humilie, et ne parvient à le désarmer qu'à force de promesses et de supplications.

Le roi lui-même n'était pas à l'abri des censures de l'infant.

L'Espagne s'était aperçue que les goûts sédentaires de Philippe II tranchaient singulièrement avec l'activité voyageuse de son père Charles-Quint. Pour le railler de cette indolence, don Carlos fit un livre auquel il donna le titre suivant :

*Los grandes y admirables Viages del rey don Philippe*¹,
et en tête de chacune des pages de cet ouvrage il écrivit :

Voyage du roi de Madrid à l'Escorial ;

Voyage de l'Escorial à Tolède ;

Voyage de Tolède à Madrid ;

Voyage de Madrid à Arangùès ;

Voyage d'Arangùès au Prado ;

Voyage du Prado à l'Escorial, etc. , etc.

Il remplit ainsi tout un volume du simple titre des voyages du roi dans ses maisons de plaisance et dans les principales villés d'Espagne. Cette raillerie blessa au vif l'amour propre de Philippe ; il garda le silence sur cette satire : mais il est probable que son caractère irascible et vindicatif ne la pardonna jamais à l'auteur.

Il arriva peu de temps après un évènement qui aurait pu amener une réconciliation entre le père et le fils , mais qui ne servit qu'à accroître le dépit de don Carlos , par la tournure que Philippe lui donna.

Un an avant la convocation des états du royaume à Tolède , il avait été question au congrès de Cateau-Cambresis , tenu en 1559 , du mariage de don Carlos avec la princesse Élisabeth , fille de Henri II et de Catherine de Médicis. Cette alliance avec la maison des Valois favorisait les projets que Philippe avait formés sur la couronne de France. Il était uni à l'empire par la parenté , à la Grande-Bretagne , par son mariage avec Marie d'Angleterre , qu'il avait épousée peu de temps après la mort de sa première femme : l'alliance de son fils avec une princesse de la maison de France préparait son acheminement à cette monarchie universelle , qui avait été le rêve de la vie entière de Charles-Quint , et que son fils avait accepté comme dépendance de sa succession.

¹ Les grands et admirables voyages du roi don Philippe.

La main d'Élisabeth fut demandée pour l'enfant, qui témoignait un vif intérêt pour la conclusion de ce mariage, sur ce qu'il avait entendu rapporter de la beauté et des perfections de la princesse Élisabeth. Mais pendant que cette alliance se négociait à la cour de France, la seconde femme de Philippe mourut subitement. Le roi, pressé de convoler à de nouvelles noces, rechercha la main de sa belle-sœur Élisabeth, qui depuis a régné avec tant d'éclat sur la Grande-Bretagne. On prétend que la fille d'Henri VIII, encore indécise sur la religion qu'elle adopterait, évita de s'expliquer sur la demande de Philippe; mais que s'étant, peu de temps après, déclarée contre le pape et l'église catholique; elle refusa la main du roi d'Espagne, déclarant au duc de Feria, son ambassadeur, qu'elle se ferait conscience d'épouser le mari de sa sœur.

Trompé dans son attente sur la princesse d'Angleterre, Philippe prit la brusque résolution de demander pour lui-même la main d'Élisabeth de France, qu'il avait fait rechercher pour son fils; Henri II n'osa pas résister à un prince dont il redoutait le ressentiment, et la jeune Élisabeth partit de France pour aller épouser un roi beaucoup plus âgé qu'elle, et dont la réputation lui avait toujours inspiré une terreur secrète.

Brantome rapporte que, dès que la princesse Élisabeth vit le roi d'Espagne, elle le regarda fixement, et que ce monarque, étonné de ce regard scrutateur, lui demanda : « Regardez-vous que j'ai déjà des cheveux blancs ? » Ces paroles étaient l'annonce du malheur que préparait un mariage si mal assorti. Don Carlos, frustré de l'espérance légitime qu'il avait eue d'épouser cette princesse, dont la beauté faisait envie aux plus belles femmes de son siècle, laissa éclater son dépit, aussitôt qu'Élisabeth parut à la cour de Madrid; il ne chercha pas à combattre les sentimens que sa vue

lui inspirait, et se laissant emporter par une passion aussi violente que coupable, il conçut pour l'épouse de son père un amour que la reine eut, dit-on, la faiblesse de partager¹.

« Je tiens de bonne part, dit Brantome, en parlant de cette princesse, que don Carlos l'ayant vne en devinst si amoureux, et si plein de jalousie, qu'il en porta grande toute sa vie à son pere, et fut si dépité contre lui, pour lui avoir soustrait sa belle proie, qu'oncques bien il ne l'en aima, jusqu'à lui dire et reprocher qu'il lui avoit fait un grand tort et injure, de lui avoir osté celle qui lui avoit été promise si solennellement par un bon accord de paix : aussi dit-on que cela fut cause de sa mort en partie, avec d'autres sujets que je ne dirai à ceste heure; car il ne se pouvoit garder de l'aimer dans son ame, l'honorer et révéler, tant il la trouvoit aimable et agréable à ses yeux, comme certe elle l'étoit en tout.

« Son visage étoit beau, poursuit cet auteur, et ses cheveux noirs qui adombroient son teint le rendoient si attirant, que j'ai oui dire en Espagne que les seigneurs ne la pouvoient regarder, de peur d'en être épris et en causer jalousie au roi, son mari.

« Les gens d'église en faisoient tout de même, de peur de tentation; ne connoissant assez de forces et commandement à leur chair pour l'en garder d'en estre tentée. »

La jalousie orgueilleuse de Philippe, qui, sans aimer la reine, voulait en être aimé, ne tarda pas à découvrir l'amour de don Carlos. Il dissimula son ressentiment; mais ce n'étoit que dans l'espoir de le satisfaire et de se venger d'un fils qu'il regardait comme indigne de lui.

¹ L'historien Grégoire Leti a écrit que don Carlos, lorsqu'il eut appris qu'Élisabeth étoit destinée à son père, s'écria : « *Par Dieu! je souillerai la couche de mon père, pour me venger de l'affront qu'il me fait.* »

Soit qu'il se laissât aller aux sentimens d'inimitié qu'il nonrrissait contre l'infant, soit qu'il cédât à une conviction intime, Philippe avait jugé don Carlos incapable de succéder à sa couronne. Il tenait secret le dessein qu'il avait conçu d'appeler un prince étranger à la succession d'Espagne; mais une partie de ce dessein perça en 1563.

Les archiducs d'Autriche, Rodolphe et Ernest, ses deux neveux, furent par lui invités à se rendre en Espagne. Il alla les recevoir à Barcelone, le 5 janvier 1564, leur fit visiter une partie de ses royaumes, et sembla les introduire à une royauté future.

Une telle réception mortifia l'infant, qui avait deviné les projets de son père; il résolut de se soustraire à l'humiliation que Philippe lui préparait, et de sortir d'Espagne.

L'île de Malte était, à cette époque, étroitement bloquée par les armes de Soliman. Cette circonstance lui offrait un prétexte pour faciliter son évasion. Il annonça en conséquence l'intention d'aller secourir les chrétiens, ramassa des sommes considérables pour cette expédition, et fit en toute hâte les préparatifs de son départ.

Le roi avait trop d'intérêt à conserver les bonnes grâces de la cour de Rome, pour oser s'opposer ouvertement à une entreprise faite au nom de la religion : il se borna à prendre des mesures secrètes pour la faire manquer.

Don Carlos avait avoué le vrai motif de son départ à Ruy Gomez de Silva, un des ministres de Sa Majesté, pour lequel l'infant témoignait dans ce moment une confiance capricieuse. Philippe feignait de rester étranger aux intentions de son fils; mais il en était instruit par Gomez de Silva lui-même, qui, la veille du jour fixé pour le départ de don Carlos, alla, par ordre du roi, lui donner la fausse nouvelle que l'île de Malte avait été secourue, et que les Turcs s'étaient retirés. Le voyage de l'infant tomba avec le prétexte sur lequel il

était étayé. Don Carlos apprit la vérité au bout de quelques mois ; mais il était trop tard pour revenir à ce projet. Il reconnut qu'il avait été joué par Gomez de Silva et par Philippe : son irritation fut extrême ; mais la faveur du roi plaçait Gomez de Silva au dessus des atteintes du prince irrité.

Une nouvelle tentative d'évasion acheva de faire sentir au roi le besoin de se tenir en garde contre les projets de l'infant.

Don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, était resté éloigné de la cour pendant la durée du règne de l'empereur ; il ignorait le nom de l'auteur de ses jours, et ce ne fut qu'après l'abdication de Charles, que don Juan, reconnu par son père, fut par lui recommandé au nouveau roi Philippe II.

Son éducation avait été confiée à un gentilhomme Castillan nommé Louis de Quijada, seigneur de Villagarcia, qui, pour mieux lui dérober le secret de sa naissance, l'élevait sous le nom de son fils, et l'accoutumait au travail et à la fatigue. Jamais bâtard ne fit de si haute naissance ; le père et la mère étaient tous deux de la maison d'Autriche. Le secret de la maternité ne fut jamais avoué au public ; mais ce n'était point par le sentiment d'une pudeur ordinaire que l'on gardait cette réserve ; car la vanité des femmes l'emporte sur tout autre intérêt, quand elles sacrifient leur vertu à d'illustres amans. Des motifs plus graves commandaient cette réserve ; l'honneur de la maison d'Autriche était particulièrement intéressé à ce que le nom de la mère de don Juan ne fût jamais connu¹.

¹ Plusieurs historiens assurent que la mère de don Juan d'Autriche était la propre sœur de Charles-Quint. Barbe Plomberge, qui était d'une rare beauté, et avec laquelle l'empereur avait eu un commerce de galanterie, voulut bien, dans l'espoir de détourner les soupçons, se déclarer mère de don Juan ; mais la vérité ne tarda pas à être connue.

« Lorsque Quijada , qui avait élevé don Juan sous le nom de son fils , lui découvrit le secret de sa naissance , il se jeta à ses pieds avant que de le présenter au roi. Quoique don Juan eût toujours cru être le fils de cet Espagnol , il le regarda dans cette posture avec autant de tranquillité que s'il se fût attendu dès long-temps à ce changement , ne voyant rien , dans le nouveau rang où il allait entrer qui fût au dessus de son courage. Il n'en fut point ébloui , et toute la cour vit avec admiration le fils de don Louis Quijada s'accoutumer , en moins d'une heure , à faire le fils d'empereur ¹. »

Les relations , qui s'étaient établies entre don Carlos et son oncle , étaient sincères de la part de l'infant. Un jour , don Carlos l'envoya chercher avec deux de ses plus intimes confidens , et lui demanda s'il voulait le suivre et le seconder dans une entreprise qui pouvait leur procurer à tous deux des avantages infinis. Don Juan répondit qu'il était prêt à consentir à tout , pourvu qu'on ne lui demandât rien de contraire au service du roi. *Il me faut donner parole sans aucune exception* , répartit l'infant. *En ce cas , recevez mon refus* ; lui répondit son oncle , et il sortit pour aller rendre compte au roi de ce qui venait de se passer dans sa conférence avec don Carlos.

Philippe ne déguisa pas son mécontentement ; tout ce qu'il apprenait sur son fils , le confirmait dans l'idée qu'il s'était faite de son incapacité et de ses mauvaises dispositions envers lui. Mais il est juste de dire que si le caractère du jeune prince l'engageait souvent dans des démarches inconsidérées , la conduite du roi envers lui était un mélange de sévérité et de dérision qui devait aigrir un caractère naturellement si irritable.

Après l'avoir privé de la main d'Élisabeth de France , Phi-

¹ Saint-Réal, *Histoire de don Carlos*.

lippe avait bercé l'enfant de l'espoir de lui donner en mariage l'archiduchesse Anne, fille de l'empereur Maximilien. L'accomplissement de cette promesse qui flattait l'amour propre de l'enfant, aurait peut-être fixé l'inconstance de son humeur, et préparé un moyen de réconciliation, mais les desirs de l'enfant furent trompés une seconde fois. Philippe s'opposa à l'exécution de ce projet qu'il avait lui-même proposé, et comme s'il eût été destiné à épouser toutes les femmes qu'il promettait à son fils, il se maria avec Anne d'Autriche en 1568, peu de temps après la mort de sa troisième femme, qui ne survécut à l'enfant que de quelques mois.

Un événement qui suivit de près la rupture du mariage projeté, redoubla les craintes du roi, et hâta la perte de son fils. Les progrès du calvinisme, dans les Pays-Bas, y avaient semé des principes de révolte qui éclatèrent en 1567, et dont les suites firent perdre à l'Espagne la souveraineté de la Flandre. Quelques historiens ont écrit que don Carlos avait entretenu des intelligences avec les insurgés, qu'il n'était pas étranger à la rébellion, et qu'il avait eu l'intention d'aller la diriger en personne. Ils ont allégué, à l'appui de cette opinion, les relations qui s'étaient établies entre ce prince, le comte d'Egmont et les deux députés de Flandre, le marquis de Berg et le baron de Montigny. Retenus par Philippe à la cour de Madrid, ils avaient eu de fréquentes entrevues avec don Carlos, lui avaient représenté le triste état où la noblesse flamande était réduite par les préventions du ministre cardinal de Granville, et l'avaient loué des dispositions favorables qu'il témoignait sur le sort des Flamands. On dit aussi que lorsque les comtes d'Horne et d'Egmont furent arrêtés, le duc d'Albe trouva, parmi les papiers de ce dernier, la lettre suivante qui lui avait été écrite par don Carlos :

« Seigneur comte d'Egmont,

« Si les sentimens de mon père n'étaient pas aussi éloignés
« des miens, que mon humeur sera toujours incompatible
« avec la sienne, il est certain que les grands des Pays-Bas
« jouiraient du repos qu'ils ne peuvent pas espérer du vivant
« d'un roi qui a pour eux une haine invincible, ni sous le
« gouvernement d'un ministre qui exerce dans ces provinces
« la plus odieuse tyrannie. Je voudrais que les choses se pas-
« sassent selon mes désirs; mais j'ai la douleur de voir ma
« bonne volonté retenue par des obstacles insurmontables
« qui traversent l'exécution des desseins que je roule dans
« ma tête, et qui ne pourraient être que très-avantageux à
« mes peuples de Flandre. Tout ce que je puis faire à pré-
« sent pour leur service, c'est de les exhorter à n'avoir au-
« cune confiance aux promesses du duc d'Albe, parce qu'il
« n'a apporté d'Espagne dans ce malheureux pays que la
« passion barbare de le couvrir de sang et de carnage, et d'en
« mettre les principales têtes à ses pieds. »

L'existence de cette correspondance n'est pas bien établie ; mais un fait plus positif qui , à la vérité , ne prouve pas d'une manière absolue la complicité du prince , quoiqu'on ait cherché à le rapprocher de ses projets sur les Pays-Bas , c'est que plusieurs lettres , adressées par don Carlos à des grands d'Espagne , témoignaient le désir qu'il avait de se rendre en Allemagne. Ces lettres furent communiquées au roi comme des preuves de l'infidélité de son fils. Il est probable cependant qu'il n'y avait d'arrêté dans l'esprit de l'infant que le projet de sortir du royaume , comme l'indique sa conduite envers don Juan.

Quoiqu'il eût échoué dans sa première tentative auprès de ce prince , don Carlos eut l'imprudence de lui soumettre

le plan de son nouveau projet d'évasion ; il réclama même de son oncle des conseils et des secours. Don Juan lui parla avec douceur, évita de s'expliquer sur la confiance du prince, et s'empessa d'en donner avis à Philippe.

Le roi crut que le temps était arrivé de sévir contre son fils. Il n'hésitait plus que sur le choix des moyens à employer, lorsqu'une révélation secrète le décida à prendre une prompte résolution.

La veille de Noël 1567, don Carlos déclara à son confesseur qu'il avait résolu de tuer un homme. Effrayé de cet aveu, le confesseur s'empessa d'aller le rapporter au roi : « C'est moi qui suis cet homme, s'écria Philippe indigné, mais je sais ce qu'il faut faire pour se mettre à l'abri des coups d'un furieux. » Il prit aussitôt la résolution de faire arrêter son fils. Il en aurait même donné l'ordre sur le champ, si cette précipitation eût dû se concilier avec la prudence que prescrivait une telle mesure.

Le 18 janvier suivant, on apprit à la cour que don Carlos se préparait à fuir, qu'il avait demandé des chevaux de poste, et qu'il devait partir le lendemain de très-grand matin. Cet avis fut donné par le maître de poste, à qui don Carlos s'était adressé. Le roi résolut de surprendre son fils et de l'arrêter cette nuit même. Sur les onze heures et demie, le comte de Lerme pénétra dans la chambre à coucher de l'infant qu'on était parvenu à ouvrir malgré les précautions qu'il prenait pour se mettre à l'abri d'une surprise nocturne. Il se saisit des épées et des pistolets qui étaient placés sous le chevet de son lit, s'empara des arquebuses et des autres armes qui donnaient à son appartement l'apparence d'un arsenal. Le roi entra ensuite précédé du prince d'Ébolé, du duc de Feria, de Maurique de Lara, d'Antoine de Tolède, prieur de Léon, et, d'après quelques historiens, du premier ministre, Ruy Gomez de Silva.

L'enfant dormait d'un profond sommeil. Philippe donna l'ordre de l'éveiller. Au bruit que fit le roi, l'enfant se réveille en sursaut. Aussitôt qu'il aperçoit son père, il se lève sur son lit, et s'écrie : « Je suis mort. » Puis s'adressant au roi : « Votre Majesté veut-elle me tuer ? Je ne suis pas fou, mais désespéré de tout ce que l'on fait à mon égard. »

Alors il se tourne vers les seigneurs qui accompagnaient Philippe, les conjure, avec des cris et des gémissements, de lui donner la mort.

« Je ne suis pas venu pour vous tuer, répondit Philippe, mais pour vous châtier en père, et vous faire rentrer dans le devoir. »

Il lui reprocha alors avec sévérité de n'avoir point mis à profit les avis paternels qu'il lui avait donnés, et de l'avoir réduit à la nécessité de s'assurer de sa personne ; mais il ajouta que ce parti, quelque violent qu'il parût être, n'avait pour objet que son plus grand avantage.

Il ouvrit ensuite la cassette de son fils que ce dernier tenait sur son lit, et enleva les papiers qu'elle renfermait : on prétend qu'il y trouva des preuves de l'amour de la reine pour don Carlos, et des relations de ce prince avec les révoltés des Pays-Bas. Il confia la garde de l'enfant au duc de Lerme et à cinq autres gentilshommes, leur ordonna de ne point le perdre de vue, de l'empêcher d'écrire et de communiquer avec qui que ce fût au dehors. Il se retira en laissant l'ordre de renvoyer tous les domestiques de l'enfant, et de les remplacer par des gens sur la fidélité desquels on pût compter. Cet ordre fut exécuté sans délai. On enleva les meubles, les tapisseries, les dorures dont la chambre était décorée ; on ne laissa qu'un mauvais matelas qui, jeté dans un coin, fut destiné à devenir le lit d'un enfant d'Espagne. Le ressentiment de Philippe alla plus loin ; il voulut que l'on fît prendre le deuil à son fils, et que les gens qui le

serviraient ne fussent, comme lui, revêtus que d'habits lugubres.

Quand don Carlos fut revenu de la stupeur que lui causait son arrestation, il entra dans des transports de colère qui firent craindre pour sa vie. Il est probable qu'il se serait tué si on n'avait eu la précaution de le mettre à l'abri de sa propre fureur. Dans son désespoir, il déchira ses vêtements, et se jeta au milieu d'un grand feu qui brûlait dans sa cheminée. Il y serait mort si de prompts secours ne l'eussent sauvé de ce danger. L'idée insupportable de sa captivité, la sévérité bien connue de Philippe, la prévoyance du malheur qui le menaçait, tout contribuait à jeter dans son esprit les pressentimens les plus sinistres. Il se regardait comme au comble du malheur; il appelait la mort avec des cris de rage qui faisaient frissonner ses gardes; il maudissait son existence, et son âme, embrasée de toutes les fureurs du désespoir, était en proie à une frénésie délirante qui fit craindre que sa raison ne fût entièrement perdue.

L'arrestation de l'infant n'avait satisfait Philippe qu'à demi; il était résolu à se défaire d'un fils qu'il haïssait, et qu'il regardait comme son ennemi personnel : le désir de la vengeance s'unissait à l'intérêt de sa sécurité; mais il voulait, pour se mettre à l'abri des reproches du peuple, que les formes de la justice présidassent au jugement de l'infant. Il feignait de croire que son évasion avait pour but de lui faciliter les moyens de se mettre à la tête des révoltés des Pays-Bas; il en répandait le bruit, espérant obtenir, à l'aide de cette accusation, un arrêt de condamnation. Cependant il hésitait à entamer ce procès, quand il se représentait l'Espagne entière se levant pour demander grâce en faveur de l'héritier présomptif du trône, et flétrissant son inflexibilité des noms de père implacable et de bourreau de son propre sang.

Dans l'espoir de mettre fin à ses inquiétudes, Philippe fit assembler son conseil, et lui communiqua les mesures qu'il avait prises contre don Carlos; mais il se borna à dire qu'il avait été forcé d'agir ainsi par des raisons importantes qu'il ne déclara point. Il usa de la même réserve envers les ambassadeurs des puissances étrangères, et se chargea lui-même du soin de faire part de cet événement aux souverains de l'Europe par des lettres écrites de sa propre main.

Voici celle qu'il adressa à l'impératrice :

« Ma très-chère sœur,

« Je ne doute pas que la résolution que j'ai prise de faire
« emprisonner le prince don Carlos votre neveu et mon fils,
« ne cause à Votre Majesté impériale autant de chagrin
« qu'elle doit répandre de surprise dans le monde. Elle accable mon esprit de la plus cuisante douleur; mais Dieu,
« qui connaît les plus secrètes pensées des hommes, me justifiera, avec le temps, des préventions qu'on peut avoir
« prises au préjudice de ma réputation. Jusqu'à ce que ce
« temps vienne, je dois dire, pour ma consolation et pour
« la vôtre, que je n'ai jamais découvert, dans le prince mon
« fils, aucun vice capital, aucun crime capable de le déshonorer, quoique j'aie remarqué en lui quantité de défauts et
« d'égaremens que j'attribue au feu d'une jeunesse violente
« et impétueuse. Cependant, je me suis vu contraint de le
« faire enfermer dans son propre appartement pour son bien
« particulier, et même pour l'avantage de mes royaumes, au
« repos desquels je ne dois pas moins mes soins qu'à la
« conservation de mon fils. »

De Madrid, le 21 janvier 1568.

Signé PHILIPPE.

Ainsi, d'après cette lettre, il n'accusait don Carlos d'aucun crime punissable ; mais le même jour il manda Castagua, archevêque de Rossado, nonce du pape, pour lui faire part de la conduite qu'il avait tenue avec son fils. Il ajouta qu'il s'était décidé à agir ainsi par des motifs fondés sur les intérêts de la religion à laquelle il avait sacrifié la tendresse paternelle. Il écrivit au pape dans le même sens, et lui adressa la lettre suivante :

« Très-Saint-Père,

« Nul prince n'est dévoué plus que je ne le suis à Votre
« Sainteté ; nul ne se distingue plus que moi par sa tendresse
« filiale envers vous. Je démentirais ces sentimens respectueux, si je ne vous rendais pas compte de ma conduite
« à l'égard de mon fils, que je viens de faire arrêter. Je me
« flatte d'abord que ma qualité de père, et mon caractère
« ennemi de toute violence, déposeront en ma faveur. Mais
« je ne dois pas seulement m'en tenir à ces préjugés. Je
« m'empresse donc de déclarer à Votre Sainteté que je n'ai
« rien négligé pour donner une éducation chrétienne à mon
« fils don Carlos. Je l'ai confié aux hommes les plus habiles
« et les plus vertueux de mes royaumes, à ceux qui ont
« l'art d'insinuer la science et la vertu de la manière la plus
« engageante ; j'ai voulu le mettre en état de porter le poids
« de mes couronnes et de mes vastes états, sans en être
« accablé ; mais le naturel farouche et vicieux de ce prince
« a converti en poison les meilleures leçons de morale et de
« sagesse. Au lieu de croître en vertu à mesure qu'il croissait en âge, ses inclinations déréglées se sont fortifiées.
« Enfin, il s'est porté à des excès que le cœur même d'un
« père n'a pu se dissimuler plus long-temps. Il m'a forcé
« d'avoir recours à un moyen extrême, celui de le faire
« arrêter. Cette mesure n'a point été résolue sans combat,

« sans douleur pour le cœur d'un père ; mais j'ai cru que je
« devais faire ce sacrifice à ma dignité de monarque , de père
« du peuple, et à la religion.

« Je suis de Votre Sainteté le très-humble fils.

Signé PHILIPPE.

A Madrid, le 15 janvier 1568.

La réponse du pape fut dictée par un sentiment de compassion pour le sort du malheureux prisonnier. Il supplia Philippe d'infliger à son fils une correction paternelle, mais de ne point pousser les choses à la dernière extrémité. Les cabinets de l'Europe se déclarèrent également contre l'arrestation de l'infant. Louis Venega de Figueroa, ambassadeur extraordinaire, et le comte de Chantoney, ambassadeur ordinaire de la cour de Madrid auprès de l'empereur, eurent de la peine à calmer le ressentiment de ce prince et de l'impératrice, son épouse. Le roi de Portugal, un grand nombre de princes et de prélats, présentèrent au roi d'humbles requêtes pour le disposer à la clémence. La reine Elisabeth, son épouse, et la princesse Jeanne employèrent aussi leurs supplications ; mais la colère du roi était inflexible : la reine et la princesse Jeanne ne purent pas même obtenir la permission de voir le prisonnier.

Le roi ne sortit point de Madrid pendant tout le temps que dura l'emprisonnement de son fils. Aux agitations intérieures se joignaient les craintes que lui inspiraient les murmures du peuple, toujours porté à se prononcer en faveur de ceux dont il voit le malheur et dont il ignore les fautes. Rien n'était perdu pour l'oreille vigilante et soupçonneuse de Philippe. Il accourait au moindre bruit qui se faisait entendre dans le palais ; passait des nuits entières sans fermer l'œil, sans cesse bourrelé par la crainte que quelque révolte

ne vint forcer la prison de son fils, et ne le déroba à son implacable vengeance.

Pour mettre un terme à cet état d'inquiétude, il se hâta de rassembler les preuves du crime de trahison dont il accusait son fils, convoqua son conseil de conscience, auquel il adjoignit plusieurs docteurs en théologie d'une grande réputation, et lui soumit l'accusation. Il demanda « si, instruit dans toute son étendue du mal que devait causer à tous les états de la chrétienté l'impunité des crimes de son fils, il était libre, malgré cette conviction, de pardonner, en toute sûreté de conscience, à ce fils criminel, sans se rendre lui-même responsable devant Dieu des malheurs que sa clémence pourrait entraîner à sa suite. »

Cette question fut longuement agitée. Parmi les docteurs consultés, les uns, sans contester la culpabilité du prince, demandaient que le roi lui fit grâce; les autres se prononcèrent pour que le crime de l'infant fût puni d'une manière éclatante: ces diverses opinions ont été conservées.

Les conseillers qui penchaient pour la clémence dirent que le crime imputé au prince n'avait eu aucune exécution; qu'on devait en conséquence ne l'envisager que comme un simple projet, placé hors de l'atteinte des lois humaines; que les hommes ne peuvent point étendre leur empire sur l'âme, qui n'est soumise qu'au tribunal de Dieu; que Dieu lui-même a borné leur domination temporelle, en disant : *Ne craignez point ceux qui peuvent ôter la vie au corps; mais craignez celui qui peut ôter la vie à l'âme*¹; qu'à la vérité on prétendait punir le dessein d'un crime de lèse-majesté, mais que, pour appliquer une peine quelconque, un commencement d'exécution est toujours nécessaire. « L'homme sujet à des passions, ajoutaient-ils, est capable de former des desseins

¹ Saint Luc, chap. 12, v. 4 et 5.

criminels, mais la raison vient à son secours; elle les désavoue, et s'oppose à leur exécution. Faire un crime à l'homme des projets coupables qu'il peut concevoir, c'est lui faire un crime de sa nature; car il a des inclinations vicieuses qui lui sont naturelles. Jusqu'à l'exécution du crime, la raison est toujours censée l'emporter: et peut-on condamner un homme dont la raison est présumée l'avoir emporté sur l'idée du crime, qui se présente involontairement! D'ailleurs, la personne auguste de l'héritier présomptif de la couronne doit être à l'abri de la peine que, dans les cas ordinaires, les lois infligent aux coupables: c'est le privilège qui le distingue du reste des sujets. Sa dignité le place si près de la couronne, qu'on la regarde comme son propre bien. La justice souveraine qu'il est appelé à dispenser pourrait-elle le frapper de ce glaive qui doit bientôt lui appartenir? Les juges coupables peuvent, il est vrai, être atteints par cette justice même qu'ils ont administrée; mais c'est que les juges ne sont que les dépositaires du glaive que le prince, dont ils sont les ministres, leur a remis. En leur confiant le pouvoir de rendre la justice, en les revêtant de son autorité, il se réserve le droit de l'exercer sur eux-mêmes. Mais serait-il raisonnable de dire qu'un prince, qui est la source de toute justice, y soit lui-même soumis? Il ne dépend que de Dieu et de son épée.

« L'héritier présomptif de la couronne profite du même privilège, puisqu'il a un droit reconnu à la couronne qui le donne, et que, percevant un avenir qu'on touche de si près, tous les sujets l'envisagent déjà comme s'il était assis sur le trône. Ici, l'héritier de la couronne est le fils du roi: le fils est la même personne que le père; punir le fils, c'est atteindre le père; couvrir le fils d'opprobre, c'est faire rejaillir l'ignominie sur le père: et comment concilier ce déshonneur avec l'éclat de la royauté? Un prince ainsi humilié ne perd-il

pas une partie de cette autorité qui fait qu'on respecte tous ses commandemens? D'ailleurs, le titre de père peut-il se perdre jamais? et dès que le monarque ne peut cesser d'être père, peut-il jamais condamner son fils? D'ailleurs, s'il pouvait le faire, comme la mémoire d'un tel jugement subsisterait éternellement, surtout s'il était exécuté, ses entrailles se soulèveraient à jamais contre lui.

« Le procès actuel convaincra sans doute Sa Majesté Catholique qu'elle doit surveiller la conduite du prince don Carlos, et le mettre hors d'état d'exécuter les desseins criminels dont on le soupçonne capable; mais ce monarque doit épargner son fils et l'absoudre de la peine que la loi inflige aux coupables ordinaires. »

Les partisans de l'opinion contraire soutenaient que « don Carlos n'était point à l'abri de la sévérité des lois; que son crime n'était pas renfermé dans les bornes d'un simple projet; qu'il avait reçu un commencement d'exécution; que des lettres écrites par le prince et interceptées par le roi déclaraient ses intentions coupables; que toutes les mesures avaient été prises; que le lendemain même du jour où il fut arrêté, il devait partir pour aller se mettre à la tête des rebelles; que rien n'égalait la noirceur d'un tel crime, puisqu'il avait pour but de faire la guerre, non-seulement à sa patrie, mais à son roi et à son père, c'est-à-dire à celui qui était son souverain à double titre.

« Nous devons envisager sa rébellion comme le plus énorme de tous les parricides; d'ailleurs, le simple dessein des crimes de lèze-majesté est punissable, et nous ne pouvons regarder celui-ci comme étant resté renfermé dans l'âme de celui qui l'a conçu. C'est un plan réfléchi, médité, qui même aurait été consommé, si on ne l'eût prévenu. Sa dignité d'héritier présomptif de la couronne, en l'élevant au rang de premier

sujet du roi , obligeait l'enfant d'obéir plus particulièrement que tout autre aux lois du pays. Quoiqu'il touche de près à la couronne , il ne la possède pas , et ne mérite pas d'en avoir les prérogatives. Il est soumis au glaive de la justice , dès qu'il est reconnu coupable. Si le fils de Dieu , qui était l'innocence même , a été soumis à la justice de son père , pour les crimes du genre humain dont il s'était chargé , comment le coupable don Carlos pourrait-il se soustraire à la justice du sien ? Si le titre de fils crie pour lui dans le cœur du monarque , la voix de son crime étouffe ce cri de la nature. Les devoirs de la justice , les devoirs de l'amour que le roi doit à son peuple , prévalent sur toute autre considération. En oubliant qu'il est père de don Carlos , le roi oublie un fils indigne , un fils qui a cessé de l'être ; tandis que , s'il oublie qu'il est père de ses sujets , combien de fils n'oublierait-il pas qui font sa grandeur et sa gloire ? Qu'on ne dise pas que l'opprobre du fils rejaillira sur le père : il ne saurait en être atteint , lorsque sa magnanimité lui fera immoler la tendresse qu'il a pour son fils , à celle qu'il a pour son peuple et pour la justice. »

Après cette délibération , la décision du conseil fut que le salut de ses sujets devait être plus cher au roi que la vie de son propre fils ; que l'exemple de Moïse qui avait demandé à être anathématisé pour le bien du peuple , trouvait ici son application ; qu'il fallait pardonner les fautes , sans doute ; mais qu'il y avait des fautes d'une nature si grave qu'elles devaient être punies sans miséricorde et dans toute la rigueur de la justice humaine.

Cette décision servait les désirs secrets de Philippe. Il envoya chercher les inquisiteurs et abandonna son fils au jugement de leur redoutable tribunal , avec ordre de n'avoir pas plus d'égard pour don Carlos que pour le moindre de ses su-

jets ; en un mot de ne s'arrêter en aucune façon à la grandeur de la naissance , ni à l'éclat du rang. Mais ayant réfléchi que ce langage pouvait déceler son inimitié , il leur dit :

« Non , ce n'est pas là ce que je demande : faites attention à la qualité de mon fils ; mais de telle sorte que vous ne sépariez point le criminel de la personne du prince. » Il ajouta qu'il ne voulait pas avoir à rendre compte à Dieu du plus léger mal qui pourrait résulter de l'impunité du coupable. Puis se jetant aux pieds d'un crucifix , qui était placé sur la table et qu'il montra découvert aux inquisiteurs , il protesta que sur cette affaire il prétendait décharger sa conscience , et rejeter sur celle des juges tous les événemens qui résulteraient d'une indulgence excessive. Alors il leur fit délivrer toutes les pièces propres à instruire le projet et à rendre un jugement définitif.

Le sort du prince ne pouvait être remis à des juges moins disposés à l'indulgence. Les inquisiteurs s'étaient plaints plusieurs fois à Philippe de la conduite de don Carlos , qui avait osé faire l'éloge de Calvin et qui témoignait quelque propension pour les doctrines réformées. Leur ressentiment n'était pas encore apaisé quand le procès leur fut confié. Ils envoyèrent chercher dans les archives de Barcelone le procès criminel que don Juan II , roi d'Aragon , avait fait instruire contre le prince de Vianne don Carlos , son fils aîné¹.

¹ Don Carlos , prince de Vianne , était fils de Jean I^{er} d'Aragon et de Blanche de Navarre. Il fut privé de la succession de sa mère par l'usurpation de Jean I^{er} , qui se fit proclamer roi de Navarre au préjudice de son fils. Don Carlos prit les armes , et , secondé par le roi de Castille , il battit les armées de son père et fut proclamé roi de Navarre. La fortune changea en 1452 : le prince de Vianne fut fait prisonnier sur le champ de bataille , dans la plaine d'Aibar. Jean le fit renfermer dans le château de Tafalla , et l'y retint prisonnier. Le prince de Vianne ne recouvra la liberté qu'après s'être solennellement engagé à laisser régner son père pendant toute la durée de sa vie , et à ne réclamer la couronne de Navarre

On traduisit en Castillan les pièces de ce procès qui étaient écrites en langue catalane : c'était une réponse et un précédent opposé à ceux qui soutenaient que la personne de l'héritier du trône était à l'abri de l'atteinte des lois.

Le docteur Navarros, un des inquisiteurs, se fit remarquer par la violence de ses opinions et son acharnement à faire condamner le prince; il fut le premier à déclarer qu'un roi qui découvre un projet de fuite concerté par l'héritier de la couronne, doit le faire arrêter et sévir contre lui, comme traître et conspirateur, sans aucun égard pour son rang; surtout si les ennemis de l'état peuvent tirer quelque avantage de cette évasion; et à plus forte raison si ces ennemis sont des hérétiques, et qu'il y ait la moindre raison de craindre ou de soupçonner que le prince ne favorisât leur épouvantable doctrine.

Le procès fut instruit en peu de jours. Après une procédure d'après laquelle il ne paraît pas que l'accusé ait même

qu'après sa mort. De telles promesses s'accordent aisément dans des temps de malheur, et s'oublient plus aisément encore quand la contrainte à laquelle on obéit vient à cesser. La guerre entre le père et le fils ne tarda pas à se rallumer. Le prince de Vianne éprouva de nouveaux revers; il fut forcé de se réfugier en France, ensuite à Naples; enfin, rappelé par des promesses fallacieuses à la cour de son père, il eut l'imprudence d'y retourner, et fut arrêté à Fraga, en 1460. On l'accusa de conspirer contre la vie du roi : c'est le prétexte ordinaire que les souverains absolus emploient pour perdre ceux dont l'unique crime est de leur déplaire. Des commissaires furent nommés pour juger le prince; mais tandis qu'on instruisait le procès, les sujets de Jean 1^{er}, indignés de la scène sanglante qui se préparait, se révoltèrent contre leur souverain, et sauvèrent ainsi le prince de Vianne. Jean 1^{er} fut obligé de lui céder une partie de ses états, et de consentir à son mariage avec Isabelle de Castille. L'appui que cette alliance devait prêter à don Carlos, mettait en péril la souveraineté de son père. Le prince ne témoigna cependant aucun sentiment hostile; mais l'épouse de Jean 1^{er} mit fin aux craintes du roi et aux siennes propres, en empoisonnant don Carlos, qui mourut le 23 septembre 1461, à l'âge de quarante et un ans.

été entendu, les inquisiteurs rendirent leur jugement : ils déclarèrent don Carlos hérétique, pour avoir entretenu une étroite amitié avec des calvinistes; coupable de haute-trahison, pour avoir conspiré contre la vie du roi. Mais après avoir prononcé sur les faits de culpabilité, ils s'abstinrent de prononcer la peine capitale, quoiqu'elle fût la conséquence naturelle de leur déclaration d'hérésie et de haute-trahison, et se contentèrent de laisser le coupable à la disposition du monarque.

Le jugement rendu par le saint-office fut signifié à don Carlos; le prince n'attendit pas la fin de cette lecture pour donner un libre cours à sa colère; il éclata en menaces contre les juges, contre les ministres du roi, et protesta qu'il trouverait quelque jour le moyen de tirer vengeance de ce jugement inique. Ces menaces alarmèrent les inquisiteurs; ils prévirent que le prince leur tiendrait parole s'il parvenait jamais à recouvrer la liberté, et pour se mettre à l'abri de ses atteintes, ils résolurent de le perdre.

Le cardinal Spinosa, plus intéressé qu'un autre à la mort du prince, s'empressa de remontrer au roi qu'il n'y avait point de prison assez forte pour garder un tel prisonnier; qu'il fallait ou pousser les choses jusqu'au bout, ou lui rendre la liberté sur-le-champ; que le peuple qui ne dissimulait pas l'intérêt qu'il prenait à cette affaire pourrait bien se soulever et briser les fers de l'infant. Cette dernière réflexion acheva de décider Philippe. Les inquisiteurs furent de nouveau consultés, et cette fois ils ne balancèrent pas à prononcer la peine de mort. La sentence fatale fut par eux présentée au roi qui devait la signer comme chef de toute justice. On dit que ses entrailles se soulevèrent quand il reçut cet arrêt des mains des inquisiteurs. Il leur dit qu'il se regardait comme condamné lui-même au supplice prononcé contre son fils; qu'en lisant l'arrêt de mort rendu contre don Carlos, il croyait lire

sa propre condamnation ; qu'il n'était pas possible dans une telle circonstance de séparer le père d'avec le fils ; qu'il sentait sa main se glacer ; qu'il allait se rendre l'horreur du monde entier ; qu'il laisserait une tache ineffaçable à sa mémoire, et qu'il serait tourmenté toute sa vie par l'idée désespérante d'une condamnation dont le souvenir le poursuivrait comme une furie attachée à ses pas.

Reprenant ensuite l'inflexibilité de son caractère, il ajouta que les tristes idées que lui suggérait sa tendresse disparaissaient dès qu'il se considérait comme roi, comme ministre des volontés du ciel, et père de ses sujets. « Comme ministre de Dieu, dit-il, je ne dois pas hésiter de sacrifier aux intérêts de la religion tous les autres intérêts humains, semblable à Abraham qui immola son propre enfant. Comme père de mes sujets, je sacrifie à l'amour que je leur porte ma tendresse pour mon fils. » Alors il signa la sentence. Puis, se tournant vers les inquisiteurs. « Conservez ce monument, leur dit-il d'un air sombre, il renferme une condamnation qui n'a pas d'exemple dans le monde chrétien. »

Les inquisiteurs se retirèrent pour aller signifier à l'enfant l'arrêt qui le condamnait. Don Carlos en écouta la lecture avec une résignation dont la violence de son caractère ne permettait pas de le croire capable. Il se borna à demander aux inquisiteurs d'une voix émue si son père avait étouffé tous les sentimens de la nature ; s'il n'avait plus de grâce à espérer ; et si eux-mêmes seraient assez inexorables pour ne pas intercéder en faveur d'un prince destiné par sa naissance à devenir leur souverain. L'un des inquisiteurs lui répondit que la seule grâce qu'il put espérer encore était de choisir le genre de mort dont il voulait mourir ; que son trépas était résolu, et que l'arrêt ne pouvait plus en être révoqué.

A cette réponse don Carlos reprit sa fermeté. « Je me sens au-dessus de mon infortune, dit-il avec énergie, puisque je

ne trouve qu'un père impitoyable et des juges inflexibles. Je consens qu'ils assooissent leur fureur, et qu'ils se repaissent du plaisir de voir répandre ce sang dont ils ont une soif si ardente. »

Un avis secret, qu'on croit lui avoir été donné par la reine, vint lui rendre quelque espérance. On l'engagea à faire dire au roi qu'il avait des secrets importants à lui communiquer, et à profiter de sa présence pour essayer de le fléchir. Don Carlos se conforma à cet avis. Philippe se rendit auprès du condamné. Comme il approchait, on dit à l'enfant : « Voilà votre père. — Dites mon roi, » répondit-il avec assurance.

Ses efforts pour attendrir Philippe furent inutiles. Le roi persista dans son inflexible sévérité. Don Carlos lui ayant dit : souvenez-vous que je suis votre sang ! ce monarque lui répondit froidement : « quand j'ai du mauvais sang, je le fais tirer par mon chirurgien. » Pendant toute la durée de cette dernière entrevue, don Carlos parla en suppliant ; mais le malheur avait donné à son caractère une dignité qui ne lui était pas habituelle, et qui rendait sa situation plus touchante.

Cette dernière tentative n'ayant pas désariné le roi, l'enfant n'avait plus qu'à mourir. On prétend qu'il se décida à se faire ouvrir les veines, et qu'il mourut dans un bain ; mais les circonstances de sa mort furent aussi mystérieuses que l'avaient été celles de son procès. Un historien français rapporte qu'il fut étranglé par quatre esclaves, dont deux le tenaient fortement entre leurs bras, tandis que les deux autres le serraient d'un cordon de soie. On avait proposé de retarder l'exécution qui devait être faite le 25 juillet 1568, jour de la fête de saint Jacques, patron de la monarchie espagnole. Mais Philippe répondit qu'il sacrifierait son fils

comme une victime due à la justice divine, et qu'il était ravi d'avoir pour spectateur de son sacrifice un aussi grand patron que saint Jacques.

L'abbé de Bellegarde raconte d'une autre manière la mort de don Carlos et les circonstances dont elle fut précédée. Comme son opinion sert de fondement à ceux qui prétendent que l'enfant mourut naturellement, nous nous ferons un devoir de la rapporter.

« Quoique don Carlos n'eût point la liberté de sortir, dit cet auteur, et que son appartement fût entouré de plusieurs gardes, cependant la porte de sa chambre demeurait toujours ouverte, et il recevait plusieurs visites.

« Le comte de Lerme, don François Manrique, don Rodrigues de Benavide, don Juan de Borgia, don Juan de Mendoza étaient toujours auprès de lui pour l'entretenir ou pour le servir. Les autres seigneurs de la cour n'entraient point dans son appartement sans une permission expresse du roi, à la réserve de son médecin et de son chirurgien quand il avait besoin de leur ministère. Le comte de Lerme couchait toujours dans sa chambre. Quand il était incommodé, un autre prenait sa place. Ils avaient ordre d'exécuter tout ce que le prince leur commandait, à la réserve de faire des messages au dehors sans une permission expresse de Sa Majesté, à laquelle on communiquait tout le détail de la commission.

« L'ordre était que tout le monde pût entendre tout ce qui se disait dans la chambre du prince, qui ne pouvait parler à l'oreille ni en secret, pour obvier aux inconvéniens que ces mystères pourraient causer. Il était expressément défendu de raconter au dehors ce que le prince disait ou faisait en particulier. Il n'y avait dans l'appartement du prince ni armes, ni épées; on les quittait en entrant par respect, d'autant que le prince était désarmé. Il entendait de sa chambre la messe que célébraient des chapelains nommés. Deux gentilshommes

se tenaient auprès de lui pour réciter ensemble les heures et le chapelet, ou faire quelque pieuse lecture selon sa dévotion. Tous les officiers et tous les gentilshommes servans, outre le serment général, faisaient un serment particulier entre les mains de Ruy Gomez, de s'acquitter avec fidélité de leur ministère dans tous les services qu'ils rendraient au prince.

« Il y avait à la porte de la chambre un certain nombre de hallebardiers qui l'ouvraient ou la fermaient selon les ordres de Ruy Gomez. On ne laissait entrer personne sans l'en avertir expressément, ou le comte de Lerme en son absence, ou quelques autres des grands officiers nommés pour être auprès de la personne du prince. Les lieutenans de la garde espagnole et allemande avaient ordre de Sa Majesté de poser à la porte de l'appartement du prince dix ou douze hallebardiers, et deux à la porte de Ruy Gomez, au moment qu'elle s'ouvrirait, parce qu'il était chargé personnellement de tout ce qui concernait la garde du prince.

« Le roi convoqua une assemblée particulière, composée du cardinal Spinosa, de Ruy Gomez de Silva, du licencié Bioveisca et des conseillers d'état, pour faire un manifeste touchant l'emprisonnement du prince, et pour justifier la conduite du roi. Ce prince envoya aussi demander à l'archevêque de Barcelone le manifeste que publia don Juan II, roi d'Aragon, contre le prince de Vianne, Charles IV, son fils aîné, et le chargea de le traduire du catalan en castillan, afin que l'on pût mieux comprendre le sens et l'énergie des paroles.

« L'indignation et la colère, le désespoir de ne pouvoir sortir de prison, l'ardeur excessive d'un brûlant été, tout cela joint ensemble rendait le prince comme furieux, et allumait dans ses entrailles une espèce de fournaise ardente, de sorte qu'il buvait à tout moment sans mesure l'eau gelée

d'une fontaine de neige, capable de ruiner les tempéramens les plus robustes; enfin, se livrant tout entier à son désespoir, il demeura trois jours sans manger; ne voyant plus d'espoir d'obtenir sa liberté, il tomba ensuite dans une profonde mélancolie qui le réduisit en peu de temps à la dernière extrémité. Un jour que son père le vint visiter, il mangea plus qu'à l'ordinaire, et au delà de ce que la faiblesse de son estomac pouvait supporter; de sorte que cette indigestion lui causa une fièvre maligne, des vomissemens et la dysenterie, dont les eaux glacées qu'il avait bu avaient été la principale cause. Le docteur Olivarez, son premier médecin, avertit Ruy Gomez du danger où était le prince, et que sa maladie était mortelle. Ses domestiques prièrent le roi de le venir voir, et de lui donner sa bénédiction avant qu'il rendît le dernier soupir. Il consulta sur cela son confesseur, le père Diègue de Chaves, et l'évêque de Carthagène, confesseur du prince, qui lui dirent que don Carlos était bien disposé à mourir en bon catholique, et que peut-être sa présence pourrait lui causer de l'émotion, l'inquiéter et renouveler réciproquement leurs douleurs; outre que cette visite, dans l'état où il était, leur serait entièrement inutile; cependant, quelques momens avant qu'il expirât entre les bras de Ruy Gomez, il lui donna sa bénédiction, et se retira promptement dans sa chambre avec la douleur peinte sur son visage, aussi vivement que si elle eût régné dans son cœur.

Le prince, dans son testament, demandait pardon à son père et sa bénédiction, lui recommandant ses domestiques, et le priant de payer ses dettes. Il légua les plus riches meubles de sa garde-robe aux églises et aux hôpitaux, et deux diamans, de mille ducats chacun, aux monastères de la Madeleine de Madrid et de Valladolid; un diamant de grand prix à don Rodrigue Mendocce, frère du duc de l'Infantado; un autre riche diamant à l'amirauté de Castille. Il souhaita

que son corps fût enterré à Tolède dans le monastère de Saint-François. Il reçut, avant de mourir, tous les sacrements de l'église avec dévotion, et expira, le 24 juillet 1568, la veille de la fête de l'apôtre saint Jacques, âgé de vingt-trois ans quinze jours, dans la plus brillante fleur de la jeunesse. »

« Le comte de Lerme, à qui le roi avait confié la conduite de don Carlos durant sa prison, ajoute un autre historien, avait conçu une amitié si extraordinaire pour lui, qu'il parut inconsolable aux yeux de toute la cour. Le roi, pour qui ces regrets étaient autant de reproches, prit la voie qu'il jugea la plus propre pour les faire cesser. Il récompensa magnifiquement les domestiques de don Carlos ; il donna une commanderie de Calatrava au comte de Lerme, et le fit gentilhomme de la chambre. C'est par ces actions là qu'il voulait en imposer, et masquer la haine politique qui l'avait obligé d'immoler son fils.

« Pour couvrir en quelque façon l'horreur qu'inspirait cette mort, Philippe ordonna, dans toute l'étendue de ses royaumes, de faire, à la mémoire de son fils, les plus magnifiques obsèques : on obéit ; toutes les villes se signalèrent à l'envi, et même on eut soin de faire insérer, dans toutes les nouvelles publiques et particulières, que cette mort imprévue avait extrêmement affligé Sa Majesté catholique ; fourberie pareille à celle que pratiqua Charles v, qui fit faire des processions en Espagne pour obtenir la liberté du pape Clément vii, qu'il tenait prisonnier à Rome par l'armée commandée par ses généraux. Philippe ii, en en imposant par les apparences d'une douleur fastueuse, recelait la joie barbare qu'il avait d'être délivré de son fils qu'il regardait comme son plus grand ennemi.

« Le corps de don Carlos, quinzième prince des Asturies, fut porté au monastère des religieuses de Saint-Dominique le Réal, où il demeura en dépôt jusqu'en 1573, qu'il fut

transporté à Saint-Laurent de l'Escorial, quoiqu'il eût ordonné par son testament d'être enterré au couvent de Saint-François de Tolède. Le convoi fut très-solennel et très-magnifique; tous les conseils et tous les grands y assistèrent; le nonce du pape y marchait entre les évêques de Cuença et de Pampelune, et le cardinal Spinosa le dernier, au milieu des archiducs Rodolphe et Ernest, fils de Maximilien II, et neveux du roi: ainsi, ces archiducs cédaient la place d'honneur à un cardinal; cérémonial bien différent de ce qui se pratique aujourd'hui en France, en Allemagne et en Espagne, mais tout pliait sous le cardinal Spinosa.

« La ville de Madrid avait obtenu du roi la permission de faire les funérailles. Plusieurs historiens louent particulièrement Philippe II de la tranquillité d'esprit qu'il fit paraître le jour de cette pompe, lorsque, regardant d'une fenêtre de son palais la disposition et la marche de la cérémonie, il décida sur-le-champ une difficulté qui survint pour le rang entre les différens conseils d'état qui s'y trouvèrent. Ceux qui furent les dupes de cette tranquillité ne furent guère fins. Les deux fils de l'empereur, qui étaient à la cour d'Espagne, faisaient le deuil. Comme on approcha du temple, le cardinal Spinosa, qui les conduisait immédiatement après le corps, prit congé d'eux, et se retira sous prétexte d'un mal de tête qui lui prit; mais comme il était connu pour le plus dangereux et le plus irréconciliable ennemi que don Carlos eût eu, on entendit plusieurs voix s'écrier autour de lui, qu'il ne pouvait souffrir la présence du prince ni mort ni vivant. La première chose qu'on découvrit, ce fut cet éloge célèbre de l'Écriture pour un mort, qui était en gros caractères d'or sur le portail par où on entra :

« Il nous a été ravi, de peur que la malice du siècle ne changeât son cœur, et que la flatterie ne séduisît son esprit. A l'éternelle mémoire de Charles, prince des

*« Espagnes, des Deux-Siciles, des Gaules Belgique et
« Cisalpine, héritier du Nouveau-Monde, incomparable
« en grandeur d'âme, en libéralité et en amour pour la
« vérité ! »*

« C'est ainsi que Philippe II souffrit qu'on représentât
comme un héros un prince qu'il avait fait mourir comme
rebelle. Il lui importait peu qu'on effaçât la noirceur du
crime qu'il lui avait imputé ; il était mort, il n'avait plus
rien à craindre ; il imposait au public, et cachait sa cruauté
sous les dehors d'un père pénétré de douleur de la mort de
son fils. Qui pouvait penser qu'il eût été l'instrument de sa
perte ? »

RÉGICIDE.

PROCÈS

DE

JEAN-JACQUES ANKASTROM,**ASSASSIN DE GUSTAVE III,**

ROI DE SUÈDE.

STOCKHOLM, 1792.

GUSTAVE III, roi de Suède, prince aimé du peuple, mais odieux aux nobles dont il avait ruiné les privilèges, s'était mis à la tête de la confédération que les rois de l'Europe formèrent en 1791, dans l'intention de combattre la révolution française. Tout était disposé pour cette entreprise, lorsqu'une conspiration, dirigée contre Gustave, frappa l'alliance au cœur, et délivra la Révolution de son ennemi le plus redoutable.

Jean-Jacques Ankastrom, capitaine des gardes du roi, exécuta, le 16 mars 1792, le complot qu'il avait formé de délivrer la Suède d'un monarque qu'il regardait comme un tyran. Il se rendit à un bal masqué auquel il savait que le

roi devait assister, s'attacha à ses pas; et, profitant d'un moment de presse, lui tira un coup de pistolet à bout portant. L'assassin se confondit ensuite dans la foule sans avoir été découvert; mais les mesures ultérieures qui furent prises pour le découvrir ne tardèrent pas à mettre la police sur ses traces. Un pistolet et un large couteau à deux tranchans, étaient restés sur le lieu même où le roi avait été assassiné. On fit assembler la corps des armuriers et celui des fourbisseurs de Stockholm pour leur montrer ces armes. Un armurier déclara que l'arme à feu qu'on lui présentait faisait partie d'une paire de pistolets qu'il avait réparés quelque temps auparavant pour le capitaine Ankastrom, qui la lui avait apportée et qui l'avait reprise lui-même. Un fourbisseur reconnut le couteau. Il l'avait trempé sur la demande du même officier. L'époque qu'il désignait, se rapportant à celle qu'indiquait le premier témoin, le lieutenant de police n'attendit pas d'autres preuves pour ordonner l'arrestation d'Ankastrom. Le commandant des gardes se rendit aussitôt à son logement, lui signifiâ l'ordre qui portait de s'assurer de sa personne: « Je vous suis, répondit avec calme Ankastrom, et il se remit entre les mains de cet officier. » Il fut d'abord conduit à la police où il subit un premier interrogatoire. Dans l'après-midi, il en subit un second devant la haute-cour de justice. Il ne nia point son crime, et s'avoua, sans hésiter, l'auteur de l'assassinat commis sur la personne du roi. Le seul regret qu'il témoigna fut celui de n'avoir pas réussi à étendre le roi roide mort: « J'aurais voulu délivrer sur-le-champ, dit-il avec force, le monde et mon pays d'un monstre qui en est le fléau. »

Cependant Gustave était mortellement blessé. Quand il sortit du bal, appuyé sur son écuyer, le baron d'Essen, la douleur que lui causait sa blessure n'était pas bien vive. Il se coucha sur un sofa, et s'entretint pendant une demi-

heure avec quelques ministres étrangers sur la sensation que la nouvelle de sa mort produirait en Europe. Il paraissait se complaire dans cette conversation et dans l'idée qu'il serait regretté. Quand il se mit au lit, on remarqua plus de faiblesse dans ses mouvemens et dans le son de sa voix. Il fut saigné à trois heures du matin; à dix heures, le premier chirurgien de l'armée opéra sur la plaie; il ne parvint à extraire qu'une tête de clou, quoiqu'il eût sondé fort avant dans la blessure. Le roi avait supporté cette opération avec fermeté. Une fièvre violente se déclara dans la nuit. Le 18 au matin, le chirurgien, ayant soulevé l'appareil, aperçut des symptômes qui lui firent craindre que la gangrène ne se mit à la plaie. Depuis ce moment, on désespéra de la vie du roi. Tous les moyens curatifs restèrent sans efficacité, et Gustave mourut le 29 mars.

Il laissait un fils trop jeune pour monter sur le trône. Le duc de Sudermanie fut nommé régent du royaume. Un de ses premiers actes fut de faire dresser une enquête sur l'assassinat du feu roi, et de faire instruire le procès d'Ankastrom et celui de ses complices dont le nombre n'était pas encore bien connu¹. Les accusés furent traduits devant la haute-cour judiciaire de Suède qui fut chargée de procéder à leur jugement.

Ankastrom répondit avec calme à toutes les questions que lui adressa le président. Lorsqu'on l'interrogea sur les motifs qui l'avaient porté à commettre ce crime, il fit la déclaration suivante :

« La domination de Gustave pesait depuis long-temps sur la Suède.

¹ Plusieurs biographes ont écrit qu'Ankastrom n'avait point fait de révélations, et qu'il était mort sans nommer ses complices. Cette opinion, qui fut répandue par les journaux du temps, n'est point conforme à la relation du procès que nous avons sous les yeux.

« Le comte Horn et moi , liés par des rapports d'amitié et des témoignages d'une confiance réciproque , nous nous étions communiqué nos idées et nos sentimens sur la situation politique du royaume ; tous deux nous avions déploré les abus de l'administration. Le meurtre du roi nous parut le seul moyen de mettre un terme à la tyrannie et de donner une nouvelle face aux affaires. Animés par un ressentiment personnel contre le prince qui avait fait porter contre moi , il y a à peine un an , une accusation de lèse-majesté¹, j'offris de servir d'instrument à l'exécution du projet. Le premier plan, qui fut arrêté entre nous ,² consistait à profiter des ténèbres de la nuit pour enlever le roi qui se trouvait alors à sa maison de plaisance de Haga , et de le dérober à toutes les recherches. Afin de combiner nos moyens de succès , nous allâmes , Horn et moi , nous promener aux environs du parc ; nous examinâmes les avenues et les bois de Haga , mais nous reconnûmes que les lieux étaient trop bien gardés pour que l'entreprise pût réussir.

« Ce projet fut abandonné. Un ami du comte Horn fut alors associé à nos desseins. C'est le comte Ribbing qui , apprenant les détails et le but de la conspiration , demanda à partager nos espérances et nos dangers. Un rendez-vous fut assigné dans un domaine de Horn , appelé Hufvudstad , à quelque distance de Stockholm. Nous y délibérâmes , Horn , Ribbing et moi , sur les moyens de mettre à profit pour l'exécution de notre projet les habitudes du prince.

« Je briguai la mission de frapper le premier coup. Les comtes Horn et Ribbing la réclamaient aussi : le sort en décida , et je restai chargé de l'exécution de l'entreprise. Il fut

¹ Ankastrom avait été condamné à mort par un conseil de guerre , pour avoir empêché les paysans de Gothland de se prêter à la levée d'un corps-franc , durant la guerre contre la Russie. Le roi lui fit grâce de la vie.

convenu que je donnerais la mort à Gustave, soit au moyen d'une arme à feu, soit au moyen d'une dague, et que je profiterais de la première occasion où un nombreux concours de peuple présenterait le double avantage de faciliter le meurtre et de favoriser mon évasion.

« Je me rendis au spectacle avec le comte Horn le 16 janvier dernier. J'étais armé de deux pistolets chargés. Nous étions placés près de la loge de Gustave; je devais faire feu sur lui au moment où il passerait par la galerie couverte qu'il avait l'habitude de suivre en se rendant au théâtre. Après avoir frappé le roi, je serais descendu par l'escalier dérobé dont l'obscurité aurait favorisé ma fuite. Gustave vint au théâtre, mais il entra par la grande porte, et cette circonstance rendit inutiles nos dispositions. Une nouvelle tentative fut renvoyée au 18 janvier, jour où l'affluence des spectateurs devait être considérable. Un hasard semblable à celui qui avait sauvé le roi le 16 janvier, déconcerta une seconde fois nos projets.

« Ces contrariétés ne changèrent point notre résolution. Nous nous réunîmes pour concevoir de nouvelles tentatives.

« Un bal masqué, annoncé dans Stockholm pour la nuit du 19 janvier, nous parut une occasion favorable pour l'exécution du dessein que nous poursuivions sans relâche. Je me rendis à la salle du bal caché sous un déguisement, et portant sur moi des pistolets chargés; mais le mauvais temps avait nui aux plaisirs de la soirée; la réunion était peu nombreuse; je craignis d'être arrêté, et je quittai la salle avec l'intention d'attendre une circonstance plus opportune.

« Le lendemain, je partis avec le comte Ribbing pour me rendre à Gifse où se tenait l'assemblée de la diète. J'étais muni de mes pistolets dans l'espérance de rencontrer le roi qui souvent se promenait seul dans les rues. Ce voyage fut sans utilité. Nous retournâmes à Stockholm, et nous ren-

voyâmes, pour une nouvelle tentative, au bal masqué qui devait avoir lieu, le 2 mars, dans la salle de spectacle. Je fus contrarié par les mêmes circonstances qui m'avaient retenu dans la nuit du 19 janvier. Un troisième bal était annoncé pour le 9 mars, mais la rigueur de la saison obligea de le remettre au 16 du même mois. Dans l'intervalle, j'eus une entrevue avec Ribbing et le comte Horn dans le château de ce dernier. Ribbing nous apprit que Liljehorn, major des gardes du roi, informé par lui du secret de la conspiration, désirait de s'associer à notre entreprise. Il promettait, pour faciliter la révolution que nous préparions¹, l'appui de son régiment, aussi bien que l'assistance des bataillons d'artillerie qui se trouvaient en garnison à Stockholm; il répondait en outre du régiment de la feue reine douairière. Le comte Ribbing avait aussi associé à la conspiration le major-général Pechlin, qui s'engageait, de son côté, à favoriser les mouvemens politiques dont la mort de Gustave devait être suivie. Dans la crainte qu'un secret, déjà confié à plusieurs individus, ne vînt à être trahi, le comte Ribbing insista sur la nécessité de frapper sans délai. Son avis fut généralement approuvé.

« Le lendemain, nous nous rendîmes à l'hôtel de Ribbing où nous convînmes du déguisement et des signes particuliers qui devaient nous servir de moyen de ralliement dans la foule des masques.

« Horn se chargea de me faire reconnaître le roi en disant à ce prince : *Beau masque, je te salue.*

¹ La conspiration d'Ankastrom, Ribbing, Horn, etc., avait pour but de se défaire du roi; de donner la mort au duc de Sudermanie et aux plus zélés partisans de Gustave; de confier le commandement des troupes au major Liljehorn; de laisser la vie, et même la couronne, au prince royal, mais de restreindre son pouvoir de manière à le réduire à la simple condition de faire exécuter les décrets rendus par la nation.

« Ribbing s'engagea à disposer dans la salle des hommes qui, lorsque le coup aurait été frappé, augmenteraient le tumulte et se feraient jour à travers la foule pour faciliter notre fuite.

« Pechlin, que nous vîmes peu de temps après, nous promit quelques services du même genre. Toutes les mesures furent arrêtées pour qu'une tentative tant de fois manquée n'échouât pas de nouveau.

« Je rentrai chez moi accompagné du comte Horn. Je préparai mes pistolets. Je les chargeai de deux balles, l'une ronde, l'autre carrée, de onze dragées et de sept clous. Nous nous occupâmes ensuite de nos déguisemens ; et après avoir pris des précautions pour bien assurer les masques qui nous couvraient le visage, nous nous rendîmes à la salle de l'Opéra. Je m'étais en outre muni d'un poignard.

« Le roi n'était pas arrivé quand nous entrâmes dans la salle. Il parut bientôt tenant par le bras son grand-écuyer, le baron Essen. Il s'avança jusque vers le milieu du théâtre, où il s'arrêta.

« J'étais parvenu à me glisser entre ce prince et les gens de sa suite au moment où il était entré. Je suivais tous ses mouvemens. Quand je le vis s'arrêter, je me plaçai derrière une coulisse. Le prince me tournait le dos : j'appuyai sur son domino la bouche de mon pistolet ; je lâchai la détente et je laissai tomber mon arme. L'explosion fut terrible. Le roi chancela, mais il ne tomba pas : je crus qu'il n'avait reçu qu'une blessure peu dangereuse. Je tirai mon poignard ; mais comme je levais le bras, un frisson violent me saisit ; toute mon énergie m'abandonna ; ma main n'eut pas même la force de retenir la dague, qui tomba sur le parquet. Je me glissai alors sans être aperçu au milieu de la foule, je criai au feu, et j'entendis ce cri répété par plusieurs voix.

« Le reste vous est connu. »

Ankastrom avait arrêté d'avance la résolution de se bruler la cervelle avec le pistolet qui lui resterait lorsqu'il aurait tué le roi. Mais il paraît que le courage lui manqua tout à fait. Il se débarrassa de son arme qu'il laissa tomber au milieu de la foule, et cette précaution, qui le perdit, parut d'abord devoir assurer son impunité.

Aussitôt qu'on eut appris que le roi était blessé, l'officier de garde donna l'ordre de fermer les portes et d'empêcher que personne ne sortît. Tous les individus déguisés se démasquèrent : on fouilla dans leurs poches, dans leurs vêtemens, et chacun fut obligé de donner son nom par écrit.

Ankastrom, échappé au danger auquel l'exposait cette mesure¹, rentra dans son logement où il resta jusqu'au moment de son arrestation, qui eut lieu dans la matinée du lendemain.

La haute-cour criminelle (Svea hof Ratt), après avoir entendu les déclarations d'Ankastrom et s'être convaincue de sa culpabilité par les aveux et par les preuves qu'elle avait recueillies, le condamna à la peine de mort. La sentence portait que son supplice serait accompagné de toutes les circonstances qui sont considérées en Suède comme ignominieuses et flétrissantes. Elle était conçue en ces termes :

« Jean-Jacques Ankastrom, convaincu de meurtre sur la royale personne de notre bien-aimé souverain, sera exposé au pilori pendant trois jours, sur les trois principales places de Stockholm ; il sera fouetté publiquement par la main du valet du boueur pendant chacun de ces trois jours et sur chacune de ces trois places ;

¹ On dit que lorsque son tour d'être fouillé fut arrivé, il dit assez lestement au lieutenant de police : « J'espère que vous ne me soupçonnez pas. — Pourquoi pas, répondit l'officier ? Mais je serais tenté de croire que vous êtes l'auteur de tout ceci. » Et, le regardant attentivement après cette réponse, il crut apercevoir quelque altération sur son visage.

« Il sera conduit ensuite hors de la ville, où sa main droite sera coupée par le boueur.

« Ensuite il sera décapité par l'exécuteur ordinaire des hautes-œuvres.

« Les membres de son corps, coupé en quartiers, seront fixés sur des pieux pour y rester exposés. La main droite sera également exposée sur un pieu. »

Le premier jour de son exposition au pilori, Ankastrom harangua le peuple et supporta avec une contenance tranquille le supplice des verges. Le second jour, son courage parut ébranlé. Lorsqu'on le conduisit le surlendemain, dans une charette, au lieu de l'exécution, il promena des regards calmes et assurés sur la foule des spectateurs. Arrivé au pied de l'échafaud, il demanda quelques instans pour faire sa paix avec le ciel. L'ecclésiastique, chargé de l'assister à ses derniers momens, déclara que le coupable témoignait un repentir sincère de l'horrible crime que sa mort allait expier ; qu'il éprouvait tous les déchiremens du remords, qu'il demandait pardon à son roi, à sa patrie, et qu'il priait le Tout-Puissant de ne point faire retomber sur son âme la vengeance qu'il avait encourue par la violation de la plus sacrée de toutes les lois.

Ankastrom fut exécuté, le 23 août 1792, conformément aux dispositions de l'arrêt qui l'avait condamné. On avait eu soin de disposer trois cents hommes de troupes autour de l'échafaud, pour contenir la fureur du peuple qui éclatait en clameurs et en injures contre l'assassin de Gustave. Ankastrom eut le poignet et la tête tranchés. Ses membres furent écartelés et restèrent exposés sur des pieux. Quelques journaux français¹ ont écrit que le lendemain de l'exécution on trouva, dans la main droite de ce régicide, un papier contenant ces mots en vers suédois : *Bénie soit la main qui sauva la patrie.*

¹ Voyez entre autres le *Moniteur*.

Une couronne de laurier avait aussi été déposée sur sa tête décolorée, et le peuple qui, la veille, se répandait en outrages contre lui, accourut avec empressement à ce triste spectacle, parce que le bruit s'était répandu que la figure du supplicié avait pris un air satisfait et radieux.

Les autres conjurés qui avaient partagé le complot d'Ankastrom, étaient, indépendamment de ceux qu'on a déjà nommés, le baron Bjelike; le baron Ehrensvar; Hartmansdorff, major dans l'artillerie; Jacob Von Engerstrom, conseiller de la chancellerie; son frère Jean Von Engerstrom, et plusieurs autres Suédois, presque tous appartenant au corps de la noblesse. Le baron Bjelike prit du poison lorsqu'il vit arriver les gardes chargés de l'arrêter : il expira peu de temps après. Le comte Horn se pendit dans sa prison; un troisième conjuré s'empoisonna.

Le jour même de l'exécution du complot, Gustave avait reçu un avis secret du sort dont il était menacé; mais ce prince généreux et confiant méprisait trop ses ennemis pour leur supposer tant d'audace. Il se rendit au bal malgré les prières de ses amis, et en entrant dans la salle il dit à son grand-écuyer : « Il y a trop de gaité dans ce lieu; l'air qu'on y respire est trop pur pour qu'il s'y trouve des assassins.

La lettre anonyme qui avait été adressée à Gustave fut attribuée au major général Liljehorn. Elle était conçue en ces termes :

« Je suis mécontent de votre gouvernement, mais je ne
« puis consentir à devenir votre assassin; un complot, formé
« contre votre vie, doit éclater ce soir au bal masqué; je vous
« conseille de ne pas vous y rendre : on devait se défaire de
« vous la semaine dernière, mais le bal ayant été différé, on
« a remis l'exécution du complot à cette nuit. »

Quelques jours après l'exécution d'Ankastrom on fit circuler un écrit ayant pour titre : *Confession d'Ankastrom.*

Voici cette pièce, qui est généralement regardée comme authentique.

CONFESSION D'ANKASTROM.

« Quoiqu'on m'eût demandé, dans mon premier interrogatoire à la chambre de police, si j'étais l'auteur du billet anonyme qu'on avait adressé au roi dans la journée du 16 mars, ou si j'en reconnaissais l'écriture, je déclarai, comme je l'ai fait depuis devant la haute-cour judiciaire, que j'avais seul frappé le roi ; mais j'appris lundi dernier, lorsqu'on me fit comparaître devant le conseiller Liliesparre, lieutenant de police, que l'auteur de la lettre anonyme avait été arrêté. On me montra même quelques lettres écrites de ma main au comte Horn. Je fus ensuite informé que le comte était en prison ; j'appris que des recherches domiciliaires avaient été ordonnées dans son hôtel : ces circonstances me conduisirent à croire qu'il avait tout avoué. Si je me suis trompé dans mes conjectures, il est au moins certain que les révélations ont été faites par l'infâme écrivain de la lettre anonyme : je ne crains pas de le déclarer infâme ; car s'il eût connu quelques sentimens d'honneur, il aurait combattu notre projet par ses avis, et ne l'aurait pas trahi sans la plus pressante obligation. Je conclus de ces circonstances que des dénégations seraient inutiles. Je vais donc exposer franchement les raisons qui me poussèrent à donner la mort à Gustave ¹.

¹ Gustave III, parvenu au trône de Suède en 1772, rencontra d'abord dans les membres de la noblesse une opposition hardie et redoutable pour l'exercice de la puissance royale. Une révolution habilement conduite par ce prince, qui disposait à son gré de la plus grande partie de l'armée, lui rendit les prérogatives qu'on avait réussi à lui enlever, et en ajouta de nouvelles à sa couronne. Le calme le plus parfait parut rétabli. Cependant quelques symptômes d'orage troublèrent les délibérations de la diète tenue en 1786. A cette époque, la guerre éclata avec la Russie. Gustave,

« En l'année 1789, lorsque le gouvernement laissa publier d'abominables libelles contre l'armée et les officiers, la violence avec laquelle le roi sévit contre les membres de la diète et ses autres sujets, dut infailliblement indigner toutes les âmes que l'égoïsme et l'intérêt personnel n'avaient point encore paralysées. Plus d'une voix se fit entendre pour maudire et menacer l'oppression. Mais le roi ne répondit que par l'*acte d'union et de sûreté* qui achevait de détruire la Constitution de 1772, dans laquelle les bornes de l'autorité royale avaient

irrité de la conduite insolente des émissaires de Catherine, conduisit son armée en Finlande et obtint des succès contre les Russes. Une conspiration se forma dans son camp. La plupart des officiers, mécontents du gouvernement de Gustave, refusèrent d'obéir à ses ordres, sous prétexte qu'il'avait entrepris la guerre contre le consentement des états, et sans raison suffisante. Ils portèrent même l'audace jusqu'à priver le roi de sa liberté, et le retinrent plusieurs jours prisonnier dans sa tente. Gustave parvint cependant à quitter la Finlande; il revint à Stokholm, où il trouva les esprits disposés en sa faveur, passa en Dalécarlie, harangua les montagnards, obtint des troupes, fit lever aux Danois le siège de Gothenbourg, et entra dans Stokholm, où il fut reçu avec enthousiasme. Il parut alors des écrits anonymes dirigés contre les officiers de l'armée de Finlande, que l'on accusait de trahison. Les bourgeois de Stokholm crurent l'état et le prince en danger : ils prirent les armes. Pour récompense de leur fidélité, on leur distribua des médailles d'or et d'argent. Au mois de janvier 1789, les états s'assemblèrent de nouveau; la noblesse se jeta avec une sorte de fureur dans les rangs de l'opposition. Gustave, assuré de la fidélité des trois autres ordres, le clergé, la bourgeoisie et les paysans, fit arrêter les membres de la noblesse qui avaient dirigé l'opposition, et proposa, sous le nom d'*acte d'union et de sûreté*, un projet de constitution qui tendait à fortifier le pouvoir royal par de nouvelles prérogatives. Cette loi, adoptée par la diète, devait détruire le sénat; ce corps fut en effet supprimé. Gustave profita de la disposition des esprits pour demander des subsides considérables, et les obtint. Cependant les chefs de la conspiration de Finlande, conduits à Stokholm et traduits devant un conseil de guerre, furent condamnés à mort; mais un seul fut exécuté, le colonel Hetsko. Depuis ce temps, Gustave crut que tous les nuages étaient dissipés. C'est dans ces circonstances qu'il périt frappé par Ankastrom.

été clairement déterminées. Cependant, quoique Gustave eût obtenu, indépendamment des revenus affectés à la couronne, des subsides considérables, on découvrit une dette énorme, amassée par de ruineuses dépenses. Le roi se rendit dans la salle de la noblesse, pour faire consentir les membres de cette assemblée à garantir le paiement de cette dette. Avant lui, le maréchal de la diète avait tenté inutilement, par d'avilissantes démarches, d'obtenir cet assentiment. Le roi se fit accompagner jusqu'au palais des séances par une foule hideuse de gens sans aveu, qui s'étaient, dès le matin, gorgés de liqueurs fortes, dans les tavernes de Stockholm, aux frais du gouvernement. Ces misérables remplissaient les rues et les places de tumulte et de cris menaçans ; on eut une peine extrême à les repousser des portes de la salle, lorsque le prince y fit son entrée. Malgré cet indigne cortège, l'opposition obtint la majorité des suffrages. On demanda le scrutin, afin de lever tous les doutes ; mais le parti de la cour ne s'arrêta point à cette opposition, et parvint à lui faire décider que les états garantiraient le paiement de la dette. Après que la diète fut dissoute, plusieurs de ses membres furent emprisonnés dans diverses forteresses, sans qu'on daignât leur expliquer les motifs de cette rigueur. Ceux dont on n'attaqua pas la liberté crurent être redevables de cette faveur à quelque considération personnelle.

« Ces excès avaient été précédés d'autres actes arbitraires subversifs de la Constitution : le roi avait commencé la guerre sans le consentement des états. L'inquiétude s'était répandue dans la nation ; le mécontentement était général. Les Suédois amis de leur pays, les hommes à qui l'éducation ou la naissance ont appris à ne point méconnaître leur dignité, sentirent s'élever dans leur cœur une généreuse émulation ; on s'indigna de tant de despotisme, et la résolution de s'y soustraire éclata de toute part. Je savais que pendant les va-

cances de la diète, le roi reste chargé de veiller au maintien des lois, de la liberté, du bien public; et que, lorsqu'il viole ces obligations, il n'est plus qu'un dépositaire infidèle.

« La répugnante que m'inspirait le gouvernement de Gustave devint de la haine, lorsque je vis tant de milliers d'hommes mitraillés par des guerres injustes; mes concitoyens opprimés par des taxes intolérables, et le peuple ruiné par l'émission du papier monnaie; et tout cela, disait le gouvernement, dans le but d'obtenir *une paix glorieuse*. Sur le même prétexte, on ouvrit des négociations avec les royaumes étrangers : source d'incalculables dépenses; on surchargea la dette publique par d'énormes emprunts.

« Tant d'inconséquences, de prodigalité, de fausses démarches avaient réduit le royaume à la situation la plus déplorable : l'ouverture de la diète fut proclamée dans ces circonstances; mais on laissa à peine trois semaines d'intervalle entre le jour de l'ouverture et celui de la convocation : dès lors, élections, voyages, tout se fit avec une précipitation funeste. Pour ajouter aux inconvéniens, on désigna pour la tenue de l'assemblée une place éloignée du centre du royaume. Le gouvernement mit tout en œuvre pour empêcher les hommes indépendans de se rendre à l'assemblée des états, récompenser les bourgeois de Stockholm de leur aveugle dévouement, de leurs dépenses pendant la guerre, et accroître la masse déjà si effrayante des dettes de l'état.

« Frappé de tant d'abus, je cherchai la règle de ma conduite dans la Constitution de 1772. Un des articles de cet acte porte la disposition suivante :

« Tout individu qui essaiera d'altérer ou d'abolir cette loi fondamentale, sera réputé ennemi de son pays. »

« Eh bien ! dis-je, le roi s'est déclaré ennemi de l'état et de son peuple, lorsqu'il a publié *l'acte de sûreté* et gouverné au nom de ce même acte; le roi n'est donc qu'un en-

nemi public : or , le devoir de tout homme dans la société est de défendre ses concitoyens des attaques portées à leur propriété , à leur indépendance. Si l'ennemi est placé hors des atteintes de la loi , la violence se présente comme le seul moyen de salut qui reste ; elle devient un droit dont l'exercice est remis dans les mains de tous'.

« Ce principe une fois posé , la mort du roi fut la conclusion que j'en tirai. Mais je n'arrêtai aucun plan ; je ne cherchai à m'adjoindre aucun complice. Je fus même arrêté pendant quelque temps par l'idée qu'il ne serait peut-être pas impossible d'amener le roi à mettre plus de modération et de sagesse dans son gouvernement. Cet espoir fut bientôt dissipé : alors je revins à mes premières idées. Je formai le plan d'une conspiration qui avait pour but la mort de Gustave et le rétablissement des libertés publiques ; j'en devins le chef et l'instrument. Je fus confirmé dans ma résolution par tout ce qui se passait sous mes yeux : je voyais un roi plein d'affabilité dans le caractère et dans les manières , mais endurci et inflexible dans ses principes de despotisme ; je le voyais repousser avec hauteur toutes les mesures proposées au nom du bien public. Je désespérai de l'état sous un tel prince ; et , pour sauver mes concitoyens , je dévouai mes jours. Dix ans ajoutés ou retranchés à une vie misérable ne sont rien au prix du bonheur de toute une nation : le souvenir de mes infortunes personnelles donna une nouvelle activité aux sentimens qui me faisaient haïr Gustave. Je m'occupai sans relâche des moyens qui devaient assurer le succès de mon entreprise : aucune considération particulière ne pouvait ébranler ma résolution. J'étais bien résolu à mourir plutôt qu'à conserver une existence avilie au milieu d'une nation en proie aux caprices d'un despote et à tous les malheurs de la servitude. »

• Il ne faut pas oublier que c'est un régicide qui parle.

Le procès d'Ankastrom avait été disjoint de celui de ses complices, qui ne furent jugés qu'après lui par la haute-cour criminelle. Le premier chambellan et major comte Claes, Fredericson Horn¹, le capitaine comte Adolf Ludvig Ribbing, furent déclarés infâmes, comme ayant forfait à leur noblesse. La sentence les condamna à perdre la main droite, à être ensuite décapités et coupés par quartiers.

Le colonel Carl Pontus Liljehorn et le baron Carl Frédéric Ehrensward furent condamnés à la dégradation, à la peine de mort, et à la confiscation des biens au profit de l'état.

Le général major Pechlin fut condamné à être renfermé dans la forteresse de Marstrand, jusqu'à l'entier aveu de son crime, qu'il s'était obstiné à nier.

Le premier conseiller de la chancellerie, chevalier de l'étoile polaire, Jacob Von Engerstrom, fut condamné à perdre sa noblesse, ses dignités, son emploi, et à être renfermé dans une forteresse pour le reste de sa vie.

Le major Christophe Von Hartsmandorff fut cassé de son grade et puni d'un an d'emprisonnement.

Le secrétaire du protocole, Johan Von Engerstrom, fut destitué de tout service envers la nation et le roi.

Après que ces jugemens furent rendus, Son Altesse royale le duc de Sudermanie, régent du royaume, prit la parole et s'exprima en ces termes :

« Nous trouvant au lit de mort du feu roi, quelques heures avant sa mort, nous nous entretenions de l'événement qui l'enlevait à l'amour de son peuple, et des conséquences que cette catastrophe pouvait entraîner, lorsque Sa Majesté, dont le cœur affectueux et clément était toujours disposé au pardon, daigna nous déclarer que l'idée du châtiment que la

¹ Le comte Horn s'était pendu dans sa prison ; mais on fit le procès à sa mémoire.

loi réservait aux régicides lui causait plus d'affliction que ses propres douleurs. Elle ajouta qu'elle ne trouverait un terme à ses inquiétudes que lorsque nous lui aurions promis et juré, par notre amour fraternel, et sur l'honneur de notre sang, qu'après sa mort nous ferions grâce du dernier supplice à ceux qui avaient si aveuglément méconnu ses royales vertus.

« Attendri jusqu'aux larmes par l'expression de tant de générosité, j'osai représenter au roi que ni les lois divines, ni les lois humaines ne permettaient l'impunité d'un crime aussi atroce, et que l'honneur du nom suédois, aussi bien que l'intérêt de la sûreté publique exigeaient impérieusement le supplice des coupables. Sa Majesté, émue par ces représentations, déclara, non sans douleur, que si l'inflexible loi de la vengeance demandait du sang pour du sang; que si l'intercession de la personne offensée n'était point un titre suffisant à la clémence, et que si le criminel, qui avait porté sur sa royale personne des mains parricides, ne pouvait être soustrait au glaive de la justice, elle insistait pour que lui seul donnât satisfaction aux lois, et pour qu'on fût grâce de la vie à tous les autres individus convaincus de participation à ce crime, quel que fût leur nombre qui, à cette époque, n'était pas encore bien connu. Sa Majesté ajouta, enfin, que c'était la dernière prière qu'elle nous faisait comme frère, et les derniers commandemens qu'elle nous donnait comme roi; car le pouvoir de faire grâce résida jusqu'à son dernier soupir dans ses augustes mains, et nul n'avait le droit de s'opposer à cet acte de sa puissance. Sa Majesté exigea en même temps les promesses et les assurances les plus solennelles de notre soumission à sa royale volonté.

« Ces touchantes paroles, qui révèlent la générosité, la clémence de cet excellent prince, immortalisent sa mémoire bien plus encore que la victoire de Svenksund; elles serviront

de base à l'arrêt de gracieuse commutation de peine que nous prononçons aujourd'hui. Comme chrétien, comme sujet, comme frère, comme homme, nous ne pouvons ni ne devons négliger les volontés dernières du monarque. Il avait plein pouvoir de faire grâce aux coupables qui l'ont frappé; sa volonté faisait notre loi lorsqu'il était dans ce monde, et son frère ne sera point flétri du reproche de l'avoir trompé à l'heure de sa mort.

« Nous déclarons en conséquence, et en considération des raisons ci-dessus exposées, que la peine capitale justement méritée, à laquelle le comte Adolf-Ludvig Ribbing, le colonel Carl-Pontus Liljehorn et le baron Carl-Frédéric Ehrensward ont été condamnés par la haute-cour de Suède, est commuée en un bannissement perpétuel avec dégradation de noblesse, perte des droits et privilèges de citoyens. Les coupables seront immédiatement escortés hors des limites de la patrie que leurs crimes ont outragée, avec défense, sous peine de la mort, à laquelle ils viennent d'échapper, d'oser jamais nous adresser aucune pétition tendante à obtenir un terme à leur exil; nous laissons à leur repentir et aux remords de leur conscience le soin de leur supplice, convaincus qu'une existence coupable et le ver rongeur que le souvenir de leur crime nourrira dans leur cœur, seront pour eux plus terribles que la mort même : nous voulons aussi que la sentence de leur bannissement soit exécutée dans le plus prompt délai, afin d'affaiblir, par tous les moyens possibles, la mémoire d'un forfait aussi inoui, et pour éloigner les objets qui réveilleraient sans cesse dans notre âme le souvenir déjà trop déchirant de notre infortune; que ces criminels soient donc entraînés immédiatement et pour jamais loin du sol de la Suède dont ils ont détruit la paix et le bonheur, et que, pour ajouter à leur désespoir, on leur apprenne que le prince auquel ils

ont arraché la vie a voulu, en mourant, qu'on épargnât leur coupable existence.

« A l'égard des accusés non condamnés à la peine de mort, comme ils n'étaient point compris dans le pardon de la vie, accordé par les derniers ordres de Sa Majesté, nous ne voyons aucun motif pour adoucir la rigueur de leur sentence. Dans un cas de cette nature, il ne nous est point permis de suivre les sentimens de clémence et de pitié innés dans notre cœur : nous confirmons, par ce motif, l'arrêt définitif de la cour suprême.

« En conséquence, le conseiller de la chancellerie Von Engerstrom est et demeure destitué de son emploi, et condamné à un emprisonnement pour trois ans ;

« Le major Hartsmandorff perdra également sa commission, et sera détenu pendant une année ;

« Le secrétaire royal Von Engerstrom sera suspendu pendant un an de ses fonctions dans le collège de la chancellerie ;

« Le major-général baron Pechlin sera mis en prison pour y passer le reste de sa vie ;

« Le bailli Nordell, conformément à la sentence rendue par la cour criminelle et par celle de la cour suprême, est et demeure absous de l'accusation portée contre lui. »

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

	Pages.
ITALIE. Procès de la famille Cinci. (<i>Parricide.</i>).....	1
ANGLETERRE. Emprisonnement du prince de Galles. (<i>Insultes faites à un magistrat.</i>).....	31
ITALIE. Procès de Galilée. (<i>Hérésie.</i>).....	37
ANGLETERRE. Procès du lieutenant-colonel John Lilburne, chef des niveleurs. (<i>Haute-trahison.</i>).....	49
ANGLETERRE. Procès de Denzill Hollis, John Elliot et Benjamin Valentine. (<i>Lèse-parlement.</i>).....	116
ANGLETERRE. Procès de Garnet, supérieur des jésuites en Angleterre, et complices. (<i>Conspiration des poudres.</i>)..	139
ANGLETERRE. Procès de la duchesse de Kingston. (<i>Bigamie.</i>)....	196
ANGLETERRE. Procès intenté par lord Grosvenor à lady Grosvenor, sa femme, et au duc de Cumberland, frère du roi, pour cause d'adultère.....	254
ESPAGNE. Procès de don Carlos, fils unique du roi, accusé d'hérésie et de haute-trahison.....	363
SUÈDE. Procès d'Ankastrom (<i>Assassinat de Gustave III.</i>)...	398

VIN DE LA TABLE.



EDIANE - 1917

